

John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N^o

ADAMS

231.1

v. 2

Digitized by the Internet Archive
in 2010



Œ U V R E S
C O M P L E T E S
DE M. DE BEAUMARCHAIS.

T O M E S E C O N D,
Contenant la SUITE DE SES MÉMOIRES.

REVUE

COINTEGRATION

DE W. DE BIL

TOM II

1998

1056
3
M É M O I R E S

D E

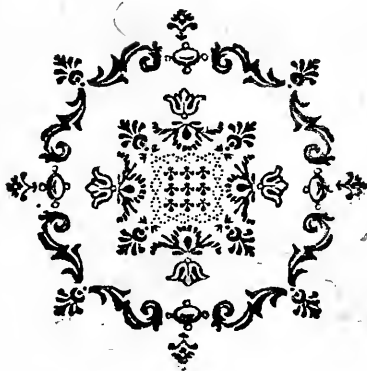
M O N S I E U R

P I E R R E - A U G U S T I N

C A R O N

D E B E A U M A R C H A I S.

T O M E S E C O N D,



M. D C C. L X X X.

MEMORIALS

DE

MONSIEUR

LE GÉNÉRAL

CAPO

ADAMS 23/1

DE BUREAU

72

TOME SECOND



Q U A T R I E M E
M É M O I R E

A C O N S U L T E R ,

POUR PIERRE-AUGUSTIN CARON
DE BEAUMARCHAIS, Ecuyer, Con-
seiller - Secrétaire du Roi , & Lieutenant-
Général des Chasses , &c. accusé de cor-
ruption de Juge ;

CONTRE M. GOEZMAN, Juge accusé de
subornation & de faux ; Madame GOEZMAN,
& le Sieur BERTRAND, accusés ; les Sieurs
MARIN, Gazetier ; DARNAUD BACU-
LARD, Conseiller d'Ambassade , & consors.

La justice qu'on vous doit servira à purger la société d'une
espece aussi venimeuse. (*Lettre du C. de la Blache , da-
tée de Grenoble.*)

*ET réponse ingénue à leurs mémoires , gazettes ,
lettres courantes , cartels , injures & mille &
une diffamations.*

THE OCEAN

NO. 1

THE OCEAN is a vast and mysterious world, full of life and beauty. It is a world of endless possibilities, where the imagination can run wild. The ocean is a source of inspiration for many artists, writers, and thinkers. It is a world that has captivated the human mind for centuries.

The ocean is a world of endless possibilities. It is a world where the imagination can run wild. The ocean is a source of inspiration for many artists, writers, and thinkers. It is a world that has captivated the human mind for centuries.

The ocean is a world of endless possibilities. It is a world where the imagination can run wild. The ocean is a source of inspiration for many artists, writers, and thinkers. It is a world that has captivated the human mind for centuries.

The ocean is a world of endless possibilities. It is a world where the imagination can run wild. The ocean is a source of inspiration for many artists, writers, and thinkers. It is a world that has captivated the human mind for centuries.

The ocean is a world of endless possibilities. It is a world where the imagination can run wild. The ocean is a source of inspiration for many artists, writers, and thinkers. It is a world that has captivated the human mind for centuries.



QUATRIÈME
M É M O I R E
A CONSULTER.

... Sunt quoque gaudia luctus. OVIDE.

Et les chagrins aussi sont mêlés de plaisirs.

SUIVANT la marche ordinaire des procès, un homme accusé se défend sur les objets qui lui sont reprochés, & s'en tient-là : pourvu qu'il sorte d'intrigue, qu'il ait bien ou mal dit, ses amis ne s'en soucient guere, ni lui non plus.

Il n'en est pas ainsi de ma cause, bizarre à l'excès dans toutes ses parties. Non-seulement je suis forcé de plaider sur le fond des accusations, mais encore de défendre la nature même de mes défenses.

Beaucoup de gens graves, en s'expliquant sur mes écrits, ont trouvé que, dans une affaire où il alloit du bonheur ou du malheur de

ma vie , le sang froid de ma conduite , la sérénité de mon ame & la gaieté de mon ton , annonçoient un défaut de sensibilité , peu propre à leur en inspirer pour mes malheurs. Tout sévère qu'est ce reproche , il a je ne fais quoi d'obligeant qui me touche & m'engage à me justifier.

Mais, qui a dit à ces personnes qu'il alloit ici du bonheur ou du malheur de ma vie ? Comment fait-on si je suis foible au point de confier mon bonheur à la fortune ; ou sage assez pour le faire dépendre uniquement de moi-même ? Parce qu'ils sont souvent tristes au sein de la joie , ils me reprochent d'être froid & tranquille au milieu du malheur. Pourquoi mettre sur le compte de l'insensibilité ce qui peut être en moi le résultat d'une philosophie aussi noble dans ses efforts , que douce en ses effets ? Pour des gens très-graves, le reproche n'est-il pas un peu léger ? Je veux bien qu'ils sachent que le courage qui fait tout braver, l'activité qui fait parer à tout , & la patience qui fait tout supporter, ne rendent pas les outrages moins sensibles , ni les chagrins moins cuisants ; mais je me fais un plaisir de leur rappeler que l'habitude du mal suffit seule pour y résigner les créatures , même les plus foibles en apparence.

Les femmes, dont le commerce est si charmant, qu'elles semblent n'avoir été destinées qu'à répandre des fleurs sur notre vie, les femmes mêmes nous donnent sans cesse la douce leçon de ce courage d'instinct, de cette philosophie pratique; formées par la nature, moins fortes que les hommes, & souffrant presque sans cesse, elles ont une patience, une douceur, une sérénité dans les maux qui m'a toujours fait rougir de honte, moi créature indocile, irascible, & qui prétends à l'honneur de savoir me vaincre. Moins occupées de se plaindre que de nous plaire, on les voit oublier leurs souffrances pour ne songer qu'à nos plaisirs. Il semble que notre estime & notre amour les dédommagent de tous leurs sacrifices.

Objet de mon culte en tout temps, ce sexe aimable est ici mon modèle. Il est impossible d'être plus malheureux que moi sous toutes sortes d'aspects; mais en écrivant, je me sauve de moi-même, pour m'occuper de ceux qui pourront m'estimer & me plaindre, si je parviens à les instruire de mes maux sans les ennuyer de leur récit.

Dès-lors je suis comme Sosie; ce n'est plus le *moi* souffrant & malheureux qui prend la plume; c'est un autre *moi* courageux, ardent à réparer les pertes que la méchanceté m'a

causées dans l'opinion de mes concitoyens , qui brûle d'intéresser les ames sensibles en peignant à grands traits l'iniquité de mes ennemis ; qui s'efforce d'exciter la curiosité des indifférents en égayant un sujet aride. J'aspire à m'envelopper de la bienveillance publique , à en opposer la protection tutélaire à la haine de ceux qui me persécutent : enfin , j'oublie mes maux en écrivant , & je suis comme un esclave qui ne sent plus le poids de ses chaînes , à l'instant qu'il voit compter l'argent de sa rançon.

D'ailleurs , je me donne les airs d'avoir aussi ma philosophie ; & comme ce mémoire est moins l'examen sec & décharné d'une question rebattue , qu'une suite de réflexions sur mon état d'accusé , peut-être ne me saura-t-on pas mauvais gré de montrer ici sur quel autre fondement j'établis la paix intérieure d'un homme si cruellement tourmenté , que cette paix paroît factice aux uns & du moins fort extraordinaire aux autres.

Si l'Etre bienfaisant qui veille à tout , m'eût honoré de sa présence un jour , & m'eût dit : je suis celui par qui tout est ; sans moi tu n'existerois point ; je te douai d'un corps sain & robuste ; j'y plaçai l'ame la plus active ; tu fais avec quelle profusion je versai la sensibilité dans ton cœur & la gaieté sur ton caractère :

mais pénétré que je te vois du bonheur de penser , de sentir , tu ferois aussi trop heureux si quelques chagrins ne balançoient pas cet état fortuné : ainsi tu vas être accablé sous des calamités sans nombre : déchiré par mille ennemis ; privé de ta liberté , de tes biens ; accusé de rapines , de faux , d'imposture , de corruption , de calomnie ; gémissant sous l'opprobre d'un procès criminel ; garrotté dans les liens d'un décret ; attaqué sur tous les points de ton existence par les plus absurdes *on dit* , & balotté long-temps au scrutin de l'opinion publique , pour décider si tu n'es que le plus vil des hommes , ou seulement un honnête citoyen.

Je me ferois prosterner , & j'aurois répondu : Etre des êtres , je te dois tout , le bonheur d'exister , de penser & de sentir : je crois que tu nous as donné les biens & les maux en mesure égale ; je crois que ta justice a tout sagement compensé pour nous , & que la variété des peines & des plaisirs , des craintes & des espérances , est le vent frais qui met le navire en branle , & le fait avancer gaiement dans sa route.

S'il est écrit que je doive être exercé par toutes les traverses que ta rigueur m'annonce , tu ne veux pas apparemment que je succombe à ces chagrins ; donne-moi la force de

les repousser , d'en soutenir l'excès par des compensations ; & , malgré tant de maux , je ne cesserai de chanter tes louanges , *in cithara & decachordo*.

Si mes malheurs doivent commencer par l'attaque imprévue d'un légataire avide sur une créance légitime , sur un acte appuyé de l'estime réciproque & de l'équité des deux contractants , accorde-moi pour adversaire un homme avare , injuste & reconnu pour tel ; de sorte que les honnêtes gens puissent s'indigner que celui qui , sans droit naturel , vient d'hériter de quinze cents mille francs , m'intente un horrible procès , & veuille me dépouiller de cinquante mille écus , pour éviter de me payer quinze mille francs au nom & sur la foi de l'engagement de son bienfaiteur.

Fais qu'aveuglé par la haine , il s'égare assez pour me supposer tous les crimes ; & que m'accusant faussement au tribunal du public , *d'avoir osé compromettre les noms les plus sacrés* , il soit enfin couvert de honte , quand la nécessité de me justifier m'arrachera au silence le plus respectueux.

Fais qu'il soit assez mal-adroit pour prouver sa liaison secrète avec mes ennemis , en écrivant contre moi dans Paris des lettres de *Grenoble* , à celui qui l'aura aidé à me dépouil-

ler de mes biens ; de façon que je n'aye qu'à
poser les faits dans leur ordre naturel , pour
être vengé de ce riche légataire par lui-même.

S'il est écrit qu'au milieu de cet orage je
doive être outragé dans ma personne , empri-
sonné pour une querelle particuliere.....

S'il est écrit que l'usurpateur de mon bien
profite de ma détention pour faire juger notre
procès au Parlement ; & si je suis destiné de
toute éternité à tomber à cette époque entre
les mains d'un rapporteur inabordable, j'ose-
rois desirer que l'autorité qui n'est jamais for-
maliste sur rien , le devînt assez contre moi
pour qu'il me fût interdit de sortir de prison
pour solliciter ce rapporteur, sans être suivi
d'un homme public & fermenté, dont le témoi-
gnage pût servir un jour à me sauver des
misérables embûches de mes ennemis , & de
la fameuse liste du portier de l'hôtel Goëz-
man.

Si, pour les suites de ce procès , je dois être
dénoncé au Parlement comme ayant voulu
corrompre un Juge incorruptible, & calom-
nier un homme incalomniable ; Suprême Pro-
vidence, ton serviteur est prosterné devant toi ;
je me soumets ; fais que mon dénonciateur soit
un homme de peu de cervelle, qu'il soit faux &
faussaire ; & puisque ce procès criminel doit

être de toute iniquité, comme le procès criminel qui y a donné lieu, fais ! ô mon Maître, que celui qui veut me perdre se trompe sur moi, me croie un homme sans force, & s'abuse dans ses moyens.

S'il se donne un complice, que ce soit une femme de peu de sens : si elle est interrogée, qu'elle se coupe, avoue, nie ce qu'elle a avoué, y revienne encore ; & pour augmenter sa confusion, fais qu'elle rejette enfin sur des signes ordinaires de jeunesse & de santé, tous les égarements de son esprit malade.

Si mon dénonciateur suborne un témoin, que ce soit un homme simple & droit, que l'horreur des cachots n'empêche pas de revenir à la vérité dont on l'aura un moment écarté.

Si l'*incorruptible* fait faire une déclaration à ce pauvre honnête homme ; qu'il en fabrique la minute, qu'il la confie à ce témoin ; qu'il change le sens de la copie qui lui reste en y commettant des faux très-grossiers ; qu'il n'y ait ni fuite, ni plan dans sa conduite, afin que tout puisse un jour servir à le confondre dans ses vues iniques, comme mon ennemi son homme de lettres, & qui écrit d'une façon si modérée.

Telle eût été ma prière ardente ; & si tous ces points m'avoient été accordés, encouragé

par tant de condescendance, j'aurois ajouté :
 Suprême Bonté, s'il est encore écrit que quel-
 que intrus doive s'immiscer dans cette horri-
 ble affaire, prétendre à l'honneur de l'arran-
 ger en sacrifiant un innocent, & me jettant
 moi-même dans des embarras inextricables ;
 je desirerois que cet homme fût un esprit gau-
 che & lourd ; que sa méchanceté mal-adroite
 l'eût depuis long-temps chargé de deux cho-
 ses incompatibles jusqu'à lui, la haine & le
 mépris public : je demanderois sur-tout qu'in-
 fidele à ses amis, ingrat envers ses protec-
 teurs, odieux aux autres dans ses censures,
 nauséabonde aux lecteurs dans ses écritures,
 terrible aux emprunteurs dans ses usures, col-
 portant les livres défendus, espionnant les
 gens qui l'admettent, écorchant les étrangers
 dont il fait les affaires, désolant pour s'enri-
 chir les malheureux Libraires ; il fût tel enfin
 dans l'opinion des hommes, qu'il suffit d'être
 accusé par lui, pour être présumé honnête,
 & son protégé, pour être à bon droit suspecté :
donne-moi MARIN.

Que si cet intrus doit former le projet d'af-
 foiblir un jour ma cause, en subornant un
 témoin dans cette affaire, j'oserois demander
 que cet autre *argousin* fût un cerveau fameux,
 un capitain sans caractère, girouette à tous

les vents de la cupidité, pauvre here qui voulant jouer dix rôles à la fois, dénué de sens pour en soutenir un seul, allât dans la nuit d'une intrigue obscure, se brûler à toutes les chandelles, en croyant s'approcher du soleil, & qui, livré sur l'escarpolette de l'intérêt à un balancement perpétuel, en eût la tête & le cœur étourdis, au point de ne savoir ce qu'il affirme, ni ce qu'il a dessein de nier : *donne-moi* *BERTRAND*.

Et si quelque auteur infortuné doit servir un jour de conseiller à cette belle ambassade, j'oserois supplier ta divine Providence de permettre qu'il y remplît un rôle si pitoyable, que, bouffi de colere & tout rouge de honte, il fût réduit à se faire à lui-même tous les reproches que sa pitié me feroit supprimer. Heureux encore, quand une expérience de soixante-quatre ans & demi ne lui auroit pas appris à parler, que cet événement lui apprît au moins à se taire : *donne-moi* *BACULARD*.

Que si, pour achever d'exercer ma patience & me mieux tourmenter, quelque Magistrat d'un beau nom doit se déclarer le protecteur, le conseil & le soutien de mon ennemi, j'oserois demander qu'il fût choisi entre mille, d'un caractère léger, & tel que ses imputations n'obtinssent pas plus créance contre moi que

les outrages publics ne doivent m'ébranler ni me nuire. Je fais que mon desir est difficile à satisfaire; mais rien n'est impossible à ta puissance.....

Enfin , si dans la foule des maux prêts à m'accabler , si dans la nécessité d'un projet aussi bizarre , cet Être bienfaisant m'eût laissé le choix du tribunal , je l'aurois supplié qu'il fût tel que , tout près encore de la naissance de ses augustes fonctions , il pût sentir que l'expulsion d'un membre vicié l'honoreroit plus aux yeux de la nation , que cent jugements particuliers , où les murmures des malheureux balancent toujours l'éloge que les heureux sont tentés de donner. Je l'aurois demandé ainsi , parce que j'aurois cru n'être point exposé à voir sortir de ce tribunal un jugement équivoque , sous les yeux d'un peuple éclairé , plein de sagacité , d'esprit & de feu ; & qui toujours plus prompt à blâmer qu'à prodiguer la louange , rendroit chaque Magistrat attentif & sévère sur sa façon de prononcer.

Eh bien ! dans mon malheur , tout ce que j'aurois ardemment désiré , ne l'ai-je pas obtenu ? L'acharnement de mes ennemis les a rendus peu redoutables ; leur nombre les a livrés au défaut de liaison si nécessaire en tout projet ;

la haine les a conduits à l'aveuglement ; chacun de leurs efforts , pour m'arrêter , n'a fait qu'accélérer ma marche & hâter ma justification.

Combien de fois m'étois-je dit , pendant ces temps de trouble : je n'aurai pas la foiblesse de me faire un besoin de l'estime universelle , plus que je n'ai l'orgueil de croire la mienne utile à tout le monde ! Avouons-le de bonne foi : force n'est pas bonheur ; il faut une vertu plus qu'humaine pour être heureux étant méfestimé ; mais je n'en ai que mieux goûté depuis combien l'estime publique est douce à recueillir. Aujourd'hui je sens toute la fermeté de mon cœur s'amollir , se fondre de reconnaissance & de plaisir , au plus léger éloge que j'entends faire de mon courage ou de mon honnêteté.

Si j'ajoute à cela les offres multipliées de secours & de services d'une foule d'honnêtes gens , & les consolations particulières de l'amitié , vous conviendrez que l'exemple vivant d'une heureuse compensation du mal par le bien , est ici joint aux enseignements de la plus douce philosophie.

Sunt quoque gaudia luctus. OVIDE.
Et les chagrins aussi sont mêlés de plaisirs.

Quant aux procès que je défends , indépendamment de la justice de ma cause sur laquelle se fonde ma sécurité , je ne vois ici qu'un événement qui , tout bizarre qu'il est , mériteroit peu d'arrêter les regards , sans la qualité , la quantité de mes ennemis , & sans mon courage à repousser leurs traits. Mais pour obtenir la justice que j'attends , je ne dois pas me laisser de discuter en présence de mes Juges , la seule question qui me soit vraiment personnelle dans le procès soumis au jugement de la Cour.

Suis-je un corrupteur , ou ne le suis-je pas ?

Dans sa dénonciation , M. Goëzman a dit formellement que j'étois un corrupteur. Cette piece est la seule contre laquelle j'aye à m'élever aujourd'hui , puisque c'est sur elle seule que le procès est établi ; mais le dénonciateur y déclare positivement qu'il n'est instruit du fait dont il m'accuse , que par le témoignage de sa femme.

Laissons donc la dénonciation de côté , pour ne plus nous occuper que de ce témoignage , unique & frêle appui d'un procès beaucoup trop fameux.

Mais la Dame interrogée déclare à son tour , que jamais le - Jay ne lui a laissé d'argent pour corrompre son mari , qu'on sait bien être incorruptible , & qu'il ne lui marchandait que des an-

diences. C'est ainsi qu'en donnant dans son récolement le démenti le plus ferme à sa déclaration concertée & à la dénonciation qui en est le fruit, cette Dame anéantit encore une fois l'accusation de corruption portée contre moi ; & tout est dit à cet égard, à moins qu'on ne trouve à la ranimer par les charges même du procès.

Mais les interrogatoires de le-Jay démentent la dénonciation du mari, & renforcent le récolement de la femme.

Mais les interrogatoires de Bertrand ; mais ses mémoires, qu'il faut mettre en ligne de compte aujourd'hui, parce que, sortant d'une plume ennemie, ils doivent en être crus toutes les fois qu'ils s'expliquent en ma faveur ; ces interrogatoires ; ces mémoires, en un mot, tout ce qui nous est venu de la part du Sacrif-tain, confirme que jamais je n'ai voulu corrompre M. Goëzman, l'incorruptible ; & qu'on n'a jamais parlé, à lui Sacrif-tain, *que d'entrevues & d'audiences*.

Enfin, toutes les dépositions renforcent ces aveux non-suspects, tous les témoins conviennent que c'est avec la plus grande répugnance que je me suis prêté à payer des audiences, dans le temps de ma vie où j'avois le plus besoin d'argent & le moins de facultés pécuniaires.

Que

Que reste-t-il donc au soutien de cette corruption dont on a fait tant de bruit ? Plus rien , qu'un adminicule de présomption fondé sur l'énorme prix de deux mille écus pour une audience : mais le plus simple exposé va faire évanouir de nouveau ce fantôme.

Je demandois à grands cris des audiences , & n'avois , comme je l'ai dit , pas plus d'espoir de les obtenir que d'argent pour les acheter. Un ami m'offre cent louis , & les confie à la prudence de ma sœur , qui , parcimonieuse pour mes intérêts , parle d'abord de 25 louis , finit par en livrer 50 , & s'en fût tenue-là , si le Sieur Bertrand , très-magnifique agent d'audience , à qui rien ne coûtoit en fouillant dans ma bourse , pour me donner une preuve de zèle , n'eût été de son chef reprendre à le-Jay les 50 louis , ne fût revenu dire à ma sœur , *quand on fait un présent , il faut le faire honnête* , & ne lui eût par cette phrase arraché les autres 50 louis. D'où l'on voit que , sans Bertrand , le *porte-parole* , & son zèle magnifique , le Libraire eût peut-être obtenu l'audience au prix des premiers 50 louis , & que les autres 50 m'eussent servi à en solliciter une seconde en cas de besoin.

Mais la première audience acquise au prix de cent louis , il devint impossible d'aller au

rabais pour la seconde. On n'offre pas une aigrette de verre à qui l'on a donné des boucles de brillants. Le prix des premières bontés d'une femme est au moins le taux de celles qui les suivent : c'est l'usage. Ainsi le défaut d'argent m'ayant forcé de recourir aux bijoux, comme c'est encore l'usage, le lendemain de l'audience, je remis au capitaine, une montre valant cent autres louis, pour arracher une seconde audience.

Quant aux 15 louis exigés pour le Secrétaire, ils ne font en cette qualité sur le compte d'aucune audience; & l'on voit maintenant par quelle gradation d'incidents la seule audience que j'aie obtenue, estimée d'abord par mes amis moins de 50 louis, peut avoir l'air en embrouillant les choses, d'avoir été payée deux mille écus.

L'audience du rapporteur ainsi rappelée à sa première estimation, le soupçon de corruption fondé sur l'énormité de son prix, tombe de soi-même; & remarquez que ce n'étoit encore-là qu'une présomption qui, en affaire criminelle, est sans force; il seroit superflu de s'y arrêter plus long-temps.

Mais a-t-on fait de ma part une convention avec Madame Goëzman de me rendre mes cent louis, si je ne gagnois pas ma cause? Per-

sonne au procès n'a déposé d'un pareil fait; l'unique Madame Goëzman, en qualité de seul contradicteur, eût pu fonder ce reproche. Mais loin d'articuler qu'elle ait fait aucun pacte à cet égard avec le-Jay, le seul aussi qui lui ait parlé, toutes ses défenses se réduisent à nier qu'elle ait reçu l'argent, & à dire qu'on l'a glissé furtivement dans son carton de fleurs; ainsi le soupçon, qu'en donnant de l'or, j'aie pu avoir l'intention de corrompre mon rapporteur, n'est ici qu'une vaine fumée, dissipée, comme on voit, par tous les vents de l'horison : & c'est ainsi que des détails, insipidement nécessaires, deviennent, malgré mes soins, nécessairement insipides, au grand dommage de l'indulgent lecteur.

Reste enfin pour dernière ressource à la haine, en faveur de la corruption, la misérable & fausse allégation de M. Goëzman, qui prétend m'avoir donné deux audiences en un jour, & deux autres à deux de mes amis; & qui s'effouffle à faire entendre que quatre audiences accordées sans intérêt en trois jours, doivent faire soupçonner que mes sacrifices d'argent avoient un autre objet. En attendant qu'il prouve les quatre audiences, je lui soutiens, moi, que je n'en ai reçu qu'une. Mais malgré le témoignage d'un homme public &

fermenté, du Sieur Santerre, mon gardien, qui ne me quittoit pas ; la contradiction sur un fait aussi grave étant positive entre M. Goëzman & moi , la Cour n'a pas négligé d'acquiescer les lumières qu'une confrontation indiquée par la loi, devoit répandre sur l'affaire en général, & sur ce point en particulier. Elle apprendra bientôt comment , à cette occasion, mon digne rapporteur est sorti des mains de son humble client.

Les faits ainsi posés, discutés, approfondis, & les témoins, les accusés, les contradicteurs même détruisant à l'envie le système absurde de la corruption établi contre moi par M. Goëzman, il faut en revenir à cette autre question.

Lorsque le malheur des affaires jette un infortuné sous la dépendance d'un pareil juge, que doit-il faire ? refuser de l'or ? on ne l'aborde pas autrement ; en donner & se plaindre de la vexation ? on peut se voir à l'instant accusé, décrété, prêt à périr. Entre ces deux extrémités, quel parti prendre ? Voilà le vrai problème : mais en bonne justice, je ne me crois pas plus obligé de le résoudre, que de relever sérieusement le reproche singulier de séduction que me fait Madame Goëzman dans son supplément divisé par première, seconde

& troisieme atrocité , & le reproche plus singulier encore que beaucoup de gens me font de n'y avoir pas répondu dans mon dernier mémoire.

Vous avez osé (c'est Madame Goëzman qui parle , page 10) en présence du Commissaire , du Greffier , &c. me dire que je vous aurois , si je voulois , l'obligation de n'être point enfermée par mon mari. Vous avez poussé l'impudence plus loin encore , vous avez osé ajouter ; (pourquoi suis-je forcée de rapporter des propos aussi insolents , qu'ils sont humiliants pour moi !) vous avez osé ajouter , dis-je , que vous finiriez par vous faire écouter , que vos soins ne me déplairoient pas un jour , que..... je n'ose achever , je n'ose vous qualifier.

Fi donc des points.... Il falloit oser, Madame ; il falloit achever ; il falloit me qualifier. Que voulez-vous donc dire avec vos points.... vous mettez-là de jolies réticences dans vos mémoires.... Je répondois à toutes vos injures par des compliments généraux, qu'il paroît qu'un amour-propre éveillé, vous a fait prendre du bon ou du mauvais côté, comme il vous plaira l'entendre ; mais des points... vous me feriez une belle réputation ! quelle femme honnête voudroit jamais m'admettre, si je ne détruisois pas l'impres-

sion que vous donnez ici de mon cavalier respect pour les Dames ? quelle femme oseroit se croire en sûreté chez elle avec moi , quand elle penseroit que la femme de mon ennemi même , agitée , furibonde , & , *critique à part* , dénuée de ces graces touchantes , de cette douceur qui fait le charme de son sexe , en plein greffe , & devant le Juge & le Greffier , a couru des risques avec moi d'un genre à exiger des points..... & qu'elle se croit en droit de me traduire aujourd'hui en justice comme un audacieux effronté , moi qui n'étois devant elle alors qu'un très , très , très - modeste confronté : je m'en souviens bien.

Il est atroce (dites-vous, page 1) que ce séducteur préparé au combat (le joli choix d'expressions!) jette un coup d'œil de compassion sur une femme timide; (la peste, quelle timidité!) qu'il triomphe de l'avoir fait rougir, lui qui ne rougit jamais. Oh pour cela, Madame, c'est bien pure malice à vous de dire que je ne rougis jamais, moi qui, sans reproche, ai eu la bonté de baisser les yeux pour vous deux ou trois fois, pendant que le Greffier lisoit les décentes raisons que vous aviez données de votre défaut de mémoire. A la vérité, je ne rougissois pas; mais je faisois plus; je vou-

lois rougir pour vous en donner l'exemple : & je ne doute pas que M. de Chazal n'ait rendu compte à la Cour du ton doux & poli dont j'ai répondu aux mâles injures *d'une femme foible & peu faite, par son inexpérience, pour entrer en lice avec un séducteur adroit.*

En vérité, Madame, vous avez de si singulieres expressions, qu'on diroit que vous y entendez finesse. *Une femme foible & peu faite par son inexpérience pour entrer en lice avec un séducteur adroit !* mais c'est que, loin d'être *une femme foible*, vous étiez, Madame, à ces confrontations, la femme forte, la véritable femme forte, provoquant, injuriant, maudissant, & parlant, parlant, parlant.... Quant à votre *inexpérience pour entrer en lice* ; voilà sur quoi, par exemple, il m'est impossible de prononcer, moi qui me suis toujours tenu dans le plus respectueux éloignement de la lice. *Avec un séducteur adroit !* Il ne tiendrait qu'à moi de prendre encore cela pour un compliment, & de le rapporter à ce qu'on appelle proprement la séduction d'une femme : car si vous l'entendez du côté de l'argent, que moi *séducteur adroit* vous ai envoyé par *l'adroit séducteur* Bertrand, qui l'a remis à *l'adroit séducteur* le-Jay, qui l'a remis, comme on fait, *très-adroitement* dans votre carton de fleurs ; vous m'avouerez qu'il n'y

a pas-là de quoi se vanter d'une merveilleuse adresse en fait de séduction.

Quoi qu'il en soit , un seul exemple va mettre la Cour en état de juger lequel des deux contendants est sorti de son caractère à ces confrontations. Il étoit dix heures du soir , nous touchions à la fin de la première séance : *Homme atroce*, me dites-vous (& j'en tremble encore ,) *on vient de faire la lecture de mes interrogatoires , & vous remettez à demain à y répondre , pour avoir apparemment le temps de disposer vos méchancetés ; mais je vous déclare , misérable ! que si vous ne me faites pas sur le champ , & sans y être préparé , une interpellation , vous n'y serez plus admis demain matin.*

Aussi surpris de cette fière provocation , que du ton brave qui l'accompagnoit : „ Eh ! d'où „ savez-vous , Madame , que je suis un homme „ atroce , un misérable ? Je n'ai jamais eu l'honneur avant ce moment-ci , de me rencontrer „ avec vous. — *Je le fais d'où je le fais ; je l'ai „ entendu dire.* — A M. de la Blache , sans „ doute : — *A tout le monde , cet hiver , au bal „ de l'Opéra.* — Il étoit donc bien mal composé : „ en vous voyant , Madame , je sens qu'il y „ avoit mille choses plus agréables à dire ; & „ vous avouerez qu'on vous a tenu-là de tristes „ propos de bal. Quoi qu'il en soit , vous vou-

„ lez absolument une interpellation avant de
 „ nous quitter ? il faut vous satisfaire. Je vous
 „ interpelle donc , Madame , de nous dire à
 „ l'instant , sans réfléchir & sans y être pré-
 „ parée , pourquoi vous accusez dans tous vos
 „ interrogatoires , être âgée de trente ans ,
 „ quand votre visage qui vous contredit n'en
 „ montre que dix-huit ”. Je vous fis alors une
 profonde révérence pour sortir.

Malgré la colère que vous en montrez au-
 jourd'hui , avouez-le , Madame , cette *atrocité*
 vous offensa si peu , que , prenant votre éven-
 tail & votre manteau , vous me priâtes de
 vous donner la main pour rejoindre votre voi-
 ture : sans y chercher d'autres conséquences ,
 je vous la présentais poliment , lorsque Me.
 Frémin , le meilleur des hommes , mais le plus
 inexorable des Greffiers , nous fit appercevoir
 que nous ne devions pas descendre du Palais
 ensemble avec cet air d'intelligence peu décent
 pour l'occasion. Alors vous saluant de nouveau ,
 je vous dis : „ Eh bien , Madame , suis-je aussi
atroce qu'on a voulu vous le faire entendre ? ” —
Eh ! mais vous êtes au moins bien malin. — „ Laif-
 „ sez donc , Madame , les injures grossières aux
 „ hommes , elles gâtent toujours la jolie bou-
 „ che des femmes ”. Un doux sourire à ce com-
 pliment , rendit à la vôtre sa forme agréable ,

que l'humeur avoit un peu altérée : & nous nous quittâmes.

Il faut pourtant convenir que tout cela n'est ni si meurtrier, ni si *atroce* que Madame Goëzman voudroit le faire entendre : & sur la vérité de ces faits , sur la frivolité des reproches de cette Dame , j'invoque le témoignage du grave Me. Frémin : & sans le peu d'importance du sujet , j'oserois bien invoquer celui de M. de Chazal lui-même.

Et comme il faut que la bizarrerie éclate dans toutes les parties de ce fameux procès , après avoir eu besoin de très-grands efforts en me défendant , pour détruire l'importance d'une *corruption* qui n'a jamais existé , pour atténuer celle d'une *séduction* à laquelle je n'ai jamais songé , je me vois forcé d'en employer de plus grands encore , pour établir l'importance du crime de faux dans l'acte de baptême , sur lequel j'ai dénoncé publiquement M. Goëzman , & pour montrer la liaison intime de cette dénonciation avec mes défenses.

A entendre quelques personnes , je suis un méchant homme , instrument servile de je ne fais quelle haine , qui veut , dit-on , perdre M. Goëzman ; & pour accréditer ces bruits , on feint d'oublier que ce n'est pas moi qui ai fomenté la querelle , que je n'ai point attaqué

M. Goëzman ; on feint d'oublier que je fuis accusé de corruption , de calomnie , & décrété depuis huit mois fur le dénoncé de ce Magistrat ; que c'est lui qui m'a forcé de me défendre , quoique j'eusse dit à M. de Sartine , à M. le premier Président , & plus nettement encore au vertueux conciliateur Marin , que j'invitois mon rapporteur à me laisser tranquille , parce que , s'il s'obstinoit à m'attaquer , je lui opposerois un courage sur lequel il ne comptoit guere : on feint d'oublier que le propos de M. Goëzman , très-public alors , étoit qu'il me poursuivroit jusqu'aux enfers ; à quoi je repliquai : puisqu'il le veut absolument , voyons donc lequel des deux y laissera l'autre.

Maintenant que , l'action bien engagée , on me voit porter en parant , ferrer la mesure , & gagner du terrain sur l'adversaire , pour m'inculper , on invoque à son secours la commisération publique : *vexat censura columbas* ; tout ce qu'il a fait n'est , dit-on , que peccadilles , subornations de témoins , minutation d'écrit , faux dans les déclarations , dénonciation calomnieuse au Parlement , tout cela n'est rien : *dat veniam corvis*.

Forcé de prouver à mon tour les faux de ses déclarations , ou de succomber , je montre que tel est son usage.

Eh ! comment l'auroit-il négligé pour perdre un ennemi , lui qui n'a pas craint de commettre un faux au premier chef , contre un malheureux enfant dont il s'étoit rendu le protecteur déclaré ? Telle est l'analogie , la liaison intime & nécessaire entre le faux de mon rapporteur dans l'acte-baptistaire , & le faux de mon rapporteur dans notre procès.

Mais ce faux du baptême est , dit-on , purement matériel , une misère qui ne mérite pas qu'on s'y arrête un moment : *dat veniam corvis.*

Laissions de côté ces jugements légers , ces absolutions cavalieres , & montrons aux citoyens , justement allarmés de voir au Parlement un pareil Magistrat , que le faux du baptême est un des plus graves qui puisse se commettre contre la société (a).

Quoique je le sente vivement , ma plume inégale & profane est peu propre à peindre l'irrévérence de celui qui , dans le saint lieu , se joue du premier & du plus grand des sacrements : j'aurai le respect de m'en taire :

(a) Croiroit-on qu'on a poussé la démençe jusqu'à faire l'apologie de ce faux dans une misérable gazette à la main , en date du 30 Janvier dernier ? Aucune peine ne peut être prononcée contre un pareil nouvelliste ; le bain froid & la saignée est le traitement qui lui convient.

mais la double austérité d'une partie de mes Juges , Prêtres & Magistrats , n'a pas besoin d'être inspirée pour s'armer contre une pareille profanation. Et le délit de M. Goëzman n'attaquant point le salut de l'enfant , mais son état civil ; c'est ce dernier point seulement que je me permettrai de discuter.

Pour rendre le baptême aussi utile à l'homme , qu'il est indispensable au Chrétien , la politique a joint à l'acte religieux , le plus nécessaire au salut de tous , l'acte civil le plus important à l'existence de chacun : le point de législation , qui a confié au dépôt public le nom , l'âge & l'état des citoyens , est si utile & si grand , qu'il eût sans doute mérité d'appartenir au christianisme ; mais il faut être vrai , nous en devons la reconnoissance au plus sage des Payens , au grand Marc-Aurele , qui le premier ordonna que le nom , l'âge & l'état des citoyens , attestés par des témoins , auxquels répondent nos parrains & marraines , fussent inscrits à l'heure de la naissance sur un registre public ; qui fit déposer ce livre de vie dans le temple de Saturne , & qui en confia la garde aux Prêtres du pere de tous les Dieux , du Dieu du temps & de la durée ; du Dieu enfin dont l'idée se rapproche le plus de la majesté que nous reconnoissons à l'Etre suprême.

J'ignore en quel siècle l'Eglise chrétienne adopta cet usage précieux à l'humanité : mais il faut croire que ce fut assez tard , puisque le baptême ne se donna long-temps qu'aux adultes , suivant l'avis de Tertullien & de quelques Peres de l'Eglise ; & souvent même à l'heure de la mort , par la persuasion que ce sacrement , effaçant le péché originel , devoit aussi laver de tous les autres péchés. Avant la réunion du procès-verbal au sacrement , chacun de ces actes séparés étoit également respectable aux hommes ; la politique & la religion gagnèrent à les réunir , l'une de la sûreté pour les citoyens , l'autre de la considération pour ses ministres : il paroît même que la double utilité dont ces derniers se sont rendus aux hommes par cette réunion , est le vrai fondement de la distance que l'opinion met encore entre les Prêtres séculiers chargés du dépôt de tous les actes importants de la vie , & les réguliers qui ne sont chargés de rien.

Si donc l'utilité fait tout le mérite des hommes & des choses , qu'on juge de quelle majesté devint le baptême , lorsque les deux points fondamentaux de tout bonheur furent rassemblés en un seul & même acte : sans le baptême , on restât nul en ce monde , & l'on fût perdu pour jamais dans l'autre ; & c'est de cet

acte si saint, si grand , si révééré , si nécessaire , que M. Goëzman, homme éclairé , Jurisconsulte , Criminaliste , Conseiller de grand'Chambre du premier Parlement de la nation , fait un badinage perfide & sacrilege; il s'avance au temple de Dieu pour présenter au chriftianisme un nouveau né, à la fociété un nouveau citoyen; il s'agit pour ce Magistrat de constater légalement qu'un tel est fils d'un tel; le pere ne fait pas écrire, il ne peut rien pour assurer l'état civil de son enfant; la marraine est fille mineure , sa signature est sans force aux yeux de la loi; reste pour unique ressource au malheureux enfant, l'attestation de son parrain; lui seul peut donner la sanction à son état , & ce faux protecteur ne rougit pas d'y signer un faux nom : au double faux d'un faux domicile, il joint le triple faux d'un faux état; & par cet acte également barbare & peu sensé, celui qui devoit assurer l'existence d'un citoyen, se fait un jeu de la compromettre. Dans l'état où il met les choses, si cet enfant veut un jour appartenir à quelqu'un, il faut qu'un arrêt de la Cour, invoquant la notoriété, le réhabilite dans ses droits : sans cela, comment héritera-t-il? comment contractera-t-il? comment signera-t-il en sûreté, *un tel, fils d'un tel*? puisque, grace à l'honnêteté de Louis-Valen-

tin Goëzman , Conseiller au Parlement , quai Saint-Paul , *Louis du Gravier* , bourgeois de Paris , rue des Lions , n'est qu'un être idéal & fantastique , qui ne peut constater l'état civil d'aucun être existant & réel.

Voilà le délit , voilà le crime , voilà l'état de celui qui l'a commis. L'importance du cas , du lieu & de la personne est établie : en dénonçant le faux , j'en ai prouvé la liaison , l'intimité , l'identité , l'inhérence à la cause que je défends. J'ai montré de plus , qu'il n'a pas tenu à ce funeste Magistrat que je ne fusse écrasé sous le poids d'une accusation criminelle. J'ai démontré que la suggestion , la subornation , le faux , la cabale & l'intrigue ont été sans scrupule employés contre moi : & dans ce combat à outrance où il faut qu'un des deux périsse , des gens légers me blâment d'oser unir la dague à l'épée , contre un ennemi sans pudeur qui me poursuit avec la flamme & le fer.

Jugeurs , aussi légers que tranchants ! je voudrais vous voir au point de balancer le plus pressant intérêt par de petites considérations ; je voudrais vous voir en tête un adversaire aussi violemment soutenu que le mien ; à sa puissance formidable opposant votre dénue-
ment , & votre isolation à ses entours , n'ayant
pour

pour tout soutien que la bonté de votre cause, & votre courage à la défendre, & ranimant votre cœur par le seul espoir que le Parlement prononcera sur les choses, & non sur les personnes; qu'il jugera leur délit sans avoir égard à leur crédit.

Aucun autre homme ne pouvoit dénoncer M. Goëzman pour ce fait, sans peut-être encourir le mépris qu'on garde aux vils délateurs; mais moi ! jetté loin de mon rang par la violence, n'ai-je pas dû le regagner à tout prix, même en expulsant du sien mon injuste adversaire ? Tel de vous ose me blâmer, qui frémiroit d'être obligé de se défendre à ma place, & qui, pour perdre l'ennemi, peut-être accueilleroit mille moyens offerts, que ma délicatesse m'a fait rejeter jusqu'à ce jour.

Mais quel intérêt ce Magistrat avoit-il à commettre un pareil délit ? Qui a pu le pousser à cet acte insensé ? — Faut-il l'avouer, Messieurs ? sottise & défaut d'ame ; deux vices également opposés à la dignité d'un Magistrat.

La sottise nous jette en des embarras dont le défaut d'ame ne fait nous dégager que par des voies mal-honnêtes.

Dans l'affaire qui me regarde, M. Goëzman, instruit de la foiblesse de sa femme, n'avoit qu'à remettre au Libraire, ou même

garder les quinze louis à son choix , mais se taire sur cet événement ; peut-être auroit-on tenu quelques propos ; il n'en eût été ni plus ni moins pour sa réputation ; mais il ne fait , pour se tirer d'affaire , que suborner le-Jay , fabriquer des déclarations , me dénoncer au Parlement , entamer un procès ridicule , & le soutenir par des moyens infâmes : *Sottise & défaut d'ame.*

Ce qui lui est arrivé-là pour quinze louis , lui fût également arrivé pour quinze francs : c'est justement l'histoire du baptême. Il pouvoit dire à cette petite fille *Capelle* qu'il entretenoit à huit louis par mois : tu conçois bien , mon enfant , qu'il ne convient pas à un grave Magistrat qui , pour te plaire , *a mis un mur de séparation entre sa femme & lui* , (*) mais dont la liaison avec toi doit être ignorée , d'aller courir le risque de voir publier un pareil compérage à la fin de 1772 : Fais tenir cet enfant par qui tu voudras : j'en ferai , pour t'obliger , le parrain honoraire ; voilà deux louis pour les *frais de gésine & de baptême* , & je prendrai soin du *fillot*. Tel est le manteau dont la prudence , au moins , devoit couvrir sa foiblesse.

(*) Voyez la note imprimée de M. Goëzman.

Au-lieu de cela, (voici la *sottise*) mon rapporteur ne fait autre chose que d'aller *in fiocchi*, habit noir boutonné, cheveux longs bien poudrés, gants blanc & bouquet à la main, menant sur le poing sa commere à l'Eglise; & là, pour accorder la décence & le plaisir, (voici le *défaut d'ame*) mon rapporteur signe un faux nom, prend un faux état, donne un faux domicile, ôte l'existence à son filleul, & s'en revient gaiement bourrer de bonbons la commere, s'attabler au souper de famille, & faire à l'accouchée des promesses pour l'enfant, dont il est bien sûr d'éluder l'effet à son gré quand sa *fringalle* amoureuse sera passée : & vous, ses bons amis, l'on est assez curieux de voir comment vous vous y prendrez pour excuser ses honnêtes plaisirs.

Sera-ce sur sa jeunesse? il a quarante-quatre ans passés; sur son ignorance? il se dit le *Ducange* du siècle; sur la frivolité de son état? il est Conseiller de grand'Chambre; sur la considération due à sa place? il l'a dégradée publiquement; sur la légèreté d'un pareil faux? je viens de prouver qu'il n'en est point de plus grave; sera-ce sur son crédit? il s'est trop mal conduit pour en conserver; sur le scandale de sa condamnation? il l'a provoquée lui-même à grands cris; enfin, sur l'hon-

neur de la Magistrature ? il est bien prouvé que cet honneur consiste à se défaire d'un homme qui l'a déshonorée.

Vous ferez sans doute assez embarrassés à le tirer de-là, à moins que le Comte de la Blache n'ait encore une lettre *de Grenoble* toute prête au service de son rapporteur, car ce n'est pas assez de parler ici : la parole se perd avec l'haleine & se dissipe dans l'air ; mais la plume ! la plume légère du Comte de la Blache feroit, je l'avoue, d'un très-grand poids dans cette affaire. Ce Juge, diroit-on, a fort bien jugé pour ce plaideur ; à son tour ce plaideur a fort bien plaidé pour ce Juge ; tout cela est dans l'ordre : entre les gens vertueux, la vie n'est qu'un commerce de bienfaits & de gratitude le plus touchant du monde.

Mais si vous êtes embarrassés, voici quelqu'un qui ne l'est pas moins que vous. C'est le grand Bertrand qui, depuis une heure, est là le cou tendu, l'œil en arrêt, la bouche ouverte, attendant son article, inquiet s'il arrivera bientôt : & ce n'est pas sans sujet ; en bonne guerre il est dû réponse ferme & franche à son dernier mémoire : il ne l'attendra plus.

J'ai beau vouloir garder mon sérieux en parcourant ses écrits, le rire me prend dès la

premiere page ; & voilà ma gravité partie. N'est-ce pas aussi la plus plaisante chose du monde que ce grand Sacristain , qui ne prend jamais ses épigraphes que dans son bréviaire à deux colonnes , parce que le françois est à côté du latin ; n'est-il pas , dis-je , bien plaisant qu'oubliant sa qualité de défenseur de M. Goëzman , le jour même que ce Magistrat éprouve un second décret d'ajournement personnel , il s'avise de choisir pour épigraphe à son supplément , un verset de psaume finissant par ces mots : *Comprehensus est peccator ;* ENFIN LE COUPABLE EST PRIS.

Puisqu'il n'y a pas moyen de travailler sérieusement en prenant ce mémoire par le commencement , essayons de nous remonter au grave en commençant à le lire par la fin : le voilà retourné. Le premier objet qui me frappe à sa dernière page , est un cartel bien imprimé , bien public , bien ridicule & bien lâche ; mais le plus risible est que le grand cousin , craignant que son nom ne m'imprimât pas assez de terreur , a fait choix d'un compagnon d'armes qui prend le nom de *Donnadiou*. L'envoi d'un cartel signé *Donnadiou !* il y a de quoi faire expirer d'angoisse.

Mais consolez-vous , mes amis ; ce n'est pas le véritable *Donnadiou* tenant une académie

d'armes à Paris ; homme estimable , qui a trop de sens pour figner une bêtise , & trop d'honneur pour être le second d'une lâcheté. Cet autre *Donnadiou* , mes amis , est une espece d'avocat , sauf l'honneur de la profession.

Deux chiens , dit-on , naquirent d'une même lice , & furent nommés *César*. En grandissant , l'un devint chasseur valeureux , élan-
cé , giboyant , guerroyant , & retint le nom de *César par excellence*. L'autre écourté , trapu , fidele au garde-manger , toujours sale , aboyant , écorniflant , avalant ; & notre maître la Fontaine nous apprend que ce *César* de chien fut surnommé Laridon par les cuisiniers. Ainsi le second de Bertrand le duelliste s'appelle DONNADIEU DE NOPRAT , pour le distinguer du *Donnadiou* par excellence.

Mais ce cartel m'a moins étonné qu'il ne m'a réjoui ; je m'y attendois. Madame Goëzman , dans la premiere page de son supplément , chauffant l'éperon , passant le baudrier de son Suisse au Sacristain , & lui donnant l'accolade , en avoit fait son Chevalier Bertrand. *Un bras vigoureux* , disoit-elle en me menaçant , *vient d'arracher son masque* , *un homme vient de déchirer le voile*. *Je me repose sur son courage* . . . & enfin , elle nous apprend que ce Chevalier de bal qui *arrache des mas-*

ques & déchire des voiles , est le Sieur d'Airolles. Etonnez-vous après cela de le voir , le jour du décret du mari , prendre pour devise , *comprehensus est peccator* , porter les couleurs de la Dame , imprimer le placard , & jeter la mitaine.

Si tout cartel imprimé n'étoit pas une lâche forfanterie , & si lâche , que le Parlement qui a lu comme moi celui du cousin , n'a pas seulement daigné charger le ministère public d'en informer , si lâche que M. le Procureur-Général a bien voulu me faire la grace de ne mettre aucune importance à cette *bertrandade* renforcée ; si ce cartel , dis - je , eût mérité quelque réponse , voici quelle eût été la mienne : quand un guerrier a le courage de sauter seul à bord d'une galere pleine de Chevaliers , ce n'est pas pour s'amuser à y faire le coup de poing avec les lépreux de la chiourme. De même ici , me trouvant en tête une foule d'ennemis croisés , fourrés , dignitaires , ayant le choix des combattants , irai-je exprès me commettre avec les algousins de la troupe , ou brûler une amorce de préférence avec le Sacristain de la compagnie , tant en son nom , que comme trompette de Marin-la-Gazette , & Chevalier de la Dame aux quinze louis.

Mais de quoi s'agit-il enfin ? car il faut faire justice à tout le monde.

Dans mon troisieme mémoire , j'avois répondu , (pag. 51) à la demande de quelques avances que le Sieur Bertrand avoit mal-honnêtement réclamées. „ Vous avez depuis un „ an à moi deux effets de cent louis chacun , „ vous vous payerez dessus , &c.

Le Sieur Bertrand faisant de l'indignité dans son supplément , commence par nier mes deux effets de cent louis ; en répondant , (pag. 18) : *Peut-on pousser l'impudence plus loin , le cœur serré par l'inspection de ces lignes , &c.* Sa réponse est fort longue , on y reviendra : puis soutenant sa dénégation de la provocation la plus généreuse , il rappelle la page 50 de mon second mémoire , où j'ai dit :

Si la haine qui me poursuit a quelquefois altéré mon caractère , que celui que j'ai pu offenser dise de moi que je suis un homme mal-honnête , j'y consens ; mais qu'il ne dise pas que je suis un mal-honnête homme ; car je jure que je le prendrai à partie si je puis le découvrir , & le forcerai , par la voie la plus courte , à prouver son dire ou à se rétracter publiquement : à quoi il répond sans hésiter , page dernière : Eh bien , M. de Beaumarchais , vous êtes un homme mal-honnête & un mal-honnête homme , & certainement

vous ne prendrez pas la voie la plus courte. — Eh pourquoi donc , cousin , ne la prendrai je pas ? c'est pourtant ce que je vais faire à l'instant.

Il est vrai que pour forcer Bertrand *l'honnête-homme* à se rétracter, je n'ai pas fait battre la caisse à sa porte pour effets égarés, comme un gaillard ressentiment eût pu me l'inspirer. Il est vrai que je n'ai pas dénoncé le cartel de Bertrand *le généreux* au ministère public, comme beaucoup d'honnêtes gens qui ne voyent pas si clair que moi dans mes affaires, s'empressoient de me le conseiller. Il est encore vrai que je n'ai pas sanglé un coup d'épée dans la cuisse à Bertrand *le vaillant*, faute d'avoir trouvé chez lui du cœur à percer, comme quelques plaisants l'ont répandu dans le monde : mais il n'en a pas marché plus roide un instant pour cela ; car dès le lendemain, prenant pour héraut d'armes le brave huissier qui défend mes meubles, j'ai fait fommer à mon tour le capitain, par un cartel timbré, de se rendre en champ clos dans la salle des Consuls de Paris, où Me. Benoît mon Procureur, & le Sieur Mention qui lui avoit remis mes deux effets de cent louis, il y a plus d'un an, l'ont vainement attendu deux jours de suite.

En ennemi prudent, le Chevalier Bertrand a laissé prendre deux défauts contre lui ; mais au troisième cartel , sentant bien que , faute de répondre , on alloit le condamner à me payer la somme de deux cents louis , il est venu enfin aux Consuls , en haute personne : & là le Sieur Mention ayant réclamé les deux effets de cent louis qu'il lui avoit remis de ma part , en tel temps , pour en poursuivre le paiement ; & Me. Benoît l'ayant sommé de déclarer s'il convenoit avoir reçu lesdits effets , ou s'il persistoit à les nier comme il l'avoit fait dans son mémoire : alors , de ce ton de confrérie avec lequel , en mentant le jour de son interrogatoire aux pieds de la Cour , il avoit pris le Ciel & le crucifix à témoin de la vérité de ses discours , emporté par l'enthousiasme de sa dernière production ; il dit , (page première de son supplément) : *Ennemi du mensonge & de l'artifice puissent ma candeur & ma sincérité me faire des protecteurs de mes Juges !* (pag. 8) *Qu'un homme de bien est malheureux d'être livré à la fureur d'un pervers !* — Mais les deux cents louis de M. de Beaumarchais ? — (p. 9) *Un homme audacieux marche à la lueur d'un flambeau qui l'égare ; il court après une chimère , & veut entraîner un (grand) innocent dans l'abyme où sa haine va le plonger. — Entendez-vous par-*

là que le Sieur de Beaumarchais ne vous ait pas remis les deux effets qu'il redemande ? (pag. 10.) *Il n'a connu ni la honte ni les périls des moyens dont il se servoit , & sa méchanceté a ressemblée au tonnerre qui ne cesse d'être à craindre que lorsqu'il est tombé. — Oui , mais tout cela ne nous apprend pas si vous avez ou non les deux effets de cent louis. — (pag. 13)* *Le plus lâche des hommes ose , avec un front d'airain , attaquer , & mon cœur , & mon esprit , & mon ame. . . . Il assure avec impudence des faits faux & défigurés. — Quoi ! Monsieur , vous niez que vous ayiez les deux effets de cent louis ? — (p. 11)* *Comment juge-t-on des motifs des hommes ? Par leurs actions. (page 17)* *Prenez le flambeau de la haine , & portez-le dans tous les replis de ma vie ; je vous défie de me trouver en défaut. — Il n'est ici besoin de haine ni de flambeau , pour prouver que vous retenez deux effets de cent louis qui ne vous appartiennent pas. — (page 9)* *Est-ce là la marche de l'innocence ? agit-elle ainsi par des souterrains & des détours , & se permet-elle d'aussi bas artifices ? & (page 15) la vérité n'a-t-elle pas toujours présidé à ce que j'ai dit , la probité à tout ce que j'ai fait ? — Mais il n'y a pas plus de vérité à nier des billets au porteur quand on les a reçus , qu'il n'y a de probité à les garder.*

(page 17) *Ainsi les méchants rejettent sur la compte d'un homme de bien, les perfidies dont ils se rendent coupables. — Vous voudriez faire croire à ces Messieurs que je ne les ai pas remis ! — Quel homme êtes - vous donc ? —*

— (page 17) *Me voici en peu de mots tel que je suis. Je m'abandonne à la pente naturelle de mon caractère, la droiture en est la base..... Et je sais que la candeur de mon ame est incorruptible.*

Alors le Sieur Mention, se fâchant tout de bon, rappelant tous les faits & discours relatifs à la remise des deux effets, lui dit : C'est moi-même qui vous les ai portés chez vous ; & si vous les niez, je vous accuse en mon nom d'en imposer à la justice. — (page 13)

Les Magistrats que vous outragez par l'audace avec laquelle vous comptez sur leur indulgence, respectent les loix, les mœurs, l'intérêt public ; ils puniront le calomniateur. — Calomniateur vous-même ;

& je fais bien le moyen de vous forcer à nous rendre nos deux effets de cent louis. (pag. 16)

Ecoutez, Monsieur, votre façon de penser est celle d'un homme qui ne connoît pas le prix de la candeur, de l'honnêteté & de la pudeur ; de cette pureté, de cette innocence, de cette droiture d'intention enfin, qui, toutes réunies, forment un si bel ensemble, qu'il ne peut s'exprimer que par le mot

de vertu ; ainsi ce que vous dites ne me fait aucune sensation.

Alors , Me. Gornaut , Procureur du Sieur Bertrand , prenant la parole , dit tout haut : Messieurs , mon client embrouille les choses fort mal-à-propos ; j'ai les deux billets au porteur , appartenants au Sieur de Beaumarchais , qui m'ont été remis par ledit Sieur Bertrand ; & j'offre de les rendre à l'instant , si l'on me paye les fraix des poursuites que j'ai faites sur ces billets contre leur débiteur , au nom & par ordre dudit Sieur Bertrand. — Mais pourquoi donc , dit le Sieur Mention , les a-t-il niés si cruement , si mal-honnêtement dans son dernier mémoire ? — Messieurs , reprit Bertrand , je ne les ai pas niés tout-à-fait dans ce mémoire ; il est vrai que je me suis écrié sur leur demande : (pag. 18) *peut-on pousser l'impudence plus loin ?* Mais ce n'est pas-là une négation formelle ; & si vous vous donnez la peine de lire vous-mêmes , Messieurs , vous verrez que non seulement ma réponse est équivoque , mais encore amphigourique.

Voici l'équivoque. *Peut-on pousser l'impudence plus loin ?* Le cœur serré par la seule inspection de ces lignes , je suis forcé à en détourner les yeux pour conserver la présence d'esprit nécessaire à la continuation de mon récit.

Voici l'amphigouri. *O vérité ! tout se tait à ton nom : je n'entends que ta voix : c'est une satisfaction , une sérénité dont l'ame jouit après t'avoir prononcée. Sauve-moi , pendant le cours de ma vie , les occasions de feindre & de dissimuler. Il me semble qu'on ne peut pas être malheureux lorsqu'on a toujours été vrai. — Vous avez raison , cela est très-amphigourique ; mais tout le monde n'en a pas moins cru qu'une pareille logomachie étoit un démenti formel donné par un esprit tortu , mais compagnon d'un cœur droit & indigné. Pourquoi donc avez-vous induit le public en erreur sur ce fait important ? — (p. 17)* Messieurs , *j'ai cru que tous les hommes aimoient le bien , qu'ils ne se défioient point du mal , & qu'ils ne soupçonneraient jamais le vice. — Mais si la demande juridique n'eût pas été appuyée de preuves testimoniales aussi fortes , le Sieur de Beaumarchais n'ayant pas de reconnaissance de vous , non-seulement on croiroit encore que je ne vous ai pas remis les deux effets de cent louis , mais il y a grande apparence que vous les auriez gardés , puisque vous avez laissé prendre deux défauts avant de répondre à la demande qu'il vous en faisoit juridiquement. (pag. 17)* Je fais , Messieurs , que je ne suis pas exempt de faiblesses ; mais jamais je ne serai ni fourbe , ni faux , ni vicieux ; & puisque je suis con-

vaincu devant la justice , par mon Procureur même , d'avoir reçu les deux billets au porteur , je vais les rendre , en faisant mes petites réserves pour les petites sommes , petits fraix , petits courtages , & autres menus gains qui peuvent m'être dus par le Sieur de Beaumarchais. Et à l'instant est sorti le jugement dont voici l'extrait :

„ Les Juges & Consuls , &c. Salut... favoir faisons , qu'entre le Sieur Caron de Beaumarchais , &c. demandeur & comparant par Benoist fondé de procuration , & assisté de Jacques-Pierre Mention , d'une part ; & le Sieur Bertrand d'Airolles , &c. défendeur & comparant en personne , de l'autre. Par le demandeur (*Beaumarchais*) a été dit qu'il auroit fait assigner le défendeur à comparoir , &c. pour se voir condamner , & par corps , à rendre & remettre au demandeur deux effets de 2333 livres chacun , à lui confiés par le demandeur pour lui en procurer le paiement..... sinon , &c. Et par le défendeur (*Bertrand*) a été dit... qu'il nous représente lesdits billets , &c. A quoi , par ledit demandeur , a été répliqué qu'il requiert acte , *de ce qu'encore que le défendeur ayant , dans le supplément de son mémoire , (pag. 18) répondu , en éludant le point de fait de la remise & de la possession desdits billets , il*

convient actuellement devant nous que lesdits billets lui ont été remis : en conséquence, il requiert que lesdits billets lui soient rendus, &c. Nous, parties ouies, lecture faite, avons donné & donnons acte..... de la remise à l'instant faite au demandeur, ès mains du Sieur Mention, son Secrétaire, des deux billets dont il est question, &c. Mandons à nos huissiers audienciers, &c. Donné à Paris le mercredi 12^e. jour de Janvier 1774. Signé, scellé, &c.

Voilà comment, *prenant à partie celui qui m'avoit dit que j'étois un mal-honnête homme, je l'ai forcé par la voie la plus courte à se rétracter publiquement : voilà comment, sans coup férir, j'ai mis à fin, par ma sagesse & prud'homie, la fameuse aventure du cartel du grand Bertrand, trompette de Marin-la-gazette, & soi-disant Chevalier de la Dame aux 15 louis. Parturient montes, nascetur ridiculus mus.*

Ces deux maudits effets de cent louis étoient précisément fourrés dans la moitié paralysée de la cervelle du grand cousin : il ne s'en souvenoit plus. Je ne parlerai pas ici de quelques autres oublis du même genre, parce qu'ils me sont étrangers, & ne sont encore livrés qu'à l'œil vigilant de la police.

Il est certain que toutes les affaires d'éclat commencent par être dites à l'oreille de M.

de Sartine , Juge & conseil de paix dans la capitale ; mais lorsque l'espece de dictature , qu'il exerce toujours avec succès sur les objets pressants , a cessé , lorsque le ministère de confiance a fait place à la rigueur des formes juridiques , bien des gens vont citant à tort à travers ce que M. Sartine a dit & fait pour arrêter les progrès du mal : certains de n'être pas démentis par ce Magistrat que des considérations majeures , ou l'intérêt des familles empêchent toujours de s'expliquer , & dont la discrétion reconnue seroit la première vertu , si son zèle pour le bien public ne méritoit pas un éloge encore plus distingué ; ce qui rend toutes ces citations indécentes & mal-honnêtes. Et c'est moins l'oubli de Bertrand qui me suggère cette observation , que l'interrogatoire de M. Goëzman , où cet autre accusé , pour se couvrir d'un nom respecté , cite sans cesse M. de Sartine. Mais quel rapport peut-il y avoir entre le Magistrat vigilant dont le cabinet est ouvert à toute la France , & M. Goëzman , qui renfermoit la clef du sien au fond de la bourse de sa femme ? J'aurai lieu de relever vertement cette licence de citer , lorsque je rendrai compte de ma confrontation avec M. Goëzman.

Quand au Sieur Bertrand , je n'ai plus à le
Mém. Tome II.

pour suivre que comme faux témoin, alimenté, suborné, soudoyé par Marin & *autres personnes respectables*, pour oublier la vérité; car s'il ne se souvenoit pas qu'il eût à moi deux billets très-réels, en revanche il se souvient fort bien que j'ai reçu de M. Goëzman, le samedi 3 Avril au matin, une audience qui n'a jamais existé, sur laquelle il a offert son faux témoignage à ce Magistrat, chez lui, chez Marin; & chez M. le Président de Nicolaï, s'il en faut croire M. Goëzman à son interrogatoire. Ce qui prouve de plus en plus que la conduite du cousin tient à l'état singulier de son cerveau, miroir fidele de tout ce qui lui sert, faux ou vrai; mais absorbant parfait de tout ce qui peut lui nuire.

L'interrogatoire de M. Goëzman prouve encore ce que j'ai dit plusieurs fois, que ces Messieurs s'assemblent très-souvent pour aviser aux moyens de me perdre. Pour le seul faux témoignage de Bertrand, je vois déjà trois assemblées chez M. Goëzman, où étoient Bertrand & *autres personnes respectables*; chez Marin, où se trouverent M. Goëzman, Bertrand & *autres personnes respectables*; chez M. de Nicolaï. où se trouverent Bertrand, M. Goëzman & *autres personnes respectables*; tous lesquels ont fait preuve de leur bonne intention pour moi.

Le jour même que le supplément du Sieur Bertrand parut, le hasard nous rassembla au greffe criminel, lui, moi, le-Jay & Madame Goëzman; que j'aurois dû nommer la première : mais en ce moment aucun de nous ne songeoit à rire de la mine de son voisin : occupés tous de l'interrogatoire que nous allions subir aux pieds de la Cour, chacun pensoit à son affaire; & ce n'étoit pas sans raison.

Quelques personnes regardent cet acte important comme une chose de forme, uniquement autorisée par l'usage; mais donner l'usage pour motif d'une action, est bien expliquer comment on a continué, mais non pourquoi l'on a commencé à l'adopter.

Ce seul mot *l'usage* annonce que le motif qui fait interroger le Milieme accusé devant la Cour, est le même par lequel on interrogea le premier qui le fut ainsi : reste donc toujours pour base de cet interrogatoire, l'importance dont il est dans une instruction criminelle, & son influence majeure sur le jugement qui le suit de près : & cette importance est telle, qu'un des premiers Magistrats du Parlement m'a confié que, dans une affaire aussi grave que difficile, son opinion ne s'étoit décidée qu'à cette époque du procès.

Si donc la publicité d'un tel interrogatoire devant tous les Juges est un bien , en quel sens une plus grande publicité pourroit-elle être un mal ? N'est-il pas égal aux Magistrats , qui sont froids sur la question à juger , qu'on ignore ou connoisse ce qu'ils ont demandé ? L'accusé seul est intéressé qu'on sache ou ne sache pas ce qu'il a répondu. Mais comme il n'y a que la sottise ou l'hypocrisie qui aient intérêt à cacher leurs démarches , & que je tâche d'éviter l'une autant que je déteste l'autre , je dirai comment on m'a interrogé ; comment j'ai répondu , tout ce que j'ai dit , bien ou mal , ne voulant pas plus déguiser mes torts dans ces procès , que ce qui peut paroître louable dans ma conduite.

Le gazetier d'Utrecht , qui se donne des libertés en tout genre sur cette affaire , & qui tient ses articles *Paris*, de Marin , suppose dans sa gazette du 17 Janvier , une conversation entre M. le premier Président & moi , & croit me donner pour un audacieux personnage , en publiant une de mes prétendues réponses à ce Magistrat.

Certainement si quelque homme en place , m'honorant de ses conseils , m'avoit dit : (ce que le gazetier met dans la bouche de M. le premier Président) , Quel besoin avez-vous

„ d'instruire le public en cette affaire ; est-il
 „ votre juge ? & quel autre intérêt met-il à
 „ tout ceci que celui d'une vaine curiosité ” ?
 Je n'aurois pas cru m'écarter de mon devoir
 en lui répondant avec modestie : Cette affaire ,
 Monsieur , intéresse un membre du Parlement ;
 & je ne ferai point à mon siècle l'injure de
 le croire assez avili pour être indifférent sur
 ce qui touche ses Magistrats. La nation , à la
 vérité , n'est pas assise sur les bancs de ceux
 qui prononceront ; mais son œil majestueux
 plane sur l'assemblée. C'est donc toujours un
 très-grand bien de l'instruire. Car si elle n'est
 jamais le juge des particuliers , elle est en
 tout temps le juge des Juges : & loin que
 cette assertion , que j'ai déjà osé imprimer en
 d'autres termes , soit un manque de respect à
 la Magistrature , je sens vivement qu'elle doit
 être aussi chère aux bons Magistrats que re-
 doutable aux mauvais.

Eh ! quel homme aisé voudroit , pour le
 plus modique honoraire , faire le métier cruel
 de se lever à cinq heures , pour aller au Palais
 tous les jours s'occuper , sous des formes pres-
 crites , d'intérêts qui ne sont jamais les siens ?
 d'éprouver sans cesse l'ennui de l'importunité ,
 le dégoût des sollicitations , le bavardage des
 plaideurs , la monotonie des audiences , la fa-

tigue des délibérations, & la contention d'esprit nécessaire aux prononcés des arrêts, s'il ne se croit pas payé de cette vie laborieuse & pénible, par l'estime & la considération publique ? & cette estime, Monsieur, est-elle autre chose qu'un jugement, qui n'est même aussi flatteur pour les bons Magistrats, qu'en raison de sa rigueur excessive contre les mauvais ?

Peut-être seroit-il à desirer que la Jurisprudence criminelle de France eût adopté l'usage Anglois, d'instruire publiquement les procès criminels.

Le seul mal qui pût en résulter, seroit de soustraire quelquefois un coupable au châtiment mérité. Mais combien d'innocents l'usage contraire a-t-il fait périr ? Dans l'ordre civil, sauver un coupable est un léger inconvénient ; supplicier un innocent fait frémir la nature : c'est le plus effrayant des malheurs.

Je ne pousserai pas plus loin ce parallèle ; il n'est pas de mon ressort. Peut-être un jour oserai-je exposer avec respect le fruit de mes réflexions à cet égard ; persuadé que chaque citoyen doit à l'Etat le tribut de ses vues patriotiques, en échange de la protection que le Prince lui accorde, & des agréments dont la société le fait jouir.

Voilà quelle eût été ma réponse. Le Gazetteur Marin peut envenimer, engourdir tout ce qu'il touche ; c'est une torpille. Mon devoir à moi , c'est de rendre à mes idées leur vrai sens , quand l'ignorance ou la malignité les ont défigurées.

Posant donc pour principes que le plus ou moins de publicité de l'interrogatoire aux pieds de la Cour , importe à l'accusé seulement ; deux autres considérations, d'un grand poids à mes yeux , me déterminent à suivre mon projet à cet égard.

1°. Je dois aux Officiers qui ont assisté à l'instruction de ce procès, d'anéantir l'imputation que mes adversaires leur ont faite dans leurs défenses , de m'en avoir communiqué les pièces pour écrire les miennes. Et rien n'y est plus propre que de donner au Parlement qui ma interrogé , cette preuve de la fidélité de ma mémoire.

2°. J'aime à rendre à la Cour l'hommage public de l'étonnement où cet interrogatoire m'a jetté. Mille bruits scandaleux & relatifs à des affaires antérieures m'avoient fait croire que ces interrogatoires se faisoient avec un éclat , un tumulte , un désordre capables d'effrayer l'innocent le plus intrépide. Si l'on en croyoit ces bruits, il sembloit que la cabale &

l'intrigue attendissent ce moment pour triompher de la froide équité des bons Juges , & du trouble d'esprit des malheureux opprimés. Jamais , je dois dire , la Religion , toute auguste qu'elle est dans ses cérémonies , ne m'a rien représenté de plus noble , mais en même-temps de plus consolant que le ton , la forme & l'ensemble de ce majestueux interrogatoire.

Le 22 Décembre donc , vers les 7 heures du soir , toutes les Chambres assemblées , je fus appelé pour être interrogé à la barre de la Cour. En ce moment , je travaillois au greffe à un précis de l'affaire que je voulois présenter le lendemain à tous les Magistrats , lorsqu'ils entreroient au Palais pour me juger. Mon travail avoit encore un objet plus antérieur , celui d'examiner le soir chez moi ce que j'avois écrit au greffe , pour juger si , dans une position si nouvelle , j'avois conservé le sang-froid nécessaire à un résumé aussi sérieux. Une des choses que j'ai le plus constamment étudiées , est de maîtriser mon ame dans les occasions fortes : le courage de se rompre ainsi m'a toujours paru l'un des plus nobles efforts dont un homme de sens pût se glorifier à ses yeux.

Mais qu'il y a loin encore d'attendre un événement , à se voir forcé d'en soutenir le spec-

tacle, ou d'y figurer foi-même ! En approchant du lieu de la féance , un grand bruit de voix confuses me frappoit fans m'émouvoir ; mais j'avoue qu'en y entrant , un mot latin prononcé plusieurs fois à haute voix par le greffier qui me devançoit , & le profond filence qui fuivit ce mot m'en impofa exceffivement , *Adeft* , *adeft* : il eft préfent , voici l'accufé ; renfermez vos fentiments fur fon compte. *Adeft* : ce mot me fonnera long-temps à l'oreille. A l'inftant je fus conduit à la barre de la Cour.

A l'afpect d'une falle qui refsemble à un temple , au peu de lumieres qui la rendoit augufte & fombre , à la majefté d'un afsemblée de foixante Magiftrats , uniformément vêtus , & tous les yeux fixés fur moi , je fus faifi du plus profond refpect ; & faut-il avouer une foibleffe ? la feule bougie qui fût fur une table où s'appuyoit M. Doë de Combault , rapporteur , éclairant le vifage d'un Confeiller au Parlement accotté fur la même table de M. Gin : en un mot , je le crus , par la place où je le voyois , chargé fpécialement de m'interroger , & je me fentis le cœur fubitement referré , comme fi une goutte de fang figé fût tombée deffus & en eût arrêté le mouvement. Je me rappelle bien que furmontant cette foi-

bleffe par une secouffe interne assez violente , je crus n'avoir porté mon ame qu'au degré de l'équilibre ; mais j'ai eu lieu de juger depuis , en m'examinant mieux , qu'elle avoit été jettée fort loin au-delà du but. Mais je m'étois trompé sur M. Gin ; ce fut M. le premier Président qui m'interrogea sur mon nom , sur mon âge & mes qualités ; son air de bonté , le son d'une voix qui jusqu'alors ne m'avoit fait entendre que des choses obligeantes , me rendit une partie de ma sérénité.

N'avez-vous pas eu , continua-t-il , un procès contre le Comte de la Blache sur le délibéré duquel M. Goëzman étant nommé votre rapporteur , vous avez cherché à le voir chez lui par plusieurs courses réitérées.

Ma réponse ayant un peu d'étendue , M. le premier président me dit : *Soyez concis , Monsieur , répondez oui ou non à tout ce qu'on vous demande.* Alors il me fit deux ou trois questions fort simples , qui n'exigeoient de moi aucune explication , & je me renfermai dans l'ordre qu'il m'avoit prescrit ; mais ce Magistrat m'ayant interrogé d'une manière plus composée , & l'ardeur de répondre m'écartant du profond respect dû à M. le premier Président , & plus occupé du fond de mes idées que de la manière de les rendre , j'ar-

ticulai vivement : Monsieur , la question n'est pas bien posée pour que je réponde *oui* ou *non*.

A l'instant , il s'éleva un murmure de défaveur contre moi qui me punit de mon indiscretion ; je sentis ma faute , & voulant m'en relever sur le champ : Si mon expression , Messieurs , paroît déplacée à la Cour , je la supplie de considérer que je ne puis avoir ici l'intention de manquer de respect à M. le premier Président ; je la supplie d'avoir la bonté de s'arrêter uniquement au sens que je donne à mon idée peut-être mal rendue. Je ne puis répondre par *oui* ou *non* , comme on me l'a ordonné , qu'à une question fort simple , & non lorsqu'elle est complexe comme celle-ci. M. le premier Président me demande :

N'avez-vous pas remis ou fait remettre à le-Jay une somme de cent louis , pour être présentée à Madame Goëzman , dans la vue de gagner le suffrage de son mari ?

Si je dis *oui* , j'avoue la corruption ; si je dis *non* , je nie le sacrifice : or je supplie la Cour de me pardonner si j'observe que sur des interrogats de cette nature , il m'est impossible de me renfermer dans la concision qui m'est recommandée ; une réponse absurde tourneroit contre moi , & la Cour n'a pas intention de me tendre des pièges.

Il est certain qu'en ce moment je n'eus que des graces à rendre à la Cour, & sur-tout à M. le premier Président, de la bonté d'oublier l'espece de roideur que contenoit ma premiere réponse, & je saisis cette nouvelle occasion d'en témoigner aujourd'hui ma reconnoissance à tous les Magistrats qui m'écoutoient alors.

Je divisai donc la demande, & ramenai la question à son principe : L'accusation de corruption sur laquelle je défends, Messieurs, n'est fondée que sur la dénonciation de M. Goëzman, qui n'est elle-même appuyée que sur un oui-dire de sa femme; mais cette accusée n'a-t-elle pas déclaré dans ses récolement & supplément, que le-Jay ne lui avoit jamais demandé que des *audiences*? Le-Jay n'a-t-il pas toujours dit à ses interrogatoires, que Bertrand ne l'avoit chargé que de solliciter des *audiences*? Celui-ci n'est-il pas convenu partout que ma sœur ne lui avoit parlé que d'*entrevues* & d'*audiences*? Mes deux sœurs, les Sieurs de la Châtaigneraie, de Miron & Santerre, n'ont-ils pas tous déposé que l'impatience qui m'avoit porté, malgré mes répu gnances, à faire un sacrifice d'argent, ne venoit que de l'impossibilité d'avoir autrement des *audiences*? Or, quand je me fonde avec droit sur la dénonciation de M. Goëzman pour

l'accuser de m'avoir calomnié , en me taxant de corruption , pourroit-on user de cette même piece contre moi , pour établir que j'ai voulu le corrompre ?

Les deux propositions contraires ne pouvant être vraies en même-temps , & prouver par toutes les pieces du procès , que M. Goëzman a suborné le-Jay , en suggérant , minuant & dictant ses déclarations , & m'a calomnié dans sa dénonciation , n'est-ce pas détruire le fantôme absurde , insoutenable , d'une intention de corrompre , qui , quand elle eût existé , devient nulle au procès , puisque rien au monde n'en peut fournir de preuve légale , & qu'en affaire criminelle , tout est de fait & rien de présomption ? Ramenant ensuite ce plaidoyer à la question qui m'a été faite par M. le premier Président , je réponds : *oui* , j'ai donné de l'argent pour obtenir des audiences de M. Goëzman ; & *non* , je n'en ai pas donné pour le corrompre : c'est aussi trop l'avilir que de supposer que j'aye cru ce Magistrat corruptible , & corruptible au misérable prix de vingt-cinq ou cinquante louis , que ma sœur avoit jugé suffisants pour le soin dont elle étoit chargée. Je supplie la Cour de ne point perdre de vue cette réflexion en jugeant le procès.

Lorsque je finissois ma réponse, je me sentis violemment tirailé par une crampe à la jambe, qui ne me permit pas de poursuivre. Je suppliai la Cour de vouloir bien suspendre un moment la séance, forcé de convenir que je souffrois incroyablement. A l'instant, le ton de l'humanité, de la bonté, de l'intérêt, succéda dans la bouche de tout le monde, à l'austère majesté d'un interrogatoire; & je fus vivement touché de l'indulgence avec laquelle Messieurs m'ordonnerent unanimement de m'asseoir sur un banc des Avocats, & me permirent d'étendre ma jambe douloureuse sur un autre banc. Je ne rapporte ici cette légère circonstance que pour détruire, par l'exposé le plus vrai, les bruits qui se répandirent le soir même dans Paris, qu'on m'avoit fait au Palais des questions si foudroyantes, que je m'en étois trouvé mal, & avois été long-temps sans connoissance. Après un peu d'intervalle, M. le premier Président reprit la parole, & me dit :

— *Vous convenez donc que vous avez donné cent louis pour avoir audience ?*

— Oui, Monseigneur.

— *Vous convenez qu'une audience vous a été accordée ?*

— Oui, Monseigneur.

— *Vous convenez que Madame Goëzman vous a fait remettre volontairement les cent louis ?*

— Oui, Monseigneur. A toutes ces questions, comme on voit, les réponses les plus simples de ma part.

— *Mais si Madame Goëzman ne vous eût pas fait rendre vos cent louis, les eussiez-vous exigés d'elle ?*

— Pardon, Monseigneur, si j'observe que ce que j'aurois fait est étranger à la cause, & que c'est seulement de ce que j'ai fait qu'il s'agit. Cependant voici ma réponse : Je crois fermement que j'aurois eu le droit de me plaindre ; car je n'avois pas demandé une audience, mais des audiences, & j'espère que la Cour, en rendant M. Goëzman partie au procès, voudra bien me donner l'occasion de le confondre sur la fausseté des audiences qu'il prétend que mes amis ou moi avons reçues de lui. Je n'avois donc pas demandé une seule audience, mais des audiences ; & le prix de cent louis, dans mon idée, ayant plus de rapport à l'état de la personne qui m'obligeoit, qu'à la nature du service qui m'étoit rendu, je me serois sans doute plaint à la Dame du peu de délicatesse de son procédé ; mais je crois pourtant que j'aurois fini par lui laisser les cent louis.

— *Puisque vous lui auriez laissé les 100 louis, pourquoi donc lui avez-vous redemandé les 15 louis ? il y a ici contradiction dans votre conduite.*

— Il n'y en a point , Monseigneur : j'aurois pu laisser les cent louis à Madame Goëzman , quoiqu'elle les eût mal acquis , parce que j'avois consenti qu'on les lui remît pour elle-même , & j'ai cru devoir lui redemander les quinze louis , parce qu'elle les avoit exigés pour un Secrétaire auquel ils n'ont pas été remis. L'argent manquant sa destination , doit être rendu à celui qui ne l'a donné que pour un usage indiqué. Hors de cet usage prescrit , toute autre destination à lui inconnue est un vol , une escroquerie ; aussi la malhonnêteté du moyen que cette Dame avoit employé pour s'approprier mes quinze louis , me parut-elle mériter la petite leçon que je lui donnai par ma lettre du 21 Avril , mais lettre secrète & tournée de façon à ôter à la Dame l'envie de la publier : aussi n'est-ce pas ma faute si , par l'imprudence de mes ennemis , la leçon est devenue publique. En un mot , tel homme veut bien donner 100 louis qui ne veut pas être dupé de 15 , & j'avoue à la Cour que je suis cet homme-là.

Après ma réponse , M. le premier Président

dent réfléchit un moment ; puis il me demanda :

— *Comment ce Bertrand d'Airolles , qui étoit votre ami , est-il subitement devenu votre ennemi ?*

— Monseigneur , il me semble que ceci ne touche pas le fond de la question sur laquelle je subis interrogatoire.

— *J'ai droit , Monsieur , de vous interroger sur la fin , sur le commencement , le fond ou les accessoires du procès à ma volonté.*

— Ce n'est pas , Monseigneur , pour contester un droit respecté que j'observe , mais seulement pour faire remarquer à la Cour que dans la partie de l'interrogatoire qui se rapporte à la corruption , je suis accusé , & qu'en tout le reste je suis accusateur ; ce qui doit mettre une très-grande différence dans ma façon de répondre , & me faire sortir , pour éclaircir les faits de la concision qui m'a été prescrite , sans que la Cour s'en trouve offensée.

— *Répondez comme vous l'entendrez ; mais soyez bref.*

— Messieurs , je n'étois point l'ami de ce Bertrand d'Airolles , mais seulement sa connoissance ; aujourd'hui je ne suis point son ennemi , mais seulement son accusateur. L'amitié & l'inimitié supposent dans leur objet

une importance qu'on ne peut pas attacher à l'homme dont il s'agit; créature foible & toujours entraînée par le plus misérable intérêt; froid à mon égard tant qu'il n'a pas cédé à l'impulsion de Marin; ayant fait depuis le mal sans scrupule, quand cette impulsion s'est fortifiée par je ne fais quel espoir de fortune. Avec les esprits de cette trempe, on n'y fait pas tant de façon; l'appas le plus grossier les fait mordre & les tire de leur élément. Je prouverois bien, si je voulois, comment en très-peu de temps ce Bertrand est devenu un fort malhonnête homme; mais je déclare que je n'ai pas contre lui la moindre animosité. Il n'y a dans tout cela que Marin qui en mérite.

— *Pourquoi donc êtes-vous devenu l'ennemi de Marin, dont vous aviez été l'ami jusqu'alors ?*

— Monseigneur, tant que Marin ne m'a pas fait de mal, je me suis tenu à son égard dans les termes de la politesse ordinaire; il censuroit mes pièces de théâtre : il prétend aujourd'hui qu'il les corrigeoit, qu'il les faisoit même; il n'y a que mes mémoires sur lesquels il ne prétend rien. Mais il n'y a pas-là de quoi se brouiller, cela prouve seulement que le censeur Marin veut avoir en tout l'air d'une importance au-delà de ses pouvoirs : son bon-

heur est de paroître tout savoir, tout faire & tout arranger. Il conseille la Magistrature, il dirige les opérations du ministère, il refait les ouvrages des auteurs, il est de tous les conseils, entre dans tous les cabinets; sa fureur est d'être pour quelque chose dans tout ce qui se fait : c'est *l'omnis homo*, la mouche du coche; il bourdonne & tourne, & sue pour les chevaux qui tirent, & se donne la gloire de tous les événements où il n'est pas prouvé qu'on l'a forcé de se taire. Dans cette querelle, il a jugé qu'il y auroit pour lui plus de profit à servir le Magistrat qu'à défendre le particulier. Le parti pris par un tel homme, on sent que les moyens sont comptés pour rien. L'habitude de mal faire lui a peut-être même ôté la conscience du mal qu'il me faisoit. Je ne le hais pas non plus, & si tout le monde l'estimoit aussi juste que moi, il y a long-temps que pour toute peine on l'auroit réduit à l'inaction & au silence, seul vrai tourment des gens de son caractère.

Il s'éleva dans l'assemblée un murmure qui me parut être celui d'un sourire universel.

M. le premier Président s'adressant alors à la Cour, demanda si quelqu'un avoit des questions à me faire, & M. Doë de Combault, rapporteur, prit la parole.

— *Quel jour avez-vous remis à le-Jay la montre enrichie de diamants ?*

— Monsieur, c'est le dimanche 4 Avril, lendemain du jour où j'ai obtenu la seule audience qui m'ait été donnée.

— *Prenez garde, Monsieur, si ce n'est pas plutôt le samedi 3, avant l'audience obtenue : rappelez-vous bien.*

— Je sens, Monsieur, toute l'importance de votre question ; si j'ai donné la montre avant l'audience, on peut croire que j'ai eu plutôt dessein, en accumulant les présents, d'exciter la cupidité de ceux dont je voulois gagner le suffrage, que de payer successivement des audiences : mais j'ai la mémoire très-fraîche sur ce fait ; la montre n'a été par moi remise à Bertrand pour être remise à le-Jay, pour être remise à Madame Goëzman, que le dimanche 4 Avril, à défaut de cent autres louis que je n'avois pas & sur les difficultés que mes amis & moi apperçûmes d'obtenir une autre audience sans de nouveaux sacrifices.

— *Mais le Libraire déclare qu'il a reçu la montre le samedi, & qu'elle a passé une nuit chez lui ?*

— Monsieur, le Libraire a tort. Si cette montre est restée chez lui, ce que j'ignore ; ce ne peut-être, à la rigueur, que la nuit du dimanche au lundi. Je ne fais pas ce qui s'est

dit de la part d'autrui ; mais de la mienne, Messieurs , vous ne trouverez jamais d'obscurité dans mes réponses , ni de contradiction dans ma conduite. Je déclare que je n'ai remis la montre à Bertrand que le dimanche au matin.

Alors , il se fit un bruit dans l'assemblée ; chacun disoit oui , oui c'est le dimanche ; & telle est la dernière déclaration de le-Jay.

La séance paroissoit finie , lorsqu'un des Messieurs des Enquêtes , élevant la voix , me dit de la manière du monde la plus polie :

— *M. de Beaumarchais , répondez à ce que je vais vous dire : vous êtes un homme instruit , & vous connoissez les loix de la morale.*

— Monsieur , la morale est le principe de toutes les actions de l'homme en société ; il n'est permis à personne de les ignorer.

— *Répondez donc exactement. Dans la persuasion où vous paroissez être , que votre rapporteur étoit d'accord avec sa femme sur les sommes qui devoient vous acquérir son suffrage , si son rapport en votre faveur eût fait sortir un arrêt à votre avantage , auriez-vous cru , en homme délicat , pouvoir profiter du bénéfice de cet arrêt ?*

— Je vous demande pardon , Monsieur , si j'observe que votre question , étrangère à la cause , me paroît seulement un cas de conscien-

ce. Ce n'est pas pour éluder d'y répondre que je fais cette remarque , mais seulement pour que la Cour ne soit pas étonnée si je divise la question , & ne la fais rentrer dans l'espece de celles auxquelles je dois répondre comme accusé , qu'après y avoir répondu comme moraliste.

Si j'avois eu , Monsieur , l'intention de corrompre M. Goëzman , en faisant un sacrifice d'argent , il est certain que son suffrage acheté m'ayant rendu l'arrêt favorable , je n'aurois pas pu délicatement profiter du bénéfice d'un arrêt qui n'eût été dans ce cas-là que le fruit de ma propre séduction.

Mais voici pourquoi la question me paroît hors de la cause : c'est qu'un homme assez délicat pour refuser le bénéfice d'un arrêt obtenu par des voies malhonnêtes , n'auroit pu l'être en même temps assez peu pour tenter de corrompre un rapporteur ; & que celui qui auroit acheté le samedi le suffrage du rapporteur , ne seroit pas devenu subitement assez scrupuleux pour restituer le lundi le produit de cet arrêt : mais si vous me demandez , Monsieur , „ lorsqu'avez-vous payé des audiences de votre „ rapporteur , si vous aviez su que le mari fût „ du secret , auriez-vous cru le gain du procès „ légitime ? ” En qualité d'accusé , je réponds

à cette question toute simple , & qui a un rapport direct au procès ; que n'ayant en effet jamais entendu payer que des audiences , quand j'aurois été convaincu que M. Goëzman étoit d'accord avec sa femme , & quand ces audiences m'auroient coûté 3, 4, 500 louis , j'aurois fans scrupule profité du bénéfice d'un arrêt qui ne m'eût adjugé que le prix du plus légitime arrêté de compte , & ne m'eût fait gagner qu'un procès imperdable. J'aurois seulement trouvé les audiences du rapporteur un peu cheres.

— *Mais puisque vous croyez votre cause si simple qu'elle étoit absolument imperdable , quel besoin pensiez-vous donc tant avoir d'instruire votre rapporteur ?*

— Le voici , Monsieur ; si j'avois pu me flatter que l'on s'occupât uniquement au Palais du fond de la question , qui , dégagée de tous les accessoi-res dont mon adverfaire la chargeoit , n'eût jamais mérité d'en former une , je n'aurois pas fait , au Parlement & à mon rapporteur , l'injure de croire qu'on s'arrêtât une minute aux misérables défenses de mon adverfaire ; mais j'avois trop éprouvé qu'en feignant de plaider au civil la discussion d'un arrêté de compte , son Avocat ne plaidoit en effet que des moyens d'inscription de faux : de sorte que ,

par cette ruse odieuse, mon ennemi gagnoit de me rendre odieux, sans courir le risque des terribles condamnations à quoi s'exposent ceux qui usent de l'inscription de faux contre un acte légitime. Aussi n'étoit-ce pas le fond du procès que je voulois instruire chez le rapporteur; c'étoit les horribles impressions du Comte de la Blache & de Me. Caillard que je voulois détruire (c). Car que faisoit à ma cause qu'il parût étonnant à M. Goëzman, comme il me le dit, que M. Duverney m'eût prêté 200 mille livres en ses billets au porteur, puisque dans l'acte qui les atteste, je n'en demande pas le payement, & qu'ils ont été rendus & reçus en nature? Ce n'étoit donc que pour en tirer des inductions défavorables contre moi, qu'on faisoit ces objections. Et pourquoi, répondis-je à M. Goëzman: „ Vous ferez bien plus surpris, Monsieur, si je vous prouve légalement que M. Duverney m'a prêté en un seul jour 560 mille liv. : de pareils services supposent un attachement sans bornes, ou de grands intérêts à ménager; & l'homme qui en oblige un autre avec de tels moyens, croit sans doute

(c) M. Caillard, Avocat, qu'il faut bien se garder de confondre avec M. Gaillard de l'Académie Française, de qui nous avons des morceaux de littérature très-éloquents.

avoir d'excellentes raisons pour le faire ". Je n'avois pas besoin de prouver non plus au procès ce prêt de 560 mille livres , puisqu'il n'en est pas question dans notre acte , & qu'elles ont été rendues long - temps avant qu'il fût rédigé.

De quoi donc s'agissoit-il pour moi chez le rapporteur ? De prouver qu'il y avoit eu des liaisons d'intérêt & d'amitié aussi longues qu'intimes , entre M. Duverney & moi , & que l'arrêté de compte le plus exact avoit le fondement le plus légitime : il me falloit plaider l'historique de ces liaisons que mon ennemi s'efforçoit de faire passer pour des chimères ; il m'importoit de les établir par des instructions , que mon respect pour la mémoire du plus honorable citoyen ne m'avoit pas permis de mettre dans la bouche de mon Avocat ; non qu'elles ne fussent à la gloire de mon ami , mais parce qu'elles tenoient à des considérations majeures , & qui exigeoient de ma part la plus grande circonspection ; de sorte que , sans inquiétude sur la vraie question à juger , (*la validité d'un acte entre majeurs*) je ne l'étois pas sur l'opinion que mon adversaire avoit donnée de moi qui présentois cet acte : & voilà pourquoi , Monsieur , il m'étoit aussi important d'instruire mon rapporteur , qu'inutile

de le corrompre : voilà pourquoi j'ai payé des audiences qu'on me refusoit , & n'ai pas acheté un suffrage qui m'étoit dû à toute sorte de titres : tel a été le principe de ma conduite en cette affaire..

Il sembloit alors que la Cour n'eût plus rien à me demander, lorsqu'un autre de Messieurs des Enquêtes me dit du ton le plus grave & même un peu austere :

— *M. de Beaumarchais , êtes-vous l'auteur d'un écrit , intitulé : Supplément au mémoire à consulter ? &c.*

— Je pense , Monsieur , que mon aveu ne fait rien du tout , pour ou contre le parti que la Cour entend prendre relativement à ces mémoires.

— *Répondez-moi , M. de Beaumarchais , d'une façon nette & sans biaiser.*

— Messieurs , la Cour fait bien la peine que j'ai journellement à faire signer la simple requête : forcé d'abord de présenter à M. le premier Président une requête extrajudiciaire , pour obtenir un ordre exprès à un Avocat titulaire de m'en signer une juridique , tous me refusant leur ministère contre un Conseiller de la Cour , l'on m'a vu souvent revenir jusqu'à quatre fois à la charge sans rien obtenir ; & cela est au point que ma requête d'at-

ténuation a été envoyée à tous Messieurs, sans qu'elle fût signée ; ce dont je leur ai demandé pardon dans une note à la fin de mon dernier mémoire. Cette difficulté de trouver des défenseurs , sur laquelle il seroit à désirer que la Cour prît un parti certain ; car enfin je ne suis pas ce qu'on appelle en Angleterre, *ex-lex*, hors de la loi ; cette difficulté , je l'ai éprouvée de même sur mes écrits ; de sorte qu'à défaut de conseils , de consultants, & surtout d'une bonne plume pour me défendre , je me suis trouvé forcé d'en employer une mauvaise, qui est la mienne.

— *M. de Beaumarchais, êtes-vous l'auteur d'un écrit intitulé : Addition au supplément du mémoire à consulter ? &c.*

— Monsieur, si c'est un nouveau crime, vous voyez le coupable ; il n'y a pas trente heures que j'y travaillois encore.

Le Magistrat cessa de parler, & M. le premier Président m'ordonna de me retirer ; je demandai la permission de faire une observation à la Cour.

— *Vous êtes ici pour répondre & non pour observer*, me dit M. le premier Président.

— Monseigneur, je crois avoir rempli le vœu de la Cour à cet égard, puisqu'elle cesse de m'interroger : mais cet interrogatoire lui-

même étant destiné à éclaircir quelques faits du procès sur lesquels la Cour étoit incertaine, ne puis-je en profiter pour porter la lumière sur un fait des plus graves ? C'est en quoi consiste l'observation que je demande la liberté de faire à la Cour.

— *Je vous ai déjà dit qu'un accusé n'avoit pas le droit d'observer.*

— Aussi, Monseigneur, n'est-ce pas comme accusé que je desire observer, mais en qualité d'accusateur ; & j'ose assurer la Cour que mon observation est d'une telle importance, que, si l'on passoit au jugement définitif de l'affaire avant de m'avoir entendu, l'arrêt ne seroit peut-être pas injuste au fond, mais au moins seroit-il irrégulier dans la forme.

La Cour eut la bonté de me permettre de parler.

Mon observation avoit pour objet l'histoire d'un dîner, pendant lequel, selon le Sieur Bertrand, quatre Conseillers avoient trahi devant lui le secret du Parlement, en s'expliquant sur le parti violent que la Cour entendoit prendre contre le-Jay, ledit Bertrand & moi, qui avions, ajoutoit-on, voulu flétrir la vertu du plus intègre Magistrat, M. Goëzman. J'essayai d'établir qu'il importoit à l'honneur de la Magistrature, autant qu'à ma propre sûreté, que

ce fait fût éclairci , chaque Magistrat pouvant craindre à bon droit qu'on ne le soupçonnât d'être un des quatre ennemis qui s'étoient expliqués auffi indiscretement sur mon compte , & dont les voix pouvoient faire pencher contre moi la balance d'un jugement formidable. ,, Et cet indigne soupçon , Messieurs , qui doit blesser tous les membres de cette auguste assemblée , ne peut cesser que par une addition d'information , dans laquelle le Sieur Bertrand , interrogé de nouveau , sera forcé de s'expliquer : car si tout ce procès m'a été intenté sur le seul soupçon qu'un Magistrat étoit compromis par des bruits vagues & publics , avec combien plus de raison la Cour doit-elle ordonner d'informer sur une grave imputation faite devant dix témoins , contre quatre de ses membres qu'on refuse de nommer. Dans le cas où cette imputation seroit calomnieuse de la part de ce Bertrand , ce qui me paroît à moi très-probable , il est essentiel que la Cour apprenne par l'instigation de quel fourbe adroit , un fourbe mal-adroit est venu calomnier devant moi quatre Magistrats , uniquement pour tâcher de m'effrayer & me porter à quelques fausses démarches ”.

Mon plaidoyer s'étendit à d'autres branches de l'affaire ; & je conclus , tant sur le fait de

l'audience que M. Goëzman prétend m'avoir donnée le samedi matin 3 Avril, que sur celui du dîner de quatre Conseillers, à ce qu'il plût à la Cour me permettre de lui présenter requête tendante à obtenir une addition d'information.

M. le premier Président me demanda *pourquoi je n'avois pas parlé de ces objets dans ma requête d'atténuation.*

— Par la raison, Monseigneur, que, dans cette requête, j'agissois comme accusé, dont je dépouille en ce moment le caractère pour revêtir à la barre de la Cour celui d'accusateur.

M. le premier Président me dit alors avec la plus grande bonté, que la Cour verroit le cas qu'elle devoit faire de mes observations, & qu'elle me permettoit de lui présenter requête à ce sujet. Je témoignai ma reconnoissance, & je me retirai, soutenu par le digne Me. Fremin, l'un des Greffiers criminels; car ma jambe me faisoit un mal excessif.

Bien persuadé que la Cour ne rendroit le lendemain qu'un arrêt interlocutoire, qui mettroit M. Goëzman en cause, j'abandonnai le précis que j'avois fait au greffe, pour m'occuper toute la nuit de ma nouvelle requête, & j'attendis le jour avec autant de sécurité que

d'impatience. Continuons mon récit, il n'y a rien de petit dans cette affaire.

Dès le matin, je fus au parquet solliciter M. le Procureur-Général de me nommer un Avocat titulaire; tant d'importunités me paroissent fatiguer excessivement ce Magistrat; mais je lui demande pardon si je ne me lasse point d'invoquer sa louable exactitude en une affaire où tout le monde me parle beaucoup de prudence, & semble n'avancer que malgré soi. Enfin, je le suppliai si instamment d'enjoindre à un titulaire de signer cette nouvelle requête, que je réussis à la faire présenter aux Chambres assemblées, pendant qu'on étoit aux opinions. Bien des gens trouvoient imprudent de rester au Palais le jour qu'il devoit sortir un jugement dans mon affaire; mais j'en appelle à tous les bons esprits : la confiance avec laquelle j'attendois ce jugement, n'est-elle pas la plus haute marque de respect que je puisse donner à la Cour? & plus les gens peu éclairés supposent de cabale & d'intrigue en ce moment au Palais, plus ma confiance dans le tribunal qui me jugeoit, démonstroît quelle opinion j'avois de son intégrité.

L'événement n'a pas tardé à justifier mes espérances. Mon adversaire, M. Goëzman, qui la veille avoit été décrété d'ajournement per-

sonnel, pour le faux commis par lui sur les registres de Baptêmes, a été une seconde fois décrété d'ajournement personnel relativement à notre procès; & j'ai pu goûter d'avance la joie que j'aurois un jour de confondre à la confrontation celui qui n'avoit pas craint d'imprimer qu'il m'avoit donné quatre audiences, lorsqu'il est prouvé que je n'en aurois pas même obtenu une seule, sans l'or que j'y sacrifiai. Et quelle audience encore! Mon premier soin fut de suivre M. le premier Président, pour lui rendre mes actions de grâces. Je revenois, plein de mon objet, chercher mon Avocat, lorsqu'à la croisière des quatre galeries du Palais, je vis venir de loin une file de Magistrats entourés de gardes: je me rangeai sur le côté, laissant entre ces Messieurs & moi assez d'espace pour qu'il fût à l'instant remplis de gens de toute espece, attirés par la curiosité du spectacle. J'étois confondu dans la foule & sur les derniers rangs, mon chapeau à la main, très-modestement, & tellement occupé de l'arrêt qui venoit d'être rendu, que je ne vis aucun des Magistrats qui passaient: aussi fus-je très-surpris lorsque M. le Président de Nicolai, qui marchoit à la tête, & déjà en-avant de plus de dix pas, se retournant, dit à quelqu'un de sa suite, en

me

me montrant du doigt & me désignant par mon nom : *Exempt , faites sortir cet homme , Beaumarchais , là , faites-le retirer , il n'est ici que pour me braver.* On fait assez avec quelle ardeur les subalternes exécutent de pareils ordres. *Retirez-vous ; sortez , point de raisons ; M. le Président l'ordonne :* un second accourt à l'appui du premier ; je me vois durement poussé , pressé de sortir , du geste & de la main , & toujours au nom de M. le Président : le public m'entouroit : „ Je ne sortirai point , „ (dis-je aux hommes bleus) je suis ici dans „ une salle appartenante au Roi , destinée à „ servir de refuge aux plaideurs , j'y suis à „ ma place le jour de mon jugement , & M. „ le Président sort de la sienne pour m'en „ chasser : mais je prends la nation à témoin „ de l'outrage qui m'est fait devant elle , & „ dont je vais à l'instant porter ma plainte au „ ministère public ”.

Au-lieu de me retirer , je remonte au parquet , où , suivi par la foule & tout chaud d'indignation , je dis à M. le Procureur-Général : Je vous supplie , Monsieur , de recevoir ma plainte ; M. le Président de Nicolaï , oubliant le respect qu'il doit au Roi , à son propre Etat , au droit des citoyens , à l'auguste Compagnie à la tête de laquelle il avoit l'honneur

de marcher , fans égard pour le temps , le lieu , ni les personnes , vient de me faire outrager par les gardes de sa suite , au milieu du public , que son action scandalise. Mon plaidoyer fut aussi bouillant que rapide ; & M. le Procureur-Général ne pouvant refuser de m'entendre , me dit , après avoir un peu rêvé : Avez-vous des témoins d'un fait aussi extraordinaire ? — Mille , Monsieur. — Je ne puis vous empêcher de présenter votre requête à la Cour ; sur-tout , foyez prudent. — Monsieur , mais il y a huit mois que je le suis ; il y a huit mois que je dévore , par respect , les insultes publiques que me fait en toute occasion M. le Président de Nicolaï : mais mon silence le fait enfin aller si loin à mon égard , qu'il n'y a plus moyen de m'en taire.

A l'instant je rentre dans la grand'Salle , où , m'adressant à toutes les personnes qui m'environnoient , je dis : „ Messieurs , il n'y „ a pas un de vous qui n'ait vu ce qui vient „ de m'arriver ; j'espère que vous ne me re- „ fuserez pas d'en déposer lorsqu'il en fera „ question ”. Plusieurs voix s'éleverent à la fois : *Allez , allez chez vous , Monsieur , vous y trouverez une liste de cent témoins.* Dès le même jour , en effet , je reçus le nom d'une foule d'honnêtes gens.

Mais M. le Président de Nicolaï, pour rejeter sur moi le blâme de sa vivacité, répand, dit-on, que je lui ai *tiré la langue en lui faisant la grimace.*

Eh ! Monsieur le Président, il me semble que, dans mes défenses, je n'ai pas trop l'air d'un grimacier, & que leur dure franchise annonce plutôt un caractère trop ferme que celui d'un plat saltimbanque. Est-ce donc entre nous une guerre de college, où des grimaces se payent par des coups de poings ? & des intérêts si graves se traitent-ils avec d'aussi puériles moyens que ceux que vous me prêtez ?

Dites, dites, Monsieur, qu'outré de l'arrêt du Parlement qui venoit de décréter une seconde fois votre ami M. Goëzman, & vous en prenant à moi de n'avoir pu rester dans l'assemblée pour vous y opposer, vous avez fait tomber sur un innocent toute la colère que vous causoit le décret d'un coupable : & s'il faut tout avouer, Monsieur, lorsque vous avez donné l'ordre à l'Exempt de me chasser du Palais, où je voudrois n'être jamais entré, votre physionomie, assez douce pour l'ordinaire, étoit en feu, les yeux hors de la tête, & les cheveux hérissés comme Calchas ; vous aviez plutôt l'air d'un Prêtre emporté qui ordonne un sacrifice, que du chef d'une

compagnie respectable allant faire un acte de bienfaisance en faveur des prisonniers.

Depuis ce moment , comptant pour peu cet outrage non mérité , je ne me pressois point de réclamer mon droit de citoyen offensé , lorsque j'ai appris pour quel insolent & grimacier personnage vous voulez encore me faire passer.

Et , parce que le hasard m'a fait , peu de temps après , me rencontrant à quelques places de vous au parquet de la comédie Italienne , vous avez dit tout haut , à la buvette du Palais , que je vous avois de nouveau provoqué de *clignotements* & de *grimaces* , & que vous en aviez demandé justice au Roi. Mais il sera prouvé , par le témoignage de tous ceux qui m'ont vu ce jour même au spectacle , que je n'y ai pas levé les yeux sur vous ; & qu'à l'instant du ballet , où les bancs de devant se sont dégarnis de monde , j'ai passé sur l'un d'eux , dans la crainte que mon voisinage ne vous déplût , ou ne mît quelque embarras à votre sortie.

Et , comme si un homme en valoit moins parce que vous l'avez beaucoup outragé , j'apprends que vous comblez , par vos discours , la multitude d'insultes publiques que vous m'avez faites depuis un an. Tant de partialité ,

de procédés si offensants , me forcent de revenir à la charge , & de supplier encore une fois le Parlement, qu'il me commette un Avocat titulaire pour signer ma requête en forme de plainte contre vous.

On m'affure que je ne l'obtiendrai pas ; mais cela ne peut être. En posant ainsi des bornes arbitraires à tout , en étendant ou resserrant les droits de chacun au gré des considérations particulières , que resteroit-il de certain ? Les tribunaux ne connoïtroient plus l'étendue de leur ressort , ni les citoyens celle de leur liberté. Le désordre & la confusion servant de base à tout , le despotique oriental seroit moins dangereux qu'une pareille anarchie. Si au-lieu d'être froids sur les contestations, comme la loi dont ils sont les organes , les Magistrats, plus animés de l'esprit du corps , que de celui de la justice qu'ils nous doivent, fouloient aux pieds le droit des citoyens ; ou le système d'une telle législation seroit mauvais , ou il faudroit un tribunal supérieur aux Cours souveraines auquel chaque citoyen eût droit de porter sa juste plainte.

Je mets ici de côté mon ressentiment particulier. Toute cette affaire est devenue trop grave , pour la renfermer dans les bornes individuelles. Mais est-il donc indifférent à

la nation , que , sous le regne d'un Prince équitable , il puisse tomber dans l'esprit d'un Magistrat , qu'un pouvoir sans bornes est le premier droit de sa place , qu'il a celui de cabaler , d'intriguer , de solliciter ouvertement pour un de ses confreres , au mépris des ordonnances , & d'abuser du respect qu'on porte à sa simarre , pour déchirer par-tout l'adversaire de son ami ; & parce que le plus juste arrêt viendrait de décréter une seconde fois cet ami , qu'il peut abuser du moment de la plus auguste fonction , pour faire outrager publiquement un citoyen par ses gardes ? Et , surtout , comment ce Magistrat à qui l'on doit supposer un cœur doux , un esprit pacifique , (puisqu'il a déposé l'étendard de la guerre , qui tire son droit de la force , pour arborer le drapeau de la justice , qui ne tient son pouvoir que des loix) se trompe au point de croire qu'il peut traiter les sujets du Roi , étant Président , comme il dut traiter ses ennemis , étant Colonel ; porter l'esprit militaire au barreau , les abus du commandement jusques dans l'administration de la justice ; enfin , abuser , pour troubler l'ordre public , des moyens mêmes établis par la loi pour le faire respecter ?

Mais posons la these en sens contraire , & supposons un moment qu'un citoyen eût été

assez fou pour insulter ce Magistrat dans ses fonctions : à l'instant une punition rigoureuse eût fait un exemple éclatant du malheureux insensé. Cependant son action isolée importoit-elle à la chose publique , comme la conduite d'un Magistrat , entre les mains duquel sont , tous les jours , l'honneur , la fortune , ou la vie des citoyens ? Eh ! comment espérer du respect pour les droits d'autrui , de celui qui ne sauroit pas respecter l'auguste emploi dont il seroit lui-même honoré ?

L'outrage du citoyen au Magistrat , puni sur le champ , ne peut donc tirer à conséquence pour personne , au-lieu que l'outrage public du Magistrat au citoyen importe à toute la nation : car , ou cette licence est l'effet de la corruption générale , ou rien n'est plus propre à l'engendrer bientôt ; & si l'offense , faite à un particulier paroît un petit mal en soi , l'oubli de l'ordre & de la justice de la part d'un Magistrat peut devenir la source de mille abus effrayants. La nation n'est pas juge en cette affaire ; mais elle s'y rend partie dans ma personne , & ma cause est celle de tous les citoyens.

Je prends avec autant de justice que de plaisir le nom de citoyen par-tout où je parle de moi dans cette affaire ; ce nom est doux

à ma bouche, & flatteur à mon oreille. Hommes simples dans la société, sujets heureux d'un excellent Monarque, chacun de nous, François, a l'honneur d'être citoyen dans les tribunaux ; c'est-là seulement où nous pouvons soutenir les droits de l'égalité. Ils y sont même tellement respectés, que le Souverain ne croit pas au-dessous de lui d'y soumettre les siens contre nous, & de s'y laisser condamner à notre avantage sur tous les points qui lui seroient justement contestés. Ainsi le Dieu terrible, enveloppé d'un nuage & tempérant son éclat, ne dédaigna pas autrefois de disputer contre Moïse, & de céder même à son serviteur.

Et lorsque mon Souverain, mon seul maître, mon Roi permet qu'on plaide contre lui dans les tribunaux établis par lui-même, je ne pourrois obtenir, contre un Officier de ces mêmes tribunaux, la permission d'informer & d'y poursuivre la juste réparation d'un outrage public & non mérité. Oui, je l'obtiendrai par la seule force de mon droit & de mes raisons. Nous ne sommes plus dans ce siècle où l'on fit un crime à la Maréchale d'Ancre d'avoir bien raisonné ; dans ces temps superstitieux où l'empire de Galigaï conduisoit une ame forte au bûcher : je suis soumis aux loix

de mon pays ; je paye avec joie le tribut de mes facultés à mon Prince , en revanche il ne me refusera pas sa protection pour ma personne , & sa justice pour mes droits offensés.

En tout ceci , Monsieur , je suis bien loin d'attaquer la noblesse & les dignités qui sont en vous l'enseigne des vertus de vos ancêtres ; j'ose au contraire vous demander compte de cette vertu qui doit être en vous l'enseigne de la noblesse & des dignités qu'ils vous ont transmises.

Mais je m'apperçois que tant d'ardeur à vous poursuivre affligeroit tout un corps respectable , & désobligerait les chefs du Parlement. Est-ce égard pour votre famille & noble & toujours chère à la nation ? je partage avec eux cette honorable considération. Est-ce attachement pour votre personne ? je déclare volontiers que mon respect pour vous marche à côté de ce tendre intérêt. Est-ce inquiétude pour le désagrément qui peut résulter de ma poursuite ? Eh bien ; Monsieur , j'y renonce ; persuadé que la haine qui vous égare en ce moment , fera place à des sentiments plus justes , quand l'événement vous aura convaincu que je ne fais ici que soutenir les droits d'une défense légitime.

A la vérité, si j'avois l'honneur d'être M. de Nicolai, je serois bien mécontent de ne devoir ma tranquillité qu'aux respectueux égards d'un offensé, pour ma famille ou pour le vœu de ma compagnie; & j'aurois la hauteur de vouloir réparer un tel outrage, ne fût-ce que pour enlever à mon inférieur l'honneur de l'oublier ou de me le pardonner; chacun a de l'amour-propre à sa manière, & pour moi telle eût été ma fierté.

Pour conserver l'avantage que vous voulez bien m'abandonner, Monsieur, je renonce donc avec plaisir à ma poursuite, en vous assurant qu'il n'est jamais entré un seul mouvement de haine ou de vengeance dans tout ce que j'ai fait contre vous.

Je vais plus loin à votre égard : je trouve dans un excès que vous blâmez sûrement vous-même, sinon sa propre excuse, au moins l'apologie du sentiment qui vous y a conduit : & si j'ai désiré que vous ne fussiez pas mon Juge, c'est qu'un ami ardent & passionné est rarement un Juge impartial, & que votre amitié pour M. Goëzman pouvoit tourner contre moi, dans l'acte important d'un jugement, où toute abnégation de soi-même est la première loi qu'un Magistrat doit s'imposer.

Si la fermeté de cet article est prise en mau-

vaïse part, & si mes ennemis donnent ce courage de publier mes sentimens sur des points aussi délicats, pour un dessein formé de déprimer pied-à-pied le tribunal qui doit me juger ; j'opposerai ma confiance & mon respect reconnus à l'odieuse intention qui m'est ici prêtée.

J'opposerai l'éloge public que j'ai constamment fait de Messieurs Doë de Combault & de Chazal, Commissaires-rapporteurs de ce procès, que je ne connois que par la marche exacte & pure de leur instruction, au blâme public que je n'ai pas craint de répandre sur M. Goëzman en une occasion semblable.

A la nécessité de relever un trait peu réfléchi de M. le Président de Nicolaï, j'opposerai l'action magnanime & généreuse de M. le Président de la Briffe, qui, sans autre motif que l'amour du bien, sacrifie, sans faste, à la délivrance des prisonniers, les douze mille francs dont la grandeur du Roi couvre les dépenses du Président qui tient la Chambre des vacations. On me crieroit cent fois : Monsieur de la Briffe est l'ami de M. Goëzman, que je le supplierois encore de rester au rang de mes Juges : l'amour des hommes, celui de l'ordre & celui de la justice, ont tous la même base dans le cœur d'un homme vertueux.

A l'obstination que je ne puis approuver dans quelques Magistrats, de vouloir absolument rester parmi mes Juges, avec un cœur trop plein d'attachement pour mon adversaire & de haine pour moi, j'opposerai la pureté délicate avec laquelle Messieurs Quirot, Desirat, & plusieurs autres Conseillers se sont récusés volontairement, sur le léger soupçon que l'opinion qu'ils ont de M. Goëzman avoit pu percer dans le public.

Enfin, à la chaleur avec laquelle on dit que quelques membres du Parlement voudroient disculper M. Goëzman, j'opposerai le nombre infini de Magistrats généreux, qui, ne faisant point consister la gloire d'un corps illustre dans le soutien d'un membre gangrené, préféreront d'en purger leur compagnie, sous le risque de quelque inconvénient passager, à la foiblesse de le supporter au milieu d'eux s'il n'est pas jugé digne d'y rester.

Voilà ma profession de foi relativement à mes Juges; & je ne fais point parade ici de sentiments équivoques: j'ai pesé tout avant de m'expliquer. Tout Magistrat, dit-on, doit être jugé par ses pairs. Mais les Officiers d'un autre Parlement sont également les pairs de M. Goëzman; mais ses amis n'auroient pas la douleur de le condamner, & les miens peut-

être auroient quelques inquiétudes de moins : loin de moi toute frayeur insultante : je fais profession ouverte de la plus grande confiance dans le Parlement de Paris : jamais respect ne fut plus entier ni plus sainement motivé : les opinions pour & contre ici ne font rien. Voilà des faits : Je leur dois la sécurité de mon attente, & le courage d'un travail aussi pénible que celui que j'ai entrepris ; je leur dois la force de vaincre mes dégoûts en passant d'un objet dont la discussion élevoit mon cœur à de misérables tracasseries qui le font soulever. De tous les travaux d'Hercule, celui de nettoyer les étables d'Augias étoit le plus aisé sans doute, & n'en fut pas moins celui qui l'irrita davantage. Ramenons les choses à des comparaisons plus justes, plus voisines de ma faiblesse.

Après avoir détourné la tête & les yeux d'une médecine, repoussé vingt fois la main qui la présente, un enfant, malgré sa répugnance, finit pourtant par l'avalier, & même à grands flots pour en être plutôt quitte : & moi aussi, je suis un grand enfant : voilà je ne fais combien de fois que je prends la plume pour faire l'article *Marin*, & la remets dans l'encrier. A quoi bon ce délai ? malgré la nausée, il faut toujours y venir. Allons donc,

une bonne résolution , & finissons , quitte à se rincer la bouche après en avoir parlé.

— Mais à quoi donc répliquez-vous ? il n'a pas répondu à votre addition. — A quoi je réplique ! N'est-ce donc rien que ses requêtes au Parlement , & ses gazettes à la main , & ses gazettes à la bouche , & les lettres infames qu'il fait trotter par la ville & les articles *Paris* de la gazette d'Utrecht ? — Mais ces nouvelles à la main , cette gazette étrangère ne font pas de lui. — Elles en font , & voici mes preuves.

Premièrement , l'article de ce procès y est toujours mal fait , lourdement ruminé , pesamment écrit : vous conviendrez que c'est-là déjà une forte présomption contre Marin. Secondement , cet article dit toujours beaucoup de mal de moi : ma preuve se renforce contre Marin. Troisièmement , l'article dit toujours du bien de Marin , vante à l'excès la noblesse & la beauté de son style , la distinction avec laquelle il remplit les places qui lui ont été confiées : la preuve est complète ; il n'y a plus moyen d'en douter : c'est Marin qui fait l'article , puisque l'article dit du bien de Marin.

Repassons donc un peu celui de la gazette d'Utrecht du 4 Janvier , puisqu'il sert de supplément aux mémoires de Marin.

Le Sieur de Beaumarchais, en attendant la sentence que le Parlement lui prépare : une sentence du Parlement ! c'est Marin, vous dis-je. Si notre affaire eût été consulaire, comme celle du grand cousin, il n'eût pas manqué d'écrire : En attendant l'arrêt que les Consuls, &c. C'est Marin, c'est Marin, comme ce n'est pas moi.

Mais qui a dit au Sieur Marin que le Parlement me préparoit une *sentence*, pendant qu'il est de notoriété que je poursuis un jugement contre M. & Madame Goëzman, concussionnaires & calomniateurs; contre Marina-Bourse, & Bertrand la main-d'œuvre, l'un suborneur, & l'autre suborné ? *Le Sieur de B... vient de publier un troisieme mémoire qui, par le fiel qui y est mêlé, mérite le nom de libelle. Remarquez en passant, que ce n'est point du tout sur les reproches mérités que je fais à M. & Madame Goëzman, au Comte de la Blache, à Bertrand, Baculard, & consors, que Marin se fâche contre mes mémoires; regardant le mal d'autrui comme un songe, & ne s'occupant dans la gazette, que de l'intérêt du gazetier, voyez comment il s'explique ici; ses mémoires méritent le nom de libelle, puisqu'il s'efforce d'y diffamer un homme de lettres, (M. Marin) Marin le gazetier, homme de let-*

tres !... comme un facteur de la petite poste, qui a toujours rempli *AVEC DISTINCTION* les places qui lui ont été confiées par le Gouvernement. Avec distinction ! Cette distinction de Marin me rappelle un propos que le jacobin *Affinati*, dans son bouquin intitulé : *Le monde sens-dessus-dessous par les menées du diable*, fait dire à Dieu, parlant au pécheur Adam : *De toutes mes créatures, vous seul avez forfait. Avancez, maraud, que je vous timbre au front, que je vous* *DISTINGUE.*

Avancez, Marin, suivons votre article. Quoique l'on puisse lire les mémoires du *Sieur de Beaumarchais* qu'avec mépris, il s'en est cependant vendu plus de dix mille exemplaires en deux jours. Je n'entends pas cette phrase ; elle sera toujours louche, à moins d'y restituer quelques mots oubliés à l'impression. Pour qu'elle ait le sens commun, voici comment elle a dû être faite. Quoique l'on (ne) puisse lire les mémoires du *Sieur de Beaumarchais* qu'avec mépris (pour Marin), il s'en est cependant vendu plus de dix mille exemplaires en deux jours. Cela est clair, voilà qui s'entend ; car le mépris que mes mémoires auroient inspiré pour moi, les eût laissé moisir au grenier du Libraire ; au-lieu que le mépris dont ils ont couvert Marin, a rendu tout le monde avide de les lire ; il s'en est vendu plus de dix
mille

mille en deux jours , ou bien malgré le dégoût qu'on avoit d'entendre parler de Marin dans ces mémoires , il s'en est cependant vendu , &c. cette version est bonne aussi ; mais les gens de lettres préfèrent la première , comme plus sûre & plus naturelle. Quoiqu'on ne puisse lire les mémoires du Sieur de Beaumarchais qu'avec mépris pour Marin , il s'en est cependant vendu dix mille exemplaires en deux jours. On y rêveroit cent ans , que voilà le vrai sens de la phrase , ou elle n'en a aucun. Mais pourquoi répètent-ils tous sans cesse que je fais vendre mes mémoires , & m'entends à ce sujet avec Ruault , Libraire , rue de la Harpe , pour débiter mes sottises ? Les ingrats qu'ils sont ! ils décrivent mon affaire de finance , comme s'ils n'y avoient pas un bon intérêt. Eh , si je ne faisois pas vendre mes mémoires , qui donc feroit vendre les leurs ? Mais le Sieur Marin étoit irréprochable. Vous voyez bien , lecteur , qu'il n'y a que Marin au monde qui puisse écrire de pareils contes sur Marin. Il va le poursuivre au criminel pour obtenir une réparation éclatante de toutes les calomnies du Sieur de Beaumarchais.

Cela va bien. Marin avoit déjà dit dans sa requête imprimée , qu'en le montrant au doigt , j'avois insulté la majesté du Trône , berné le Gouvernement , injurié la Magistrature , bra-

vé les Tribunaux , outragé les citoyens : car

Qui méprise *Marin* , n'estime point son Roi
Et n'a , selon *Marin* , ni Dieu , ni foi , ni loi.

Mais , gardez-vous bien d'en croire ce Monsieur-là ; à son compte il n'y auroit pas un seul bon François dans la capitale.

Puis ayant rappelé , d'après moi , toutes les friponneries *de mémoires , de littérature , de censure , de nouvelles , d'affaires , de courtage ,* (condamnation passée sur *l'espionnage* , puisqu'il n'en dit mot) *d'usure , d'intrigue , &c.* quatre pages d'*et cætera* , il avoit prié la Cour de lui permettre de faire informer des faits énoncés dans mes mémoires. Mais trouvant bientôt qu'il étoit trop dangereux pour lui de laisser informer , il s'étoit retranché à demander à la Cour que , sans autre examen , & attendu , disoit-il , que ce ne sont que des *calomnies atroces* , elle ordonnât que mes mémoires fussent déclarés faux & *calomnieux* , défenses de récidiver , & dommages-intérêts , applicables à œuvres pies , &c.

Mais moi , qui prétends à l'honneur de soutenir tout ce que j'ai avancé , de ces deux manières de conclure imaginées par *Marin* , j'ai adopté la première ; & par ma requête en réponse à la sienne , j'ai supplié la Cour , avec

lui , ou sans lui , d'ordonner qu'il fût informé sur les faits & les imputations contenus dans mon mémoire contre ledit Marin.

Pour réclamer à cet égard la vigilance du ministère public , il me suffiroit de mon intérêt personnel ; mais ici l'intérêt de l'Etat & de la société doit fixer encore plus l'attention de Messieurs les gens du Roi. La police , aussi exacte que patriotique en cette grave occasion , n'aura certainement point de secrets pour la Cour : elle ouvrira ses registres ; & c'est à la faveur des renseignements qu'on y puisera , que le Parlement & la nation seront en état de prononcer si l'intérêt public & particulier ne sont pas ici combinés le plus heureusement du monde pour démasquer le précepteur Marin , & pour renvoyer ledit précepteur à l'orgue de la Ciotat , (d) d'où il est descendu si mal-à-propos.

Et si , dans les informations qu'on feroit contre l'ami Marin , qui m'a voulu faire passer pour l'auteur de là... on découvroit par hasard que l'ami étoit un zélé distributeur de là... ! Au reste , ce n'auroit été qu'une des

(d) La Ciotat , petite ville de Provence , où le petit Marin frédonnoit , pour de petits gages , sur un petit orgue , dans une petite Paroisse.

branches ordinaires de son commerce ; car il faut savoir que l'ami , confisquant par état tous les livres défendus , ne les en a toujours vendus que plus cher aux amateurs.

Quelqu'un m'arrête ici , qui me dit : prenez garde ; ce n'est pas Marin , c'est Bertrand , qui , dans son mémoire , a voulu vous faire passer pour l'auteur de la Eh ! Messieurs , ne savez-vous pas que les mémoires du grand cousin ne sont que des enveloppes de gazettes , & qu'ici le Sacrifain & l'Organiste s'entendent comme larrons pour sauver le publiciste ?

Ah ! Monsieur Marin , que vous êtes loin aujourd'hui de cet heureux temps où , la tête rase & nue , en long habit de lin , symbole de votre innocence , vous enchantiez toute la Ciotat par la gentillesse de vos fredons sur l'orgue , ou la claire mélodie de vos chants au lutrin ! Si quelque prophète Arabe abordant sur la côte , & vous voyant un si joli enfant . . . de chœur , vous eût dit : „ Petit Abbé , prenez „ bien garde à vous , mon ami ; ayez toujours la crainte de Dieu devant les yeux , „ mon enfant ; sinon vous deviendrez un „ jour . . . ” tout ce que vous êtes devenu enfin ; ne vous seriez-vous pas écrié dans votre tunique de lin , comme un autre Joas :

*Dieu, qui voyez mon trouble & mon affliction ;
 Détournez loin de moi sa malédiction :
 Et ne souffrez jamais qu'elle soit accomplie :
 Faites que Marin meure avant qu'il vous oublie.*

Il a bien changé le Marin ! Et voyez comme le mal gagne & se propage quand on néglige de l'arrêter dans son principe : ce Marin qui d'abord , pour toute volupté ,

*Quelquefois à l'autel ,
 Présentoit au Vicaire ou l'offrande ou le sel ;*

quitte la jacquette & les galoches ; ne fait qu'un faut de l'orgue au préceptorat , à la censure , au secretariat , enfin , à la gazette ; & voilà mon Marin les bras retrouffés jusqu'au coude , & pêchant le mal en eau trouble : il en dit hautement tant qu'il veut ; il en fait fourdement tant qu'il peut ; il arrête d'un côté les réputations qu'il déchire de l'autre : censures , gazettes étrangères , nouvelles à la main , à la bouche , à la presse ; journaux , petites feuilles , lettres courantes , fabriquées , supposées , distribuées , &c. &c. encore quatre pages d'*et cætera* ; tout est à son usage. Ecrivain éloquent , Censeur habile , Gazetier véridique , Journalier de pamphlets ; s'il marche , il rampe comme un serpent ; s'il s'élève , il tombe comme un crapaud. Enfin , se traînant ,

gravissant, & par sauts & par bonds, toujours le ventre à terre; il a tant fait par ses journées, qu'enfin, nous avons vu de nos jours le corsaire allant à Versailles, tiré à quatre chevaux sur la route, portant pour armoiries, aux panneaux de son carrosse, dans un cartel en forme de buffet d'orgues, une renommée en champ de gueule, les ailes coupées, la tête en-bas, raclant de la trompette *marine*; & pour support une figure dégoûtée, représentant l'Europe; le tout embrassé d'une soutanelle doublée de gazettes, & surmonté d'un bonnet quarré, avec cette légende à la houe : QUÉS-ACO? MARIN.

Mais entraîné par mon sujet, je m'apperçois que j'oublie cette gazette d'Utrecht que je commentois; puis en y songeant mieux, je m'apperçois que j'ai fort bien fait de l'oublier; tout cela est si mal pensé, si mal écrit, qu'on me saura gré de l'avoir laissé-là. J'ai quelque chose de mieux sous la main : toute espece de gazette n'est que du Marin ordinaire, au-lieu que voici du Marin superfin pour les amateurs de noirceurs.

Depuis douze ou quinze jours, Marin fait courir par la ville une lettre d'un soi-disant Ambassadeur, adressée à lui, dans laquelle on suppose que j'ai commis, en pays étrangers,

ces crimes dignes du dernier supplice. Les uns mettent la scène en Italie, d'autres la portent en Angleterre; les commis de Marin, les Sieurs *Adam & Mercier*, en racontant ce prétendu délit, ont attesté devant neuf ou dix témoins, qui le certifieront, qu'à son occasion mon procès m'avoit été commencé; que, si je n'eusse pris promptement la fuite, j'aurois été *pendu*.

Le fameux Bertrand, en faisant circuler la lettre, prétend qu'elle est signée d'un Ambassadeur d'Espagne, & de cinq ou six personnes de considération; c'est un triomphe, une joie, une lieffe parmi ces Messieurs qui ne se conçoit pas. Chacun court, s'évertue, se rend chez Marin qui régale tout l'enfer, taille des plumes empoisonnées, remplit les cornets de fiel, échauffe les esprits par un verre de bitume, & met les démons au travail: & de tout cela doit sortir un long & superbe article pour le mémoire de Marin, qui, à ce sujet, a déjà pris, dit-on, cent rames de papier chez *Bongy*, & les a envoyées à son Imprimeur.

Et voilà encore les pauvres honnêtes gens de la ville qui disent, comme à la liste de la portiere: *Jamais, jamais Beaumarchais ne se tirera de la lettre d'Espagne. Cela est sans réplique; voilà des faits, des témoignages, des signa-*

tures ; on a écrit pour avoir les pieces justificatives ; & cette anecdote est son coup de grace.

Mes amis s'inquietent pour moi , s'agitent , cherchent la lettre de toutes parts. Enfin , hier au soir , 12 Janvier 1774 , on m'en a remis une copie , & je tiens dans mes mains ce chef-d'œuvre. Avant de l'imprimer , j'ai commencé par déposer au greffe de la Cour cette copie telle qu'on me l'a remise ; & par ma requête au Parlement , en réponse à celle de Marin , je supplie la Cour d'ordonner qu'il soit informé sur la lettre ainsi que sur autres faits & gestes du Gazetier.

Copie exacte de l'écrit soi-disant envoyé à Marin , & qui m'a été remis de la part d'un de ses amis , qui le certifiera s'il est entendu sur ce fait.

Après toutes les horreurs que le Sieur Caron a vomies contre vous , Monsieur , & contre tout le monde , je crois que vous voulez le faire repentir ; il a l'insolence de vous défier de parler ; il faut qu'il soit , comme on dit , fou ; cela m'a plus révolté que tout le reste : & comme en vous vengeance , vous nous vengerez aussi , & autant pour punir un scélérat que pour faire plaisir à tant d'offensés , il faut le prendre par où il ne s'attend pas ; il croit être en sûreté , parce qu'il a pu dans ce pays ici cacher sa méchanceté sous des apparences qu'il tireroient toujours de nos reproches.

Il dit par-tout qu'il fera repentir le premier qui l'attaquera dans sa conduite ; peut-être a-t-il raison pour ce qui regarde la France ; mais , le misérable , il ne croit pas qu'il y a des gens instruits de ses coquinerie en Espagne. Mais moi j'y étois , tous mes amis & mes parents y sont encore , & la preuve est au bout ici. Il avoit sa sœur , maîtresse du Seigneur Joseph Clavio , à Madrid , Garde des Archives de la Couronne , mon parent , qui s'en dégoûta par mauvaise conduite. Son frere vint dans l'espérance de faire épouser malgré lui sa sœur à mon parent , qui , le 24 Mai 1764 , rendit une plainte que le Sieur Caron , dit Beaumarchais , étoit venu à six heures du matin , s'étoit fait introduire sous un faux nom chez M. Portugais , Chef des Bureaux d'Etat où il logeoit , & qu'ayant fermé la porte & présenté un pistolet , lui avoit fait signer une promesse de mariage dans son lit sous peine de le tuer s'il bronchoit ; c'est bien pis que ce qu'il dit de M. Goëzman. Et , comme chez nous les présents sont une preuve qu'on veut épouser , il s'étoit fait en même-temps donner des bijoux , des pieces d'or étrangères , enfin pour près de 8000 liv. comme présents de noces faits de bon gré : là dessus il y eut ordre sur la plainte de mon parent à M. le Marquis de Robion , Commandant de Madrid , de faire mettre le frippon au cachot , qui se sauva chez l'Ambassadeur de France ; mais quand il fallut rendre les bijoux , il dit que son laquais les avoit volés , & garda tout comme un gueux déshonoré par cette fripponnerie : & puis après , pour rendre au Seigneur Clavio le tour qu'il lui avoit joué , il fut chercher une femme-de-chambre , que Clavio avoit entretenue avant sa sœur ; il donne de l'argent

à cette fille pour présenter à la Justice des lettres de mon parent ; il prétendit que c'étoit des promesses de mariage ; & comme chez nous on est très-rigoureux sur ce cas , en attendant que tout fût clair , on arrêta mon parent , qui eut bientôt prouvé & fait avouer à la fille que le frippon avoit remué cet ordre. Enfin , pour couronner tout , il finit par tenir la banque un soir chez l'Ambassadeur de Russie , avec des cartes arrangées , & gagna près de cent mille livres la nuit : l'Ambassadeur le fit chasser ; on se plaignit à M. Doffun , qui lui ordonna de sortir d'Espagne vite , où il laissa tout , habit , linge , pour s'en aller bien vite à cheval ; il auroit été pourrir en cachot , & ce n'est pas-là des contes. J'ai écrit pour avoir la preuve & lever la plainte de mon parent qui est publique pour fait de violence & fripponnerie ; il a fait un conte différent du vrai en France ; mais vous aurez plus de témoins qu'il n'en faut , parce qu'ayant chez lui le vrai , dans le temps qu'on a fait inventaire chez lui , il a voulu arracher les papiers à la Justice , qui les a lus malgré lui , & tous l'ont connu pour ce qu'il est , faites-en ce qui vous plaira , vous ou M. Goëzman. Voilà pour le payer du baptême qui est une chose très-innocente. Une femme qui étoit son amie , vous entendez , là-bas , veut bien conter les choses comme lui , quand ils en parlent , mais nous avons , Dieu merci , toutes les preuves , les lettres & tout. Il vous défie , eh bien , défiez-le de se justifier sur sa coquinerie d'Espagne , sur sa sœur ; & s'il ose parler , comme il ne dira que des menfonges ; il sera pris , nous fondrons tous sur lui , comme pour instruire de tout contre un si grand imposteur , & une

fois bien démasqué là-dessus , il faut qu'il s'enfuie tout le reste de sa vie. Il n'y a rien qui vaille ça ; & Monsieur Portugais & M. Lianos & M. Pacchio & autres personnes du Conseil du Roi à Madrid , tous amis de mon parent , donneront leur attestation , & on fournira tout au Parlement , on peut en être sûr : s'il n'avoit pas été protégé par M. Doffun avant que l'Ambassadeur fût la vérité , jamais il n'auroit revu le jour ; M. Doffun s'en est bien repenti après l'affaire du jeu. Il l'a écrit *aux Dames* , c'est la vraie cause secrete qu'elles n'ont plus voulu que le frippon approchât d'elles à Versailles ; mais voilà ce qu'on ne dit pas tout haut : encore un petit moment , je suis avec bien de l'empressement & à votre service , & celui de tous les honnêtes gens qui sont les ennemis de ce frippon-là ,

MONSIEUR ,

Votre très-humble &
obéissant serviteur.

Voulez-vous m'envoyer votre mémoire & autres , par mon laquais , je les ferai passer à Madrid , par le premier courrier , ça fera plaisir à tout le monde.

Cette misérable lettre n'est point signée , ou parce que l'original lui-même est anonyme , ou parce qu'on n'a pas voulu , en me l'envoyant , mettre le nom de celui qui l'avoit écrite , dans la crainte de mes recherches : les uns disent qu'elle est d'un Ambassadeur ,

les autres d'un homme venu d'Espagne avec M. le Comte d'Aranda ; d'autres, qu'elle est signée d'un Gentilhomme arrivé depuis peu. Jamais Gentilhomme n'a écrit de ce style. Quoi qu'il en soit , en attendant que ce Gentilhomme de cuisine ou de gazette fasse venir ses preuves d'Espagne , & les fournisse à Marin pour en guirlander son mémoire , voici ma réponse à la lettre échappée du tripot.

Quelques notions confuses d'une querelle d'éclat que j'eus en 1764 à Madrid , ont fait sans doute espérer à mes ennemis qu'ils pourroient établir une nouvelle diffamation sur cette aventure ignorée en France , & sur laquelle il resteroit au moins des soupçons affreux contre moi , de quelque façon que j'entreprisse de m'en justifier , après dix ans de silence & à quatre cents lieues de l'endroit de la scène.

Et moi , pressé de relever des faits aussi graves , je vais tout uniment ouvrir les mémoires de mon voyage d'Espagne en 1764 , & donner en 1774 à ce fragment de ma vie , une publicité qu'il ne devoit jamais avoir.

Dans un événement aussi extraordinaire que celui dont je vais rendre compte , tout ne peut être à mon avantage ; & quoi que je fasse , il me fera toujours reproché par les uns d'avoir mis trop de fierté dans ma conduite ; par les

autres, cette fierté fera peut-être appelée *arrogance*; mais un jour mieux connu, & toutes mes actions se servant d'appui, l'on finira par trouver que je n'ai mis à celle-ci ni dureté, ni arrogance, mais seulement une fermeté d'ame que l'orgueil de bien faire a quelquefois exaltée.

S'il se mêle un peu d'amour-propre à faire le bien, cet amour-propre est de la plus noble espèce. Loin de le regarder comme un mal, & sans nous donner pour meilleur que nous ne sommes en effet, il faut avouer que le bonheur d'être estimable tient beaucoup à l'honneur d'être estimé. Rois, sujets, grands & petits, tous sont affamés de la considération publique. Heureux celui qui ne l'a jamais perdue; plus heureux mille fois celui qui, n'ayant pas mérité de la perdre, a pu enfin la recouvrer. C'est à quoi je travaille nuit & jour.

Je remercie mes ennemis de la sévère inquisition qu'ils établissent sur ma vie. Cette liberté dans les procès a au moins cela de bon, que la crainte d'être diffamés à la première querelle peut retenir dans le devoir nombre de gens dont les principes ne sont pas assez certains. Je rends grace à ces Messieurs des occasions qu'ils me fournissent sans cesse de me justifier; mais je prie le lecteur de se souvenir que, quelque extraordinaire que lui paroisse

ce qu'il va lire , ma précédente réponse au Comte de la Blache sur l'incroyable fait des lettres supposées de Mesdames , n'offre rien de plus évident ni de plus respectable , que les preuves dont j'appuierai cette étonnante narration.

A N N É E 1764.

Fragment de mon voyage d'Espagne.

Depuis quelques années , j'avois eu le bonheur de m'envelopper de toute ma famille. L'union, la joie, la reconnoissance étoient la récompense continuelle des sacrifices que cet entour exigeoit , & me consoloient de l'injure extérieure que des méchants faisoient dès-lors à mes sentiments.

De cinq sœurs que j'avois, deux confiées dès leur jeunesse par mon pere à l'un de ses correspondants d'Espagne, ne m'avoient laissé d'elles qu'un souvenir foible & doux, quelquefois ranimé par leur correspondance.

En Février 1764 , mon pere reçoit de sa fille aînée une lettre pleine d'amertume, dont voici la substance.

„ Ma sœur vient d'être outragée par un homme aussi crédité que dangereux. Deux fois , à l'instant de l'épouser , il a manqué de parole , & s'est brusquement retiré sans dai-

gner même excuser sa conduite : la sensibilité de ma sœur offensée l'a jettée dans un état de mort dont il y a beaucoup d'apparence que nous ne la sauverons pas : tous ses nerfs se sont retirés, & depuis six jours elle ne parle plus.

Le déshonneur que cet événement verse sur elle, nous a plongés dans une retraite profonde où je pleure nuit & jour, en prodiguant à cette infortunée des consolations que je ne suis pas en état de prendre pour moi-même.

Tout Madrid sait que ma sœur n'a rien à se reprocher.

Si mon frere avoit assez de crédit pour nous faire recommander à M. l'Ambassadeur de France, S. Ex. mettroit à nous protéger une bonté de prédilection, qui arrêteroit tout le mal qu'un perfide nous fait, & par sa conduite, & par ses menaces, &c. ”

Mon pere vient me trouver à Versailles, & me remet, en pleurant, la lettre de sa fille. Voyez, mon fils, ce que vous pouvez pour ces deux infortunées, *elles ne sont pas moins vos sœurs que les autres.*

Je me sentis aussi ému que lui au récit de la terrible situation de ma sœur. Hélas ! mon pere, lui dis-je, quelle espece de recommandation

puis-je obtenir pour elles ? qu'irai je-demander ? qui fait si elles n'ont pas donné lieu , par quelques fautes qu'elles nous cachent , à la honte qui les couvre aujourd'hui ? J'oubliois , reprit mon pere , de vous montrer plusieurs lettres de notre Ambassadeur à votre sœur aînée , qui annoncent la plus haute estime pour l'une & pour l'autre.

Je lisois ces lettres , elles me rassuroient ; & la phrase , *elles ne sont pas moins vos sœurs que les autres* , me frappant jusqu'au fond du cœur : Ne pleurez point , dis-je à mon pere , je prends un parti qui peut vous étonner ; mais qui me paroît le plus certain , comme le plus sage.

Ma sœur aînée indique plusieurs personnes respectables , qui déposeront , dit-elle , à son frere à Paris , de la bonne conduite & de la vertu de sa sœur. Je veux les voir ; & si leur témoignage est aussi honorable que celui de M. l'Ambassadeur de France , je demande un congé , je pars ; & ne prenant conseil que de la prudence & de ma sensibilité , je les vengerai d'un traître , ou je les ramene à Paris partager avec vous ma modique fortune.

Le succès de mes informations m'échauffe le cœur ; alors , sans autre délai , je reviens à Versailles apprendre à mes augustes Protectrices qu'une affaire aussi douloureuse que pressée
exige

exige ma présence à Madrid , & me force de suspendre toute espece de service auprès d'elles.

Etonnées d'un départ aussi brusque , leur bonté respectable va jusqu'à vouloir être instruites de la nature de ce nouveau malheur. Je montre la lettre de ma sœur aînée ; *partez & soyez sage* , fut l'honorable encouragement que je reçus des Princesses ; *ce que vous entreprenez est bien , & vous ne manquerez pas d'appui en Espagne ; votre conduite est raisonnable.*

Mes apprêts furent bientôt faits. Je craignois de ne pas arriver assez-tôt pour sauver la vie à ma pauvre sœur. Les plus fortes recommandations auprès de notre Ambassadeur me furent prodiguées , & devinrent l'inestimable prix de quatre ans de soins employés à l'amusement de Mesdames.

A l'instant de mon départ , je reçois la commission de négocier en Espagne une affaire très-intéressante au commerce de France. M. Duverney , touché du motif de mon voyage , m'embrasse , & me dit : „ Allez , mon fils ,
 „ sauvez la vie à votre sœur. Quant à l'affaire
 „ dont vous êtes chargé , quelque intérêt que
 „ vous y preniez , souvenez-vous que je suis
 „ votre appui , je l'ai promis publiquement à
 „ la famille royale , & je ne manquerai ja-

„ mais à un engagement aussi sacré ; je m'en
 „ rapporte à vos lumieres. Voilà pour deux
 „ cents mille francs de billets au porteur, que
 „ je vous remets pour augmenter votre con-
 „ fistance personnelle par un crédit de cette
 „ étendue sur moi ”.

Je pars & vais nuit & jour de Paris à Madrid. Un négociant François , feignant d'avoir affaire à Baïonne , mais engagé secrètement par ma famille de m'accompagner & de veiller à ma sûreté , m'avoit demandé une place dans ma chaise.

J'arrive à Madrid le 18 Mai 1764 , à onze heures du matin. J'étois attendu depuis quelques jours ; je trouvai mes sœurs entourées de leurs amis , à qui la chaleur de ma résolution avoit donné le desir de me connoître.

A peine les premieres larmes font-elles épanchées , que m'adressant à mes sœurs : Ne soyez pas étonnées , leur dis-je , si j'employe ce premier moment pour apprendre l'exacte vérité de votre malheureuse aventure ; je prie les honnêtes gens qui m'environnent , & que je regarde comme mes amis , puisqu'ils sont les vôtres , de ne pas vous passer la plus légère inexactitude. Pour vous servir avec succès , il faut que je sois fidèlement instruit.

Le conte fut exact & long. A ce récit , la

fenfibilité de tout le monde juftifiant la mienne, j'embraffai ma jeune fœur, & lui dis : A préfent que je fais tout, mon enfant, fois en repos ; je vois avec plaifir que tu n'aimes plus cet homme-là, ma conduite en devient plus aifée ; dites-moi feulement où je puis le trouver à Madrid. Chacun élève fa voix & me confeille de commencer par aller à Aranjuez, voir M. l'Ambaffadeur, dont la prudence confommée devoit diriger mes démarches dans une affaire auffi épineufe ; notre ennemi étant exceffivement foutenu par les relations que fa place lui donnoit avec des gens fort puiffants. Je ne devois rien hafarder à Madrid avant d'avoir eu l'honneur d'entretenir Son Excellence à Aranjuez.

Cela va bien, mes amis, car je vous regarde tous comme tels ; procurez-moi feulement une voiture de route, & demain je vais faluer M. l'Ambaffadeur à la Cour : mais ne trouvez pas mauvais que je prenne, avant de le voir, quelques inftructions effentielles à mon projet ; la feule chofe en laquelle vous puiffiez tous me fervir, eft de garder le fecret fur mon arrivée jufqu'à mon retour d'Aranjuez.

Je fais tirer promptement un habit de mes malles, & m'ajufant à la hâte, je me fais indi-

quer la demeure de Dom Joseph Clavico (*),
 Garde des archives de la Couronne ; & j'y
 cours ; il étoit sorti ; l'on m'apprend l'endroit
 où je puis le rencontrer ; & dans le salon mê-
 me d'une Dame chez laquelle il étoit , je
 lui dis , sans me faire connoître , qu'arrivé de
 France le jour même , & chargé de quelques
 commissions pour lui , je lui demandois la
 permission de l'entretenir le plutôt possible.
 Il me remit au lendemain matin à neuf heu-
 res, en m'invitant au chocolat que j'acceptai
 pour moi & pour le négociant François qui
 m'accompagnait.

Le lendemain 19 Mai , j'étois chez lui à
 huit heures & demie ; je le trouvai dans une
 maison splendide , qu'il me dit appartenir à
 Dom Antonio Portugès , l'un des chefs les
 plus estimés des bureaux du Ministère , &
 tellement son ami , qu'en son absence il ufoit
 librement de sa maison comme de la sienne
 propre.

” Je suis chargé , Monsieur , lui dis-je , par
 „ une société de gens de lettres , d'établir ,
 „ dans toutes les villes où je passerai , une

(*) Ce mot, qui s'écrivoit Clavijo, se prononce à-peu-
 près Clavico : je le fais imprimer ainsi pour la facilité de
 la lecture.

„ correspondance littéraire avec les hommes
 „ les plus savants du pays. Comme aucun Es-
 „ pagnol n'écrit mieux que l'auteur des feuil-
 „ les appellées *le Pensador* (*), à qui j'ai
 „ l'honneur de parler, & que son mémoire
 „ littéraire a fait même assez distinguer du
 „ Roi pour qu'il lui confiât la garde d'une de
 „ ses archives, j'ai cru ne pouvoir mieux ser-
 „ vir mes amis qu'en les liant avec un hom-
 „ me de votre mérite ”.

Je le vis enchanté de ma proposition. Pour mieux connoître à quel homme j'avois affaire, je le laissai long-temps discourir sur les avantages que les diverses nations pouvoient tirer de pareilles correspondances. Il me careffoit de l'œil ; il avoit le ton affectueux ; il parloit comme un ange, & rayonnoit de gloire & de plaisir.

Au milieu de sa joie, il me demanda à son tour quelle affaire me conduisoit en Espagne. Heureux, disoit-il, s'il pouvoit m'y être de quelque utilité. — ”. J'accepte avec recon-
 „ noissance des offres aussi flatteuses, & n'au-
 „ rai point, Monsieur, de secrets pour vous ”.

Alors, voulant le jeter dans un embarras dont la fin seule de mon discours devoit le

(*) En François *le Penseur*.

tirer , je lui présentai de nouveau mon ami. Monsieur , lui dis-je , n'est pas tout-à-fait étranger à ce que je vais vous dire , & ne fera pas de trop à notre conversation. Cet exorde le fit regarder mon ami avec beaucoup de curiosité.

„ Un négociant François , chargé de fa-
 „ mille & d'une fortune assez bornée , avoit
 „ beaucoup de correspondants en Espagne.
 „ Un des plus riches , passant à Paris , il y a
 „ neuf ou dix ans , lui fit cette proposition :
 „ donnez - moi deux de vos filles , que je les
 „ emmene à Madrid , elles s'établiront chez
 „ moi : garçon âgé , sans famille ; elles feront
 „ le bonheur de mes vieux jours , & succé-
 „ deront au plus riche établissement de l'Es-
 „ pagne.

„ L'aînée déjà mariée , & une de ses sœurs ,
 „ lui furent confiées. En faveur de cet éta-
 „ blissement , leur pere se chargea d'entrete-
 „ nir cette nouvelle maison de Madrid de
 „ toutes les marchandises de France qu'on
 „ lui demanderoit.

„ Deux ans après , le correspondant mourut
 „ & laissa les Françaises sans aucun bienfait
 „ dans l'embarras de soutenir toutes seules
 „ une maison de commerce. Malgré ce peu
 „ d'aisance , une bonne conduite & les graces

„ de leur esprit leur conserverent une foule
 „ d'amis qui s'empresserent à augmenter leur
 „ crédit & leurs affaires. (Ici je vis *Clavico*
 „ redoubler d'attention.)

„ A-peu-près dans ce même temps , un
 „ jeune homme natif des isles Canaries , s'é-
 „ toit fait présenter dans la maison ; (toute
 „ sa gaieté s'évanouit à ces mots qui le défi-
 „ gnoient.) Malgré son peu de fortune , les
 „ Dames lui voyant une grande ardeur pour
 „ l'étude de la langue Françoisse & des Scien-
 „ ces , lui avoient facilité les moyens d'y faire
 „ des progrès rapides.

„ Plein du desir de se faire connoître , il
 „ forme enfin le projet de donner à la ville de
 „ Madrid le plaisir tout nouveau pour la na-
 „ tion , de lire une feuille périodique dans le
 „ genre du Spectateur Anglois ; il reçoit de
 „ ses amies des encouragements & des secours
 „ de toute nature. On ne doute point qu'une pa-
 „ reille entreprise n'ait le plus grand succès :
 „ alors animé par l'espérance de réussir à se
 „ faire un nom , il ose se proposer ouvertement
 „ pour épouser la plus jeune des Françoises.

„ Commencez , lui dit l'aînée , par réussir ;
 „ & lorsque quelque emploi , faveur de la
 „ Cour , ou tel autre moyen de subsister ho-
 „ norablement , vous aura donné le droit de

„ songer à ma sœur , si elle vous préfère à
 „ d'autres prétendants , je ne vous refuserai
 „ pas mon consentement ; (il s'agitoit étran-
 „ gement sur son siege en m'écoutant ; &
 „ moi , sans faire semblant de m'en apperce-
 „ voir , je poursuis ainsi.)

„ La plus jeune , touchée du mérite de
 „ l'homme qui la recherchoit , refuse divers
 „ partis avantageux qui s'offroient pour elle ;
 „ & préférant d'attendre que celui qui l'ai-
 „ moit depuis quatre ans , eût rempli les vues
 „ de fortune que tous ses amis osoient espé-
 „ rer pour lui , l'encourage à donner sa pre-
 „ miere feuille philosophique sous le titre
 „ imposant du *Pensador* ". (Ici je vis mon
 homme prêt à se trouver mal.)

„ L'ouvrage (continuai - je avec un froid
 „ glacé) eut un succès prodigieux ; le Roi
 „ même , amusé de cette charmante produc-
 „ tion , donna des marques publiques de bien-
 „ veillance à l'auteur. On lui promit le pre-
 „ mier emploi honorable qui vaqueroit ; alors
 „ il écarta tous les prétendants à sa mai-
 „ tresse par une recherche absolument publi-
 „ que. Le mariage ne se retardoit que par
 „ l'attente de l'emploi qu'on avoit promis à
 „ l'auteur des feuilles. Enfin , au bout de six
 „ ans d'attente d'une part , de soins & d'assi-

„ duités de l'autre, l'emploi parut, & l'homme
 „ s'enfuit ”. (Ici l'homme fit un soupir involontaire, & s'en appercevant lui même, il en rougit de confusion : je remarquois tout sans cesser de parler.)

„ L'affaire avoit trop éclaté pour qu'on pût
 „ en voir le dénouement avec indifférence.
 „ Les Dames avoient pris une maison capable
 „ de contenir deux ménages ; les bans étoient
 „ publiés : l'outrage indignoit tous les amis
 „ communs qui s'employèrent efficacement à
 „ venger cette insulte : M. l'Ambassadeur de
 „ France s'en mêla ; mais lorsque cet homme
 „ apprit que les Françoises employoient les
 „ protections majeures contre lui, craignant
 „ un crédit qui pouvoit renverser le sien &
 „ détruire en un moment sa fortune naissante,
 „ il vint se jeter aux pieds de sa maîtresse
 „ irritée. A son tour il employa tous ses amis
 „ pour la ramener ; & comme la colere d'une
 „ femme trahie n'est presque jamais que de
 „ l'amour déguisé, tout se raccommoda, les
 „ préparatifs d'hymen recommencerent, les
 „ bans se publièrent de nouveau, l'on de-
 „ voit s'épouser dans trois jours ; la récon-
 „ ciliation avoit fait autant de bruit que la
 „ rupture. En partant pour St. Hildephonse
 „ où il alloit demander à son Ministre la per-

„ mission de se marier : Mes amis , dit-il , con-
 „ servez-moi le cœur chancelant de ma mai-
 „ tresse , jusqu'à ce que je revienne du *Sitio*
 „ *réel* , & disposez toutes choses de façon
 „ qu'en arrivant je puisse aller au temple avec
 „ elle ”.

Malgré l'horrible état où mon récit le met-
 toit, incertain encore si je racontois une his-
 toire étrangère à moi , ce Clavico regardoit
 de temps en temps mon ami dont le sang-
 froid ne l'instruisoit pas plus que le mien.
 Ici je renforçai ma voix en le fixant , je con-
 tinuai :

„ Il revient en effet de la Cour le sur-len-
 „ demain ; mais au-lieu de conduire sa victime
 „ à l'autel , il fait dire à l'infortunée qu'il
 „ change d'avis une seconde fois , & ne l'é-
 „ pousera point : les amis indignés courent à
 „ l'instant chez lui ; l'insolent ne garde plus
 „ aucun ménagement , & les défie tous de lui
 „ nuire , en leur disant que si les Françaises
 „ cherchoient à le tourmenter , elles prissent
 „ garde à leur tour qu'il ne les perdît pour
 „ toujours dans un pays où elles étoient sans
 „ appui.

„ A cette nouvelle , la jeune Française tom-
 „ ba dans un état de convulsions qui fit crain-
 „ dre pour sa vie. Au fort de leur désola-

„ tion , l'aînée écrivit en France l'outrage
 „ public qui leur avoit été fait ; ce récit émut
 „ le cœur de leur frere au point que , deman-
 „ dant auffi-tôt un congé pour venir éclaircir
 „ une affaire auffi embrouillée , il n'a fait qu'un
 „ faut de Paris à Madrid : & ce frere , *c'est moi* ,
 „ qui ai tout quitté , patrie , devoirs , famille ,
 „ état , plaisirs , pour venir venger en Espa-
 „ gne une ſœur innocente & malheureufe ;
 „ c'est moi qui viens , armé du bon droit &
 „ de la fermeté , demafquer un traître ; écrire
 „ en traits de fang fon ame fur fon viſage ; &
 „ ce traître , *c'est vous*”.

Q'on ſe forme le tableau de cet homme étonné , ſtupéfait de ma harangue , à qui la ſurpriſe ouvre la bouche & y fait expirer la parole glacée ; qu'on voye cette phyſionomie radieufe , épanouie ſous mes éloges , ſe rembrunir par degrés , ſes yeux s'éteindre , ſes traits s'alonger , ſon teint ſe plomber.

Il voulût balbutier quelques juſtifications :
 „ — Ne m'interrompez pas , Monsieur , vous
 „ n'avez rien à me dire , & beaucoup à enten-
 „ dre de moi. Pour commencer , ayez la bon-
 „ té de déclarer devant Monsieur , qui eſt ex-
 „ près venu de France avec moi , ſi , par
 „ quelque manque de foi , légéreté , foibleſſe ,
 „ aigreur , ou quelque autre vice que ce ſoit ,

„ ma sœur a mérité le double outrage que
 „ vous avez eu la cruauté de lui faire publi-
 „ quement. — *Non , Monsieur , je reconnois*
 „ *Dona Maria votre sœur pour une Demoiselle*
 „ *pleine d'esprit, de graces & de vertus.* — Vous
 „ a-t-elle donné quelque sujet de vous plain-
 „ dre d'elle depuis que vous la connoissez ?
 „ — *Jamais , jamais.* — Eh ! pourquoi donc ,
 „ monstre que vous êtes , (lui dis-je en me
 „ levant) avez-vous eu la barbarie de la traî-
 „ ner à la mort , uniquement parce que son
 „ cœur vous préféroit à dix autres plus hon-
 „ nêtes & plus riches que vous ? — *Ah ! Mon-*
 „ *sieur , ce sont des insfigations , des conseils ; si*
 „ *vous saviez. . .* — Cela suffit.

Alors me retournant vers mon ami : „ Vous
 „ avez entendu la justification de ma sœur ,
 „ allez la publier : ce qui me reste à dire à
 „ Monsieur n'exige plus de témoins". Mon
 ami fort ; Clavico , bien plus étonné , se leve à
 son tour ; je le fais rasseoir. — „ A présent ,
 „ Monsieur , que nous sommes seuls , voici
 „ quel est mon projet , & j'espère que vous
 „ l'approuverez.

„ Il convient également à vos arrangements
 „ & aux miens , que vous n'épousiez pas ma
 „ sœur ; & vous sentez que je ne viens pas
 „ ici faire le personnage d'un frere de co-

„ médie , qui veut que sa sœur se marie : mais
 „ vous avez outragé à plaisir une femme d'hon-
 „ neur , parce que vous l'avez crue sans sou-
 „ tien en pays étranger : ce procédé est celui
 „ d'un mal - honnête homme & d'un lâche.
 „ Vous allez donc commencer par reconnoi-
 „ tre de votre main , en pleine liberté , tou-
 „ tes vos portes ouvertes & vos gens de cette
 „ salle , qui ne nous entendront point , parce
 „ que nous parlerons François , que vous êtes
 „ un homme abominable , qui avez trompé ,
 „ trahi , outragé ma sœur sans aucun sujet ;
 „ & votre déclaration dans mes mains , je
 „ pars pour Aranjuez où est mon Ambassa-
 „ deur ; je lui montre l'écrit ; je le fais en-
 „ suite imprimer ; après demain la Cour &
 „ la ville en seront inondées : j'ai des appuis
 „ considérables ici , du temps & de l'argent ;
 „ tout sera employé à vous faire perdre vo-
 „ tre place , à vous poursuivre de toute ma-
 „ nière & sans relâche , jusqu'à ce que le
 „ ressentiment de ma sœur apaisé m'arrête ,
 „ & qu'elle me dise : hola ”.

— *Je ne ferai point une telle déclaration* , me
 dit Clavico , d'une voix altérée. „ — Je le
 „ crois , car peut-être à votre place ne la fe-
 „ rois-je pas non plus. Mais voici le revers
 „ de la médaille. Ecrivez ou n'écrivez pas ,

„ de ce moment je reste avec vous ; je ne vous
 „ quitte plus ; je vais par-tout où vous irez ,
 „ jusqu'à ce qu'impatiente d'un pareil voisi-
 „ nage , vous soyiez venu vous délivrer de moi
 „ derriere *Buenretiro* (*). Si je suis plus heu-
 „ reux que vous , Monsieur , sans voir mon
 „ Ambassadeur , sans parler à personne ici , je
 „ prends ma sœur mourante entre mes bras ,
 „ je la mets dans ma voiture , & je m'en re-
 „ tourne en France avec elle. Si au contraire
 „ le sort vous favorise , tout est dit pour moi :
 „ j'ai fait mon testament avant de partir ;
 „ vous aurez eu tous les avantages sur nous ;
 „ permis à vous alors de rire à nos dépens.
 „ Faites monter le déjeuner ”.

Je sonne librement : un laquais entre , ap-
 porte le chocolat. Pendant que je prends ma
 tasse , mon homme absorbé se promene en silen-
 ce , rêve profondément , prend son parti tout
 de suite , & me dit :

„ M. de Beaumarchais , écoutez-moi. Rien au
 „ monde ne peut excuser ma conduite envers
 „ Mademoiselle votre sœur. L'ambition m'a
 „ perdu ; mais si j'eusse prévu que *Dona Maria*
 „ eût un frere comme vous , loin de la regar-
 „ der comme une étrangère isolée , j'aurois con-

(*) L'ancien palais des Rois d'Espagne , à Madrid.

„ clu que les plus grands avantages devoient
 „ fuivre notre union. Vous venez de me péné-
 „ trer de la plus haute estime ; & je me mets
 „ à vos pieds pour vous supplier de travailler
 „ à réparer , s'il est possible , tous les maux
 „ que j'ai faits à votre sœur. Rendez-la-moi ,
 „ Monsieur ; & je me croirai trop heureux de
 „ tenir de vous ma femme & le pardon de tous
 „ mes crimes. — Il n'est plus temps ; ma sœur
 „ ne vous aime plus : faites seulement la dé-
 „ claration , c'est tout ce que j'exige de vous ;
 „ & trouvez bon après , qu'en ennemi déclaré ,
 „ je venge ma sœur au gré de son ressentiment ”.

Il fit beaucoup de façons , & sur le style dont je l'exigeois , & sur ce que je voulois qu'elle fût toute de sa main , & sur ce que j'insistois à ce que les domestiques fussent présents pendant qu'il écriroit : mais comme l'alternative étoit pressante , & qu'il lui restoit encore je ne fais quel espoir de ramener une femme qui l'avoit aimé , sa fierté se soumit à écrire la déclaration suivante , que je lui dictois en me promenant dans l'espece de galerie où nous étions.

DÉCLARATION , dont j'ai l'original.

Je soussigné Joseph Clavijo , Garde d'une des

archives de la Couronne , reconnois qu'après avoir été reçu avec bonté dans la maison de Madame Guilbert , j'ai trompé Mademoiselle Caron sa sœur par la promesse d'honneur mille fois réitérée de l'épouser , à laquelle j'ai manqué , sans qu'aucune faute ou faiblesse de sa part ait pu servir de prétexte ou d'excuse à mon manque de foi ; qu'au contraire la sagesse de cette Demoiselle , pour qui j'ai le plus profond respect , a toujours été pure & sans tache. Je reconnois que , par ma conduite , la légèreté de mes discours , & par l'interprétation qu'on a pu y donner , j'ai ouvertement outragé cette vertueuse Demoiselle , à laquelle je demande pardon par cet écrit fait librement & de ma pleine volonté , quoique je me reconnoisse tout-à-fait indigne de l'obtenir ; lui promettant toute autre espece de réparation qu'elle pourra desirer , si celle-ci ne convient pas. Fait à Madrid , & écrit tout de ma main , en présence de son frere , le 19 Mai 1764.

Signé , JOSEPH CLAVISO.

Je prends le papier , & lui dis en le quittant : je ne suis point un lâche ennemi , Monsieur : c'est sans ménagement que je vais venger ma sœur. Je vous ai prévenu. Tenez-vous bien pour averti de l'usage cruel que je vais faire de l'arme que vous m'avez fournie. — Monsieur, je crois parler au plus offensé, mais

au

au plus généreux des hommes : avant de me diffamer , accordez-moi le moment de tenter un effort pour ramener encore une fois *Dona Maria* : c'est dans cet unique espoir que j'ai écrit la réparation que vous emportez : mais avant de me présenter , j'ai résolu de charger quelqu'un de plaider ma cause auprès d'elle ; & ce quelqu'un , c'est vous. — Je n'en ferai rien. — Au moins vous lui direz le repentir amer que vous avez apperçu en moi. Je borne à cela toutes mes sollicitations. A votre refus, je chargerai quelqu'autre de me mettre à ses pieds. Je le lui promis.

Le retour de mon ami chez ma sœur avoit porté l'allarme dans tous les esprits. En arrivant , je trouvai les femmes éplorées , & les hommes très-inquiets : mais au compte que je rendis de ma séance , à la vue de la déclaration , les cris de joie , les embrassements succéderent aux larmes ; chacun ouvroit un avis différent ; les uns opinoient à perdre Clavico , les autres penchoient à lui pardonner ; d'autres s'en rapportoient à ma prudence , & tout le monde parloit à la fois. Mais ma sœur de s'écrier : *Non , jamais , jamais je n'en entendrai parler : courez , mon frere , à Aranjuez : allez voir M. l'Ambassadeur , & dans tout ceci gouvernez-vous par ses conseils.*

Avant de partir pour la Cour, j'écrivis à Clavico que ma sœur n'avoit pas voulu entendre un seul mot en sa faveur, & que je m'entendois au projet de la venger & de le perdre. Il me fit prier de le voir avant mon départ, & je me rendis librement chez lui. Après mille imprécations contre lui-même, toutes ses prières se bornerent à obtenir de moi qu'il allât pendant mon absence, avec un ami commun, parler à ma sœur aînée, & que je ne rendisse son déshonneur public qu'à mon retour, s'il n'avoit pas obtenu son pardon. Je partis pour Aranjuez.

M. le Marquis d'Offun notre Ambassadeur, aussi respectable qu'obligeant, après m'avoir marqué tout l'intérêt qu'il prenoit à moi en faveur des augustes recommandations qui lui étoient parvenues de France, me dit : — La première preuve de mon amitié, Monsieur, est de vous prévenir que votre voyage en Espagne est de la dernière inutilité quant à l'objet de venger votre sœur ; l'homme qui l'a insultée deux fois par sa retraite inopinée, n'eût jamais osé se rendre aussi coupable, s'il ne se fût pas cru puissamment soutenu. Quel est votre dessein ? espérez-vous lui faire épouser votre sœur ? — Non, Monsieur, je ne le veux pas : mais je prétends le déshonorer. — Et com-

ment ? — Je lui fis le récit de mon entrevue avec Clavico, qu'il ne crut qu'en lisant son écrit que je lui présentais.

Eh bien, Monsieur, me dit cet homme respectable, un peu étonné de mon action, je change d'avis à l'instant. Celui qui a tellement avancé les affaires en deux heures, est fait pour terminer heureusement. L'ambition avoit éloigné Clavico de Mademoiselle votre sœur; l'ambition, la terreur ou l'amour le lui ramènent. Mais à quelque titre qu'il revienne, le moins d'éclat qu'on puisse faire en pareil occasion est toujours le mieux. Je ne vous cache pas que cet homme est fait pour aller loin; & sous ce point de vue, c'est peut-être un parti très-avantageux. A votre place, je vaincrois ma sœur sur ses répugnances; & profitant du repentir de Clavico, je les marierois promptement. — Comment, Monsieur, un lâche ? — Il n'est un lâche que s'il ne revient pas de bonne foi. Mais ce point accordé, ce n'est qu'un amant repentant. Au reste, voilà mon avis; je vous invite à le suivre, & même je vous en saurai gré, par des considérations que je ne puis vous expliquer.

Je revins à Madrid un peu troublé des conseils de M. le Marquis d'Offun. A mon arrivée, j'appris que Clavico étoit venu ac-

compagné de quelques amis communs se jetter aux pieds de mes sœurs ; que la plus jeune à son arrivée s'étoit enfuye dans sa chambre , & n'avoit plus voulu reparoître ; & l'on me dit qu'il avoit conçu beaucoup d'espérance de cette colere fugitive. J'en conclus à mon tour qu'il connoissoit bien les femmes , douces & sensibles créatures , qu'un peu d'audace mêlé de repentir trouble à coup sûr étrangement , mais dont le cœur ému n'en reste pas moins disposé en faveur de l'humble audacieux qui gémit à leurs pieds d'autorité.

Depuis mon retour d'Aranjuez , ce Clavico desira me voir tous les jours , me rechercha , m'enchantait par son esprit , ses connoissances , & sur-tout par la noble confiance qu'il paroissoit avoir en ma médiation. Je le servois de bonne foi ; nos amis se joignoient à moi ; mais le profond respect que ma pauvre sœur paroissoit avoir pour mes décisions , me rendoit très circonspect à son égard ; c'étoit son bonheur & non sa fortune que je desirois ; c'étoit son cœur & non sa main que je voulois forcer.

Le 15 Mai , Clavico se retira brusquement du logis de M. Portugais , & fut se réfugier au quartier des invalides , chez un Officier de sa connoissance. Cette retraite précipitée ne

m'inspira d'abord aucun ombrage , quoiqu'elle me parût singulière. Je courus au quartier ; il allégua pour motif de cette retraite , que M. Portugues étant un des plus opposés à son mariage , il comptoit me donner la plus haute preuve de la sincérité de son retour , en quittant la maison d'un si puissant ennemi de ma sœur. Cela me parut si probable & si délicat , que je lui fus un gré infini de sa retraite aux invalides. Le 26 Mai j'en reçus la lettre suivante.

Copie de la Lettre de CLAVICO, dont j'ai l'original.

Je me suis expliqué, Monsieur, d'une manière très-précise sur la ferme intention où je suis de réparer les chagrins que j'ai causés involontairement à Mademoiselle Caron : je lui offre de nouveau de l'épouser , si mes mal-entendus passés ne lui ont pas donné trop d'éloignement pour moi. Mes propositions sont très-sincères. Toute ma conduite & mes démarches tendent uniquement à regagner son cœur ; & mon bonheur dépendra du succès de mes soins : je prends donc la liberté de vous sommer de la parole que vous m'avez donnée de vous rendre le médiateur de cette heureuse réconciliation. Je sais qu'un galant homme s'honore en s'humiliant devant une femme qu'il a offensée ; & que tel qui croit s'avilir en demandant excuse à un hom-

me , a bonne grace de reconnoître ses torts aux yeux d'une personne de l'autre sexe. C'est donc en connoissance de cause que j'agis dans toute cette affaire. L'assurance libre & franche que je vous ai donnée , Monsieur , & la démarche que j'ai faite pendant votre voyage d'Aranjuez auprès de Mademoiselle votre sœur , peuvent me faire un certain tort dans l'esprit des personnes qui ignorent la pureté de mes intentions : mais j'espere que par un exposé fidele de la vérité , vous me ferez la grace d'instruire convenablement tous ceux que l'ignorance ou la malignité ont fait tomber dans l'erreur à mon égard. S'il m'étoit possible de quitter Madrid sans un ordre exprès de mon chef , je partirois sur le champ pour aller à Aranjuez lui demander son approbation ; mais j'attends encore de votre amitié , que vous prendrez le soin vous-même de lui faire part des vues légitimes & honnêtes que j'ai sur Mademoiselle votre sœur , & dont cette lettre vous réitere l'assurance : la promptitude de cette démarche est , selon mon cœur , la plus grande marque que vous puissiez me donner du retour que je vous demande pour l'estime parfaite & le véritable attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être , Monsieur , votre , &c.

Signé , CLAVICO.

26 Mai 1764.

A la lecture de cette lettre , que je faisois devant mes sœurs , la plus jeune fondit en larmes. Je l'embrassai de toute mon ame :

„ Eh bien , mon enfant ! tu l'aimes encore ,
 „ & tu en es bien honteuse , n'est-ce pas , je
 „ le vois. Mais vas ! tu n'en es pas moins une
 „ honnête , une excellente fille ; & puisque
 „ ton ressentiment tire à sa fin , laisse-le s'é-
 „ teindre dans les larmes du pardon ; elles
 „ sont bien douces après celles de la colere.
 „ C'est un monstre (ajoutai-je en riant) que
 „ ce Clavico , comme la plupart des hom-
 „ mes ; mais , mon enfant , tel qu'il est , je
 „ me joins à M. le Marquis d'Offun pour te
 „ conseiller de lui pardonner. J'aimerois mieux
 „ pour lui qu'il se fût battu , j'aime mieux
 „ pour toi qu'il ne l'ait pas fait ”.

Mon bavardage la fit sourire au milieu de ses larmes ; & je pris ce charmant conflit pour un consentement tacite aux vues de M. l'Ambassadeur ; je courus chercher mon homme , à qui je dis bien qu'il étoit cent fois plus heureux qu'il ne le méritoit ; il en convint avec une bonne foi qui finit par nous charmer tous ; il arriva tremblant chez ma sœur. On enveloppa la pauvre troublée , qui rougissant , moitié honte & moitié plaisir , laissa échapper enfin , avec un soupir , son consente-

ment à tout ce que nous allions faire pour l'enchaîner de nouveau.

Dans son enchantement , Clavico prit la clef de mon secretaire , & fut écrire le papier suivant , qu'il signa & qu'il apporta , le genou en terre , à signer à sa maîtresse , devant MM. *Laugier* , Secrétaire d'Ambassade de Pologne ; *Gazan* , Consul d'Espagne à Baïonne ; *Devignes* , Chanoine de Perpignan ; *Durocher* , premier Chirurgien de la Reine - Mere ; *Durand & Perier* , négociants François ; *Dom-Firmin de Salsedo* , Contador de la trésorerie du Roi ; *de Bievardi* , Gentilhomme Italien ; *Boca* , Officier des gardes Flamandes , & autres : chacun joignit ses instances aux miennes , & l'on arracha par - dessus le consentement verbal , la signature de ma pauvre sœur , qui , ne sachant plus où mettre sa tête , de confusion , vint se jeter dans mes bras en pleurant , & m'assurant tout bas qu'en vérité j'étois un homme dur & sans pitié pour elle.

COPIE exacte de l'écrit de la main de Clavico ,
signé de lui & de ma sœur , dont j'ai l'original.

Nous soussignés *Joseph Clavijo & Marie-Louise Caron* , avons renouvelés , par ce présent écrit , les

promesses mille & mille fois réitérées que nous nous sommes faites , de n'être jamais l'un qu'à l'autre ; & nous nous engageons de sanctifier le mariage le plutôt qu'il sera possible : en foi de quoi nous avons fait & signé cet écrit entre nous. A Madrid , ce 26 Mai 1764.

Signés *MARIE-LOUISE CARON, &
JOSEPH CLAVICO.*

Tout le monde passa la soirée avec nous , dans la joie d'un si heureux changement. Et je partis pour Aranjuez à onze heures du soir ; car dans un pays aussi chaud , la nuit est le temps le plus agréable pour voyager.

Je supplie le lecteur de suspendre encore son jugement sur la futilité de ces détails ; il verra bientôt s'ils étoient importants.

En arrivant à Aranjuez , je rendis un compte exact à M. l'Ambassadeur , qui eut la bonté de donner plus d'éloge à toutes les parties de ma conduite qu'elles n'en méritoient , mais qui me conseilla de ne rien dire à M. de Grimaldi de ce qui s'étoit passé , de peur de nuire à mon futur beau-frère.

Je me rendis chez ce Ministre ; il me reçut avec bonté , sur la lettre de Clavico , donna son consentement au mariage , & souhaita

toute forte de bonheur à ma sœur , en remarquant seulement que Dom Joseph Clavico eût pu m'épargner le voyage ; la forme usitée en pareil cas étant d'écrire au Ministre. Je rejettai tout sur l'empressement que j'avois montré moi-même de venir lui faire ma cour , avant le temps où je le prierois de m'honorer de quelques audiences pour l'entretenir d'objets très-importants.

A mon retour à Madrid , je trouvai chez moi la lettre suivante du Seigneur Clavico.

Copie de la Lettre , dont j'ai l'original.

Voici , Monsieur , l'indigne billet qui s'est répandu dans le public , tant à la Cour qu'à la ville : mon honneur y est outragé de la manière la plus sanglante ; & je n'ose pas même voir la lumière , tandis qu'on aura de si basses idées de mon caractère & de mon honneur. Je vous prie , Monsieur , très-instamment , de faire voir le billet que j'ai signé , & d'en donner des copies. En attendant que le monde se désabuse , PENDANT QUELQUES JOURS , IL N'EST PAS CONVENABLE DE NOUS VOIR : au contraire , cela pourroit produire un mauvais effet ; & l'on croiroit que ce malheureux papier est le véritable , & que celui qui paroîtroit à sa place , n'étoit qu'une composition

faite après coup. Imaginez, Monsieur, dans quelle désolation doit me mettre un pareil outrage, & croyez-moi, Monsieur, votre &c.

Signé, *CLAVICO*.

Il avoit joint à sa lettre une déclaration fausse, gigantesque, abominable, qui étoit toute entière de son écriture.

Je pris un peu d'humeur de la conclusion que tiroit Clavico de cet indigne papier; je courus lui en faire les plus tendres reproches; je le trouvai couché. Partie de ses effets étant restée chez M. Portugues, je lui envoyai sur le champ du linge de toute espece à changer; & pour le consoler du chagrin où cet écrit fabriqué paroissoit le plonger, je lui promis qu'à son rétablissement, je le menerois par-tout avec moi comme mon frere & comme un homme honorable, l'assurant que je voyois dans les dispositions de tout le monde, qu'on se plairoit à m'en croire à ma parole.

Nous convînmes de tous les préparatifs du mariage de ma sœur; & le lendemain plusieurs de ses amis me menerent, à son invitation, chez le Grand-Vicaire, chez le Notaire apostolique, &c.

Cela fait, je revins chez lui très-content :

„ Mon ami , (lui dis-je en l'embrassant)
 „ l'état où nous sommes à l'égard l'un de
 „ l'autre , me permet de prendre quelques
 „ libertés avec vous ; si vous n'êtes pas en
 „ argent comptant , vous ferez fort bien d'ac-
 „ cepter ma bourse dans laquelle j'ai mis
 „ cent quadruples cordonnés & autres pieces
 „ d'or , le tout valant environ neuf mille li-
 „ vres argent de France , sur quoi vous en-
 „ verrez vingt - cinq quadruples à ma sœur
 „ pour avoir des rubans , & voici des bijoux
 „ & des dentelles de France ; si vous voulez
 „ lui en faire présent , elle les recevra de
 „ votre main plus agréablement encore que
 „ de la mienne ”.

Mon ami accepta les bijoux & dentelles , ayant de la peine à croire , dit-il , qu'on en trouvât d'aussi bon goût à Madrid ; mais quelques instances que je lui fisse , il refusa l'argent que je remportai.

Le lendemain , jour de l'Ascension , un valet Métis ou quart d'Espagnol Indien que j'avois pris à Baïonne , & qui la veille avoit été me chercher de l'or cordonné chez mon banquier , me vola mes cent quadruples , ma bourse , toutes les pieces d'argenterie de mon nécessaire , qui n'étoient pas apparentes ; un carton de dentelles à mon usage , tous mes

bas de soie & quelques vestes d'étoffes d'or , le tout valant à-peu-près quinze mille francs , & prit la fuite.

Je fus sur le champ chez le Commandant de Madrid faire ma plainte ; & je demurai un peu surpris de l'air glacé dont elle fut accueillie. On fera moins étonné , dans un moment , que je ne le fus alors moi-même ; l'énigme va bientôt se débrouiller.

Cet accident ne m'empêche pas de donner tous mes soins à mon ami malade ; je lui reprochai doucement ma perte , en lui disant que , s'il eût accepté mes offres la veille au soir , il m'eût fait grand plaisir , & m'eût empêché d'être volé. Mon ami m'assura que ce petit malheur étoit irréparable , parce que ce valet , qui avoit sûrement pris la route de Cadix , seroit parti avec la flotte avant qu'on l'eût attrapé. J'en écrivis à M. l'Ambassadeur , & ne m'en occupai plus.

Les jours suivans se passerent en soins affidus de ma part , & en témoignages de la plus tendre reconnoissance de celle de Clavico. Mais le 5 Juin , étant venu pour le voir à l'ordinaire au quartier des invalides , j'appris avec surprise , que mon ami avoit encore brusquement délogé.

Changer de gîte une seconde fois , sans m'en

donner avis, me parut, je l'avoue, très-extraordinaire. Je le fis chercher dans tous les hôtels garnis de Madrid ; & l'ayant enfin trouvé rue St. Louis, je lui témoignai mon étonnement avec un peu moins de douceur que la première fois ; mais il m'avoua qu'ayant été instruit qu'on avoit reproché à son ami de partager avec un étranger un logement de quartier que le Roi ne lui donnoit que pour lui seul ; sans consulter l'embarras , ni sa santé , ni l'heure indue , il avoit cru devoir quitter à l'instant l'appartement de son ami. Il fallut bien approuver sa délicatesse ; mais je le grondai obligeamment de n'être pas venu prendre un logement dans la maison de ma sœur ; je voulois même l'y conduire à l'instant. Il me ferra les mains avec reconnoissance , & m'objecta que venant de prendre médecine , il ne s'exposeroit pas à sortir de chez lui : cet usage étant celui de tous les Espagnols.

Le lendemain il refusa , sous le même prétexte , mes offres réitérées de venir chez ma sœur. Alors nos amis commencerent à secouer la tête , à concevoir des soupçons : mais ils me paroissoient encore plus absurdes que malhonnêtes. A quoi bon des feintes avec moi ? Le contrat étoit fait : il ne put être signé de plusieurs jours à cause de ces impatientantes

purgeries ; en Espagne , me disoit-on , tout acte est nul lorsqu'il se trouve daté du jour qu'un des contractants a pris médecine ; chaque pays , chaque usage.

Ma sœur trembloit de nouveau : c'étoit par de semblables délais que cet homme les avoit déjà deux fois conduites à des dénouements affreux. Je lui imposois silence avec amertume , cependant le soupçon se glissoit dans mon cœur. Pour m'en délivrer tout-à-fait , le 7 Juin , jour pris enfin pour signer le contrat , j'envoyai chercher d'autorité le Notaire apostolique.

Mais quelle fut ma surprise , lorsque cet homme me dit qu'il alloit faire signer au Seigneur Clavico , une déclaration bien contraire à mes vues ; qu'il avoit reçu la veille une opposition au mariage de ma sœur , par une jeune personne qui prétendoit avoir une promesse de Clavico , datée de 1755 ; de neuf années avant l'époque où nous étions , 1764 !

Je m'informe vite du nom de l'opposante. Le Notaire m'apprend que c'étoit *una Duena* , (fille-de-chambre.) Humilié , furieux , je cours chez l'indigne Clavico.

„ Cette promesse de mariage vient de vous ,
 „ lui dis-je , elle a été fabriquée hier. Vous
 „ êtes un homme abominable auquel je ne

„ voudrois pas donner ma sœur pour tous
 „ les trésors de l'Inde. Mais ce soir je pars
 „ pour Aranjuez ; je rends compte à M. de
 „ Grimaldi de votre infamie ; & loin de m'op-
 „ poser pour ma sœur à la prétention de vo-
 „ tre *Duena* , je demande pour unique ven-
 „ geance , qu'on vous la fasse épouser sur le
 „ champ. Je lui servirai de père , je lui paye-
 „ rai sa dot , & lui prodiguerai tous mes se-
 „ cours , pour qu'elle vous poursuive jusqu'à
 „ l'autel. Alors , pris dans votre propre piège ,
 „ vous ferez déshonoré , & je serai vengé.

„ — Mon chere frere , mon ami , me dit-il ,
 „ suspendez vos repentiments & votre voyage
 „ jusqu'à demain , je n'ai nulle part à cette
 „ noirceur. A la vérité , dans un délire amou-
 „ reux , je fis cette promesse autrefois à la
 „ *Duena* de Madame Portugues , qui étoit
 „ jolie , mais qui depuis notre rupture ne
 „ m'en a jamais reparlé. Ce sont les ennemis
 „ de Dona Maria votre sœur , qui font agir
 „ cette fille : mais croyez , mon ami , que le
 „ désistement de la malheureuse est l'affaire de
 „ quelques pistoles d'or. Je vous conduirai ce
 „ soir chez un célèbre Avocat , que j'engage-
 „ rai même à vous accompagner à Aranjuez ;
 „ & nous aviserons ensemble , avant que vous
 „ partiez , aux moyens de parer à ce nouvel
 „ obstacle

„ obstacle , beaucoup moins important que
 „ votre vivacité ne vous le fait craindre.
 „ Mettez-moi aux pieds de Dona Maria votre
 „ sœur , que je fais vœu d'aimer toute ma
 „ vie , ainsi que vous , & ne manquez pas
 „ de vous rendre ici ce soir à huit heures pré-
 „ cises ”.

L'amertume étoit dans mon cœur , & l'indécision dans ma tête. Je n'écoutois pourtant pas encore les pronostics affreux que l'on repandoit ; il étoit possible qu'éussé été joué par un frippon ; mais quel étoit son but ? Ne pouvant le deviner , n'en voyant même aucun qui fût raisonnable , je suspendois mon jugement , quoique l'effroi eût déjà gagné tout ce qui m'environnoit. Je me rends à huit heures chez cet étrange mortel , accompagné des Sieurs Perier & Durand. A peine étions-nous descendus de voiture , que la maîtresse de la maison vint au-devant de nous , & me dit : Le Seigneur Clavico est délogé depuis une heure , on ignore où il est allé.

Frappé de cette nouvelle , & voulant en douter encore , je monte à la chambre qu'il avoit occupée ; je ne trouve plus aucune de ses effets : mon cœur se ferra de nouveau. De retour chez moi , j'envoyai six personnes courir toute la ville pour découvrir le traître , à quelque prix

que ce fût ; mais , convaincu de sa trahison , je m'écriois encore : A quoi bon ces noirceurs ! je n'y concevois rien , lorsqu'un courier de M. l'Ambassadeur , arrivant d'Aranjuez , me remit une lettre de Son Excellence, en me disant qu'elle étoit très-pressée. Je l'ai conservée , & vais la transcrire ici.

*LETTRE de M. l'Ambassadeur de France,
dont j'ai l'original.*

A Aranjuez , le 7 Juin 1764.

Monfieur de Roubiou , Monsieur , Commandant de Madrid , vient de passer chez moi pour m'apprendre que le Sieur Clavico s'étoit retiré dans un quartier des invalides , & avoit déclaré qu'il y prenoit asyle contre les violences qu'il craignoit de votre part , attendu que VOUS L'AVIEZ FORCÉ DANS SA PROPRE MAISON , IL Y A QUELQUES JOURS , LE PISTOLET SUR LA GORGE , A SIGNER UN BILLET , PAR LEQUEL IL S'ÉTOIT ENGAGÉ A ÉPOUSER M^{LE}. VOTRE S^{ŒUR}. Il seroit inutile que je vous communiquasse ici ce que je pense sur un aussi mauvais procédé. Mais vous concevrez aisément que QUELQU'HONNÊTE ET DROITE QU'AIT ÉTÉ VOTRE CONDUITE DANS CETTE AFFAIRE , on pourroit y donner une tour-

nure, dont les conséquences seroient aussi désagréables que fâcheuses pour vous. Ainsi je vous conseille de demeurer entièrement tranquille, en écrits & en actions, jusqu'à ce que je vous aie vu, ou ici, si vous y venez promptement, ou à Madrid où je retournerai le 12.

J'ai l'honneur d'être, avec une parfaite considération, Monsieur, votre, &c.

Signé O S S U N.

Cette nouvelle fut un coup de foudre pour moi. Quoi ! cet homme qui, depuis quinze jours, me pressoit dans ses bras ! ce monstre qui m'avoit écrit dix lettres pleines de tendresse ; m'avoit sollicité publiquement de lui donner ma sœur, étoit venu dix fois manger chez elle à la face de tout Madrid ! il avoit fait plainte au criminel contre moi pour cause de violence, & me poursuivoit foudroyamment ! Je ne me connoissois plus.

Un Officier des gardes Wallonnes entre à l'instant, & me dit : M. de Beaumarchais, vous n'avez pas un moment à perdre, sauvez-vous, ou demain matin vous serez arrêté dans votre lit ; l'ordre est donné, je viens vous en prévenir, votre homme est un monstre, il a soulevé contre vous tous les esprits, & vous a conduit de promesses en promesses pour

se rendre votre accusateur public. Fuyez, fuyez à l'instant : ou renfermé dans un cachot, vous n'avez plus ni protection ni défense.

Moi, fuir ! me sauver ! plutôt périr. Ne me parlez plus, mes amis ; ayez moi seulement une voiture de route à six mules, pour demain quatre heures du matin, & laissez-moi me recueillir jusqu'à mon départ pour Aranjuez.

Je me renfermai : j'avois l'esprit troublé, le cœur dans un étau : rien ne pouvoit calmer cette agitation : je me jetai dans un fauteuil où je restai près de deux heures dans un vuide absolu d'idées & de résolutions.

Ce repos fatigant m'ayant enfin rendu à moi-même, je me rappelai que cet homme, depuis la date de sa plainte pour fait de violence, s'étoit promené publiquement avec moi dans mon carrosse, m'avoit écrit dix lettres tendres, m'avoit chargé spécialement de sa demande auprès du Ministre devant vingt personnes. Je me jette à mon bureau ; j'y broche avec toute la rapidité d'un homme en pleine fièvre, le journal exact de ma conduite depuis mon arrivée à Madrid : noms, dates, discours, tout se peint à ma mémoire, tout est fixé sous ma plume. J'écrivois encore à cinq heures du matin, lorsqu'on m'avertit que ma voiture m'attend, & que l'inquiétude de

mes amis ne leur permet pas de me laisser plus long-temps à moi-même. Je monte en carrosse sans m'informer si quelqu'un me suit, sans savoir si j'étois présentable : une espece d'ivresse me rendoit sourd à tout ce qui n'étoit pas mon objet ; mais on avoit pourvu sans me le dire au nécessaire de mon voyage. Quelques amis m'offrent de m'accompagner. Je veux être seul, leur dis-je ; je n'ai pas trop de douze heures de solitude pour calmer mes sens, & je partis pour Aranjuez.

M. l'Ambassadeur étoit au palais quand j'arrivai au *Sitio réal*, je ne le vis qu'à onze heures du soir à son retour. Vous avez bien fait de venir sur le champ, me dit-il ; je n'étois rien moins que tranquille sur vous depuis quinze jours, votre homme a gagné toutes les avenues du palais. Sans moi vous étiez perdu, arrêté, & peut-être conduit au *Presidio* (*). J'ai couru chez M. de Grimaldi ; je réponds (lui ai-je dit) de la fagesse & de la bonne conduite de M. de Beaumarchais en toute cette affaire, comme de la mienne propre. C'est un homme d'honneur, qui n'a fait que ce que vous & moi

(*) Prison perpétuelle à Oran ou Ceuta sur les côtes d'Afrique.

„ eussions fait à sa place : je l'ai suivi depuis
 „ son arrivée ; faites retirer l'ordre de l'arrê-
 „ ter , je vous prie : ceci est le comble de l'a-
 „ trocité de la part de son adversaire ”. *Je vous*
crois , m'a répondu M. de Grimaldi ; *mais je ne*
suis le maître que de suspendre un moment : tout
le monde est armé contre lui : qu'il parte à l'ins-
tant pour la France , on fermera les yeux sur sa
suite.

„ Ainsi , Monsieur , partez , il n'y a pas un
 „ moment à perdre : on vous enverra vos effets
 „ en France : vous avez six mules à vos or-
 „ dres. A tout prix , dès demain matin repre-
 „ nez la route de France : je ne pourrois vous
 „ servir contre le soulèvement général , con-
 „ tre des ordres si précis , & je serois désolé
 „ qu'il vous arrivât malheur en ce pays : par-
 „ tez ”.

En l'écoutant je ne pleurois pas , mais par intervalle il me tomboit des gouttes d'eau que le resserrement universel y amassoit. J'étois stupide & muet. M. l'Ambassadeur attendri , plein de bonté , prévenant toutes mes objections , par l'aveu libre & franc que j'avois raison , ne m'en disoit pas moins qu'il falloit céder à la nécessité , & fuir un malheur certain.

Et de quoi me puniroit-on , Monsieur , puisque vous-même convenez que j'ai raison sur

tous les points ? Le Roi fera-t-il arrêter un homme innocent & grièvement outragé ? Comment imaginer que celui qui peut tout , préférera le mal quand il connoît le bien ? — *Eh ! Monsieur , l'ordre du Roi s'obtient , s'exécute , & le mal est fait avant qu'on soit détrompé. Les Rois sont justes ; mais on intrigue autour d'eux sans qu'ils le sachent , & de vils intérêts , des ressentiments qu'on n'ose avouer , n'en sont pas moins souvent la source de tout le mal qui se fait. Partez , Monsieur ; une fois arrêté , personne ici ne prenant intérêt à vous , on finiroit par conclure que , puisqu'on vous punit , il se peut que vous ayez tort , & bientôt d'autres événements feroient oublier le vôtre ; car la légèreté du public est par-tout un des plus fermes appuis de l'injustice. Partez , vous dis-je , partez. — Mais , Monsieur , dans l'état où je suis , où voulez-vous que j'aille ? Votre tête se trouble à l'excès , M. de Beaumarchais : évitez un mal présent , & songez que vous ne rencontrerez peut-être pas deux fois en votre vie l'occasion de placer des réflexions si douloureuses pour l'humanité ; vous ne serez peut-être jamais indignement outragé par un homme plus puissant que vous ; vous ne courrez peut-être jamais une seconde fois le risque d'aller en prison pour avoir été , contre un fou , prudent , ferme & raisonnable ; ou si un pareil malheur vous arrivoit en France , un homme*

au milieu de sa patrie a mille moyens de faire valoir son droit, qui lui manquent ailleurs. On traite moins bien un étranger sans appui, qu'un citoyen domicilié, qu'un pere de famille, comme vous l'êtes, au milieu de tous ses parents. — Eh, Monsieur, que diroient les miens? Que penseront en France mes augustes Protectrices, qui, m'ayant vu constamment persécuté autour d'elles, ont pu juger au moins que je ne méritois pas le mal qu'on disoit de moi? Elles croiront que mon honnêteté n'étoit qu'un masque tombé à la première occasion que j'ai cru trouver de mal faire impunément. — Allez, Monsieur, j'écrirai en France; & l'on m'en croira sur ma parole. — Et ma sœur, Monsieur! ma malheureuse sœur qui n'est pas plus coupable que moi! — Songez à vous; l'on pourvoira au reste. — Ah, Dieux! Dieux! ce seroit-là le fruit de mon voyage en Espagne? Mais partez, partez, étoit le mot dont M. d'Offun ne sortoit plus. Si j'avois besoin d'argent, il m'en offroit avec toute la générosité de son caractère. — Monsieur, j'en ai : mille louis dans ma bourse, & deux cents mille francs dans mon porte-feuille me donneront le moyen de poursuivre un si sanglant outrage. — Non, Monsieur, je n'y consens pas. Vous m'êtes recommandé; partez, je vous en prie; je vous le conseille; & j'irai plus loin

même s'il le faut. — Je ne vous entends plus , Monsieur , pardon , je ne vous entends plus : & dans le trouble où j'étois , je courus m'enfoncer dans les allées sombres du parc d'Arranjuez. J'y passai la nuit dans une agitation inexprimable.

Le lendemain matin , bien raffermi , bien obstiné , bien résolu de périr ou d'être vengé , je vais au lever de M. de Grimaldi , Ministre d'Etat. J'attendois dans son salon , lorsque j'entendis prononcer plusieurs fois le nom de M. Whal. Cet homme respectable , qui n'avoit quitté le ministère que pour mettre un intervalle de repos entre la vie & la mort , étoit logé dans la maison de M. de Grimaldi. Je l'apprends , & sur le champ je me fais annoncer chez lui , comme un étranger qui a les choses les plus importantes à lui communiquer ; il me fait entrer ; & la plus noble figure rassurant mon cœur agité : Monsieur , lui dis-je , je n'ai point d'autre titre à vos bienfaits que celui d'être François & outragé : vous êtes né vous-même en France où vous eûtes du service ; depuis , vous avez passé dans ce pays par tous les grades de l'illustration militaire & politique : mais tous ces titres me donnent moins la confiance de recourir à vous , que la véritable grandeur avec laquelle vous

avez remis volontairement au Roi le dangereux ministère des Indes , dont vous êtes sorti les mains pures , lorsqu'un autre eût pu y entasser des milliards. Avec l'estime de la nation , vous êtes resté l'ami du Roi : c'est le nom dont il vous honore sans cesse. Eh bien , Monsieur , il vous reste une belle action à faire ; elle est digne de vous ; & c'est un François au désespoir qui compte sur le secours d'un homme aussi vertueux.

Vous êtes François , Monsieur , me dit-il , c'est un beau titre auprès de moi ; j'ai toujours chéri la France , & voudrois pouvoir reconnoître en vous les bons traitements que j'y ai reçus. Mais vous tremblez , votre ame est hors d'elle , asseyez-vous , & dites-moi vos peines ; elles sont affreuses , sans doute , si elles égalent le trouble où je vous vois. Il défend à l'instant sa porte ; & moi , dans un état inexprimable de crainte & d'espérance , je lui demande la permission de lire le journal exact de ma conduite depuis le jour de mon arrivée à Madrid : vous y suivrez mieux , Monsieur , le fil des événements , que dans une narration désordonnée que j'entreprendrois vainement de vous faire.

Je lus mon mémoire. M. Whal me calmoit de temps en temps , en me recommandant de

lire moins vite, pour qu'il m'entendît mieux, & m'assurant qu'il prenoit le plus vif intérêt à ma narration. A mesure que les événements passaient, je lui mettois à la main les écrits, les lettres, toutes les pièces justificatives; mais lorsque je vins à la plainte criminelle, à l'ordre de me mettre au cachot, suspendu seulement par M. de Grimaldi, à la prière de notre Ambassadeur, au conseil qu'il m'avoit donné de partir, auquel je ne lui cachais pas que je résistois, déterminé à périr ou à obtenir la justice du Roi, il fait un cri, se leve, & m'embrassant tendrement : — *Sans doute, le Roi vous fera justice, & vous avez raison d'y compter. M. l'Ambassadeur, malgré sa bonté pour vous, est forcé de consulter ici la prudence de son état; mais moi, je vais servir votre vengeance de toute l'influence du mien; non, Monsieur, il ne sera pas dit qu'un brave François ait quitté sa patrie, ses protecteurs, ses affaires, ses plaisirs, qu'il ait fait quatre cents lieues pour secourir une sœur honnête & malheureuse, & qu'en fuyant de ce pays il remporte dans son cœur, de la généreuse nation Espagnole, l'abominable idée que les étrangers n'obtiennent chez elle aucune justice. Je vous servirai de pere en cette occasion, comme vous en avez servi à votre sœur. C'est moi qui ai donné au Roi ce Clavico; je suis coupable de tous ses*

crimes. Eh Dieux ! que les gens en place sont malheureux de ne pouvoir scruter avec assez de soin tous les hommes qu'ils emploient, & de s'entourer, sans le savoir, de frippons dont les infamies leur sont trop souvent imputées. Ceci, Monsieur, est d'autant plus important pour moi, que ce Clavico ayant commencé par faire une espece de feuille ou gazette, & se trouvant par ses fonctions, rapproché du ministere, eût pu parvenir un jour à des emplois plus considérables, & moi je n'aurois fait présent à mon Roi que d'un scélérat. On excuse un Ministre de s'être trompé sur le choix d'un indigne sujet : mais sitôt qu'il le voit marqué du sceau de la réprobation publique, il se doit à lui-même de le chasser à l'instant : j'en vais donner l'exemple à tous les Ministres qui me suivront.

Il sonne ; il fait mettre des chevaux ; il me conduit au palais : en attendant M. de Grimaldi qu'il avoit fait prévenir, ce généreux protecteur entre chez le Roi, s'accuse du crime de mon lâche adversaire, a la générosité d'en demander pardon. Il avoit sollicité son avancement avec ardeur ; il met plus d'ardeur encore à solliciter sa chute. M. de Grimaldi arrive : les deux Ministres me font entrer ; je me prosterne. Lisez votre mémoire, me dit M. Whal avec chaleur, il n'y a pas d'amo

honnête qui n'en doive être touchée comme je l'ai été moi-même : j'avois le cœur élevé à la plus haute région ; je le sentoie battre avec force dans ma poitrine ; & me livrant à ce qu'on pourroit appeller l'éloquence du moment , je rendis avec force & rapidité tout ce qu'on vient de lire : alors le Roi , suffisamment instruit , ordonna que Clavico perdit son emploi , & fût à jamais chassé de ses bureaux.

Ames honnêtes & sensibles ! croyez-vous qu'il y eût des expressions pour l'état où je me trouvois ? Je balbutiois les mots de respect , de reconnoissance ; & cette ame entraînée naguere , presque au degré de la férocité contre son ennemi , passant à l'extrémité opposée , alla jusqu'à bénir le malheureux dont la noirceur lui avoit procuré le noble & précieux avantage qu'il venoit d'obtenir au pied du trône.

Pour comble de bontés , le Monarque envoya chez M. l'Ambassadeur de France où je dînois , donner l'ordre au François à qui il venoit de rendre une justice si éclatante , de lui faire parvenir le journal exact de ce qui avoit été lu & jugé au palais. M. l'Ambassadeur , aussi touché que moi , me donna trois de ses Secretaires , qui , de leur part , y mettant une bienveillance patriotique , copierent

en peu d'heures mon journal avec les pièces justificatives ; & le tout fut porté par M. l'Ambassadeur au Roi , qui ne dédaigna pas de dire qu'il garderoit cet ouvrage , & même de s'informer avec bonté si le François étoit satisfait.

Telle est la justice que j'ai obtenue en Espagne dans une querelle où j'étois en quelque façon l'agresseur. Mon cœur se serre en pensant que , depuis , en France étant offensé..... Telles sont les preuves authentiques & respectables sur lesquelles s'appuye le compte exact que l'animosité vient de me forcer de rendre de ma conduite en cette occasion , l'une des plus importantes de ma vie. J'ai osé nommer , sans leur aveu , le Prince magnanime qui s'est plu à me faire justice , les généreux Ministres qui y ont coopéré , le très-respecté Marquis d'Offun notre Ambassadeur , mon inestimable protecteur M. Whal , & toutes les personnes qui ont contribué à ma justification.

Au milieu d'une nation étrangere , je n'ai rencontré que grandeur , générosité , noble intérêt , service ardent , justice éclatante , & je n'aurois pas attendu dix ans à publier la reconnoissance que je garderai toute ma vie à la généreuse nation Espagnole , si j'avois pu la faire éclater sans y mêler le récit d'un évé-

nement personnel qui ne pouvoit intéresser que mes parents & moi.

Je revins à Madrid où tous les François s'empressèrent de renouveler à ma pauvre sœur les témoignages de leur ancienne amitié. A la nouvelle de la perte de son emploi qui se répandit par-tout, mon lâche ennemi, certain d'être arrêté, se sauva chez les Capucins, d'où il m'écrivit une longue lettre pour implorer ma commisération. Il avoit raison d'y compter ; je ne le haïssois plus ; je n'ai même jamais haï personne : mais dans cette lettre, ce qui m'étonna davantage, fut l'assurance avec laquelle il se tait sur sa plainte criminelle contre moi, se flattant apparemment que je l'ignorois encore. Il s'y défend seulement d'avoir provoqué à l'opposition de la *Duena*, à laquelle il attribue mon ressentiment. Voici sa lettre, avec ma réponse en marge, telle que je la lui envoyai.

Copie de la lettre de CLAVICO. Copie de ma réponse en marge.

Depuis mercredi que j'ai reçu, Monsieur, la nouvelle de la privation de mon emploi (a), j'ai été dans des accès de fièvre les plus violents jusqu'à ce moment

(a) *C'est un malheur que vous vous êtes attiré.*

où , malgré ma foiblesse & mon abattement , je prends la plume pour vous remercier des bontés que vous avez eues pour moi. Non , je n'aurois jamais cru cela de vous. Vous aviez raison de ne pas répondre à mes lettres , on n'a rien à dire aux gens que l'on veut perdre sans ressource (b). Eh bien , Monsieur , êtes-vous satisfait ? Ces Dames le font - elles ? Jouissez , jouissez tous de votre vengeance : mais sur qui tombera-t-elle cette vengeance ? Sur un homme que vous aimiez , qui a suivi en tout aveuglément vos volontés ; sur un homme enfin qui vous aime encore malgré tout ce qui s'est passé (c). Ah ! Monsieur , j'en appelle à votre cœur ; ou il m'a trompé , ou il est incapable d'un procédé pareil. Mais comment pouvez-vous avoir sévi contre moi sans constater mon crime ? Et quel est-il ce crime (d) ? Une fille par elle-même ou à la persuasion de quelque furieux & à mon insu se présente contre moi. Je n'ai pas la moindre part à cette affaire ; & l'on me croit l'auteur de cette nouvelle scène (e) ! On paroît en fureur con-

(b) *De quelles lettres parlez-vous ?*

(c) *Vous m'aimez , monstre que vous êtes ! Et vos lâches impostures , & votre plainte furtive & calomnieuse ?*

(d) *Une plainte d'assassinat.*

(e) *Il s'agit bien de*

tre moi, on m'accable d'injures malgré ma foiblesse & ma maladie; & quand le chagrin de cet événement laisse à mon cerveau déjà affoibli par plus de 30 jours de fièvre & de diète, à peine la faculté de penser, on me tourmente, on ne croit pas à ma justification, on ne veut pas même m'écouter, ni convenir des moyens que je propose pour arranger cette cruelle affaire. Au contraire, on part pour Aranjuez, pour aller déshonorer & perdre entièrement un homme que l'on dit aimer avec passion (f), coupable ou non, n'importe. Eh! se donne-t-on la peine de l'examiner avec loisir?

de cette fille! quand il existe une plainte atroce depuis trois semaines.

(f) Oui, malheureux, je vous aime, & c'est ma honte.

Cependant cet homme accablé sous le poids de sa maladie & de ses violents chagrins, abandonné à lui-même dans ce cruel état, vous écrit à Aranjuez, & pour vous prouver son innocence (g), fait faire des démarches auprès de l'opposante pour la faire désister de sa prétention. Il n'y avoit que ce moyen pour finir tout d'un coup; il vous répète à ce sujet ce qu'il vous avoit dit ici lui-même, il vous prie sur-tout de

(g) Et la plainte! la plainte!

suspendre les démarches que pouvoit vous dicter le ressentiment qui vous conduiroit (b). Chaque pas que vous alliez faire étoit un poignard que vous lui enfonciez dans le cœur, & chaque blessure étoit incurable (i).

Moi, victime des caprices du fort, & comptant sur votre prudence & sur la bonté de votre cœur, quoique sans réponse de votre part, je n'attribuai votre silence qu'au hasard, & je m'empressai par une seconde lettre de vous rendre compte des espérances dont on me flattoit au sujet de l'opposante, lesquelles sont justes (l).

Malgré votre silence, j'allois, Monsieur, vous écrire quand la nouvelle de la privation de mon emploi me replongea tout de suite dans les accès de fièvre dont je ne suis fors qu'à présent (m).

Ah, Monsieur! qu'avez-vous fait? n'aurez-vous pas à vous reprocher éternellement d'avoir sacrifié légèrement un homme qui vous appartenait, & dans le temps même qu'il alloit devenir votre frère (n)? Quelques égarements passés pouvoient-ils vous

(h) *Oui, le plus juste ressentiment.*

(i) *Le poignard qui vous perce, est le désespoir de ne m'avoir pas fait périr.*

(l) *Des lettres à Aranjuez? à moi? imposteur mal-à-droit!*

(m) *Je le crois. Mais c'est de honte qu'il faut mourir.*

(n) *Vous! mon frère! je la tuerois*

faire croire aussi légèrement, & *plutôt.*

sur des apparences ? Mais dans quelles circonstances encore se présenteoit-il ce prétendu crime ? Oui, Monsieur, je le répète, & je le dirai à la face de l'univers : Je n'ai aucune part à la démarche de l'opposante, & depuis ma réconciliation avec vos Dames, je n'ai point changé (o) ; je défie qui que ce soit au monde de me prouver que depuis cette époque j'aye rien dit ni écrit de contraire à l'intention où j'étois & où je suis encore, malgré tout ce qui m'est arrivé, de terminer mon mariage avec Mademoiselle votre sœur (p).

La privation de mon emploi n'y fait rien. Le Roi & le Ministre, mieux informés, me rendront la justice qui m'est due (q). Personne au monde n'a rien à me reprocher. Si j'ai eu des torts vis-à-vis Mademoiselle Caron, je les ai réparés par mon retour (r), hors de-là je n'ai à rougir d'aucune action de ma vie. Or j'espère de la clémence de mon Souverain qu'il daignera me faire rendre mon emploi quand il saura mon innocence (s). Puis-je espérer de

(o) *Peut-on pousser la fourberie plus loin ! Et mes violences ! & ce pistolet que je vous ai présenté ! & cette plainte que vous oubliez !*

(p) *Que je vous ai forcé de contracter le pistolet à la main.*

(q) *Ils vous l'ont rendue en vous chassant.*

(r) *En la mettant à la mort une troisième fois.*

(s) *Son innocence !*

vous, Monsieur, à qui elle conf-
tera parfaitement quand vous le
voudrez, que vous ne vous op-
poserez point à ma justification ?
Elle doit vous intéresser autant
que moi-même (t).

Je vous remets ci-joint copie
des deux lettres que je vous écri-
vis à Aranjuez. Je commence mê-
me à douter que vous les ayez
reçues (u). Oui, je crois con-
noître votre cœur, il ne m'au-
roit pas sacrifié si cruellement s'il
avoit pu seulement se douter de
mon innocence. Je sens encore
de la fatisfaction à vous justifier
dans mon cœur (x). Et dans la
fatalité de mon sort, je ne mur-
mure point contre la main qui l'a
conduit. Non, je ne renoncerai
jamais au bonheur d'appartenir à
votre chere famille (y). Hélas !
depuis la dernière promesse mu-
tuelle, entre Mademoiselle Ca-
ron & moi, j'ai bien souffert. Je
compte assez sur la générosité de
vos ames pour croire que vous
voudrez bien m'aider à me rele-
ver (z). Mes supérieurs & mes
protecteurs, instruits de mon in-
nocence, me tendront aussi une
main secourable ; je l'espère avec

*L'innocence de Cla-
vico !*

(t) *Lâche adver-
saire ! Et c'est à moi
que vous vous adres-
sez !*

(u) *Je le crois
bien ; elles n'ont ja-
mais été écrites.*

(x) *J'étois perdu
par vous, homme in-
digne ! sans la gran-
deur, sans la justice
du Roi.*

(y) *M'appartenir,
misérable !*

(z) *Je suis vengé.
Je ne vous bais plus.
J'irai même implo-
rer M. de Grimaldi
pour vous obtenir du
pain, si je puis, dans
un coin du monde,
mais jamais à Ma-
drid.*

d'autant plus d'empressement, que je n'ai point mérité leur colere (E).

J'ai l'honneur d'être aussi véritablement que jamais,

Monsieur,

Votre très-humble &
très-obéissant serviteur,
Signé, CLAVICO.

Madrid, 17 Juin, 1764.

P. S. On vient de me dire que Mademoiselle Caron doit se marier (*), je ne puis pas le croire. D'ailleurs, voudroit-on donner à Madrid une nouvelle scène à nos dépens, & m'obliger à m'opposer à ce mariage pour authentifier la droiture de mes intentions? Non : cela ne peut pas être (§).

(E) Aussi n'a-t-on mis que de la justice à votre punition. M. Whal seul a eu la générosité d'y mettre de la colere.

(*) Que vous importe?

(§) Qu'elle se marie ou non, vous n'avez plus rien à y voir. Votre femme à vous, ce sera la Duëna. Je borne à cela ma vengeance.

A Monsieur de Beaumarchais, &c. &c.

Je fus en effet demander grace à M. le Marquis de Grimaldi pour ce misérable homme; mais ce Ministre mit à ses refus une indignation si obligeante pour moi, que je n'osai pas insister. J'écrivis le même jour à plusieurs protecteurs de Clavico, pour les prier de joindre

leurs instances aux miennes. *M. le Marquis de Grimaldi n'a pas voulu m'entendre, leur disois-je; il est révolté de l'indignité du sujet. Mais un homme malheureux par sa faute l'est doublement; Et d'après cette terrible vérité, Clavico doit être bien près du désespoir. Voir mon ennemi même, dans cet affreux état, trouble la pureté de ma joie dans l'heureux dénouement de mon aventure avec lui, &c.*

Rien ne put fléchir l'équitable & rigoureux Ministre.

La suite de mon voyage d'Espagne est étrangère à ma justification. Quant à l'infamie qu'on m'impute, d'avoir frauduleusement gagné cent mille francs en une nuit chez l'Ambassadeur de Russie, & pour laquelle le Sieur Marin fait dire à son écrivain que j'ai été *chassé de par-tout, Et forcé de fuir d'Espagne avec déshonneur*, je me contenterai de répondre que ce même Ambassadeur de Russie; Milord Rochefort, alors Ambassadeur d'Angleterre en Espagne; M. le Comte de Creitz, actuellement Ambassadeur de Suede en France; MM. le Duc & Comte de Crillon, & beaucoup d'autres personnes qualifiées, avec lesquelles je jouois tous les jours, & qui m'honoroient d'une bienveillance particulière à Madrid, me l'ont conservée en France; j'ajouterai même que dans le séjour que ces divers

Ambassadeurs ont fait depuis à Paris, ils m'ont tous fait l'honneur de manger chez moi, & d'y agréer les témoignages de ma reconnoissance.

Enfin, après un an passé en Espagne, à suivre les plus importantes affaires, lorsque les miennes me rappellerent en France, & qu'après avoir pris congé verbalement de M. le Marquis de Grimaldi, j'eus l'honneur de lui demander pas écrit, ses derniers ordres: voici la lettre qu'il m'écrivit du *Pardo*, où étoit la Cour la veille de mon départ.

COPIE de la Lettre de M. le Marquis de Grimaldi, dont j'ai l'original.

Au Pardo, le 14 Mars 1765.

M O N S I E U R,

Quelle que soit la réussite des propositions que vous m'avez faites pour l'établissement d'une compagnie de la *Louisiane*, elles sont infiniment d'honneur à vos talents, & ne sauroient qu'affermir la bonne opinion que j'en ai conçue. J'ai été, Monsieur, fort aise de vous connoître, & je le suis de pouvoir rendre ce témoignage à votre capacité. Si vos projets eussent été compatibles avec la constitution de l'*Amérique Espagnole*, je pense

que leur succès vous en eût encore mieux convaincu ; mais on a dû céder à des difficultés insurmontables qui s'opposoient à leur exécution.

Je serai charmé de pouvoir vous rendre service en toute occasion : en attendant , j'ai le plaisir de vous souhaiter un bon voyage , & de vous prier de me croire très-parfaitement, Monsieur , votre très-humble & très-obéissant serviteur,

Signé, le Marquis DE GRIMALDI.

Et plus bas écrit : *A Monsieur de Beaumarchais.*

J'en ai trop dit pour moi ; & je crois en avoir dit assez pour mes lecteurs. Encore un mot, & je me tais. On assure que MM. Goëzman, Marin, Bertrand, Baculard, & autres personnes respectables, ont chacun un beau mémoire tout prêt contre moi, qu'ils réservent pour la veille du jugement de ce procès. S'ils en usent ainsi pour que je n'aye pas le temps d'y repliquer, cela n'est pas de bonne guerre ; & j'agis plus franchement avec eux. Mais sous quelque point de ma vie, sous quelque forme, en quelque temps que ces Messieurs me fassent l'honneur de me dénigrer ensemble ou séparément, j'ai celui de les prévenir que

je réserve à chacun d'eux un grand cornet bien plein de bonne encre *indélébile* ; & que la génération présente ne passera point avant qu'il soit épuisé à leur service.

En attendant , je vais , pour me reposer , écrire un extrait fidele de mes confrontations avec M. Goëzman , & l'opposer à l'infidele extrait que ce Magistrat présente dans la ridicule plainte qu'il vient de faire au Parlement contre moi. On sent bien que tout cela n'est qu'un jeu pour reculer le jugement du procès , que mes nobles adversaires voudroient éterniser. Mais ne craignent-ils pas que la nation ne les rende enfin comptables du temps précieux qu'ils dérobent à la Cour ? Le service public souffre du retard que cette odieuse affaire apporte à toutes les autres. Et moi qui perds ici mes forces à leur répondre , j'oublie que j'ai à finir & à présenter au Conseil du Roi l'important mémoire de mes défenses contre le Comte de la Blache , premier auteur de tous mes maux.

Signé , CARON DE BEAUMARCHAIS.

Monsieur DOÉ DE COMBAULT, *Rapp.*

Messieurs { DE CHAZAL, } *Commissaires.*
 { REYMOND, }



CONSULTATION.

LES souffignés qui ont lu le quatrieme mémoire à consulter, du Sieur de Beaumarchais, estiment que les seuls objets de ce procès, devenu malheureusement trop célèbre, sont, 1°. de savoir si l'accusation en corruption de Juge, intentée contre le Sieur de Beaumarchais, sur la dénonciation de M. Goëzman, est fondée, ou si au contraire elle est fautive & calomnieuse.

2°. Si le Sieur de Beaumarchais a droit de poursuivre M. Goëzman comme son dénonciateur, & de conclure contre lui à une réparation & à des dommages intérêts.

3°. Si la déclaration du Sieur le-Jay peut faire preuve contre le Sieur de Beaumarchais, ou si au contraire elle doit être rejetée comme l'ouvrage de M. Goëzman.

4°. Si les circonstances dans lesquelles le Sieur de Beaumarchais a dénoncé à la justice, le crime de faux commis par M. Goëzman sur des registres publics, n'autorisent pas sa dénonciation, & ne la rendent pas aussi légitime que nécessaire.

Comme le Jurisconsulte ne doit traiter que les points de droit qui se présentent dans une affaire , & que son unique vue doit être de fournir au client , qui réclame son ministère, les moyens qui peuvent le conduire à proposer à la justice une défense légitime, les sous-signés vont se fixer à la discussion des quatre objets qu'ils viennent de rappeler , & laisseront à l'écart cette foule de faits étrangers répandus dans les mémoires des parties, ces épisodes que la malignité a fait naître, ces scènes qui n'ont fait que trop de bruit, ces propos outrageants, accompagnés de cartels téméraires donnés sous les yeux mêmes de la Cour : licence jusqu'à présent inouïe dans les tribunaux.

Il n'y avoit dans le principe qu'une seule plainte rendue par M. le Procureur-Général, sur la dénonciation de M. Goëzman. Le Sieur de Beaumarchais y est accusé d'avoir tenté de corrompre ce Juge , & de l'avoir ensuite calomnié.

Le Sieur de Beaumarchais s'est défendu avec fermeté ; & après s'être justifié, il a fait voir que M. Goëzman avoit surpris, de la faiblesse du Sieur le-Jay, la fausse déclaration qui a fait la base de sa dénonciation ; & ayant été instruit d'un faux que M. Goëzman a com-

mis sur des registres publics , monuments précieux destinés à fixer & à conserver l'état des hommes , il l'a dénoncé à la justice , pour prouver que celui qui ne s'est pas fait de scrupule de commettre , à la face des autels , un faux sur des registres publics , a bien été capable d'avoir dicté dans son cabinet une fausse déclaration à un homme simple , tel que le Sieur le-Jay.

Deux délits aussi graves ont armé le bras de la justice ; déjà elle a levé son glaive sur la tête de M. Goëzman , par les deux décrets rigoureux lancés successivement contre lui , les 22 & 23 Décembre dernier.

Ces délits , qui intéressent autant l'ordre public que l'honneur des tribunaux , ont été instruits ; ce sont les seuls qu'il y ait à punir ; c'est à M. le Procureur-Général à en poursuivre la vengeance.

La défense du Sieur de Beaumarchais doit se borner aux quatre objets que nous venons d'annoncer , & que nous allons discuter.

P R E M I E R O B J E T.

Preuves de la fausseté de l'accusation intentée contre le Sieur de Beaumarchais.

Sur le premier , tout annonce le faux &

même le ridicule de l'accusation en corruption de Juge ; la marche d'un séducteur est timide & cachée ; il ne va pas divulguer dans un intermédiaire de sept personnes , le dessein qu'il a de corrompre son rapporteur ; l'or étoit reçu par Madame Goëzman , avant que le Sieur de Beaumarchais eût vu son mari ; il ne le connoissoit point alors , il n'avoit encore reçu aucune anecdote sur son compte ; il ignoroit s'il étoit ou non susceptible de corruption : comment donc supposer que , sans connoître ni ses mœurs , ni ses facultés , ni sa façon de penser , il ait conçu l'idée bizarre de le corrompre , & qu'il ait fait part de cette idée à plusieurs personnes ? Quel motif d'ailleurs auroit-il eu pour tenter de corrompre son Juge ? il ne doutoit pas du gain de sa cause , dont le titre régulier dans sa forme , & non attaqué par l'inscription de faux , sembloit devoir l'assurer du succès.

Si le Sieur de Beaumarchais a donné de l'or , s'il a fait remettre une montre à répétition , il en a déclaré en même-temps la destination & le motif ; il a dit aux intermédiaires qui se sont mêlés de faire parvenir l'or & la répétition à Madame Goëzman , que c'étoit pour avoir de son rapporteur des audiences que celui-ci lui refusoit constamment ; au-

diences nécessaires , moins pour expliquer son affaire qui ne résidoit que dans un point de droit bien facile à décider , que pour être en état de lui démontrer , les pieces à la main , le faux des allégations du Comte de la Blache , & pour détruire les soupçons injurieux qu'il avoit osé élever à l'audience sur sa probité dans le temps qu'il étoit détenu au Fort-l'évêque ; & que par cette raison , il n'avoit pu lui-même se justifier aux yeux de ses Juges. C'étoit - là le véritable motif des audiences desirées avec tant d'ardeur de la part du client , & que Madame Goëzman , femme du Juge , a fait payer si cher. Le blâme , s'il y en a , ne peut tomber que sur elle ; mais le mari en est-il exempt ? Le Sieur de Beaumarchais a observé dans sa requête d'atténuation qu'il est bien difficile de penser que ce mari , vivant , comme il le dit dans son mémoire , dans une union si étroite & une si grande intimité avec sa femme , n'ait pas été instruit de sa négociation avec le Sieur le-Jay , qu'il n'y ait pas même participé ; & cette observation est importante.

Mais voici un argument sans réplique en faveur du Sieur de Beaumarchais.

Il y a au procès un fait connu , & une intention d'abord inconnue.

Le fait connu est qu'on a remis de l'or pour le Sieur de Beaumarchais , à Madame Goëzman qui en convient.

L'intention d'abord inconnue a pu être criminelle ou légitime.

Criminelle, si le Sieur de Beaumarchais a eu pour objet de corrompre son Juge.

Légitime , s'il n'a voulu se procurer que des audiences.

D'après cela , déclinons les regles : elles nous apprennent que personne ne peut supposer une intention criminelle à celui qui a pu en avoir une légitime : la présomption est donc en faveur du Sieur de Beaumarchais ; par cette raison sage & puisée dans la loi que la fraude ne se présume point : *fraus nunquam præsumitur*.

D'ailleurs , il est prouvé au procès par des témoignages non suspects , que le Sieur de Beaumarchais s'étoit présenté plusieurs fois à la porte de son Juge , sans avoir pu pénétrer jusqu'à lui. Si donc il a payé des audiences , c'est qu'il n'a pu les obtenir qu'avec de l'or.

Enfin , la légitimité de l'intention , c'est-à-dire , de se procurer des audiences du Juge , est prouvée , d'une part, par l'affertion formelle & persévérante du Sieur de Beaumarchais ,

que rien ne contredit ; & de l'autre , par la déposition des Sieurs le-Jay & Bertrand d'Airolles ; & plus que tout cela , par les déclarations & reconnoissances précises de Madame Goëzman elle-même , dans son récolement qu'elle a perpétuellement donné comme renfermant invariablement sa défense , & fixant la vérité qu'elle avoit cru jusques-là pouvoir diffimuler impunément.

Le Sieur de Beaumarchais réunit donc en sa faveur la présomption de droit & les preuves les plus positives de la légitimité de son intention : cet argument bien vu , bien saisi , suffit seul pour décider toute personne équitable & impartiale.

Qu'on ne dise pas , pour détruire cet argument , que peut-être le Sieur de Beaumarchais s'étoit complu secrètement dans l'idée que M. Goëzman fût corruptible , & que c'est-là ce qui l'a déterminé à tenter de le corrompre par l'or & la montre à répétition qu'il a fait remettre à sa femme , sur le prétexte de ne payer que des audiences.

La réponse est prompte & décisive : 1°. une pareille idée ne peut se supposer , parce que ni la loi , ni la raison , ni la justice ne permettent pas de créer à personne un crime par des conjectures , sur ce qu'il aura pensé ou pu penser :

fer : 2°. cette supposition échappe & tombe , puisqu'il est certain que le Sieur de Beaumarchais ne connoissoit point alors M. Goëzman ; qu'il ignoroit s'il étoit homme scrupuleux ou peu délicat , inaccessible à la séduction , ou prêt à succomber à l'appas de l'or ; & qu'enfin , n'étant point encore instruit du faux par lui commis sur les registres publics de la Paroisse de Saint-Jacques de la Boucherie , il ne pouvoit avoir dans son ame aucune idée de corruptibilité sur son compte.

Le fait prouvé au procès , que le Sieur de Beaumarchais n'a demandé que des audiences , & n'a donné de l'or que pour les obtenir , parce qu'il n'a pu , malgré un grand nombre de visites assidues , se les procurer d'une autre maniere , est décisif en sa faveur : il n'y a dans ce fait rien qui tende à la corruption ; la plainte rendue contre lui n'a donc pas de fondement ; & , par une suite nécessaire , il doit être déchargé de l'accusation.

SECOND OBJET.

*Il est dû au Sieur de Beaumarchais une réparation
& des dommages & intérêts par M. Goëzman
son dénonciateur.*

Mais , pour qu'il obtienne toute la justice qui

lui est due , il faut une réparation & des dommages & intérêts. Quand l'accusé se trouve convaincu du crime dont il a été prévenu , il doit subir la rigueur des peines prononcées par les loix : par une juste réciprocité , quand l'accusation est fausse , le calomniateur doit être puni , soit qu'il soit accusateur direct , ou seulement dénonciateur : l'ordonnance les met tous deux dans la même classe , parce qu'ils sont l'un comme l'autre auteurs de la persécution & de toutes les procédures extraordinaires dont l'accusé a subi la cruelle humiliation. *Les accusateurs & (*) dénonciateurs qui se trouveront mal fondés , seront condamnés aux dépens , dommages & intérêts des accusés , & à plus grande peine s'il y échet.* M. Goëzman a dénoncé le Sieur de Beaumarchais à la justice , comme coupable d'avoir tenté de le corrompre avec de l'or : cette dénonciation a donné lieu à une plainte qui a été suivie de toute la rigueur de l'instruction criminelle ; le Sieur de Beaumarchais , revêtu de deux offices honorables , a été décrété d'ajournement personnel , & comme tel , il est depuis six mois suspendu de ses fonctions ; il a donc été persécuté , dégradé , humilié , par le fait d'une dénonciation qui a occasionné une

(*) Article 7 du titre 3 de l'Ordonnance criminelle.

fausse accusation : dès-là le dénonciateur lui doit, aux termes de la loi, une réparation; & comme, au moyen du décret d'ajournement personnel, du 23 Décembre, M. Goëzman est partie au procès, le Sieur de Beaumarchais doit, par une requête précise, conclure dès à présent contre lui à des réparations.

Nous avons été étrangement surpris d'entendre Madame Goëzman dire, dans une note étant au bas de son mémoire, page 29, qu'il *seroit PLAISANT de voir le Sieur de Beaumarchais soutenir qu'il est fondé à prendre des conclusions contre M. Goëzman, comme contre son dénonciateur* : ce langage est bien extraordinaire dans sa bouche. Madame Goëzman ignore-t-elle les dispositions des ordonnances, ou les prend-elle pour des plaisanteries ? Ce n'est pas en plaisantant qu'elles prononcent contre les faux dénonciateurs, les mêmes peines que contre les faux accusateurs. N'est-ce pas M. Goëzman qui a dénoncé le Sieur de Beaumarchais ? La dénonciation ne contient-elle pas le crime imaginaire & supposé de corruption de Juge ? N'est-ce pas sur cette dénonciation que M. le Procureur-Général a rendu plainte ? N'est-ce pas sur cette plainte que le Sieur de Beaumarchais accusé a été décrété, persécuté, injurié ? La loi ne donne-t-elle pas à l'accusé une

action contre son dénonciateur ? Toutes ces vérités qui sont constantes , autorisent la demande du Sieur de Beaumarchais contre M. Goëzman , en réparation & dommages & intérêts. Ces mêmes vérités apprendront aussi à Madame Goëzman qu'on ne se joue pas impunément du texte sacré & précis de nos loix , & que ce n'est pas par une dérision fade & déplacée qu'elle en détournera la rigueur effrayante qui menace son mari.

Ce qui doit aggraver les peines encourues par M. Goëzman , comme dénonciateur , c'est le complot par lui formé pour parvenir à ses fins.

On lui rendra la justice de croire que ce n'est pas de son gré qu'il a dénoncé le Sieur de Beaumarchais ; on ne doute pas même qu'il n'ait désiré que cette affaire n'éclatât point ; mais forcé par sa compagnie de se justifier au sujet des bruits qui se répandoient sur l'or porté chez sa femme & par elle reçu ; (fait qu'il ne pouvoit nier , puisque plusieurs témoins étoient en état d'en déposer ,) il a imaginé le système ridicule de séduction ; & pour l'étayer , il a fabriqué la déclaration du Sieur le-Jay.

T R O I S I E M E O B J E T .

*M. Goëzman est l'auteur de la déclaration du
Sieur le-Jay.*

Un Magistrat se doit , sans doute , à lui-même de détruire tout soupçon qui peut porter atteinte à sa réputation ; mais il ne doit employer pour se justifier , que des moyens honnêtes & des voies légitimes. Si la conduite de M. Goëzman eût été sans reproche , il n'auroit pas eu besoin de certificats pour anéantir des faits qui n'auroient été que des êtres de raison à son égard. Sa marche combinée & réfléchie ne permet pas de douter qu'il n'ait voulu se faire un titre , pour soutenir le prétendu crime de corruption dont il avoit intention d'accuser le Sieur de Beaumarchais , dans la vue de se disculper aux yeux de sa compagnie : ce titre est la déclaration du Sieur le-Jay.

Mais il est l'auteur de cette déclaration ; le Sieur de Beaumarchais l'a démontré dans son supplément de mémoire ; & cette démonstration a été par lui portée au plus haut degré d'évidence ; le Sieur le-Jay & son commis l'ont déposé ; Madame Goëzman , après l'avoir nié

dans le cours de l'instruction , en est convenue implicitement dans son mémoire , page 23 ; & le Sieur de Beaumarchais assure que M. Goëzman, subjugué par des preuves de tout genre , en a fait l'aveu humiliant dans son interrogatoire. La déclaration n'est donc point l'ouvrage du Sieur le-Jay ; elle est celui de M. Goëzman , dès-lors elle ne peut être opposée au Sieur de Beaumarchais.

Mais dans quelles vues M. Goëzman l'a-t-il fabriquée ? Il savoit que le Sieur de Beaumarchais n'avoit jamais fait aucune démarche tendante à corruption ; cependant il conçoit le projet de le dénoncer comme séducteur , & il consomme ce projet : il mande chez lui le Sieur le-Jay , il abuse de sa foiblesse & de la supériorité , disons même de l'empire que lui donnoit sur lui la qualité de Conseiller de la Cour ; il lui dicte une déclaration par lui minutée , il lui fait entendre qu'elle est pour lui seul , & qu'elle ne tirera à aucune conséquence ; il la lui fait signer sur cette parole , & à peine en est-il muni , qu'il la remet au ministère public avec sa dénonciation dont elle étoit l'unique fondement , & que par-là il compromet celui même qu'il vient de séduire & qui s'étoit fié à sa bonne foi. Il fait usage de la même déclaration contre le Sieur

de Beaumarchais, pour le dénoncer comme coupable du crime de corruption, lui susciter un procès criminel, & le perdre à jamais aux yeux de la nation. Ainsi M. Goëzman, de concert avec sa femme, médite cette déclaration ; il abuse de son caractère de Magistrat pour la surprendre au Sieur le-Jay, & s'en sert ensuite contre le Sieur de Beaumarchais, & contre le Sieur le-Jay lui-même. C'est une machination odieuse ; il y a ici ce que les loix appellent *consilium & eventus*.

Autant le Sieur de Beaumarchais est innocent du crime de corruption qui lui a été imputé, autant M. Goëzman est coupable de celui de subornation pratiquée envers le Sieur le-Jay. Dénoncer comme criminel un homme que l'on fait être innocent, appuyer la dénonciation sur une déclaration, que l'on a fabriquée & que l'on a remplie de faits faux, mettre la subornation en œuvre pour extorquer cette déclaration ; ce sont des crimes dont on ne trouve point d'exemples dans les annales de la justice ; crimes beaucoup plus graves dans un Magistrat que dans tout autre.

Et que M. Goëzman ne dise pas, pour les pallier, qu'il n'a point composé la déclaration, ni inventé les faits qu'elle contient, qu'il les a seulement rédigés d'après l'exposi-

tion que le Sieur le-Jay venoit de lui en faire , & qu'il n'en a fait la rédaction que parce que le Sieur le-Jay n'étoit pas en état de la faire lui-même.

Cette défaite feroit misérable. M. Goëzman en a imposé au Sieur le-Jay qu'il tenoit chez lui ; il l'a séduit par ses insinuations infidieuses ; & c'est par cette voie peu délicate qu'il est parvenu à lui faire copier la déclaration qu'il venoit de fabriquer.

Il y a plus : non-seulement comme Magistrat il ne devoit point rédiger la déclaration ; mais il ne devoit pas même l'exiger du Sieur le-Jay , sur-tout dans un moment où cet homme foible , sans secours , sans conseil , livré à un homme qu'il regardoit comme puissant à cause de sa place , & chez lequel il étoit retenu , n'a pas pu sentir les conséquences de l'acte qu'on lui faisoit souscrire ; rien ne peut donc excuser M. Goëzman.

Pour nous résumer sur les objets que nous venons de discuter , concluons : 1°. Que l'innocence du Sieur de Beaumarchais est parfaitement établie ; il est démontré qu'il n'a pas même songé à séduire son Juge : 2°. Que M. Goëzman , comme son dénonciateur , lui doit des dommages & intérêts ; c'est la disposition textuelle de l'ordonnance : 3°. Que M. Goëz-

man est coupable de subornation envers le Sieur le-Jay, qu'il a surpris, en lui faisant signer une déclaration qu'il a fabriquée lui-même. Il en est convenu.

Q U A T R I E M E O B J E T.

C'est par le droit d'une défense légitime que le Sieur de Beaumarchais a dénoncé à la justice le crime de faux commis par M. Goëzman.

Il reste à nous expliquer en peu de mots sur la dénonciation faite par le Sieur de Beaumarchais, du faux commis par M. Goëzman sur les registres de la Paroisse de Saint-Jacques de la Boucherie; faux pour lequel ce Conseiller de la Cour a été décrété d'ajournement personnel.

Le Sieur de Beaumarchais ne doit pas être mis au nombre de ces délateurs odieux qui, sans aucun intérêt, & par méchanceté seulement, font des dénonciations à la justice. L'intérêt est la mesure des actions; toutes les fois qu'une action a pour principe un intérêt juste & bien fondé, elle est légitime & autorisée par la loi: le Sieur de Beaumarchais accusé sur la dénonciation de M. Goëzman, de corruption de Juge, a intérêt non-seulement

de se défendre , mais encore de faire connoître quel est l'homme qui l'a dénoncé ; il entre nécessairement dans le plan de sa défense , de prouver que la déclaration du Sieur le-Jay , seule piece présentée à la justice par M. Goëzman , pour soutenir sa dénonciation , est une piece par lui fabriquée , suggérée & surprise. Or , quelle meilleure preuve le Sieur de Beaumarchais peut-il donner que celle qui résulte d'un faux précédemment commis par M. Goëzman ? En effet , ce faux ne prouve-t-il pas que M. Goëzman , auteur de la déclaration du Sieur le - Jay , n'est pas novice dans ce qu'on appelle surprise , altération , déguisement de la vérité , & qu'il est si peu scrupuleux , que nos registres , même les plus sacrés , ont été par lui profanés par une fausse signature : *Semel malus , semper malus in eodem genere mali.*

Dans toute affaire criminelle , & sur-tout dans une affaire de la nature de celle-ci , qui fixe toute la France , les actions , les mœurs , la conduite d'un accusateur doivent être mises dans la balance , & influencer sur le jugement ; le Sieur de Beaumarchais ne doit donc pas être improuvé dans la dénonciation qu'il a faite du crime de faux ; le droit naturel & une défense légitime permettent également de repousser la

force par la force , & de démasquer celui qui a employé des manœuvres odieuses , pour perdre un homme qu'il savoit être innocent.

Quoique ce crime de faux présente un délit grave sur ce que nous connoissons de plus sacré , l'état des hommes , quelques personnes néanmoins , peu délicates sans doute , le traitent de bagatelle ; mais doit-on regarder comme bagatelle tout ce qui peut tendre à rendre l'état d'un enfant incertain , à le priver des ressources qu'il auroit trouvées dans un parrain , qui se feroit fait un devoir de le reconnoître , au-lieu de se ménager par un faux , le moyen perfide de le désavouer ? L'acte religieux de présenter un enfant au baptême , est un des plus importants de la société ; il assure l'état de chaque citoyen ; celui qui le fait , contracte un engagement envers l'enfant , il devient son pere spirituel ; il lui doit à défaut de proches parents , assistance & surveillance ; c'est tromper tout à la fois le Ministre des autels , & la société entiere , que de commettre un faux dans un pareil acte , en signant un autre nom que le sien. Comment M. Goëzman , alors Conseiller en la Cour , n'a-t-il pas été pénétré de ces vérités ? quelle excuse peut-il donner sur l'oubli qu'il a fait de tous ses devoirs dans un acte qui imprimoit à l'enfant le caractère de Chré-

tien ? il s'est joué du premier & du plus salutaire de nos Sacrements à la face des autels, en empruntant un faux nom, une fausse qualité & un faux domicile ; c'est un délit grave & des plus repréhensibles : il est déjà préjugé tel par le décret rigoureux dont la plainte de M. le Procureur-Général a été suivie.

Si M. Goëzman a été capable d'altérer la vérité dans un acte aussi important, aussi religieux, combien à plus forte raison doit-on penser qu'il l'a trahie dans une déclaration qu'il n'a fait souscrire au Sieur le-Jay, que par la nécessité où il s'est vu de se forger un titre capable de le justifier d'imputations graves, qui tendoient à lui faire perdre son état ? Ce n'a été que pour mettre la Cour à portée de connoître quel est son dénonciateur, & combien elle doit être en garde sur les pièces qui font de sa composition, que le Sieur de Beaumarchais a dénoncé à la justice le crime de faux commis sur des registres publics ; il ne l'a fait que par le droit que lui donne une défense légitime ; & ainsi il n'y a aucun reproche à lui faire.

Comme nous finissions notre consultation, le Sieur de Beaumarchais nous a remis un exemplaire d'une requête, en forme de plainte, que M. Goëzman vient de rendre à la Cour ; elle

roule sur l'imputation qu'il prétend lui avoir été faite , par le Sieur de Beaumarchais dans son premier mémoire , *page* 60 , de 500 louis donnés par le Comte de la Blache , imputation renouvelée , dit-il , à la confrontation.

Mais , 1°. la délicatesse de M. Goëzman a bien tardé à se trouver blessée : c'est au mois de Septembre 1773 , que le premier mémoire du Sieur de Beaumarchais a paru , & ce n'est qu'au mois de Février 1774 , qu'il s'avise de rendre plainte ; d'où peut venir cette léthargie de six mois ?

2°. Il n'est pas vrai que par son premier mémoire , le Sieur de Beaumarchais ait reproché à M. Goëzman d'avoir reçu 500 louis du Comte de la Blache ; la page 60 de ce mémoire ne contient que des raisonnemens sur les probabilités & non des faits. On avoit dit au Sieur de Beaumarchais , dans son interrogatoire , *qu'il étoit très-probable que les demandes d'audience n'eussent été qu'un prétexte avec lequel il avoit masqué l'intention de corrompre son Juge* ; c'est dans sa réponse , & après avoir fait voir qu'on ne peut décider personne coupable sur des probabilités , que le Sieur de Beaumarchais s'est expliqué en ces termes : „ Que diroit de moi M. „ Goëzman si , repoussant sur lui le bloc dont „ il veut m'écraser , je m'égarois aussi dans

„ les conjectures , en disant : Lorsque Madame
 „ Goëzman vendoit l'audience de son mari ,
 „ *il est très-probable* qu'il étoit de moitié dans
 „ le traité... ? Si j'ajoutois : Celui qui reçoit
 „ de la main droite , étant à bon droit soup-
 „ çonné de n'avoir pas la main gauche plus
 „ pure , *il est très-probable* qu'après qu'on a eu
 „ touché mes 115 louis de le-Jay , l'enchere
 „ s'est trouvé couverte par un autre. ” Il est
 évident qu'en tenant ce langage , le Sieur de
 Beaumarchais n'a point fait d'imputation à M.
 Goëzman , mais qu'il a seulement voulu dé-
 montrer combien il étoit facile , & en même-
 temps dangereux , de se livrer à des conjectu-
 res & à des probabilités.

3°. Nous ignorons ce qui s'est passé à la
 confrontation ; mais à nous en tenir à ce qu'en
 rapporte M. Goëzman dans sa requête en for-
 me de plainte , le Sieur de Beaumarchais n'a
 dit autre chose , sinon que , „ lorsqu'on lui
 „ annonça , le dimanche 4 Avril au soir , qu'on
 „ offroit de rendre , il a auguré là perte de son
 „ procès , & s'est écrié devant ses amis : Cette
 „ offre annonce qu'il se trame quelque chose
 „ de funeste à mes intérêts ; il est nécessaire
 „ que celui qui a accepté soit mu par un
 „ motif inconnu & particulier pour offrir de
 „ rendre. ” Ce raisonnement , qui ne consiste

encore qu'en probabilités, ne contient aucune imputation directe; d'autant plus que la probabilité ne concernoit pas M. Goëzman, puisque ce n'étoit point lui, mais sa femme qui avoit reçu, & qu'ainfi l'offre de rendre ne venoit que de la femme. Il n'y a donc rien dans ce raisonnement qui soit injurieux à M. Goëzman, ni qui puisse donner lieu à une plainte de sa part.

4°. Le propos qui peut avoir été tenu au sujet de 500 louis prétendus donnés par le Comte de la Blache, ne peut être imputé au Sieur de Beaumarchais, qui certainement n'a eu à ce sujet aucune connoissance personnelle : si ce bruit s'est répandu dans Paris, doit-on s'en prendre à lui ? seroit-il même coupable de l'avoir répété d'après des oui-dires ? Combien ne répète-t-on pas tous les jours des choses que l'on a entendu dire, sans y donner aucune créance ? La société entière seroit reprehensible si l'on devenoit coupable pour des propos entendus & répétés. Celui-là seul est coupable qui, dans la vue de diffamer, tient publiquement des discours injurieux.

5°. M. Goëzman, après avoir gardé pendant plus de six mois le silence sur le fait ou plutôt sur le propos des 500 louis, auroit peut-être agi plus prudemment de ne le pas rom-

pre. L'événement de sa dénonciation prouve qu'il n'est pas heureux en matière d'accusation.

D'après cela les souffignés estiment que, n'y ayant aucun corps de délit de la part du Sieur de Beaumarchais, il n'a rien à redouter de la plainte que vient de rendre contre lui M. Goëzman.

DÉLIBÉRÉ à Paris, par nous Avocats au Parlement, le 7 Février 1774.

Signé, BIDAULT, ADER.



N O T E.

A L'instant où ce Mémoire alloit paroître , un ordre exprès du Gouvernement a défendu aux Comédiens François de représenter une pièce nouvelle de moi , *la Précaution inutile* , ou *le Barbier de Séville* , & vient d'en faire cartonner les affiches. Quel que soit le motif de cet ordre , je le respecte & n'en murmure point.

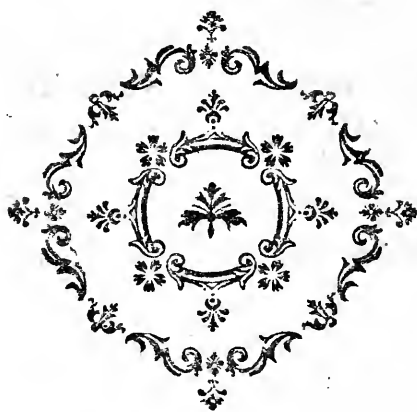
Lorsque le Public a demandé cette pièce aux Comédiens , & que ceux-ci ont désiré mon attache pour la représenter , occupé d'objets très-sérieux , j'ai plutôt cédé , que je n'ai consenti ; mais si j'avois prévu que le Gouvernement pût prendre le moindre intérêt à ce qu'une Comédie dans les mœurs Espagnoles , (*faite en 1772 , approuvée , MARIN , & permis de représenter , DE SARTINE ,*) ne fût pas jouée en 1774 , je proteste que mon profond respect m'auroit rendu aussi ferme à refuser la pièce que j'ai été facile à laisser les Comédiens François maîtres de la représenter.

Au moment où l'ordre a paru , mes ennemis se sont empressés de répandre que le Gouvernement n'arrêtoit ma pièce , que parce qu'elle étoit pleine d'allusions insultantes à la Magistrature. Plus offensé que surpris de cette imputation , j'ai supplié M. DE SARTINE , de me nommer un nouveau Censeur , pour qu'un examen sévère en prouvât la fausseté.

Mais , puisque la rigueur apparente de l'ordre du Gouvernement sert de prétexte à la malignité pour

essayer de me rendre le Parlement défavorable, je supplie la Cour de vouloir bien ordonner que le manuscrit de ma piece, tel qu'il a été consigné au dépôt de la police, il y a plus d'un an, & tel qu'on alloit la jouer, lui soit représenté; me soumettant à toute la rigueur des ordonnances, si, dans la contexture ou dans le style de l'ouvrage, il se trouve rien qui ait le plus léger rapport au malheureux procès que M. Goëzman m'a suscité, & qui soit contraire au profond respect dont je fais profession pour le Parlement.

CARON DE BEAUMARCHAIS.





AVERTISSEMENT

SERVANT de réponse au troisieme précis du Comte DE LA BLACHE, depuis son grand Mémoire.

APRÈS avoir vu le Comte de la Blache délayer le mot *frippon* dans son encrier, en noircir outrageusement soixante & douze pages, & les publier contre moi ; l'on doit être assez étonné que, de ma part, le mot *calomniateur*, fondu dans soixante & douze autres pages bien noircies, n'ait pas encore vengé mon honneur, repoussé l'injure, & justifié l'acte du premier Avril 1770 : mais le Lecteur, trop judicieux pour m'avoir blâmé sans m'entendre, est aussi trop éclairé pour me blâmer lorsqu'il m'aura entendu.

Le Comte de la Blache, encore plus

étonné de mon silence que le Lecteur, n'a pu s'en taire ; & dans un quatrieme mémoire en réponse au précis pour moi , fait & publié sans moi , par un Avocat au Conseil, où l'affaire *est traitée* beaucoup trop *légèrement* , suivant l'expression même de mon adversaire, le Comte de la Blache s'exprime ainsi : *Le Sieur de Beaumarchais ÉVITE HABILEMENT les détails de la discussion du prétendu compte définitif.... IL ABANDONNE LE SOIN DE SA RÉPUTATION* au point qu'il suppose que son compte est rempli d'erreurs, d'omissions, de faux & doubles emplois... Il promet néanmoins de justifier publiquement jusqu'à la dernière syllable de l'acte ; mais, quand s'acquittera-il de cette promesse ? Ce sera, dit-il. . . . après la cassation de l'arrêt ? QUELLE MODESTIE !

Ainsi le Comte Falcoz de la Blache & son Avocat, trop bien instruits l'un & l'autre des obstacles qui retardoient la publication de mon mémoire, triomphent de mon silence dans le leur. Si la ruse est permise en procès comme en guerre, ils

ont toujours raison tant qu'ils m'empêchent de parler : mais graces à la justice de Monseigneur le Garde des Sceaux , c'est enfin , ce que j'ai la liberté de faire.

Je vous prie, Lecteur , de ne pas oublier ce que vous venez de lire du Comte de la Blache. Je vous prie encore , de vous rappeler les reproches publics qu'il m'a faits & fait faire, l'an passé, sur des lettres de Mesdames, qu'il m'accusoit fausement d'avoir fabriquées dans le temps que nous plaidions aux Requêtes de l'Hôtel.

Rappelez-vous aussi comment je me suis justifié de cette calomnie dans l'un de mes misérables mémoires contre M. Goëzman, que je suis bien désolé d'avoir composés, puisqu'ils ont eu le malheur de déplaire à la justice d'alors, & parce qu'il semble que je ne leur ai donné le jour que pour avoir la douleur de les voir brûler vifs dans la cour du Palais, qui, comme on fait, est la Greve des livres.

J'ai l'assurance aujourd'hui de rappeler le trait du Comte de la Blache, éclairci dans ces mémoires, parce que j'estime que

ce n'est point ce trait qui leur a mérité, de la part d'un tribunal integre , le double châtiment d'être incendiés & lacérés au préalable.

Dans ces mémoires ignescents, je prouvois donc comment le Comte Falcoz , mêlant toujours la noire intrigue à la plaidoierie insidieuse , alloit se plaindre à Versailles que , pour gagner un procès déshonorant , je faisois à Paris le plus coupable abus d'une prétendue protection des Princeffes , dont je n'avois pas dit un mot , & revenoit ensuite apprendre aux Magistrats que Mesdames m'ayant jugé indigne de toute protection , m'avoient chassé de leur présence , & que si je présentois , de leur part , un certificat d'honnêteté , ce n'étoit qu'une lettre supposée par un homme à qui rien n'étoit sacré. Ce fut son expression.

La conduite du Comte de la Blache , au sujet de mes défenses actuelles , a un rapport si intime avec celle qu'il tint alors , qu'on ne peut s'empêcher de la rappeler , de les rapprocher , d'y reconnoî-

tre toujours le même homme , & de l'admirer fans cesse.

Sachez donc , Lecteur , ce que le Comte de la Blache ne fait que trop depuis longtemps ; c'est que loin de laisser son grand mémoire sans réponse , & d'abandonner le *soin de ma réputation* , je n'ai pas eu de repos que cette réponse ne fût achevée.

Apprenez aussi que , lorsqu'elle a été finie , je n'ai pu découvrir par quelle fatalité mon Avocat , ni aucun autre Avocat du Conseil n'a voulu signer mes défenses ; que , bercé pendant quinze jours d'espérances trompeuses , dans mon désespoir , je me suis adressé aux Avocats au Parlement , qu'alors il a fallu refondre le mémoire , & faire remanier quatre-vingts formes d'imprimerie pour le leur présenter sous l'aspect d'une consultation à donner : que cet ouvrage achevé , Me. Bidault , mon Avocat & mon ami , qui m'avoit toujours prêté la main généreusement , & venoit de me promettre encore ses secours , est tombé subitement dans un état si voisin de la mort , qu'il n'a pu même être instruit , par mes

regrets, du chagrin & du retard affreux que sa maladie me caufoit.

Sachez encore, Lecteur, qu'un Avocat au Conseil, instruit le soir même, par moi, de ce nouvel accident, & paroissant touché de mon état, après la lecture de mes défenses, m'a donné sa parole d'honneur de les signer aussi-tôt que je les aurois refondues, que j'aurois ôté la consultation, & remis le mémoire dans sa première forme; qu'alors, vingt Imprimeurs & l'auteur misérable ont encore passé la nuit & la journée du lendemain à remanier, moi la composition, eux les quatre-vingts formes d'imprimerie; mais que, lorsque je suis revenu avec le mémoire rétabli, l'Avocat au Conseil s'est dédit de sa parole, & n'a pas voulu signer; sans qu'il m'ait été possible alors de découvrir qui l'en avoit détourné.

Pendant ce temps, le Comte de la Blache & Me. Mariette, instruits de tout ce qui se passoit, composoient le mémoire auquel cet avertissement répond, & où ils me reprochent, avec une moquerie si

insultante , d'abandonner le *soin de ma réputation* , & de n'oser me justifier sur le fond de l'affaire !

Loin de me décourager , je me suis adressé à Me. Ader , Avocat au Parlement , qui avoit signé avec Me. Bidault mes anciens mémoires ; ces tristes mémoires si malheureusement incendiés ! Avec la meilleure tête & la plus grande honnêteté , Me. Ader a jugé que la défense d'un homme attaqué si violemment , étoit de droit naturel , & qu'au refus des Avocats au Conseil , il pouvoit , après avoir lu mon mémoire , arrêter , dans une consultation modérée , le parti que je devois suivre.

Alors il a fallu de nouveau refondre le mémoire , y remettre une consultation , & remanier les quatre-vingts formes d'imprimerie. Autre nuit passée , autres travaux forcés : le temps s'usoit , le terme du jugement approchoit : je me croyois au bout de mes forces & de mes peines , lorsqu'il m'a fallu ranimer les unes pour parvenir à supporter les autres.

Cependant le bruit de cette consulta-

tion ayant allarmé le Comte de la Blache , il a suspendu la publication de ses reproches moqueurs ; il a couru , écrit , sollicité ; il a fait solliciter , écrire & courir ses amis , pour armer l'autorité contre un libelle de moi , qui , disoient-ils , alloit déshonorer le Comte de la Blache ; notez qu'aucun d'eux n'en connoissoit une phrase , & qu'ils n'en crioient pas moins *tolle* sur ma défense & sur ma personne.

Enfin, ils ont tellement intrigué , que , sans que j'aye encore pu savoir d'où le coup étoit parti , un Syndic de Librairie , à l'instant qu'on s'y attendoit le moins , est venu arrêter l'impression de mon mémoire. Il avoit ordre , a-t-il dit à l'Imprimeur , d'enlever , même de force , une épreuve de ce mémoire : ordre , en cas de refus , de violer les presses ; ce qui ne se fait jamais que dans les cas de crime de lèse-majesté : pour comble de singularité , son ordre portoit , a-t-il dit , de ne point montrer l'ordre en vertu duquel il agissoit.

Je n'étois pas chez l'Imprimeur : l'épreuve a été enlevée , la presse a cessé de gé-

mir , & l'impression s'est arrêtée. Il étoit vendredi , je devois être jugé le lundi. Le Comte de la Blache alors , se croyant bien assuré que mes défenses ne pouvoient plus paroître avant le jugement , a répandu dans le public son mémoire outrageant & moqueur , dans lequel on a vu qu'il me reproche , avec raillerie , d'*abandonner lâchement le soin de ma réputation* , & de n'oser lui répondre sur le fond du procès. *Quelle modestie* , a-t-il dit avec joie ! *Quelle perfidie* , me suis-je écrié avec indignation !

Je reçois à six heures du soir ce coup horrible & ténébreux , d'une autorité qui se cache. Je cours à Versailles , & vais me jeter aux pieds de Monseigneur le Gardes-Sceaux , qui , n'ayant point donné de tels ordres , & touché de ma juste douleur , a la bonté de me promettre que je ne serai point jugé le lundi suivant , puisque je crois essentiel à ma cause & à mon honneur , que ma défense paroisse avant le jugement.

A minuit j'étois de retour à Paris , chez le Syndic de Librairie , pour savoir ce qu'é-

toit devenu mon exemplaire enlevé. — Je l'ai envoyé, dit-il, chez le Lieutenant de police. — A M. le Noir ? Depuis huit jours accablé de souffrances, & ce soir même encore saigné du pied ; dans l'instant où nous tremblons tous pour sa vie, un tel ordre ne peut être émané de lui. — Apparemment que l'ordre vient encore de plus haut. — Pas plus exact, Monsieur, d'une part que de l'autre : j'arrive de Versailles, & ce sont mes plaintes amères qui ont appris à Monsieur le Garde-des-Sceaux, qu'il existoit un ordre d'arrêter la presse, de violer l'asyle des pensées, d'en exprimer une effigie de mes défenses, de l'enlever de force ; & que cet ordre, annoncé de la part du Roi, quoiqu'il n'en vînt point, puisqu'il n'étoit point émané de Monsieur le Garde-des-Sceaux, portoit l'ordre de ne point montrer l'ordre.

Ce résultat effrayant de l'intrigue, cet abus du pouvoir des sous-ordres, me rappella le trait du Contrat social : *un pistolet est aussi une puissance*. En effet, c'est ainsi qu'en usent les gens qui viennent enlever

la bourse aux passants , de la part d'un pistolet : ils ont ordre de ne point montrer l'ordre. Je quittai le Syndic.

A deux heures du matin , j'étois chez le Chef des bureaux de police , à qui ces choses doivent ressortir. Il s'éveille , il s'étonne , & me jure qu'il n'en fait pas plus que moi sur cet objet.

Le lendemain à midi , j'étois à Versailles encore une fois aux pieds de Monseigneur le Garde-des-Sceaux ; & c'est de la généreuse équité du Chef de la justice , que j'ai enfin obtenu qu'un ordre (arrivé l'on ne fait d'où) d'arrêter des presses , de les violer , d'en extraire & d'en enlever de force une épreuve aussi importante , & de ne point montrer l'ordre étonnant qui portoit autant d'ordres étonnants , fût révoqué , fût regardé comme non avenu.

Et si Monsieur le Garde-des-Sceaux par malheur est un homme ordinaire ; si sa mâle équité ne l'élève pas , en m'écoulant , au point de préférer le respect du fond , à la vanité des formes ; si sa justice & ses lumières ne lui dévoilent pas qu'on

veut me perdre en arrêtant mes défenses ; enfin , s'il ne me rend pas la liberté d'imprimer , & s'il ne recule pas le jugement ; lundi arrive , je n'ai rien dit , je suis jugé , je puis me voir déshonoré : mais graces , million de graces lui soient à jamais rendues ; il m'a sauvé de ce malheur.

Voilà , Lecteur , les dangers que j'ai courus.

Cependant le Comte de la Blache ne peut plus empêcher que le mémoire qu'il a répandu ne soit répandu : il ne peut empêcher qu'on n'y voye l'ironie outrageante avec laquelle il me reprochoit *d'abandonner le soin de ma réputation* , & de ne pas oser lui répondre , pendant qu'il employoit tout ce que l'intrigue & l'autorité ont de plus redoutable , pour empêcher que ma réponse ne parût.

Enfin la voilà , cette réponse que le Comte de la Blache a craint avec raison qui ne le couvrît d'une nouvelle confusion. Mais dans un siècle où l'art de deviner les hommes , a fait chez eux autant de progrès que celui de se déguiser , on sent que

je n'ai pas dû perdre un instant de vue mon adroit adverfaire. Pendant que je lui répondois de la plume , je le suivois partout de l'œil ; & quoiqu'il soit souple & glissant comme une couleuvre , & qu'il ait à ses ordres des Avocats pour insulter , des chevaux pour courir , des amis pour solliciter , du crédit pour obtenir , & de l'argent pour m'arrêter de toute part , soyez certain , Lecteur , qu'il n'a , jusqu'à ce moment , encore obtenu d'autre avantage sur moi , que de m'avoir empêché de voir nos Juges , qu'il a fatigués de reste pour nous deux , & d'avoir retardé l'impression de cet ouvrage.

Et je n'ai fait ce détail qu'afin de persuader le public , qui s'étonnoit déjà de mon silence , que dans toutes mes affaires , & lorsque j'ai l'air d'être en demeure & d'avoir bien des torts , je suis toujours plus à plaindre qu'à blâmer.

Le grand mémoire qui suit répond à tout le reste.



CINQUIEME



C I N Q U I E M E

M É M O I R E

A C O N S U L T E R ,

ET CONSULTATION

*POUR PIERRE-AUGUSTIN CARON
DE BEAUMARCHAIS, Ecuyer, Con-
seiller Secrétaire du Roi, & Lieutenant-Gé-
néral des Chasses au Bailliage & Capitaine-
rie de la Varenne du Louvre, grande Vé-
nerie & Fauconnerie de France.*

LE Sieur de Beaumarchais, en instance au Conseil du Roi, sur sa demande en cassation d'un arrêt rendu au Palais, le 6 Avril 1773, & pressé par l'approche du jugement, établit la question suivante, sur laquelle il desire une consultation. Il dit :

En Octobre 1773, j'ai obtenu au Conseil un arrêt de soit communiqué. Le Comte
Mém. Tome II. O

Alexandre-Joseph Falcoz de la Blache, légataire universel & mon adversaire, suivant toujours son principe, qui est de gagner du temps & de laisser ma patience, que pourtant il ne laissera point ; car, s'il ne fait pas être riche, il verra que je fais être pauvre : ce Comte Falcoz, dis-je, m'a fait perdre quinze mois en délais si abusifs, que je me suis vu forcé de solliciter auprès de Monseigneur le Garde-des-Sceaux un ordre à Me. Mariette, Avocat du Comte de la Blache, de produire.

Mes amis, & beaucoup d'autres personnes, m'ont plusieurs fois demandé si je ne ferois point de mémoire dans cette affaire ; mais convaincu que mes requêtes étoient plus que suffisantes pour instruire les Magistrats, je me suis abstenu d'écrire, ne voulant pas qu'on pût m'accuser d'être, en aucune occasion, le premier à provoquer l'adversaire : j'ai même empêché mon Avocat de rien imprimer sur l'objet de la cassation, depuis la première requête.

Tant de modération eût dû peut-être engager le Comte Falcoz de la Blache à se renfermer dans les mêmes termes. Mais, au moment où j'avois enfin obtenu le bureau pour le rapport du procès, le Comte Fal-

coz a jetté dans le public un mémoire fort épais , dont la majeure partie , qui semble employée à discuter le fond de l'affaire , a pour unique objet de me diffamer.

Un autre but de ce long mémoire , à l'instant du jugement , est de me faire perdre , en y répondant , le temps de voir les Juges , ou celui de réfuter le mémoire , en allant faire les sollicitations d'usage : enfin , un espoir plus secret encore du Comte de la Blache est que , l'arrêt étant cassé , il lui restera la ressource de dire , comme lui & ses conseils le font d'avance , que , si l'arrêt n'a pu se soutenir par les vices inexcusables de sa forme , le Comte légataire n'en a pas moins prouvé sans réplique , dans son dernier mémoire , que l'acte du premier Avril est encore plus vicieux que l'arrêt qui l'annule.

Forcé de repousser un outrage aussi sanglant qu'il est gratuit , je me suis mis , nuit & jour , au travail ; j'ai fait promptement une réponse à ce mémoire , où , sans m'écarter de mon sujet , je crois m'être justifié de façon à faire longtemps rougir mon adversaire de sa cruelle injustice.

Mais , toujours plus contrarié qu'aucun homme patient ne pourroit le soutenir , je me trouve arrêté par le seul obstacle au monde

que je ne dussé pas craindre de rencontrer. Mon propre défenseur, mon Avocat aux conseils, me refuse de concourir à ma justification, & s'obstine à ne vouloir donner ni signature, ni consultation, ni aucune attache à la très-légitime défense de son client.

Cet Avocat a fait de son côté une réponse au mémoire insultant de Me. Mariette, où, non-seulement, il ne dit pas un mot qui tende à me justifier sur tous les outrages relatifs à l'acte du premier Avril, mais dans laquelle il me réserve expressément de le faire moi-même, par la phrase suivante qu'on lit à la page 22 de son mémoire : *Le Sieur de Beaumarchais, tranquille sur son bon droit, comme sur sa conduite irréprochable, se charge de justifier publiquement jusqu'à la dernière syllabe de l'acte, lorsque le Comte de la Blache aura pris contre lui les voies légitimes devant le tribunal auquel le fond sera renvoyé après la cassation de l'arrêt insoutenable qu'il combat.*

Mais par quelle bizarrerie ce défenseur, en même-temps qu'il reconnoît l'importance de cette justification, prétend-il forcer son client de la différer, de la remettre à des temps incertains, & de rester aujourd'hui sous le coup du plus insidieux adversaire ?

La mauvaise opinion que Me. Mariette cher-

che à donner de moi dans son mémoire , ne peut-elle donc pas influencer sur la décision des Juges ? & si l'Avocat du Comte de la Blanche a cru nécessaire à sa cause de me dénigrer ; comment mon Avocat peut-il croire indifférent à la mienne que je me justifie ou non ?

A mes justes plaintes sur ce refus , mon Avocat oppose un règlement intérieur du corps des Avocats aux conseils , par lequel ils se sont interdit de signer aucune défense qui ne fût émanée d'eux ; & il motive ce règlement , en disant , que bien des Avocats aux conseils , manquant de confiance en leur plume , employoient celle des Avocats au Parlement ; ce qui enlevoit aux habiles de leur corps une préférence que les clients leur auroient donnée , sans cette ressource des foibles de se servir des Avocats au Parlement.

Je demande à cela , comment un règlement aussi exclusivement favorable aux habiles , a pu passer à la pluralité des voix , dans un corps dont il doit laisser beaucoup de membres sans emploi ? Les Avocats aux conseils prétendent qu'ils y ont remédié par un autre règlement intérieur , qui interdit à tout Avocat aux conseils de se charger d'une cause entamée par son confrère , quelque mécontentement que le client puisse avoir de son Avocat.

Fort bien : mais au moins , vous ne pouvez pas enlever aux Avocats du Parlement, le droit d'écrire ou d'imprimer pour les clients mécontents de leurs défenseurs au Conseil ? —

Autre règlement intérieur , qui interdit aux Imprimeurs de prêter leurs presses à tout Avocat étranger au corps , dans les instances aux conseils , sous peine d'amende arbitraire.

Fatigué de tant de règlements intérieurs , je me suis vainement adressé , par moi & mes amis , à beaucoup d'Avocats aux conseils ; plusieurs ont trouvé la conduite de mon défenseur fort extraordinaire ; ils ont même offert de me donner leur consultation sur mon mémoire , si ce défenseur vouloit seulement joindre sa signature à la leur ; mais celui-ci refusant obstinément de le faire attendu sa qualité de Syndic , je me trouve encore éconduit par un autre règlement plus intérieur , qui interdit aux Avocats aux conseils de consulter pour aucun client , si son Avocat ne se joint à eux ; de sorte que les Avocats aux conseils , ayant sagement pourvu à tous leurs intérêts , comme on voit , ont seulement oublié l'intérêt de leurs clients , dont il eût été plus généreux de s'occuper un peu davantage.

Enfin , pour qu'il fût bien décidé qu'on ne me prêteroit aucun secours , les Avocats

aux conseils , dans une assemblée toute récente , ont porté des menaces terribles d'interdiction contre celui d'entr'eux qui seroit assez osé pour être moins dur envers moi que les confreres.

Pressé par l'approche du jugement , forcé de faire paroître mes défenses , désolé du refus obstiné de mon défenseur & de tout autre Avocat du même corps : outré que dans une compagnie de soixante Avocats aux conseils , il ne s'en trouve pas un seul assez généreux pour me tendre la main dans un cas aussi pressant ; je demande à ceux du Parlement s'il ne m'est pas permis de m'adresser à eux , de prendre ensuite à partie mon Avocat aux conseils , & le rendre garant de tout le mal qui peut résulter pour moi de ce déni de secours , d'autant plus étonnant , qu'il n'est point fondé sur la nature de ma défense , que j'ai constamment offert de soumettre à la censure de tout Avocat instruit du fond de l'affaire. Je la soumets ici à l'examen du Conseil que je consulte , en preuve de l'équité de ma demande.

LE CONSEIL SOUSSIGNÉ , qui a pris lecture du Mémoire à consulter ci-dessus , du Mémoire & des deux précis de Me. Ma-

riette , Avocat du Comte de la Blache , ainfi que de la réponfe que Me. Huart du Parc , Avocat du Sieur de Beaumarchais , a faite à ce mémoire ; eftime que la réponfe de Me. du Parc eft infuffifante à la juftification du Sieur de Beaumarchais , & qu'il eft bien extraordinaire que ledit Me. du Parc réferve expreffément dans fon mémoire , au Sieur de Beaumarchais , *de juftifier jufqu'à la dernière fyllabe de l'acte* , & lui refufe en même-temps les feuls moyens de le faire dans un moment auffi précieux pour fon client ; à moins que la juftification du Sieur de Beaumarchais , présentée audit Me. du Parc , ne fût contraire aux loix , aux bonnes mœurs , au Gouvernement ou à la Religion.

Mais que , fi cette juftification eft conforme à celle que le Sieur de Beaumarchais foumet à notre examen , dont nous avons pris lecture , & qui eft conçue en ces termes :





R É P O N S E

A U

M É M O I R E S I G N I F I É

*Du Comte ALEXANDRE-JOSEPH FALCOZ
DE LA BLACHE.*

M. DUVERNEY avoit la réputation de se connoître en hommes. Il a honoré ma jeunesse de la plus intime confiance. C'est une présomption en faveur de mon honnêteté.

M. Duverney se connoissoit en arrêtés de compte. Il a trouvé juste de clorre & signer celui du premier Avril 1770. C'est un grand préjugé pour l'exactitude de cet arrêté.

Il est vrai que le Comte de la Blache a traité de chimere , l'intimité de mes liaisons avec M. Duverney : mais la négation d'un légataire obstiné , ne détruit point des faits aussi publics.

Il est vrai qu'il a feint, pour ne pas payer, de regarder notre arrêté comme absurde , inepte & même faux : mais l'allégation d'un lé-

gataire intéressé , n'anéantit point des actes si sacrés.

Il est encore vrai que , dans l'exorde de son mémoire , le Comte de la Blache nous apprend que le legs immense dont M. Duverney l'a gratifié , *a été pour lui la source d'une foule de petites difficultés qu'il appelle des persécutions.* Mais est-ce ma faute à moi , si les héritiers , ouvriers , créanciers , légataires , domestiques , &c. de cette succession , n'ont pas abandonné au Comte de la Blache , qui vouloit tout garder , le peu qui leur appartenoit sur cet immense héritage ?

Il se plaint aussi *que ce malheureux legs de quinze cents mille francs , est devenu le sujet de mes écrits qu'il appelle des diffamations.* Mais est-ce donc un crime à moi , d'avoir exposé , comment le Comte de la Blache , voulant me donner pour faussaire à Paris , me supposoit faussaire à Versailles ; & comment , incapable de rien prouver contre un arrêté signé de son bienfaiteur , il est devenu capable de tout oser , pour l'anéantir ?

Mais si le Comte Falcoz de la Blache , encore treffaillant du plaisir de posséder un legs de quinze cents mille francs , a nommé *persécution* la modeste demande de 15 mille francs , & *diffamations* les défenses légitimes de celui qu'il

veut déshonorer afin de retenir ce peu d'argent ; quel nom dois-je donner à tout ce qu'il a tenté depuis quatre ans pour me perdre ? Haine invétérée , mémoires outrageants , plaidoyers atroces , suppositions infamantes , lettres injurieuses , intrigues secrètes , faisie éternelle de mes biens , fraix inutiles amoncelés , désordre universel dans mes affaires , arrêts , référés , exécution , ventes , huissiers , gardiens , recors , doubles recors , fusiliers ! ... Dieux ! Dieux !

Et mes amis me recommandent d'être modéré dans ma réponse , de discuter mes intérêts sans humeur , & sur-tout sans gaieté ! ... De la gaieté , mes amis ! ah ! ne m'ôtez pas l'amertume ; il ne me resteroit que le dégoût.

Si j'ai montré de la gaieté quand je me défendois contre les Sieur & Dame Goëzman , c'est que le ridicule de ce procès étoit excessif au point d'en masquer souvent l'atrocité ; mais aujourd'hui qu'un adverfaire ardent , avide , haineux , s'efforce de verser sur moi la honte & l'opprobre ; est-ce donc en plaisantant que je les repoufferois sur lui ?

Je ne vois dans tout son mémoire qu'une injure mortelle , & mortellement délayée dans soixante & douze pages d'impression ; toujours redite , & par-tout blessant mon cœur

à l'endroit le plus sensible. Et vous m'interdisez la gaieté qu'il falloit peut-être me recommander !

Un jour, il s'agira de réparations pour tant d'outrages reçus : alors il fera temps de décider si l'iniquité du fond d'un procès peut excuser ce que sa forme emporte d'outrageant.

Aujourd'hui je mets toute répugnance à part ; je cede à l'humiliation de me défendre ; & détournant les yeux de dessus moi , je n'embrasserai que la question , sans penser à la personne. Un avenir plus heureux me répond des dédommagements convenables ! A quelles affaires, grands Dieux , j'étois destiné !

Depuis quelque temps , il se répand de celle-ci un résumé fort énergique & fort court : ce n'est pas celui du Comte Joseph Falcoz ; il est bien fait , & si facile à retenir , que tout le monde le fait par cœur ; je ne craindrai point de le rapporter ici.

PREMIERE PARTIE.

Beaumarchais payé, ou pendu. Tel est , sur ce procès , le résumé concis & lumineux de quelqu'un qu'on fait à Paris avoir la vue fort nette. En effet , ce peu de mots renferme tout le fond de la contestation : je l'adopte vo-

ontiers : plus il est dur , & plus il me convient.

Mais ce n'est pas du fond qu'il s'agit aujourd'hui. Nous ne plaidons en ce moment , ni pour être *payés* , ni pour être *pendus*. Il s'agit seulement au Conseil du Roi , de juger si la forme d'un arrêt rendu , le 6 Avril 1773 , est contraire ou conforme aux loix du Royaume.

Et cependant , Monsieur le Comte , vous répandez encore un mémoire épais sur le fond de l'affaire , exprès parce qu'il n'en est pas question. C'est ainsi que nous vous avons vu plaider au Palais , de longs moyens d'inscription de faux , parce qu'il ne s'agissoit alors entre nous que de lettres de rescision.

Mais , quel pauvre métier faisons-nous l'un & l'autre ! Toujours embrouiller de votre part ; toujours éclaircir de la mienne. Il semble que nous ayons dit de concert : En attendant qu'on nous juge , ami , ferraillons toujours , écrivons , imprimons ; & lira qui pourra.

Mais si les Magistrats , dont la vertu , dont la tâche austère est de parcourir nos ennuyeux écrits , voyent clairement dans les vôtres que des allégations ne font point des raisons ; ils verront fort bien dans les miens , qu'une discussion stérile , ingrate & forcée peut contenir des vérités frappantes ; & alors payera qui devra.

Et quand l'arrêt sera cassé (ce que j'ose espérer ;) quand nous renouvellerons la cause sous un autre aspect ; quand vous aurez pris contre moi la voie de l'inscription de faux ; quand le sublime résumé , *payé ou pendu* , reprendra toute sa force ; alors je trouverai peut-être plus de témoignages qu'il n'en faut pour vous convaincre de la plus odieuse calomnie.

Alors , du milieu même de la famille de ce respectable ami , peut-être il s'élèvera des voix qui vous crieront : *nous avons fait ce que nous avons pu pour vous empêcher d'intenter cet indigne procès à Beaumarchais ; nous vous avons dit : il y a eu trop d'affaires d'argent , trop d'intérêts mêlés entre M. Duverney & lui , pour qu'il n'en doive pas exister un arrêté quelconque ; & nous savons que cet arrêté existe.*

Alors il fera prouvé que la haine qui vous surmonte en tout temps , vous a fait dire en présence d'un Notaire & de plusieurs témoins , après avoir pris communication à l'amiable , de mon titre : *s'il a jamais cet argent , dix ans seront écoulés avant ce terme ; & je l'aurai vilipendé de toute manière.*

Alors je profiterai des offres que plusieurs honnêtes gens m'ont faites ou fait faire , d'attester : les uns , que quelque temps avant sa

mort, M. Duverney leur avoit dit : *J'ai clos enfin tous mes comptes avec M. de Beaumarchais ; & j'en suis charmé.*

D'autres , de l'intérieur même des affaires de M. Duverney , que peu de jours avant de mourir , sur leur remarque , qu'il avoit beaucoup d'or , lui qui n'en gardoit jamais dans sa maison , il leur a dit : *Cet or est pour M. de Beaumarchais , avec qui j'ai réglé depuis peu mes comptes , & qui doit le venir prendre.*

D'autres ont offert d'attester qu'un tel homme de loi , leur a plusieurs fois assuré avoir vu le double de l'acte chez M. Duverney , lors de la levée des scellés.

Tel autre assure que le Comte légataire a fait , avant l'inventaire , un triage des papiers de M. Duverney , sous prétexte de soustraire tous ceux qui étoient inutiles aux affaires d'intérêt , & d'épargner des fraix à la succession.

D'autres enfin , que le jour même de la mort de M. Duverney , toute sa famille étant dans le fallon , & le Comte de la Blache tenant seul la chambre du mourant , cette famille éplorée apprit qu'il y avoit depuis quatre heures un Notaire enfermé dans la garde-robe , y attendant que le mourant , qu'on ranimoit avec des gouttes & du *lilium* , reprît

assez de force pour donner encore une signature avant sa mort ; & que quelqu'un ayant demandé : Pourquoi donc un Notaire qui se cache ? Est-ce que mon oncle va faire un autre testament ? Un des fideles valets du mourant répondit de l'intérieur : Eh ! mon Dieu non, c'est ce M. de la Blache qui le tourmentera jusqu'au dernier moment ; il voudroit encore lui faire signer quelque chose , il a peur de n'en avoir jamais assez.

Cependant la mort du testateur empêcha le légataire d'arracher cette signature : & quelle signature , grands Dieux ! elle étoit destinée à dépouiller sa respectable mere , il avoit le sang-froid d'y songer , il avoit le pouvoir de le tenter ? Eh ! qui ne tremblera pour moi ! tous mes titres étoient dans cette chambre où il dominoit déjà. Ils étoient au fond du secretaire de cet ami mourant , & mourant sans connoissance ! Et ces titres ne s'y sont plus trouvés lors de la levée des scellés , &c. &c. &c.

Et pour que mon silence , au sujet de ces avis , ne soit pas pris pour de l'ingratitude ; j'ai l'honneur de prévenir ici toutes les personnes qui me les ont fait donner avec une multitude d'autres , & qui m'ont offert des encouragements de toute nature dans le cours de

de

de l'absurde , atroce & ridicule procès connu sous le nom de *Goëzman & compagnie* ; que si je n'ai pas répondu à toutes leurs offres généreuses , c'est qu'étant entouré de pièges , & recevant quelquefois jusqu'à cent lettres par jour ; quand je ne me ferois point fait alors une loi de ne pas répondre , il m'eût été absolument impossible de le faire , parce que tout mon temps étoit dévoré par cet horrible procès. J'espere que le noble intérêt , la générosité , la justice ou la compassion des honnêtes gens qui m'ont fait passer tous ces avis , se soutiendra jusqu'à la fin : ils ne souffriront pas , lorsqu'il en sera temps , que ma cause soit privée de l'immense avantage qu'elle doit tirer de tant de témoignages respectables.

Alors , Monsieur le Comte , je prouverai l'origine , l'espece & la durée de ma liaison avec M. Duverney , envers quelles personnes augustes il s'étoit engagé d'augmenter ma fortune , & ce qu'il a tenté pour y parvenir.

Je prouverai comment il m'a procuré divers intérêts échangés en argent , dont il m'a placé les fonds sur lui-même à dix pour cent , en attendant qu'il pût les placer à trente dans les vivres de Flandre.

Comment , ayant fait part à mes augustes Protectrices , de cet arrangement généreux qui

me constituoit six mille livres de rente, il en a reçu les remerciements de ces mêmes Protectrices.

Comment ensuite il a voulu suppléer en ma faveur à la diminution de son crédit, par des services personnels.

Comment il m'a prêté, pour acquérir une charge, cinq cents mille francs qui lui sont rentrés au bout de six mois. Comment depuis il m'en a prêté cinquante-six mille, au moyen desquels & d'un petit supplément, je suis devenu noble de race, ou plutôt de souche, comme je crois l'avoir prouvé ailleurs.

Comment, m'ayant reconnu de la discrétion, un peu d'acquit, beaucoup de reconnoissance, & quelque élévation dans le caractère, il me fit entrer dans sa plus intime confiance, & m'employa dans des affaires personnelles & majeures, où beaucoup de ses fonds me passèrent par les mains pour son service, & où j'eus le bonheur de lui être infiniment utile.

Comment alors il m'a prêté sur des simples reçus quarante-quatre mille livres pour m'aider dans une acquisition, & plusieurs autres fois de l'argent sur mes reçus, sur les reçus d'un tiers, & même sans reçu; ce qui a formé son actif sur moi, de cent trente-neuf mille livres.

Comment, à mon départ pour l'Espagne,

sa tendresse n'ayant point de bornes, il m'a confié deux cents mille francs en ses billets au porteur, pour augmenter ma consistance par un crédit de cette étendue sur lui.

Comment, à mon retour, ayant vendu soixante-dix mille livres une charge dans la maison du Roi, j'ai payé pour lui, dans ses affaires personnelles, plusieurs sommes, dont j'avois ses quittances à l'instant où nous avons compté.

Comment il m'a engagé dans une acquisition de forêt, & s'y est associé avec moi pour me faire plaisir; quoique je ne m'entendisse alors pas plus en bois, que je ne m'entendois en procès, avant mon commerce timbré avec le Comte de la Blache.

Comment, du reste de l'argent de ma charge vendue, & de quelques autres fonds à moi, j'ai fourni ceux qu'il s'étoit obligé de faire pour nous deux dans notre entreprise commune.

Comment, des deux cents mille livres de billets que j'avois à lui, quarante mille livres ont été employées pour ses affaires personnelles & secretes.

Comment, & par qui, notre liaison, sur la fin, a été troublée. Quel étoit l'homme qui craignoit depuis long-temps, que mon influence sur ce respectable ami, ne lui fît faire un partage un peu moins inégal, entre plu-

seurs de ses parents , excellents sujets qui pouvoient mourir de faim après sa vie , & son légataire universel qui pouvoit mourir d'impatience avant sa mort.

Comment , ce vieillard vénérable étoit alors tourmenté à mon sujet , & moi , au sien , par des lettres anonymes infames , dont il reste encore des traces non équivoques.

Comment , sans manquer à la religion du secret , je puis montrer tel vestige d'une correspondance mystérieuse , importante & chiffrée entre lui & moi , qui prouvera que de puissants intérêts formoient le principe & la base de nos liaisons secrètes.

Comment le légataire écartoit du bienfaiteur celui qu'il soupçonnoit vouloir du bien à certains parents du bienfaiteur.

Comment , & par qui , le Sieur Dupont , qui d'emplois en emplois , étoit devenu son premier Secrétaire , qui avoit mérité d'être son ami , & est aujourd'hui son successeur dans l'intendance de l'Ecole militaire , a été lui-même éloigné de ce vieillard sur la fin de sa vie , parce que , le sachant nommé son exécuteur testamentaire , on avoit le projet de faire faire au vieillard un autre testament , & d'obtenir un autre exécuteur.

Puis , je dirai comment , ayant fait moi-mê-

me un mariage avantageux vers ces temps-là ; comment , ayant un fils pour qui je devois tenir mes affaires en regle ; je rappellai plusieurs fois à M. Duverney qu'il restoit un compte important à finir entre nous deux ; où la distraction des fonds à lui qui m'avoient passé par les mains , pour ses affaires , d'avec ceux qu'il m'avoit prêtés pour les miennes , devoit être faite avant tout ; où les divers reçus , billets , quittances , reconnoissances , &c. devoient être réciproquement remis ; où le résultat de dix ans de liaisons & d'affaires communes , celui du mélange des capitaux respectivement fournis , celui des intérêts à répéter l'un envers l'autre , devoient être fixés ; où la transaction enfin sur les objets restés en souffrance , devoit être arrêtée entre nous.

Alors on sentira que , pour la tranquillité des deux intéressés , & pour l'apurement de tant d'intérêts mêlés , il a bien fallu qu'il se formât entre nous , ce que les négociants de Lyon , dans leurs grands paiements , appellent des virements de parties ; où chacun muni du bordereau de son actif sur l'autre , l'appose en compensation à l'actif de l'autre sur lui-même : d'où il résulte que des millions s'y payent avec quelques sacs ; ainsi , qu'entre M. Duverney & moi , plus de six cents mille

francs , balottés dans notre virement de parties , se sont acquittés avec 15 mille livres.

Alors je prouverai comment j'ai prié, pressé, tourmenté M. Duverney de finir cet arrangement : comment l'affervissement domestique où son légataire étoit parvenu à le tenir, le forçoit d'user de ruse pour me voir secrètement chez lui : comment je m'en offensois & refusois souvent d'y aller : comment il sortoit en carrosse par sa cour , & rentroit secrètement par son jardin , aux heures où les difficultés de notre affaire me forçoient d'accepter ses rendez-vous secrets : comment l'inquiétude , que la présence d'un Notaire n'en donnât à son héritier , le fit se refuser constamment à ce que notre arrangement se terminât pardevant Notaires ; comment enfin, forcé de me plier à son allure difficile , tant par respect pour son âge , que par reconnoissance pour ses bienfaits , j'ai consenti , après quatre mois de débats , de faire avec lui , sous feings privés , l'arrêté définitif qu'on me dispute & la transaction qu'il renferme.

Alors on ne fera plus surpris que le premier article de notre acte , uniquement relatif aux affaires secrètes de M. Duverney , calculé , compté , réglé d'un seul trait , soit aussi court & mystérieux que tout le reste est clair

& libellé ; parce qu'il ne devoit jamais rester aucune trace de ces affaires secrètes , & qu'il suffisoit, pour ma tranquillité, que M. Duverney reconnût en bloc dans ce premier article, la fidélité de la gestion de ses fonds, la clarté des pièces justificatives, celle de leur emploi, qu'il m'en donnât décharge, & me tint *quitte de tout à cet égard envers lui*, comme il l'a fait.

Mais le mot, *quitte de tout envers lui*, relatif seulement à ses affaires personnelles, ne nous empêcha pas d'entamer à l'instant un arrêté de nos débets réciproques, où, loin d'être *quitte de tout envers lui*, je suis porté son débiteur de 139 mille livres au premier article, après lui avoir toutefois remis pour 160 mille francs de billets au porteur, reste de 200 mille francs qu'il ne m'avoit point prêtés, mais confiés, & qui, par cela même, ne devoient point entrer dans notre compte.

Alors, en examinant notre opération sous cet aspect, loin de trouver l'acte obscur, on le reconnoîtra pour le plus lucide & le plus clair de tous les arrêtés de compte entre deux amis de bonne foi. L'on y verra qu'en le dépouillant de toutes les phrases qui ne sont là que pour établir la justesse & le fondement de chaque article, il ne reste autre chose que ce

tableau arithmétique qui a été mis à la fin du compte, pour que les deux intéressés en pussent saisir toutes les parties d'un coup d'œil.

TABLEAU succinct du Compte

Doit M. de Beaumarchais à M. Duverney, la somme de 139,000 l.

Pour payer 139,000 l.

M. de Beaumarchais fournit la quittance du 27 Août 1761, de la somme de 20,000 l.

Idem du 16 Juillet 1765 . . . 18,000

Idem du 14 Août 1766 . . . 9,500

Les arrérages non payés de la rente viagère de 6000 livres depuis Juillet 1762 jusqu'en Avril 1770, ci 46,500

La mise d'argent dans l'affaire des bois de Touraine, dont M. Duverney devoit faire les fonds 75,000

L'intérêt de cette somme porté à 8,000

Le fond du contrat de 6000 livres de rente viagère, que M. Duverney rachete, pour son capital 60,000

Total des paiements faits par M. de Beaumarchais 237,000 l.

Au moyen de ces paiements, M. Duverney se trouve débiteur de M. de Beaumarchais de la somme de 98,000 l.

raisonné des autres parts.

Doit M. Duverney à M. de Beaumarchais . . . 98,000 l.

Pour le paiement, M. Duverney abandonne à M. de Beaumarchais le tiers d'intérêt qu'ils ont dans les bois de Touraine; par-là il s'acquitte envers lui des fonds avancés, ci. 75,000 l.

M. de Beaumarchais refuse les 8000 liv. d'intérêts de ces fonds; M. Duverney se trouve encore acquitté de 8,000

Par l'écrit fait double des autres parts, M. Duverney doit payer à la volonté de M. de Beaumarchais la somme de 15,000

Total des paiements de M. Duverney 98,000 l.

Au moyen de ces paiements, M. Duverney se trouve quitte envers M. de Beaumarchais:

Balance 98,000 l.

Alors , on reconnoîtra dans ce tableau arithmétique tout notre acte en peu de mots , sauf le prêt de 75 mille francs qui , dans cet acte , est une véritable transaction , & le prix de ma complaisance à résilier une société qu'il m'eût été très-avantageux de conserver.

Alors je prouverai qu'avant d'entrer en procès avec l'héritier de mon bienfaiteur , toutes ces choses ont été expliquées à ce même Comte Falcoz ; je prouverai que j'ai pendant six mois épuisé tous les bons procédés envers lui ; que je l'ai poliment invité de venir examiner à l'amiable mes titres chez mon Notaire ; qu'il y a plusieurs fois amené les amis & les commis de M. Duverney ; que tous ont reconnu l'écriture du testateur dans l'acte & dans toutes les lettres ; & que tous l'ont voulu dissuader de soutenir un aussi mauvais procès.

Je prouverai que j'ai porté l'honnêteté jusqu'à engager M^e. Mommet, mon Notaire, qui a bien voulu s'y prêter ; de présenter de ma part le titre & les lettres au conseil du Comte de la Blache , assemblé ; d'y faire même proposer à ceux qui le composoient , d'être arbitres entre le Comte Falcoz & moi ; quoiqu'ils fussent tous ses amis ; avec offre de dissiper , à leur satisfaction , tous les nuages du Comte

légataire, & même de leur remettre mon blanc seing.

Alors il ne restera plus qu'une difficulté, qui sera de juger si la conduite de mon adversaire avec moi fût plus odieuse qu'absurde, ou plus absurde qu'odieuse. Alors on se demandera avec étonnement comment un pareil procès a pu exister dans le dix-huitième siècle ; par quel *genuit* infernal & quel enchaînement diabolique un legs universel de quinze cents mille francs a engendré l'odieux procès des quinze mille francs, lequel a enfanté l'absurde procès des quinze louis, lequel a produit le fameux arrêt de mon blâme, lequel a fait blâmer, &c. &c. &c....

Mais, comme je vous disois, ce n'est pas de cela qu'il s'agit aujourd'hui. Nous sommes au Conseil en cassation d'arrêt : n'égarons pas la question. Pour m'y renfermer de mon mieux, je me contenterai de rappeler ce que j'en ai dit à l'instant où j'obtins, sur cette affaire, un arrêt de soit communiqué. A défaut d'imagination, j'invoquerai ma mémoire ; & si je ne dis pas des choses neuves, au moins j'en répéterai de vraies. Triomphez, Monsieur le Comte, d'être inépuisable en raisonnements faux, obscurs, insidieux ; j'aime mieux en transcrire modestement un seul qui va ron-

dement au fait, que de me mouiller de sueur en écrivant, pour faire sécher d'ennui le lecteur en me parcourant.

Je disois donc :

Deux questions embrassent entièrement le fond de l'affaire.

PREMIERE QUESTION.

L'acte du premier Avril 1770 est-il un arrêté de compte, une transaction, un acte obligatoire, ou un simple acte préparatoire?

SECONDE QUESTION.

L'acte est-il faux ou véritable?

R É P O N S E.

L'acte du premier Avril est un arrêté de compte définitif.

Il est intitulé : *Compte définitif entre MM. Duverney & de Beaumarchais.*

Il est fait double entre les parties.

Il renferme un examen, une remise & une reconnoissance de la remise des pieces justificatives de cet arrêté.

Il porte une discussion exacte de l'actif &

du passif de chacun , & finit par constater irrévocablement l'état réciproque des parties , en en fixant la balance par un résultat.

Mais si cet acte est un arrêté de compte définitif , il est aussi une transaction ; & cette transaction porte sur des objets , qui , pour être compris dans l'arrêté , n'en sont pas moins indépendants ; & de cette transaction , fondue dans l'arrêté , naît encore une obligation.

Puisque l'arrêté de compte est général , qu'il transige sur divers objets ; puisqu'il oblige pour le reliquat : donc cet acte est un arrêté définitif avec obligation & transaction ; donc c'est sous ce triple point de vue qu'on a dû le juger ; donc la déclaration de 1733 n'y est nullement applicable ; donc l'arrêt qui l'a déclaré nul , sans qu'il fût besoin de lettres de rescision , doit être réformé.

D'après ce qui vient d'être dit , la seconde question , *l'acte est-il faux ou véritable ?* n'est plus , dans l'espece présente , qu'un tissu d'absurdités dont voici le tableau.

Si l'acte n'est pas souscrit par M. Duverney , à propos de quoi présentiez-vous à juger si cet acte est un arrêté , une transaction , un compte définitif , ou seulement un acte préparatoire ? Pourquoi demandiez-vous un entérinement de lettres de rescision ? Il falloit , con-

tre un acte faux, vous pourvoir par la voie de l'inscription de faux : je vous y ai provoqué de toutes les manières ; vous vous en êtes bien gardé.

Et si l'acte est daté & signé par M. Duverney, nous voilà rentrés dans la première question, laquelle exclut absolument la seconde.

Or il s'agit ici de l'arrêt : on n'a pas pu regarder l'acte comme faux, puisqu'on présentait à juger la proposition précisément contraire ; c'est à savoir : *si un acte passé entre majeurs, doit être exécuté.*

Donc l'arrêt n'a pas pu le rejeter en entier, ni l'annuler sans qu'il fût besoin de lettres de rescision : donc l'arrêt doit être réformé.

Mon adversaire, tournant sans cesse dans le cercle le plus vicieux, cumuloit à la fois les lettres de rescision, la voie de nullité, & le débat des différents articles du compte.

Sur le second article, il disoit : la remise de 160 mille francs de billets, exprimée dans l'arrêté, n'est qu'une illusion. Il jugeoit donc faux l'acte par lequel M. Duverney reconnoissoit les avoir reçus de moi.

Sur le quatrième article, il disoit : il y a ici un double emploi de 20 mille francs ; cette somme n'est pas entrée dans l'actif de M. Du-

verney , portée à 139 mille livres. Il reconnoissoit donc *véritable* l'acte où il relevoit une erreur prétendue ; car il n'y a pas de double emploi où il n'y a pas d'acte.

Sur le cinquieme article , il disoit , sans aucune autre preuve que son allégation : le contrat de rente viagere au capital de 60 mille francs n'a jamais existé. Il regardoit donc comme *faux* l'acte qui en portoit le remboursement.

Il prétendoit ensuite prouver son assertion sur la nullité de cette rente , par les termes de l'acte même : n'étoit-ce pas avouer de nouveau que l'acte étoit *véritable* ?

Sur le fixieme article du compte , il n'y a jamais eu de société entre M. Duverney & le Sieur de Beaumarchais , pour les bois de Touraine. Il revenoit donc à soutenir que l'acte qui la résilioit étoit *faux*.

Sur le neuvieme article , contenant une indemnité , il disoit : c'est en trompant M. Duverney , qu'on se fait adjuger l'indemnité sur une affaire qu'on lui présentoit comme onéreuse , quand il est prouvé qu'elle est très-bonne. Il regardoit donc , derechef , l'acte comme *véritable* ; car , pour abuser de l'esprit d'un acte , il faut que le fond en existe entre les parties.

Plus loin il disoit : payez-moi pour 56 mille

francs de contrats ; car vous les devez à M. Duverney. L'acte qui les passe en compte , étoit donc *faux* , selon lui.

Plus loin encore il disoit : je ne vous prêterai point 75 mille livres ; car , selon l'acte même , j'ai le droit de rentrer en société. L'acte , dont il excipoit alors , étoit donc redevenu *véritable*.

C'est ainsi que , pirouettant sur une absurdité , il trouvoit l'acte *faux* ou *véritable* , selon qu'il convenoit à ses intérêts.

N'allait-il pas jusqu'à dire & faire imprimer : si je préfère de discuter l'acte comme *véritable* , à l'attaquer comme *faux* , c'est parce que j'y trouve plus mon profit : il est honnête, le Comte de la Blache !

Enfin , sans qu'on ait jamais pu savoir au vrai ce que mon adversaire vouloit ou ne vouloit pas sur cet acte , on a tranché la question , d'après l'avis du Sieur Goëzman , en *annulant l'arrêté de compte* , sans qu'il fût besoin de lettres de rescision.

Etoit-ce décider que l'acte est *faux* ? C'eût été juger ce qui n'étoit pas en question ; on ne s'étoit pas inscrit en faux. Donc il faudroit réformer l'arrêt.

Etoit-ce juger que l'acte est *véritable* , mais qu'il y a erreur ou dol , double emploi ou faux emploi ?

emploi ? Mais dans ce cas , on ne pouvoit l'*annuler* , sans qu'il fût besoin de lettres de rescision. Donc , de quelque côté qu'on l'envisage , l'arrêt ne peut se soutenir , & doit être réformé.

Je n'ai traité , dans ce court exposé , que la partie de mon affaire , qui a rapport à la cassation que je sollicite. J'ai laissé de mon côté mon droit incontestable , parce qu'il ne s'agit pas aujourd'hui de savoir si j'ai tort ou raison sur le fond de mes demandes ; mais seulement si le Palais a jugé contre ou selon les loix , l'entérinement des lettres de rescision , la seule question qui lui fût soumise.

Tel étoit à-peu-près ce précis.

D'après tout ce qu'on vient de lire , on sent bien qu'il n'y a qu'un raisonnement qui serve : ou M. Duverney a signé quelque chose , ou il n'a rien signé. S'il a signé quelque chose , ce ne peut être qu'un arrêté de compte exact ou erronné , contenant une transaction fondée ou chimérique. Mais cet acte , signé de lui , (*signé de lui ! Monsieur le Comte ! quel mot à l'oreille de celui qui doit un legs de quinze cents mille francs à la seule signature de M. Duverney !*) cet acte donc , signé de lui , eût-il autant d'erreurs & de faux emplois qu'il vous plaît de lui en supposer ; s'il contient un seul article exempt de conteste entre nous , l'arrêt qui annule en-

tièrement l'arrêté qui renferme cet article, étant au moins vicieux en ce point, doit être certainement réformé.

Or, vous ne m'avez jamais contesté (avant l'arrêt) que je dusse à M. Duverney, à l'instant où nous avons compté, cent trente neuf mille livres, portées à l'article III : au contraire, vous vous êtes sans cesse récrié sur le projet que j'avois formé, de m'emparer de toute sa fortune : *la fortune de M. Duverney*, avez-vous imprimé, *étoit un butin que le Sieur de Beaumarchais croyoit lui appartenir*. D'où il suit, selon vous-même, que, s'il y a quelque chose à dire contre l'énoncé de 139 mille livres, c'est qu'il contient beaucoup moins d'argent que je n'en devois réellement. Mais enfin, puisque M. Duverney s'en est contenté, voyons ce qui en résulte contre l'arrêt.

Ces 139 mille livres se composent dans l'acte, de 56 mille francs qu'il m'a prêtés pour ma charge de Secrétaire du Roi, de l'intérêt de cet argent, & de divers billets & reçus, qu'il ne m'a point rendus.

(Cependant, vous dites aujourd'hui n'avoir trouvé que pour 56,300 livres de titres contre moi sous le scellé de M. Duverney : je ne fais ce qui en est ; mais que m'importe à moi ? Ce qui m'importe beaucoup, c'est que l'arrêt, an-

nullant l'arrêté qui contient la créance reconnue de 139 mille francs , annule aussi la promesse que M. Duverney m'y fait , plus bas , de me remettre *tous les titres , papiers , reçus , billets* , qui forment la différence de 56 , 300 à 139 mille livres , c'est-à-dire 82 , 700 livres , comme étant acquittées , & que par cet annullement entier de l'acte , je reste à la merci de celui qui me retient ces titres , & qui peut , quand il voudra , me faire demander le paiement de ces 82,700 livres que je ne dois plus. Donc l'arrêt doit être réformé.

Sur trois quittances présentées dans l'acte en acquittement des 139 mille francs , l'une de 20 mille , la seconde de 18 mille , la troisième de 9,500 livres ; vous vous êtes déchaîné contre la première en cent manières ; mais vous ne m'avez jamais (avant l'arrêt) contesté les deux autres : & cependant l'arrêt qui annule l'acte entier , par lequel M. Duverney reçoit ces deux quittances en paiement , me fait tort de 27,500 livres , que , selon vous-même , j'ai bien payées à compte des sommes que je devois. Donc l'arrêt doit être réformé.

Vous ne m'avez pas contesté (avant l'arrêt) l'obligation que M. Duverney s'est imposée dans l'acte , de me rendre toutes les sollicitations qui lui ont été faites pour moi , par la fa-

mille Royale , (& que j'appellois *mes lettres de noblesse* , parce qu'il n'y a rien de plus ennoblissant qu'une bienveillance aussi auguste , quand elle est méritée :) or l'arrêt , annullant l'acte entier , vous dispense de me remettre ces papiers précieux qui m'appartiennent , & qu'on s'est obligé de me rendre par cet acte même. Donc l'arrêt doit être réformé.

Vous ne m'avez pas contesté (avant l'arrêt) l'engagement que M. Duverney a pris dans l'acte , de me faire faire par un des meilleurs Peintres , un grand tableau qui le représentât en pied. Or , n'y eût-il de vrai que cet article , que vous vous êtes contenté d'honorer d'un profond mépris , encore l'arrêt devoit-il me l'allouer : car mépriser en plaidant , n'est pas contester , Monsieur le Comte ! & quant aux arrêts , vous savez que c'est la justice de la demande & non sa valeur qui doit les fonder.

Un portrait , une bagatelle même , venant d'une main chere , peut être d'un tel prix aux yeux du demandeur , qu'il en fasse plus de cas que d'une somme immense. Je n'en veux qu'un exemple , encore plus connu de vous que de moi.

Par son testament , M. Duverney , croyant ne pouvoir faire un legs plus précieux à son

neveu , le Marquis de Brunoi , lui laisse un portrait du Roi , dans une boîte d'or , qu'il désigne , & qu'il a reçue , dit-il , de son maître ; plus , un portrait de la Reine , en grand , que cette Princesse lui avoit aussi donné.

En homme exact , en légataire intelligent , vous vous avisez d'observer que le texte du testament est obscur sur ces deux points ; que la boîte d'or pourroit fort bien n'être pas comprise dans le don du portrait du Roi , ni le cadre doré dans le don de celui de la Reine : en conséquence , vous faites desservir l'un , décadrer l'autre , & vous les envoyez à crud , sans crystal ni bordure , enfin , sans ornement superflu. Le Marquis de Brunoi , justement offensé , regarde à son tour le texte du testament , y voit , à côté du don de chacun des portraits , ces mots : *Tel qu'il se comporte*. Assignment de l'héritier du sang , au légataire : on plaide , & le légataire , se voyant prêt à être condamné , sent un peu tard le ridicule de sa conduite , envoie & cadre & boîte & crystal ; & c'est là une des difficultés que vous appelez , dans l'exorde de votre mémoire , *les persécutions dont ce malheureux legs de quinze cents mille francs a été la source* : & ma citation finit-là : sauf ma réflexion , qui est que , si l'engagement de remettre un por-

trait à bonne grace dans un testament , il ne fauroit défigurer une tranfaction.

Ce portrait que j'ai tant désiré , vous l'eussiez négligé ; vous , pour des objets plus essentiels : mais moi , qui chéris autant la mémoire de ce respectable ami , que vous en adorez la fortune , je voulus prendre alors des assurances contre l'affervissement domestique où vous le teniez , & qui l'empêchoit seul d'accomplir la promesse qu'il m'avoit faite depuis long-temps , de me donner son portrait.

Or , de ce que vous ne m'avez pas contesté cette clause , (avant l'arrêt) parce que vous l'avez dédaignée , s'ensuit-il qu'un injuste arrêt doive me priver du plaisir extrême que le portrait de mon ami , de mon bienfaiteur , m'auroit causé ? Donc l'arrêt doit être réformé ; fauf à plaider entre nous pour le cadre , & même le chaffis , quand vous m'enverrez le portrait sur toile.

Mais si vous cherchez à faire entendre que cet arrêt ne m'a fait aucun des torts dont je me plains , parce que tous ces articles sont autant d'illusions ; je vous demande à mon tour , comment vous , qui avez été si fertile en raisonnemens contre les objets que vous honorez de vos suspicions dans cet acte , n'en

avez imaginé aucun pour contester (avant l'arrêt) tous ceux que je viens de citer ?

Et si vous ne l'avez pas fait (avant l'arrêt ,) comment cet arrêt, en annulant l'acte entier, a-t-il pu vous les allouer à mes dépens, & vous accorder plus que vous ne demandiez vous-même ?

N'est-ce pas-là le vice le plus grossier dont un arrêt puisse être taché : de sorte qu'eussiez-vous raison sur tous les points que vous disputez à l'acte ; (ce que nous verrons dans un moment ;) en reprenant mon échelle à sens contraire, je vois que l'arrêt vous fait présent d'un portrait que vous ne demandiez pas ; qu'il vous fait présent des recommandations de la famille Royale que vous voudriez bien qui n'eussent jamais existé, à cause de ce que j'en ai dit dans mes mémoires *Goëzman* ; qu'il vous fait présent de 27,500 livres, contenues en deux quittances que vous ne m'aviez jamais contestées ; & qu'il vous fait présent sur-tout du droit de me présenter, quand il vous plaira, pour 82,700 livres & plus, de titres actifs contre moi, que j'ai déjà payés à M. Duverney, qu'il s'est engagé par l'acte de me rendre, & qu'il ne m'a pas rendus. Donc l'arrêt qui anulle en entier un acte *fait double* & signé des deux parties, contenant des clauses

aussi incontestables , doit être incontestablement réformé.

Et si cet arrêt renferme des vices aussi énormes , comment êtes - vous assez injuste pour en soutenir la bonté , pour plaider contre sa cassation ? Mais que dis - je ? si vous n'étiez pas le plus injuste des hommes , m'auriez - vous jamais intenté cet absurde procès ? Et je ne confonds pas ici justice avec délicatesse , Monsieur le Comte. Je fais bien qu'à la rigueur , il n'y a pas de raison , pour qu'un homme assez adroit pour s'adapter un legs de quinze cents mille francs , à l'exclusion d'une famille entière , ne fasse pas tous ses efforts pour le porter à quinze mille livres cinq sous. Mais ces efforts devroient - ils aller jusqu'à l'injustice la plus palpable ? Monsieur le Comte , je m'en rapporte à vous. Un homme de condition peut bien n'être quelquefois malheureusement ni généreux , ni délicat ; mais le plus vil roturier voudroit - il être injuste à cet excès ? Je m'en rapporte à vous.

Mais si vous soutenez enfin que M. Duverney n'a rien signé , c'est autre chose. Articulez - le bien positivement , Monsieur le Comte ; mettez - vous en règle , & voyons cela : ce qui n'empêche pas , en attendant , que l'arrêt qui vous adjuge mon bien d'une façon si

révoltante , ne doit être cassé ; car ce que vous prétendrez alors , on n'a pas dû le décider d'avance. Et , en bonne justice , vous ne pouvez prétendre à vous emparer d'une partie de ma fortune , en me taxant d'un faux au premier chef , sans que vous deviez courir , de votre part , le risque légitime d'y voir fondre & crouler la vôtre toute entière.

Jusqu'ici , comme vous voyez , je n'ai pas réfuté une seule des misérables allégations , par l'assemblage desquelles vous espérez parvenir à donner l'acte du premier Avril pour louche , équivoque , ou même pour faux ; *non est hic locus* ; ce n'est pas ici le lieu ; parce qu'il suffit des choses mêmes que vous ne contestez pas à l'acte , pour nécessiter la cassation de l'arrêt.

Mais si je ne l'ai pas fait , n'en concluez point que je ne puisse pas le faire , & que je ne le ferai pas d'une façon satisfaisante , lorsqu'il en sera temps. Baste ! on en aura bien assez aujourd'hui quand on vous aura lu , sans que j'abuse encore de la patience du lecteur , en ajoutant l'ennui d'un long mémoire à la longueur ennuyeuse du vôtre !

Il suffira d'exposer en bref ici , comment , ayant constamment établi pour principe de tous

ses arguments , que l'acte du premier Avril est *insensé , faux , illusoire & nul ; une fausse apparence*, en un mot *rien* ; mon adversaire écharpe à plaisir ce pauvre acte ; & cela tant que le peuvent endurer 72 pages de grand *in-quarto* , bien ferrées , sans interlignes. On sent que , dans sa colere , il donneroit beaucoup , pour que tous les contraires pussent être vrais en même-temps contre ce pauvre acte.

Ici, c'est M. Duverney qui a signé , daté , sans le regarder , un arrêté de compte , au bas des deux grandes pages à la Tellere , d'une écriture étrangere à ses bureaux , qu'il avoit sous ses yeux depuis trois jours ; ce qui , de ma part , dit-on , est un abus de confiance énorme : & cela doit paroître infiniment probable au lecteur.

Ailleurs , ce n'est plus un abus de confiance ; c'est une date fixe , une signature de M. Duverney , apposée par lui , au bas de la seconde page d'une grande feuille de papier blanc , & livrée à mon infidélité , de façon que , pouvant en abuser pour m'approprier des sommes immenses , je me suis platement contenté de lui dérober 15 mille francs ; ce qui est encore infiniment probable , comme on voit.

Ailleurs , ce n'est plus ni un abus de confiance , ni un blanc-seing rempli ; l'on suspecte.

l'écriture de M. Duverney; c'est un faux que j'ai fait. Il est vrai qu'on n'ose pas le dire à pleine bouche, parce que les conséquences en sont plus graves que celles de toutes les petites présomptions qu'on a multipliées à l'infini contre cet acte.

Ailleurs, on cherche à prouver la nullité de l'acte par la bonté de l'arrêt : & plus bas, la beauté de l'arrêt par la difformité de l'acte. Et tout cela ne seroit rien encore, si, au grand tourment des lecteurs, l'écrivain, établissant toujours une these fausse, ne demeureroit pas souvent infidele à son principe. Exemple.

[Page 29.] Pour établir l'abus de confiance, il commence par raisonner dans la supposition, que j'envoyai véritablement les deux doubles signés de moi, à M. Duverney, qui les garda trois jours, & m'en fit remettre un daté & signé de lui. Et sur le champ, l'orateur, oubliant sa majeure, ajoute que cette hypothese même seroit un nouveau titre de condamnation contre moi, parce qu'il en résulteroit, de ma part, un abus de confiance punissable. Et voyez ce que devient ce raisonnement lorsqu'on le presse. L'acte étoit-il bon : il ne pouvoit donc pas résulter de son envoi un abus de confiance. Etoit-il mauvais; il est clair que je ne l'aurois pas exposé à la criti-

que réfléchir de trois jours d'examen de celui qui devoit le signer.

Tout est de même un vrai *galimathias* (*). Il faut convenir que l'art de raisonner faux est poussé bien loin dans ce mémoire ; c'est la méthode unique de l'auteur à qui je réponds.

En traitant, fort inutilement, le fond de l'affaire, qui est de décider si un acte est bon ou mauvais, il commence par poser que l'acte ne vaut rien ; & comme si ce point en débat lui avoit été accordé, il en discute tous les articles sur ce principe. L'acte est illusoire ; donc cette quittance n'a pas été fournie : l'acte est illusoire ; donc tel contrat qui est relaté n'a jamais existé : l'acte est illusoire ; donc telle société qui y est résiliée, n'a jamais eu lieu entre les parties.

A force de répéter, l'acte est illusoire, l'acte ne vaut rien, & de toujours raisonner sur ce fond vicieux, le faux du raisonnement finit par échapper au lecteur ennuyé. Dans son étourdissement, il oublie que, si l'acte étoit reconnu bien illusoire, on ne se donneroit plus la peine de tant raisonner dessus ; & que la seule nécessité de le discuter encore, prouve de reste

(*) Voyez le Mémoire de Me. Mariette.

que la fausseté de l'acte n'est rien moins que certaine.

Et remarquez que cette méthode de raisonner toujours méthodiquement faux, est tellement celle du Comte de la Blache & de son défenseur, que, dans la partie même qui est la plus familière à ce dernier, je veux dire la discussion des moyens de cassation de l'arrêt, il ne peut s'empêcher d'y revenir sans cesse, & par-tout de tromper le lecteur à son escent, au grand mépris de sa vergogne intérieure.

A la vérité, dit-il, les ordonnances de nos Rois adoptent, indiquent, admettent tels ou tels moyens de cassation (qui sont les miens); mais ce n'est jamais que relativement à des actes véritables, & non à des actes illusoires comme celui du premier Avril 1770. De sorte que si l'acte n'est pas illusoire, le raisonnement de l'Avocat ne vaut rien; & comme nous ne plaidons que pour décider, si l'acte est nul ou exigible, il suit que l'Avocat a pris par-tout, pour base de ses raisonnements, l'unique objet qu'il entend emporter par la bonté de ces mêmes raisonnements. Quelle pitié !

Dans son dernier précis, qu'on peut regarder comme la quintessence de ses œuvres, après avoir invoqué contre moi la sagesse des na-

tions ; après avoir réduit la cause entière à deux proverbes , & nous avoir appris qu'*erreur n'est pas compte* , qu'*à tout compte on peut revenir* ; arguments d'éternelle vérité , auxquels on sent bien pourtant qu'on pourroit opposer ceux-ci qui sont de la même force : *qui prouve trop ne prouve rien* : *qui compte sans son hôte* , &c. &c. L'Avocat raisonne ainsi.

Dans le fait , l'arrêt a jugé que tous les articles du compte ne sont que de faux emplois : il a donc fallu déclarer le compte nul.... Dira-t-on que mal-à-propos on a regardé comme faux les articles du compte.... ; en ce cas ce seroit un mal jugé : un mal jugé n'est point un moyen de cassation. Donc il faut que l'acte reste annullé.

En lisant ce mémoire , on y sent par-tout je ne fais quoi de faux qui fatigue la tête , & vous tinte à l'esprit ; mais il est renforcé de temps en temps d'arguments si dissonnans , si rêches , qu'ils en agacent les dents , & vous crispent les nerfs : tel est sur-tout l'effet de ce dernier. Et c'est ce qu'une comparaison prouvera mieux que tous les raisonnemens.

Si le choix de l'exemple est singulier , si le fait est impossible , & si la chute en est bien absurde , il n'en ira que mieux au but par la justesse du rapprochement. Et quand un raisonnement est aussi chargé de ridicules , on

court peu de risque à l'en couvrir tout-à-fait en le développant.

Un paysan se présente en cassation d'un arrêt du Conseil supérieur de sa Province, qui, sans autre explication, le condamne à être fauché.... fauché ! Les ordonnances du Roi, dit son Avocat, enjoignent bien de faucher les prés ; mais un arrêt qui ordonne de faucher un homme, doit être certainement réformé.

Qu'oppose à ceci l'Avocat faucheur, germain tout au moins de l'Avocat annuleur à qui je reponds ? Ecoutons les plaider concurremment.

DANS LE FAIT, a dit l'ann...., *l'arrêt a jugé que tous les articles du compte ne sont que de faux emplois, il a donc fallu déclarer le compte nul...*

DANS LE FAIT, dit le fauch..... *l'arrêt a jugé que toute la barbe de Lucas est comme autant de brins d'herbe sur la face d'un pré : il a donc fallu déclarer le visage de Lucas fauchable....*

L'ANN.... Dira-t-on que mal-à-propos on a regardé comme faux les articles du compte ? En ce cas, ce seroit un mal jugé : un mal jugé n'est point un moyen de cassation : donc il faut que l'acte reste annulé.

LE FAUCH.... Dira-t-on que mal-à-propos on a regardé comme un pré la face de Lucas ? En

ce cas , ce seroit un mal-jugé : un mal-jugé n'est point un moyen de cassation : donc il faut que Lucas soit fauché.

Et moi je dis , une fois pour toutes à l'Avocat annuleur , on raisonneroit pendant deux ans , que , dès qu'on part d'un faux principe , on arrive toujours à une absurdité.

Sur le fond du procès , il a dit : *l'acte est faux , donc telle chose , &c.* Sur la forme de l'arrêt , il vous dit : *l'arrêt a jugé que l'acte est nul , parce qu'il est plein de faux emplois ; donc l'arrêt doit subsister : tandis que la seule chose à dire étoit :*

„ L'arrêt est conforme ou contraire à la loi ;
 „ donc la nullité de l'acte a été bien ou mal
 „ prononcée ”.

Car l'obéissance implicite & servile n'est due qu'à la loi seule ; non en ce qu'elle est juste , mais en ce qu'elle est loi. Fût-elle injuste , aussi long-temps qu'elle subsiste , elle est sans réplique ; & l'abrogation seule en peut arrêter l'empire. Et voilà pourquoi tant de précautions sont importantes , & tant de formalités sont saintes & nécessaires , avant qu'un établissement ait acquis force de loi chez un peuple. Et voilà pourquoi la jurisprudence des arrêts , trop souvent substituée à la loi dans les jugements , les rend vicieux , fussent-ils justes , en cela seul qu'ils sont arbitraires , en ce qu'ils
 font

font du Juge un législateur ; ce qui est le renversement de toute bonne politique.

Nul ne se plaint d'être jugé selon la loi ; mais tous ont droit de se plaindre étant jugés selon la jurisprudence , c'est-à-dire , selon la prudence des Juges , qui sont des hommes : & c'est ce qui m'arrive. Or, le Conseil du Roi fut très-sagement institué, pour conserver entier l'empire de la loi. Donc si cet empire est violé dans un arrêt, juste ou non , il doit être cassé. Donc l'Avocat du précis est toujours à côté de la question , quand il cite au Conseil en preuve de sa bonté, les motifs de l'arrêt, quels qu'ils soient.

Plus bas, l'Avocat du précis , toujours aussi exact dans ses autorités, qu'heureux dans ses raisonnements , s'écrie : *Qu'on présente le prétendu compte... à tous les négociants ; il n'y en a aucun qui ne dise : ce n'est pas-là un compte , c'est un roman.* Et cependant Me. Mariette fait que Monsieur le Rapporteur a dans ses mains quatre pareres ou jugements de quatre chambres de commerce de ce Royaume , en faveur de l'acte , duquel tous les négociants sont d'avis que l'exécution doit être ordonnée dans toutes ses parties , sans que les héritiers ou légataires Duverney aient le droit de s'y opposer.

Bientôt après, suivant une puérile logique de college absolument usée , l'Avocat, supposant une absurdité que personne n'a dite avant lui ; savoir , *que ces quinze mille livres sont une gratification déguisée* ; bien renforcé par cette invention , s'écrie : *Il est incroyable , on ose le dire , qu'on ait voulu accréditer une pareille idée*. Et le voilà ferrailant contre son absurde invention , qu'il combat doctement pendant deux pages ; & son résumé meurt là.

C'étoit bien la peine de naître.

En général , tous les moyens du Comte Falcoz se réduisent à ceci :

C'est un légataire universel de quinze cents mille francs , qui dit avec humeur au créancier de son bienfaiteur : Que me demandez-vous ? — Quinze mille francs , que votre bienfaiteur me doit. — Je n'ai rien su des affaires qu'il y a eu entre vous & lui ; avez-vous un titre ? — Voilà son arrêté. — Je ne payerai point ces quinze mille francs. — Pourquoi cela ? — Parce que l'arrêté de mon bienfaiteur que vous me présentez n'est qu'un *chiffon* (*). — Et comment savez-vous que cet ar-

(*) Voyez les premiers mémoires du Comte de la Blache.

rêté n'est qu'un chiffon ? — C'est que je ne crois point du tout que mon bienfaiteur vous dût ces quinze mille francs. — Mais comment savez-vous qu'il ne me les devoit pas , puisque vous ignorez absolument les affaires qu'il y a eu entre lui & moi ? — Je n'ai pas besoin de les savoir , pourvu que je prouve que cet arrêté n'est qu'un chiffon. — Et bien , parlez ! j'attends vos preuves sur le chiffon. — Mes preuves ? je vous les ai dites : c'est que je ne crois point du tout que mon bienfaiteur vous dût ces quinze mille francs. — Mais il a signé cet arrêté. — Eh ! bien , il a signé comme un imbécille , une absurdité ; ou peut-être n'a-t-il pas lu l'acte en le signant ; ou peut-être avez-vous écrit cet acte après coup sur un de ses blancs seings ; ou peut-être est-ce une fausse signature. — Vous êtes bien honnête ! Mais enfin , de toutes ces imputations , à laquelle vous arrêtez-vous ? Etant contradictoires , elles ne peuvent exister toutes ensemble. — Vous m'impatientez ; je n'en fais rien : mais ce que je fais bien , c'est que je ne payerai pas les quinze mille francs , parce que l'arrêté de mon bienfaiteur n'est qu'un chiffon. — Je suis désolé de vous impatienter ; mais suffiez-vous entrer en fureur , & dût le lecteur en périr d'ennui , prouvons ,

Monsieur le Comte , encore une fois pour n'y jamais revenir , que cet acte , cet arrêté , cette transaction n'est point un chiffon ; & sortons enfin de ce cercle vicieux , de ce tournolement étourdissant où vous ne m'attirez que pour essayer de me submerger avec vous (*).

S E C O N D E P A R T I E.

Lorsque je réfléchis sur le résumé si énergique & si court par où j'ai commencé ma première partie , je trouve qu'on auroit pu lui donner un peu plus d'extension. Il est certain qu'il n'y a sérieusement à dire sur le fond de mes demandes que ces quatre mots : *Beaumarchais payé ou pendu*. Car n'est-ce pas le chef-d'œuvre de l'absurdité que de se porter habile à débattre un arrêté dont on avoue qu'on ne connoît aucun antécédent ? Cette ignorance bien reconnue , que reste-t-il à faire ? Contester ou nier la signature , bien prouver le faux de l'acte , & voilà *Beaumarchais pendu* ; cela va bien. Cependant s'il arrivoit

(*) Le Comte de la Blache , affamé de ma ruine , a juré qu'il y mangeroit cent mille écus : puisque l'appétit lui vient en mangeant , cette faim pourra bien lui faire faire un repas plus somptueux encore.

qu'on ne pût prouver le faux , ni entamer cette signature , & que la calomnie fût bien avérée , vous ajoutez seulement : voilà Beaumarchais *payé*. Oh ! cela ne va pas si bien ; car dans la balance de la justice , il n'y a point d'équilibre entre être *pendu* pour avoir fait un faux , & se voir seulement *payé* pour en avoir été faussement accusé ? Ne semble-t-il pas que le calomniateur , en ce cas , devrait aussi cordialement payer un peu de sa personne ?

Si l'on est surpris de me voir traiter froidement des idées aussi repoussantes , j'avoue que je ne le suis pas moins que le Lecteur. J'admire en écrivant , avec quelle facilité l'esprit humain se donne le change à lui-même , & parvient en s'oubliant , à calculer , à combiner paisiblement les divers rapports d'un objet , dont le seul aspect dépouillé de ce prestige est capable de l'indigner & de le mettre en fureur.

En travaillant à ce mémoire , il m'arrive en effet souvent d'oublier que c'est moi que je défends. Cette abstraction une fois obtenue , supérieur à l'humiliation de mon état , je ne vois plus en moi que le défenseur d'un homme outragé ; toute mon existence alors est dans ma pensée ; & la plus noble faculté de l'homme se déploie & s'exerce librement.

Alors ce travail qui tue le corps est un grand bien pour l'ame ; il va jusqu'à servir de dédommagement au malheur qui l'enfanta. Croyez-moi , Lecteur ! il y a mille lieues de cet état à l'infortune. Oui , jusques dans l'excès du mal , il y a encore du bien pour l'homme né sensible , & qui pense avec liberté. L'avantage de penser l'éleve , & le bonheur de sentir le console.

Eh ! quel entre nous n'a pas été mille fois consolé des chagrins les plus cuisants , par l'exercice même instantané de cette autre inconcevable faculté qu'on nomme sentiment ?

Qui de vous n'a pas éprouvé qu'une heure de franche & vraie sensibilité , librement exercée , répare & paye au centuple des années de souffrances ? Qui de vous , dans ces moments suprêmes où l'ame , étonnée de son activité , se fond , s'abyme & se perd dans une autre ame , n'a pas été tenté de s'écrier avec enthousiasme : O mon pere , ô mon Dieu ! avec quelle profusion ta main bienfaisante a versé le bonheur sur tes enfants !

Me voilà loin de mon sujet sans doute ; & c'est mon sujet lui-même qui m'a jetté dans cet écart.

En parlant un jour au Comte de..... sur ce procès , je lui disois : Soyez certain, Mon-

fleur , que depuis long-temps la haine avoit enfanté l'injure que l'avidité consomme aujourd'hui. Il me répondit qu'en effet le Comte de la Blache lui avoit dit ingénument : *Depuis dix ans , je hais ce Beaumarchais , comme un amant aime sa maîtresse.*

Quel horrible usage de la faculté de sentir ! & quelle ame ce doit être , que celle qui peut haïr avec passion pendant dix ans ! Moi qui ne saurois haïr dix heures sans en être oppressé , je dis souvent : Ah ! qu'il est malheureux , ce Comte Falcoz ! ou bien il faut qu'il ait une ame étrangement robuste !

Cependant , passe encore pour haïr. Mais troubler sa vie , pour empoisonner la mienne ! Toujours déraisonner , & mettre un Avocat à la torture pour l'obliger d'en faire autant ; & tout cela seulement pour le bonheur de me nuire ! voilà ce que je n'entends point ; & voilà ce que le Comte légataire a fait depuis quatre ans.

Prouvons.

De puissantes recommandations avoient allumé pour moi le zèle de M. Duverney.

De grands motifs y avoient fait succéder la tendresse & la confiance.

De pressants intérêts avoient remué plus d'un million entre nous deux.

Partie avoit été employée pour son service , & partie pour le mien.

Aucun compte pendant dix ans n'avoit nettoyé des intérêts aussi mêlés.

Une foule de pieces existoit entre ses mains ou dans les miennes.

Un arrêté de compte étoit devenu indispensable.

Cet arrêté fut signé le 1 Avril 1770.

Trois mois après , M. Duverney mourut.

Un mois après sa mort, j'écrivis à son légataire universel , sur les demandes que j'avois à former contre lui en cette qualité. Sa réponse fut , *qu'il étoit trop peu instruit des affaires qui avoient existé entre M. Duverney & moi , pour pouvoir répondre à ma lettre ; que l'inventaire n'étant pas fini , aussi-tôt qu'il en auroit tiré des lumieres , il me répondroit.* Il convenoit donc , dès ce temps-là , que M. Duverney ne lui avoit jamais donné aucune connoissance de ses relations avec moi ; & depuis il a toujours fait plaider , toujours fait écrire qu'il n'avoit trouvé dans les papiers de son bienfaiteur , aucun renseignement sur l'arrêté double qui établit mon action.

Par cela seul , il est constant que toutes les allégations , tous les démentis , toutes les imputations de dol , de mauvaise foi , de fraude

& de lésion , le magnifique superlatif d'*énormissime* dont on les a toujours décorées , n'ont jamais eu d'existence & de fondement que dans l'imagination du Comte de la Blache. On voit que sa tête s'est échauffée par la frayeur de laisser échapper la plus petite partie de son legs immense.

Et, lorsqu'on réfléchit que, pendant quinze ans, un homme a désiré, soupiré, cupidé violemment une grande fortune, avec l'angoisse de la voir toujours incertaine, en la flairant toujours d'aussi près; on sent qu'à l'instant où elle lui est tombée, il a dû s'en saisir avidement, trembler de la perdre, & la défendre; & quoique surabondante, la trouver encore au-dessous de sa soif hydropique: comme un homme excessivement altéré devient jaloux de tout ce qui a la faculté de boire, & voudroit seul engloutir toute une rivière.

Mais enfin, ne sauroit-on être avare honnêtement, sans être injuste indécemment? Si l'on doit quelque chose à ses goûts, ne doit-on rien à sa réputation? Une entière ignorance des faits, quelques allégations sans preuve, & force injures; voilà pourtant, depuis quatre ans, tout le sac de son Procureur. Ajoutez à cela de l'intrigue & du mouvement, &

vous savez par cœur tout le Comte de la Blache.

Mais peut-être est-ce , dans le fond , la forme & les termes de l'acte même , qu'il prétend puiser les moyens de soutenir l'intérêt qui *l'annulle en entier , sans qu'il soit besoin de lettres de rescision.*

Examinons-en séparément tous les articles , & voyons si sa dissection lui fera perdre quelque chose de la mâle consistance qu'il tire de son ensemble. On peut le voir imprimé à la fin de ce mémoire. Il est intitulé :

Compte définitif entre MM. Paris Duverney & Caron de Beaumarchais.

Ici mon adversaire m'arrête tout court , & me dit : Ce que vous présentez n'est point un compte ; c'est un écrit , une fausse apparence d'acte , qui devoit être précédé d'un compte.

Mais qui a dit à mon adversaire que cet acte étoit un simple compte dans l'acception où il le prend aujourd'hui ?

S'agit-il plutôt d'un compte que je rends à M. Duverney que de celui qu'il me rend lui-même ? N'y porte-t-il pas la parole pendant les cinq fixiemes de l'acte ? Enfin , cet acte offre-t-il autre chose que le débat de nos intérêts mêlés depuis dix ans , l'obligation du reliquat qui les fixe , & la transaction qui les sépare ? &

n'est-ce pas là ce que les praticiens appellent un acte synallagmatique ou obligatoire des deux parts?

Mais moi , qui fais que c'est-là la maniere de plaider , & qu'il l'appelleroit un compte , s'il étoit intitulé acte ; moi qui fais que l'ordonnance de 1667 prescrit les formes que les comptables , & les tuteurs , les fermiers , &c. doivent donner aux comptes qu'ils présentent , mais n'affujettit à aucune forme les personnes majeures , les négociants , ou intéressés en mêmes affaires ; & qu'elle leur laisse la plus grande liberté sur la maniere dont ils énoncent les parties qu'ils arrêtent ensemble : moi , qui fais enfin que M. Duverney , qui se connoissoit en actes un peu mieux que son légataire , a reconnu , *signé , daté* , celui-ci , comme le tableau le plus exact de tous nos intérêts réciproques ; je continue tranquillement à transcrire , à discuter cet acte , que j'ai divisé en seize parties , afin qu'étant plus morcelé , chaque article en parût plus clair.

Nous soussignés , Paris Duverney , Conseiller d'Etat & Intendant de l'Ecole royale militaire , & Caron de Beaumarchais , Secrétaire du Roi , sommes convenus & d'accord de ce qui suit.

Ainsi M. Duverney , qui a bien examiné , débattu , *signé , daté* cet arrêté de compte ,

déclare ici d'avance qu'on doit ajouter foi à tout ce qui va suivre. *Nous sommes convenus & d'accord de ce qui suit* : de forte que si ce qui suit n'est qu'une ineptie d'un bout à l'autre, nous étions, lui & moi, deux imbécilles ; & si c'est une fourberie, nous en étions également complices, & nous nous donnions la torture inutilement, pour arracher un jour au Comte Falcoz 15 mille francs sur son legs de 15 cents mille livres ; ce qui eût pu se faire d'un trait de plume ; & il n'y a rien de si probable que toutes ces conjectures-là.

ARTICLE PREMIER.

Les comptes respectifs que nous avons à régler ensemble depuis long-temps, bien examinés, débattus & constatés, moi Duverney, je reconnois que toutes les pieces justificatives de l'emploi de divers fonds à moi qui ont passé par les mains de mondit Sieur de Beaumarchais, sont claires & bonnes.

Arrêtons-nous un peu sur ces mots, *de l'emploi de divers fonds à moi, qui ont passé par les mains de mondit Sieur de Beaumarchais*, parce qu'ils exposent clairement que les fonds dont il s'agit ici, ne m'ont jamais été prêtés ; qu'ils me sont absolument étrangers, & qu'ils n'ont pas dû entrer dans l'état des sommes pour les-

quelles il va exister un compte entre M. Duverney & moi ; que je ne suis qu'un tiers , un ami qui rend service , & par les mains duquel ces fonds ont passé pour ses affaires ; & qu'il suffit , pour l'apurement de cet article , que M. Duverney s'explique aussi nettement qu'il le fait dans les phrases qui suivent.

Je reconnois qu'il (M. de Beaumarchais) m'a remis aujourd'hui tous les titres , papiers , comptes , reçus & missives relatifs à ces fonds : & JE LE TIENS QUITTE DE TOUT A CET ÉGARD ENVERS MOI , à l'exception des piéces importantes sous les n^o. 5 , 9 & 62 , qui manquent à la liasse , & qu'il s'oblige de me rendre en mains propres , (c'est-à-dire , à moi-même & non à d'autres) le plutôt qu'il pourra ; & en cas d'impossibilité , de les brûler si-tôt qu'il les aura recouvrées.

L'ordre exprès de brûler les trois piéces importantes qui manquent à la liasse sous les n^o. 5 , 9 & 62 , en cas de mort , indique assez qu'elles n'étoient point de nature à faire jamais rentrer d'argent à M. Duverney comme son légataire universel voudroit le faire entendre. Loin que M. Duverney eût alors exigé qu'on les brûlât , en cas d'impossibilité de les recouvrer de son vivant ; il les auroit , au con-

traire , spécifiées ; il en auroit ordonné l'emploi à sa fantaisie.

Le mot, *rendre en mains propres ou brûler* , démontre tout seul que ces pieces n'étoient que des papiers dont l'importance consistoit à rester à jamais inconnus ; & je les aurois aujourd'hui , que je ne croirois pouvoir , sans manquer , à la parole exigée , à la religion du secret , les montrer à personne. Je devrois les brûler comme je m'y suis engagé. Personne au monde ne peut représenter M. Duverney à cet égard.

Ainsi lorsque lui, que cet article intéresse tout seul ; lui qui a reconnu , *daté , signé* cet acte ; lui qui savoit bien de quelles affaires secretes & personnelles à lui il s'agissoit dans cet article premier , vous dit *que les pieces justificatives qu'on lui remet sont claires & bonnes , & qu'il me tient quitte de tout à cet égard* : toutes les clameurs du monde ne pourront jamais faire naître sur son contenu le plus léger soupçon d'infidélité , de dol , de fraude ou de lésion. Et c'est ce que le texte prouve aussi clairement que le commentaire.

A R T I C L E II.

Je reconnois qu'il (M. de Beaumarchais)

n'a remis aujourd'hui tous mes billets au porteur, montant ensemble à la somme de cent soixante mille livres, dont il n'a fait qu'un usage discret, duquel je suis content.

Si j'eusse formé le dessein d'abuser de l'amitié, de la confiance de M. Duverney, qui m'empêchoit de rester comme j'étois ? Je n'avois qu'à ne point compter, & garder ces 160 mille livres de billets au porteur que j'avois depuis six ans dans mon porte-feuille ; il faudroit me les payer aujourd'hui. La seule action d'avoir sollicité l'occasion de les remettre, & celle de les avoir remis purement & simplement, sans les faire entrer dans notre compte, ne met-elle pas en évidence que l'esprit d'ordre & de justice en a balancé tous les articles ?

Si vous m'opposez que je cherche à me donner un mérite que je n'ai point, parce que M. Duverney n'eût pas souffert, en arrêtant nos comptes, que ces billets restassent en mon pouvoir, ou que je les fisse entrer dans mon actif auquel ils n'appartenoient pas ; entendez-vous donc, Monsieur ; car, ou j'ai pu les faire entrer dans mon actif, & je ne l'ai pas fait ; & alors je ne suis pas l'homme injuste que vous inculpez ; ou bien je ne les ai pas fait entrer dans mon actif, parce que M. Duverney, en comptant avec moi, ne l'a

pas souffert; alors ne rejetez donc pas comme illusoire un arrêté de compte où chacun a si bien débattu ses intérêts.

Et vous prétendez qu'il y a contradiction entre mes écrits, parce que, dans la narration d'un fait arrivé en 1764, j'expose que M. Duverney m'a confié pour deux cents mille francs de ses billets au porteur, pour augmenter ma consistance personnelle en Espagne, par un crédit de cette étendue sur lui; & que dans un arrêté de compte fait en 1770, je ne lui remets que pour cent & soixante mille francs de billets au porteur qui me restoit à lui.

Pour vous tranquilliser sur le trouble d'esprit qui, selon vous, m'a fait faire cette contradiction, je ne veux que vous rappeler deux phrases d'un détail historique & succinct de toute l'affaire, qui fut lu à votre conseil assemblé le... Novembre 1770, par Me. Mommet, mon Notaire : détail qui, pendant le travail du rapporteur Goëzman, lui a été présenté par un homme digne de foi en 1773 dans lequel il est dit, page 2 :

En 1764, je fus en Espagne... M. Duverney me remit, en partant, pour 200 mille livres de ses billets au porteur, avec offre de tout son crédit, afin que je me présentasse armé de moyens connus & d'un crédit fondé.

De deux cents mille francs de billets au porteur de M. Duverney, il m'en restoit pour cent soixante mille livres entre les mains, lors de notre arrêt de compte, ci. . . . 160,000 livres.

Ce n'est donc ni par contradiction, ni par trouble d'esprit, que j'ai imprimé, en 1774, que M. Duverney m'avoit prêté pour deux cents mille francs de billets en 1764, quoique l'acte de 1770 ne porte que la reddition de cent soixante mille francs; mais uniquement parce que les quarante mille francs avoient été employés pour les affaires de M. Duverney; mais uniquement parce que ces deux faits sont la vérité que j'ai dite en tout temps, sans jamais l'altérer, quoiqu'elle vous soit quelquefois désagréable, & qu'en particulier celle-ci fût étrangère à notre contestation.

Et cette remise de cent soixante mille francs de billets qui vous paroît *contradictoire*, M. Duverney a reconnu; DATÉ, SIGNÉ; qu'elle étoit exacte & juste; il a reconnu que je n'avois fait qu'un *usage discret* de ces billets, dont il étoit content: & cet *usage discret*, qui vous paroît *si burlesque*, fut prouvé solidement; en ce que, n'y ayant aucun aval de moi derriere ces billets, M. Duverney vit bien que je ne m'en étois point servi pour mes be-

soins personnels, & qu'ils n'étoient jamais sortis de mon porte-feuille. Avançons. Je voudrois brûler la carriere, & je sens que je labourerai.

A R T I C L E I I I.

Distraction faite des fonds ci-dessus, avec les sommes que j'ai personnellement prêtées à mon dit Sieur de Beaumarchais, soit sans reçus, soit avec reçus, ou billets faits à moi ou à un tiers pour moi, je vois qu'il me doit, y compris le contrat à quatre pour cent, passé chez Devoulges, (des payements faits à la veuve Panetier & l'Abbé Hémar pour l'acquisition de sa charge de Secrétaire du Roi) que j'ai de lui, & tous les arrérages dudit contrat jusqu'à ce jour, la somme de cent trente-neuf mille livres; SUR QUOI...

C'est ici que commence l'arrêté de compte entre M. Duverney & moi.

Que dit à tout cela le Comte de Falcoz ?

Que ma dette de cent trente-neuf mille livres est un vrai galimathias employé avec affectation par moi ; & huit lignes plus bas, que cet article est plein du trouble qui m'agitoit en l'écrivant : ainsi, selon le Comte de la Blache, j'étois à la fois assez troublé pour faire un galimathias sans le vouloir, & assez réfléchi pour faire ce galimathias avec affectation. Puissamment raisonne !

Mais enfin , qu'entendez-vous par cet excellent raisonnement ? entendez-vous que je devois *plus* ou que je devois *moins* que cent trente-neuf mille livres ? Car vous qui parlez de *galimathias* , vous êtes si clair dans vos observations , qu'on ne fait jamais trop bien ce que vous voulez.

Est-ce *plus* que je devois ; fournissez vos titres : prouvez , & je tiens compte à l'instant de ce *plus*.

Devois - je *moins* , quel intérêt avois-je à mettre *plus* ? Dans mon *affectation* réfléchie que vous nommez aussi *trouble* d'esprit , ne pouvois-je pas également retrancher de cinquante-fix mille livres , des sommes imaginaires , pour tomber juste à ces malheureux quinze mille francs ? Mais enfin , c'est à vous encore à prouver que M. Duverney ne m'a jamais prêté que cinquante-fix mille livres.

Je sens bien votre embarras ; cela est dar à dire ; parce que cela contrediroit les cris que vous ne cessez de faire contre moi , sur les sommes immenses que j'ai coûtées , dites-vous , à votre bienfaiteur.

Parce que cela contrediroit , sur-tout , les preuves que je puis donner de quarante-quatre mille francs de reçus , ou billets entre ses mains , pour de l'argent dont il m'avoit ai-

dé dans l'acquisition d'une maison : & vous voilà dans l'étroit défilé de ne savoir aujourd'hui si vous devez contrarier cet article de cent trente-neuf mille livres en *plus* ou en *moins* : à bon compte vous le contrariez toujours : sauf à faire un choix quand je vous forcerai de motiver vos imputations ; mais alors , comme nous serons deux , il faudra être conséquent , c'est-à-dire , avouer que vous ne saviez au vrai ce que vous vouliez dire sur cet article ; mais seulement que vous en vouliez beaucoup à cet article.

Pendant que nous sommes à pâlir , à sécher sur ces cent trente-neuf mille livres , anéantissons une autre prétention du Comte de la Blache , qui soutient que je lui dois les arrérages & capitaux des contrats existants entre ses mains , & qu'ils ne sont point entrés dans ma dette énoncée au total cent trente-neuf mille francs : c'est l'affaire de deux petites questions & d'un peu d'ennui pour le Lecteur.

Avez-vous , Monsieur le Comte , un seul contrat d'argent qui m'ait été prêté par M. Duverney , & passé chez Devoulges , Notaire , pour aucun autre emploi que *les paiements faits à la veuve Panetier & l'Abbé Hémar* , spécifié dans l'article III ? Celui-là , j'avouerai que je le dois , & qu'il n'est point entré dans les cent trente-neuf mille francs.

Avez-vous un contrat qui renferme en commun les *payements faits à la veuve Panetier & à l'Abbé Hémar*, dans un seul & même acte? En ce cas, je payerai tous les autres dont vous me prétendez débiteur.

Mais si, en examinant les contrats que vous avez, on trouve qu'ils sont uniquement composés de *payements faits à ces deux créanciers de ma charge*, & non d'un autre emploi; & si aucun de ces contrats ne contient un *payement commun à ces deux créanciers de ma charge*, il faudra bien, malgré vous, me permettre de raisonner ainsi.

Dans l'article III de l'acte du premier Avril, il est spécifié que portion des 139 mille francs se compose des *payements faits à la veuve Panetier*: donc les sommes prêtées pour les *payements de la veuve*, sont entrées dans les 139 mille francs.

Dans cet article III il est spécifié que portion des 139 mille francs se compose du *payement fait à l'Abbé Hémar*: donc l'argent prêté pour faire le *payement de l'Abbé*, est entré dans les 139 mille francs.

Aucun de ces contrats ne contient un *payement fait en commun à la veuve & à l'Abbé*, seuls créanciers de ma charge: donc les divers contrats qui attestent les *payements particu-*

liers , faits à l'un ou l'autre , sont tous entrés dans la dette des 139 mille livres.

Donc toutes les sommes avancées à Beaumarchais pour faire *les payements de la veuve Panetier & de l'Abbé Hémar*, relatifs à sa charge de *Secrétaire du Roi*, & spécifiées dans l'article III, font partie de la créance de 139 mille francs.

Donc , si Beaumarchais a payé 139 mille francs à M. Duverney, il s'est entièrement acquitté envers lui de tout ce qui est relatif aux titres & contrats de ces *payements* que le Comte de la Blache lui présente aujourd'hui.

Donc , si M. Duverney a reconnu , *daté & signé* l'acte qui porte cet acquittement général, le Comte de la Blache n'a plus rien à demander à Beaumarchais à cet égard.

Donc , si tout cela est fort ennuyeux, Monsieur le Comte ! il faut au moins convenir que tout cela est fort clair.

Pour couler à fond cet article , voyons en effet si , lorsque j'ai payé 139 mille francs, M. Duverney me *reconnoît quitte de tout envers lui*.

Après avoir déclaré dans cet article III, que la somme de 139 mille francs compose la masse de ma dette envers lui, M. Duverney passe à l'examen des sommes avec lesquelles j'entends m'acquitter de ces 139 mille francs ; &

d'après l'énoncé graduel & clair de tous mes acquittements, à la fin de l'article VIII (*), il conclut ainsi : *Il résulte que mondit Sieur de Beaumarchais m'a payé 237 mille francs ; ce qui passe sa dette de 98 mille livres.*

Or, si en déduisant 98,000 de 237,000, on trouve que la différence des deux sommes est 139,000 ; il faudra bien conclure avec M. Duverney, que ma dette totale étoit de 139 mille francs, & non d'une autre somme ou moindre ou plus forte.

Et si on lit ensuite dans le même arrêté de compte, à la fin de l'article XI (*), ces paroles très-expressives de M. Duverney : *Au moyen desquelles clauses ci-dessus énoncées, &c. je reconnois mondit Sieur de Beaumarchais quitte de tout envers moi* : on avouera que M. Duverney n'auroit pas dit qu'il me reconnoissoit *quitte de tout envers lui*, si je fusse resté son débiteur d'une somme quelconque au-delà des 139 mille livres que je venois d'acquitter, & dont il avoit déclaré à l'article III, que toute sa créance sur moi se composoit : & cette nouvelle preuve me paroît répandre une merveilleuse clarté sur les précédentes.

Et si dans un autre article de cet arrêté,

(*) Voyez l'arrêté de compte à la fin du Mémoire.

M. Duverney s'exprime ainsi : *Pour faire la balance juste de notre compte , je me reconnois son débiteur de la somme de 23 mille livres , que je lui payerai à sa volonté , sans qu'il soit besoin d'autre titre que le présent engagement ; on conviendra sans peine que , si j'eusse dû à M. Duverney quelque chose au-delà des 139 mille francs que je venois d'acquitter , il ne déclareroit pas , après m'avoir reconnu quitte de tout envers lui , qu'il est mon débiteur en fin de compte d'une somme de 23 mille livres. Et cette dernière preuve , ajoutée à toutes les autres , me paroît ne laisser aucun doute sur la netteté de ma dette totale , montant à 139 mille livres , & non à une somme ou plus modique ou plus forte : ce qu'il falloit démontrer.*

Et tout cela parut si exact & si juste à M. Duverney , qu'après avoir gardé trois jours les deux doubles du compte , il m'en renvoya un *daté & signé* de lui , n'en déplaise au Comte Falcoz de la Blache , que tout cela met au désespoir. Et million d'excuses demandées au lecteur , que je promène à travers un mémoire hérissé de chiffres , comme une lande est fourrée de bruyeres ; je sens que l'aridité de cette discussion doit prodigieusement le dégoûter de moi : malheureusement c'est un travail inévitable.

ARTICLE IV.

L'article III finit comme on l'a vu , par ces mots : *Je vois que M. de Beaumarchais me doit 139 mille francs : SUR QUOI* (c'est-à-dire sur laquelle somme) ; & l'article IV commence par ceux-ci : *Je reconnois & reçois ma quittance du 27 Août 1761 , de la somme de vingt mille francs.... Plus je reconnois ma quittance du 16 Juillet 1765 , de dix-huit mille francs.... Plus , celle de neuf mille cinq cents livres , du 14 Août 1766.*

D'après un exposé si clair , peut-on s'empêcher d'admirer la sagacité , la vue de lynx de mon adversaire , qui découvre dans la première quittance de 20 mille livres , un double emploi , une erreur insidieuse , une donation obscure , un bienfait détourné , un dol , une lésion , une fraude énormissime , &c ? Car tout cela est entré dans ses plaidoyers : & , pourquoi ce train ? parce que *mon billet au porteur* , sur lequel ces 20 mille francs m'avoient été prêtés , ayant été égaré par M. Duverney ; dans la crainte qu'il n'ait été volé , & qu'on ne vienne me le représenter un jour à payer une seconde fois ; après ces mots : *Je reconnois & reçois ma quittance du 27 Août 1761 ,*

de la somme de vingt mille francs ; M. Duverney ajoute ceux-ci : que je lui avois remis SUR SON BILLET au porteur, en date du 19 Août précédent, & qu'il m'a rendus sans en avoir fait usage, lequel billet au porteur s'est égaré dans mes papiers alors, sans que je sache ce qu'il est devenu ; mais que je m'engage de lui rendre, ou indemnité, en cas de présentation au paiement : ce qui est de toute justice.

Où donc est le double emploi, je vous prie ? Quand un débiteur compte avec un créancier, auquel il a fait des paiements partiels en divers temps ; comment solde-t-il ? N'est-ce pas en argent ou quittances ?

Et puisque je fournis en acquittement à M. Duverney sur le total de ma dette de 139 mille livres, sa quittance de 20 mille livres, qui prouve que je les lui ai bien payées, n'est-il pas juste qu'il la reçoive à compte ?

Et n'est-il pas juste aussi que mon billet au porteur, c'est-à-dire, mon billet à *Monsieur...* (en blanc,) qui est le titre du prêt de 20 mille francs, me soit remis avec tous les autres *reçus, billets, contrats, &c.*

Et si celui qui doit me rendre ce billet, m'annonce *qu'il ne le pourra, parce qu'il l'a égaré*, n'est-il pas juste encore que ce billet balancé par une quittance de pareille somme,

soit spécifié dans l'arrêté par *sa forme au porteur, sa date du 19 Août 1761, & sa somme de 20 mille francs ?*

Si quelqu'un avoit pris ce billet à M. Duverney ; si vous l'aviez retrouvé vous-même dans les papiers de votre bienfaiteur ; enfin si on venoit un jour me le présenter au paiement, comment prouverois-je, sans cet énoncé exact, que ce billet est le même qui a été détruit & annullé par l'acte, comme étant acquitté ?

M. de Beaumarchais me doit au total 139 mille livres : SUR QUOI je reconnois & reçois ma quittance de 20 mille livres, &c. Voilà le texte. Voyons donc si nous avons autant déraisonné, M. Duverney & moi, que son légataire universel, plus grand clerc que nous deux, voudroit le faire entendre ; & prenons, pour exemple, ce prétendu double emploi de 20 mille livres, qu'il a retourné de tant de façons dans ses écrits.

Voici comment nous procédions. Chaque fois que M. Duverney me remettoit une somme ou pour ses affaires ou pour les miennes, il la couchoit sur son bordereau, & moi sur le mien, soit qu'il en retirât un reçu ou non : comme cela se pratique.

A l'instant de faire notre compte général,

M. Duverney me dit : Commençons par distinguer l'argent que vous avez touché pour mes affaires , de celui que je vous ai prêté pour les vôtres. A mesure qu'il nommoit les sommes , je présentois les pieces justificatives de l'emploi des fonds pour lui , ou je passois la somme en mon débet.

De cette façon de procéder s'est formé le premier article de l'acte , étranger à moi , comme on l'a vu ; & le troisieme article qui renferme la masse de tout ce qu'il m'a prêté , *tant par contrat , que sans reçus , avec reçus ou billets* , montant à 139 mille francs , comme on l'a vu aussi.

Dire maintenant , avec une déraison bien piquante par le ridicule , que le billet de 20 mille francs dont il s'agit , n'est pas compris dans les mots *reçus* ou *billets* qui complètent les 139 mille livres ; c'est non-seulement nier l'évidence , c'est aller contre la lettre expresse de l'acte ; mais c'est regarder M. Duverney comme un imbécille , qui , dans trois quittances qu'il reçoit en libération , ne se seroit pas aperçu que la premiere de 20 mille francs , portoit sur une somme non comprise dans les 139 mille livres.

La clarté du texte brûle ici les yeux : tous les mots transitoires en sont sacramentels. M.

de Beaumarchais *me doit 139 mille francs* : SUR QUOI je reconnois & reçois *ma quittance de 20 mille francs* ; PLUS, celle de 18 mille francs ; PLUS, celle de 9,500 livres. Le mot SUR QUOI n'annonce-t-il pas évidemment que c'est sur les 139 mille francs qu'on va imputer les trois quittances suivantes, & les mots PLUS & PLUS ne prouvent-ils pas , sans réplique, que la première quittance est absolument de même nature que les deux autres ? d'où il est plus clair que le jour que la quittance de 20 mille francs plus ancienne en date , est là comme premier objet de libération sur les 139 mille livres ; & l'énoncé de mon billet au porteur spécifié par *sa somme, sa formule & sa date* , comme simple précaution contre l'avenir , parce que ce billet est égaré.

Il est donc évident que les 20 mille francs qui sont entrés , par le prêt qu'on m'en a fait ; dans mon passif 139 mille livres, repassent dans mon actif par cette quittance ; & c'est si bien l'esprit de l'acte en entier , que la même forme y est par-tout observée.

Témoin les 75 mille livres passées d'abord à mon actif , article VI , comme étant avancées par moi dans l'affaire des bois de Touraine , & rentrées dans celui de M. Duverney ,

article IX , par la cession qu'il me fait de tout l'intérêt des bois.

Témoin les 8 mille francs d'intérêts de ces 75 mille livres , passés à mon actif dans cet article IX , par la promesse que M. Duverney me fait de me les payer , & rentrés dans le sien , par le refus que je fais de ces 8 mille francs à l'article XVI (*).

On perd patience à expliquer des choses si lumineuses : les commenter , c'est les affoiblir ; les disputer , c'est nier l'évidence ; c'est oublier que l'homme qui a reconnu , *daté & signé ce compte* , est M. Duverney , l'un des plus éclairés citoyens du siècle.

Je ne dois pas omettre ici que les deux quittances de 18 mille livres , & de 9,500 livres qui suivent celle de 20 mille livres , n'ont jamais été contestées [avant l'arrêt] ; & qu'ainsi ce qu'on en a dit depuis , ne signifie rien pour ou contre la cassation de cet arrêt.

A R T I C L E V.

Plus , je reçois en paiement la défalcation de la rente annuelle viagère de six mille livres , que j'ai dû fournir à mondit Sieur de Beaumarchais aux

(*) Vérifiez toutes ces citations dans l'acte à la fin du Mémoire.

termes de notre CONTRAT EN BREVET, passé chez Devoulges le 8 Juillet 1761 : lesquels arrérages n'ont été fournis que jusqu'en Juillet 1762 , (à cause de plus fortes sommes que je lui ai prêtées alors), & qui se montent aujourd'hui à quarante-six mille cinq cents livres.

Sur ce chef, mon adversaire, aussi juste dans ses conséquences, qu'honnête dans ses principes, a toujours raisonné ainsi : „ Cet article présente un contrat en brevet de 6 mille „ livres de rente viagère au capital de 60 „ mille francs : donc ce contrat en brevet n'est „ pas un contrat ; c'est une donation ; & puis- „ que ce contrat, qui est une donation, est „ fait en brevet, cette donation est nulle ”. Admirable !

Mais pourquoi ne donne-t-il pas à ce contrat quelque nom plus bizarre encore ; dès qu'il ne s'agit pour lui que de ne pas voir ce qui est écrit, & de voir ce qui n'est pas écrit ; dès que l'énoncé le plus exact & le plus clair ne l'arrête pas dans ses honnêtes conjectures ? Il auroit aussi bonne grace dans une supposition que dans l'autre.

Il va plus loin dans son nouveau mémoire : & nous releverons ses beaux raisonnements à l'article VIII, en traitant du capital de cette rente.

Il fuffit ici de faire remarquer au lecteur le puéril étonnement du Comte Jofeph, qui ne peut concevoir comment, ayant 66 mille francs placés à dix pour cent fur M. Duverney, en attendant qu'il me les placât à trente dans les vivres de Flandre, je ne me faisois pas rendre ce capital, plutôt que d'emprunter d'autres fommès à M. Duverney, qui me les prêtoit à quatre pour cent, & quelque-fois fans intérêts : cela eft en effet fi difficile à concevoir, pour le raifonneur, qu'il aime mieux ufer deux grandes pages à débattre fa puérile obfervation, que de reconnoître la fimplicité d'une marche auffi naturelle.

Seroit-ce fur les arrérages de la rente qu'il voudroit que j'euffe fait porter cette abfurde compensation? C'eft encore pis. C'eft vouloir qu'au-lieu d'emprunter de l'argent dont j'avois befoin, j'euffe exigé des arrérages qui ne m'étoient pas dus; puifque cet argent me fut prêté en 1762, & qu'aux termes de l'acte, les arrérages de la rente m'avoient été payés jufqu'en 1762. La feule chofe raifonnable étoit de cefler de payer les arrérages de la rente, pour les défalquer un jour en comptant, fur ces prêts d'argent; & c'eft précifément ce que nous avons fait.

Il faut qu'un Avocat ait bien peu de chofes
à

à dire , pour enfler son mémoire de pareilles inepties ! ou plutôt j'imagine voir le Comte de la Blache qui vient le presser , le harceler pour en obtenir un mémoire. — Eh mais , où sont vos titres , lui dit l'Avocat ? Vous ne me fournissez que des allégations ! — Eh bien , faites-les valoir. — Cela vous est bien aisé à dire. — Mon ancien défenseur m'auroit fait vingt mémoires là-dessus , lui ! Il a bien trouvé le moyen de me faire gagner ce procès au Parlement de 71 , en Avril 73. — Cela se peut , Monsieur le Comte ; mais nous sommes , en Novembre 74 , au Conseil du Roi ; & c'est bien différent : on n'y débat que la forme des arrêts sans les entamer au fond. Enfin , pour plaire à son client , l'Avocat , forcé de parler , a dit les belles raisons que je viens de relever , & plusieurs autres que je releverai encore.

A R T I C L E V I.

Plus , je me reconnois débiteur de mondit Sieur de Beaumarchais , de la somme de soixante & quinze mille livres pour les fonds qu'il a mis dans l'affaire des bois de la haute forêt de Chinon , où il est intéressé pour un tiers , dans lequel je me suis associé avec lui pour les trois quarts , avec engagement de faire ses fonds & les miens , aux termes de notre traité de société du 16 Avril 1767 ; lesquels fonds je n'ai point faits , mais bien lui.

De la part du légataire universel , c'est toujours la même logique. Il dit : „ Un traité de „ société est ici spécifié dans l'acte ; donc ce „ traité de société n'a jamais existé ”. Point d'autres raisons ; jamais d'autres preuves : & il appelle cela *des défenses*.

On se persuade aisément que des défenses de cette nature ne sont qu'un prétexte pour dire beaucoup d'injures à celui qu'on *hait* depuis long-temps , *comme un amant aime sa maîtresse*.

Dans la première partie de cet écrit , j'ai prévenu rapidement que M. Duverney s'étoit engagé envers mes augustes Protecteurs , d'augmenter ma fortune. Si , d'exposer de nouveau tout ce qui servit à fonder cet arrêté de compte , est un historique étranger à la cause que je défends aujourd'hui ; il ne l'est point au fond du procès ; il ne l'est point à l'opinion publique. Les honnêtes gens sur-tout me sauront gré de n'avoir voulu rien laisser d'obscur sur cette partie de ma vie si odieusement attaquée , après en avoir autant éclairé le reste.

Forcé de rappeler d'honorables bienfaits , comme premiers chaînons des événements qui ont amené cette horrible affaire ; au moins mon cœur y gagnera de faire éclater sans indiscretion , après douze ans de silence une re-

connoissance que le seul respect a pu renfermer si long-temps dans moi-même.

Oui , je le dis , & mes amis savent bien que je le dis sans regret , je devrois être un des plus riches particuliers de mon état ; & , sans le malheur opiniâtre qui m'a toujours poursuivi , je le ferois sans doute.

O Monsieur Duverney ! vous l'aviez promis , solennellement promis , à Monsieur le Dauphin , à Madame la Dauphine , pere & mere du Roi , aux quatre Princesses , tantes du Roi , devant toute la France , à l'Ecole militaire , la premiere fois que la famille Royale y vint voir exercer la jeune noblesse , y vint accepter une collation somptueuse , & faire pleurer de joie à 80 ans le plus respectable vieillard.

O l'heureux jeune homme que j'étois alors ! Ce grand citoyen , dans le ravissement de voir enfin ses maîtres honorer le plus utile établissement , de leur présence , après neuf ans d'une attente vaine & douloureuse , m'embrassa les yeux pleins de larmes , en disant tout haut : Cela suffit , cela suffit , mon enfant , je vous aimois bien ; désormais je vous regarderai comme mon fils : oui , je remplirai l'engagement que je viens de prendre , ou la mort m'en ôtera les moyens.

J'ai dit qu'il m'avoit procuré quelques petits intérêts, qui, changés en argent & gardés par lui-même en attendant le renouvellement du traité des vivres, me formoient sur lui une rente viagère de 6 mille francs au principal de 60 mille livres.

La compagnie des vivres s'étant renouvelée sans qu'il pût m'y faire entrer; dans la crainte qu'on ne l'accusât d'avoir manqué de chaleur en cette occasion, il avoit imaginé d'acquitter, d'un seul coup, ses promesses, en me prêtant 500 mille francs pour acheter une charge que je devois lui rembourser à l'aise, sur le produit des intérêts qu'il me promettoit dans de grandes entreprises.

On voit que je dis tout, & que ma gratitude est franche, autant que ses procédés furent généreux. Eh ! pourquoi le cacherois-je ? Il falloit bien que cela fût ainsi ! Aurois-je accepté, sans cet espoir, un prêt de cette importance ? Il n'en falloit pas tant pour me ruiner !

Mais l'affaire, quoique consommée, ayant été rompue par des événements dont le récit est plus essentiel au roman philosophique de ma vie, qu'à l'histoire ennuyeuse de mon procès; au bout de six mois, j'avois reperdu mes espérances, il avoit retrouvé ses fonds, &

tout étoit rentré dans l'ordre accoutumé.

Cinquante-six mille francs seulement , restés à lui sur ma charge de Secrétaire du Roi , en augmentant un peu mon état , diminueoient encore mon aisance , puisque je lui payois quatre pour cent d'un argent qui m'en rapportoit à peine trois.

Il m'avoit encore prêté depuis , sur de simples reçus , 44 mille francs , pour m'aider dans l'acquisition d'une maison. Mais payer le loyer d'un logement , ou l'intérêt de l'argent qui me l'avoit acquis , cela revenoit au même : on sent que je n'en étois pas plus riche. D'ailleurs , cet argent n'étoit pour moi qu'une espece d'avance des six mille francs d'argent de ma rente viagere , que je n'ai plus exigés depuis , à cause de ces prêts d'argent qui les avoient absorbés pour long-temps.

Il m'avoit confié pour 200 mille francs de ses billets au porteur en 1764 , lorsque je fus en Espagne : mais c'étoit à condition que je n'en ferois aucun autre usage que de les déposer en cas d'affaire majeure , pour augmenter ma consistance , par un crédit de cette étendue sur lui.

Tout cela méritoit bien de ma part un dévouement parfait à ses intérêts ; mais tout cela n'augmentoît ni n'affuroit ma fortune ;

il le sentoît , il avoit la générosité de s'en affliger , & ne se croyoit point quitte envers moi , quoique ma reconnoissance envers lui fût sans bornes.

Enfin , voyant son crédit sur les affaires générales à-peu-près tombé en 1766 , il me pressa de former une compagnie , pour acquérir , sur le Roi , deux mille arpents dans la forêt de Chinon , & de me réserver un tiers dans l'entreprise.

Le tiers d'intérêt dans une affaire qui exigeoit plus de 5 ou 600 mille francs d'avance , à moi qui vivois modestement de mes revenus , & qui ne pouvois détourner un sou de mon capital , sans me couper absolument les vivres ! on sent bien que cela ne pouvoit me convenir ; à moins qu'un fort capitaliste ne se joignît à moi. C'est ce que fit M. Duverney.

Par un traité de société particulier entre nous deux , il prit trois quarts dans mon tiers , à la charge de faire ses fonds & les miens ; ce qui me laissoit , pour mon travail , un douzième sans fonds dans les bénéfices de l'affaire. Voilà l'époque & le fondement de notre association sur les bois de Touraine.

On peut encore se rappeler, qu'en 1765 , de la vente d'une charge à moi , j'avois touché 70

mille livres, & que, de cet argent, je lui avois remboursé 18,000 livres, & 9,500 livres qui avoient produit deux des trois quittances dont il s'est agi plus haut dans l'acte; enfin, que j'avois jetté le reste de mes fonds dans l'affaire commune.

Depuis, avantageusement marié, je continuai de verser de l'argent dans cette affaire, avec d'autant plus de facilité que j'avois deux garants; l'entreprise qui m'en répondoit, & M. Duverney pour qui je payois; ce qui m'acquittoit d'autant envers lui.

Voilà comment, en 1770, je lui offris en acquittement ma mise de fonds dans cette entreprise, montant à 83 mille francs en capitaux & intérêts; ce qui forma les articles VI & VII de notre arrêté, dont je viens d'établir encore une fois le fondement.

Et de tout ce que j'ai dit, il en existe plus de preuves morales, physiques & publiques qu'il n'en faut pour convaincre & persuader tout ce qui n'est pas le légataire de M. Duverney. Lettres & recommandations bien respectables, grande notoriété d'événements, contrat existant de 500 mille francs, certificat d'un dépôt de 100 mille livres, charge de Secrétaire du Roi, maison acquise, charge à moi vendue 70 mille francs, récépissés de

la caisse de ma compagnie pour 83 mille livres , &c. &c. &c.

Et le Comte Falcoz de la Blache ne veut pas qu'il soit résulté de tout cela un arrêté de compte entre M. Duverney & moi , dont le reliquat aille à 15 mille livres ! il m'intente un procès atroce pour éluder de me les payer ! Et ce procès , il le soutiendra sans preuves jusqu'à extinction de poumons ! Il ira jusqu'à déshonorer , s'il le faut , le jugement de son bienfaiteur plutôt que d'en avoir le démenti ! Et cet homme étoit un parent éloigné de M. Duverney , qui lui a laissé toute sa fortune ! Et ce riche légataire jouit à présent de plus de deux cents mille livres de rente ! Et il en auroit encore douze mille de plus , s'il eût pu faire signer à son bienfaiteur mourant , un acte arrangé pour les enlever à sa respectable mere , qui les tenoit de M. Duverney son oncle ! Et il en auroit douze mille de moins , s'il n'eût pas constamment empêché M. Duverney de faire le moindre bien à son propre frere , Gentilhomme aussi considéré , que mon adversaire est reconnu avide ! Et M. Duverney me disoit quelquefois : *En laissant tout mon bien à Falcoz , que j'ai créé , avancé , marié , enrichi ; je crois donner un soutien , un père à tous mes parents* Rouvrez les yeux , s'il se peut ,

malheureux testateur ! voyez ce pere & ce soutien de vos parents , les chicaner , les plaider , tous l'un après l'autre , sur les moindres objets qu'il n'a pu leur ôter entièrement. Je ne suis pas le trentieme qu'il ait voulu dépouiller. O honte ! Et l'on est étonné que l'indignation s'empare de moi quelquefois ! J'en demande bien pardon aux Magistrats , au Lecteur , au Public , au Vicomte de la Blache , à la Marquise sa mere , à toute cette famille respectable ; mais au Comte de Falcoz. . . . Ah ! je sens que cela m'est impossible.

A R T I C L E V I I .

Toujours M. Duverney qui parle.

Plus , je me reconnois son débiteur de la somme de huit mille livres , pour les intérêts des soixante & quinze mille livres , ainsi que je conviens de les porter.

La maniere dont mon adversaire a prétendu détruire ces intérêts , a été de faire plaider par-tout , qu'ils étoient encore plus chimériques que les capitaux ; puisqu'à l'époque de l'arrêté de compte , je n'avois pas fait , dit-il , 20 livres de fonds dans l'affaire des bois de Touraine.

Et ma replique , à moi , c'est un relevé des

divers inventaires de ma compagnie , & autres titres , comme récépissés de caisse , quittances du comptable , &c. par lesquels il est prouvé qu'à l'époque de cet arrêté , j'avois fait 83 mille livres de fonds en capitaux & intérêts dans cette affaire. Toujours des allégations sans preuve de sa part , toujours des titres de la mienne. On voit que nous marchons sur deux lignes bien différentes ; mais il le faut ainsi , puisque nous soutenons des propositions aussi diverses.

ARTICLE VIII.

Plus , comme j'exige qu'il (M. de Beaumarchais) me rende la grosse du contrat de six mille livres viageres qu'il a de moi , quoiqu'il ne dût me le remettre que dans le cas où je ferois quelque chose pour lui ; ce que je n'ai pu ; & que j'en reçois le fonds en quittance de la somme de soixante mille francs aux termes dudit contrat , il résulte que mondit Sieur de Beaumarchais m'a payé deux cents trente-sept mille livres ; ce qui passe sa dette de quatre-vingt-dix-huit mille francs.

M. Duverney , ne pouvant exiger l'extinction de cette rente onéreuse , que dans le cas où il m'en placeroit avantageusement le capital dans les vivres ou autre entreprise lucrative , & cet ami n'ayant pu remplir ses engagements ,

on sent que je lui donnois une marque de respect & d'attachement , en consentant que cette rente s'éteignît , & que les 60 mille francs qui la fondoient , fissent partie de mon acquittement envers lui.

A la vérité , ce placement à 10 pour cent en viager , étoit une faveur qu'à mon âge je n'aurois pu me flatter d'obtenir de personne : mais , reconnoissance à part , ne pouvois-je pas garder cette rente viagere ?

Sur 139 mille livres que je devois , je venois d'en payer 47,500 en trois quittances ; ce qui réduisoit ma dette à 91,500 livres.

Les arrérages de ce contrat non payés depuis près de huit ans , accumulés à 46,500 livres , réduisoient encore ma dette à 44,500 livres.

Et cette somme , je pouvois la défalquer sur celle de 75 mille livres , que j'avois avancée dans l'entreprise des bois de Touraine , & qu'il devoit me rembourser.

Mais il vouloit que le contrat fût rendu : le respect m'y a fait consentir : la rente à dix pour cent s'est éteinte : & je n'ai en échange qu'un affreux procès contre son légataire universel.

Il est vrai que mon adversaire me reproche que le contrat , qui a été déclaré *fait en brevet* ,

dans l'article V, est ensuite appelé *grosse*, à cet article VIII : & sur ce seul mot de *grosse*, il court s'armer d'un certificat du successeur de Devoulges, Notaire, pour nous prouver que la minute de ce contrat que nous lui avons bien déclaré avoir été *fait en brevet*, c'est-à-dire, sans minute, par le devancier de ce Notaire, ne se trouve point chez lui; & il en conclut que, puisqu'on ne trouve point la minute d'un contrat passé sans minute, la *grosse* qui m'a été délivrée *en brevet*, n'est qu'une chimere, & n'a jamais existé.

Comme si le mot de *grosse* répugnoit à signifier le *titre exécutoire* d'un acte quelconque, & n'étoit pas même une expression consacrée pour désigner, non le contrat dont la minute existe ailleurs, mais le titre avec lequel seul on peut juridiquement poursuivre un débiteur : ce qui fait que dans le cas de *l'acte en brevet*, la personne de cet acte est en même-temps la minute, la *grosse* & l'expédition, & se trouve également bien désignée par l'une de ces trois expressions dont le mot, *fait en brevet*, fixe absolument le sens.

Ou plus rigoureusement encore; comme si, dans un acte sous seings privés, fait entre gens de bonne foi, lorsqu'une chose a tellement été désignée, qu'il soit impossible de se méprendre

à sa nature, un mot plus ou moins technique, employé pour la rappeler seulement, pouvoit anéantir cette chose, & rendre nul l'acte qui la contient.

Je crains de n'être pas encore assez clair.

Je suppose donc que M. Duverney crût avoir assez bien désigné dans son testament son légataire universel par ces mots : *Je constitue Alexandre-Joseph Falcoz de la Blache, mon parent, &c.* Et qu'en rappelant plus loin ce légataire à quelques devoirs sacrés, comme celui d'acquitter les engagements qu'il laisse après lui, sans procès ni conteste, il eût employé cette expression au hasard : *lequel Comte de la Blache sera tenu, &c.....* Et qu'un homme, plein d'humeur sur ce testament, vînt à s'élever contre, en poursuivit avec acharnement la nullité; soutenant que le testament n'est qu'une *chimere*, une *fausse apparence*, une *illusion*, en un mot *rien*; parce que si le testateur eût voulu, dans un acte aussi sérieux, désigner le Sieur *Falcoz* pour son légataire, il ne l'eût pas nommé tantôt *la Blache*, & tantôt *Comte*.

Et si cet homme enfin, pour soutenir un procès aussi détestable, ajoutoit, que M. Duverney, ayant de fort dignes parents très-proches, il n'est pas naturel qu'il ait été pré-

férer , &c. &c. Qu'un pareil testament est fort suspect , &c. &c. Que le choix du légataire est bien extraordinaire , &c. &c. Que la signature & la date pourroient bien être , &c. &c. Et mille autres raisons de cette force , assaisonnées d'injures.

Que penseroit le Comte Alexandre-Joseph de cette odieuse chicane ? Ne diroit-il pas que l'autre affreux du monstre n'a jamais vomi de plaideur plus âpre & d'aussi mauvaise foi ? Mais enfin , armé d'un testament bien *daté* , bien *signé* de M. Duverney , le légataire universel ne craindroit point , &c. &c. &c. & le légataire universel auroit raison.

Il en est ainsi de ce *contrat en brevet* dont M. Duverney , qui en connoissoit bien la légitimité , reçut , de ma part , la remise , comme une preuve de ma déférence ; & cela quoique nous eussions fait la faute énorme entre nous , d'en rappeler le *titre exécutoire* , par le nom bien absurde de *grosse*.

Ah ! Monsieur le Comte de la Blache ! si votre bienfaiteur étoit-là !... cet homme , en tout si supérieur aux formes , & qui se piquoit bien moins de recherche dans ses expressions que de noblesse dans ses actions ! lui qui soutint votre enfance avec tant de générosité ; dont l'argent & le crédit vous ont fait

faire un si beau chemin ; dont la sagesse , en tout temps , guida votre inexpérience , & qui couronnant tant de bienfaits , par le don entier de sa fortune , y auroit même ajouté celui de sa magnanimité , si un codicile en pouvoit transmettre l'héritage ! ne vous diroit-il pas , en vous voyant traîner aussi honteusement sa mémoire & son nom de tribunaux en tribunaux : Ah ! que vous êtes dur envers nous , mon héritier ! les Notaires de Province ont toujours usé de cette expression : *duquel contrat , LA GROSSE a présentement été par nous délivrée EN BREVET* ; personne avant vous ne s'en est plaint : dans vos écrits , vous excusez vous-même en eux ce manque d'élégance notariale , dans des actes publics , en faveur de ce qu'ils sont Notaires de Province & non de capitale ! Et vous ne voulez pas la passer à notre bonhomie dans un acte privé ! nous qui n'avons été Notaires en aucun lieu du monde ! Ah ! que vous êtes dur envers nous , mon cher héritier !

Dans cet article VIII , après avoir apaisé les vapeurs du client , il n'est pas hors de propos de rendre hommage à la bonne foi de l'Avocat qui prétend prouver par les termes de l'article même , que , si ce contrat en brevet a jamais existé , c'étoit une libéralité pu-

re : & sa preuve est que M. Duverney parlant dans cet article , dit impérativement : *J'exige qu'il me rende ce contrat , quoiqu'il ne dût me le remettre que dans le cas où j'aurois fait quelque chose pour lui ; ce que je n'ai pu.* Et là, le citateur s'arrêtant tout court , nous fait un commentaire de deux grandes pages sur cette portion morcelée du texte , pour établir dans l'acte un faux emploi sur une libéralité imaginaire ; & le lecteur , qui n'a pas ce texte sous les yeux , ne fait plus que penser , son esprit est ébranlé.

Mais , lecteur ! ne vous ai-je pas prévenu que ce mémoire étoit par-tout un chef-d'œuvre de simplesse & de bonne foi ? Lisez , je vous prie , la partie du texte écartée par mon loyal adverfaire : après ces mots , *ce que je n'ai pu* , vous y verrez ceux-ci que M Duverney ajoute : *Et j'en reçois le fonds (de ce contrat) en quittance de la somme de 60 mille livres , aux termes dudit contrat.*

Donc , aux termes de ce contrat , les 60 mille livres avoient été fournies par moi ; donc cette rente étoit fondée sur un capital reconnu ; donc l'article invoqué pour prouver que c'étoit une libéralité , démontre évidemment le contraire ; donc mon indignation est toujours légitime.

Oh !

Oh ! que c'est un méprisable métier que celui d'un homme , qui , pour gagner l'argent d'un autre , s'efforce indignement d'en deshonnorer un troisieme , altere les faits sans pudeur , dénature les textes , cite à faux les autorités , & se fait un jeu du mensonge & de la mauvaise foi !

Pour moi , si j'avois l'honneur d'être Avocat , je croirois bien avilir ma noble profession en me chargeant d'une cause si mauvaise , que je ne pusse la défendre que par ces vils moyens que l'on tolere à peine à la plus basse chicane.

Heureusement ce tort n'est jamais celui d'un célèbre Avocat. Toujours scrupuleux dans ses choix , il fait long-temps souffrir avant de manquer à son noble caractère : s'il épouse les bonnes causes , il ne se prostitue point aux mauvaises ; convaincu qu'un plaidoyer infidieux commet encore plus le défenseur que le plaideur. La haine peut aveugler celui-ci ; mais l'autre est froid ; rien ne l'excuse , & si-tôt qu'il sort , en plaidant , des moyens que l'honneur ou la loi lui prescrit , il n'est plus à mes yeux qu'un de ces vils champions du temps féodal , qui se jettoient dans l'arene ; & sans s'informer qui avoit tort ou raison , y livroient le combat indifféremment pour tout

le monde , au prix déshonorant d'un peu d'or,

ARTICLE IX.

Toujours M. Duverney.

Pour remettre de la balance dans notre compte , j'exige de son amitié qu'il réilie notre traité des bois de Touraine : par ce moyen , le tiers que nous y avons en commun lui restant en entier , les soixante-quinze mille livres qu'il a faites pour nous deux dans l'affaire , lui deviennent propres , & il ne sera dans le cas d'essuyer jamais aucune discussion ni procès de la part de mes héritiers ; ce qui ne manqueroit pas de lui arriver , s'ils me succédoient un jour dans cette association , comme le porte l'article IV de notre traité de société : mais pour le dédommager de l'appui qu'il perd aujourd'hui pour la suite d'une affaire dans laquelle je l'ai engagé , & qui devient lourde & dangereuse , je lui tiens compte des huit mille livres convenues pour l'intérêt de 75 mille livres qui ont dû courir jusqu'à ce jour pour mon compte ; & je promets & m'engage de lui fournir en forme de prêt , d'ici à la fin de la présente année , la même somme de 75 mille livres , pour l'aider à faire les nouveaux fonds que l'affaire exige , desquelles 75 mille livres je ne recevrai point d'intérêt pendant huit ans (que peut durer encore l'entre-

prise) du jour du prêt : lequel terme expiré, ils me seront remboursés par lui ; ou en cas de mort, à mon neveu Pâris de Mezieu , son ami , que j'en gratifie ; & si mondit Sieur de Beaumarchais aime mieux alors en passer contrat de constitution à quatre pour cent que de rembourser , il en sera le maître.

Cet article est si étendu , si net , qu'il porte avec lui son commentaire. Une seule réflexion me faisoit en lisant les précautions que M. Duverney a cru prendre ici contre les maux qu'il prévoyoit dans l'avenir.

O prudence humaine ! de quel poids es-tu sur les événements ? Le plus sage des hommes , allarmé pour moi de la haine de son légataire , me force à résilier une société avantageuse , pour que je n'aye jamais de querelle avec cet homme , & cette résiliation même est un des points d'appui du plus exécrationnable procès de la part de ce légataire ! O prudence humaine !

Au reste , les plaidoyers de mon adversaire , sur cette transaction , ainsi que sur tous les autres articles de cet acte , n'ont jamais été qu'une négation formelle , un démenti , une accusation de dol , de fraude & de lésion énormissime.

Mais après la mort de votre bienfaiteur , vous avez écrit à Beaumarchais que vous ne

saviez rien des affaires qui avoient été entre lui & votre bienfaiteur : dans tous les temps vous avez plaidé que vous n'aviez trouvé dans les papiers de ce même bienfaiteur aucun renseignement pour ou contre le titre qu'on vous oppose ; & vous soutenez que ce titre & les choses qu'il contient , ne sont que des chimères !

O Monsieur le Comte ! cette persuasion obscure , ce puissant motif de croire sans preuve , admis peut-être en d'autres cas , est une monnoie qui n'a pas cours en justice : on y oppose les actes aux actes , les lettres aux lettres , les raisons aux raisons , & le dédain aux injures. Quand je dis le dédain aux injures , je parle de l'effet qu'elles produisent sur l'esprit des Juges ; car l'homme outragé n'en a pas moins droit à des réparations authentiques ; & je les ai toujours réclamées.

A R T I C L E X.

Toujours M. Duverney.

Et pour faire la balance juste de notre compte , je me reconnois son débiteur de la somme de vingt-trois mille livres , QUE JE LUI PATERAI A SA VOLONTÉ , SANS QU'IL SOIT BESOIN D'AUTRE TITRE QUE LE PRÉSENT ENGAGEMENT.

Cet article est-il clair ? est-ce une *illusion* ? est-ce une *fausse apparence* , qu'un acte où le reliquat du compte est fixé par la somme , avec obligation expresse de l'acquitter à volonté , *sans qu'il soit besoin d'autre titre que le présent engagement* ? Si un tel acte n'est plus sacré parmi les hommes , & s'il peut être arbitrairement annullé , tout est rompu , le lien social est brisé , plus de sûreté dans la patrie ; il faut fuir aux pays où les propriétés sont au moins respectées.

Mais non , il faut rester en France , & rappeler seulement à ses Juges que cet acte est reconnu , *daté* , *signé* par M. Duverney , & que , tant que cette signature n'est pas entamée , il n'y a pas d'acte plus respectable en finance , en commerce : & je prends , à ce sujet , la liberté de donner le plus ferme démenti à celui qui a osé imprimer que , dans quatre pareres ou jugemens sur cette affaire , émanés de quatre chambres du commerce de ce Royaume , il y en a un qui ne décide pas le procès en ma faveur. Heureusement Monsieur le Rapporteur les a tous dans ses mains.

S'il est toléré quelquefois de raisonner faux , ô Avocat ! il est ordonné de toujours citer juste , ô honnête homme !

ARTICLE XI.

Au moyen desquelles clauses ci-dessus énoncées , REMISE par mondit Sieur de Beaumarchais , DE TITRES , PAPIERS , REÇUS , BILLETS AU PORTEUR , GROSSE DU CONTRAT de 6 mille livres DE RENTE VIAGERE ; résiliation du traité sur les bois ; reconnoissance de mes quittances ; arrêté de compte , &c. Je reconnois mondit Sieur de Beaumarchais quitte de tout envers moi.

Si le Lecteur ennuyé n'a pas vingt fois jetté ce mémoire , & s'il a dévoré le dégoût de le lire jusqu'à cet article XI , je le supplie de relire encore une fois , non le mémoire , mais l'article , pour se bien pénétrer de la bonne foi , de la candeur avec laquelle mon adversaire a discuté cet acte.

En le relisant , je supplie en grace le Lecteur de se rappeler que le Comte légataire n'a cessé de lui assurer „ qu'aucune piece justificative n'a été remise de ma part , que „ l'acte en fait foi : & que , si le contrat de „ fix mille livres de rente viagere a jamais „ existé , c'est à moi de le montrer , puisque „ je dois l'avoir dans mes mains ”. Enfin , je supplie le Lecteur de comparer des notions

aussi infideles avec cet article XI , destiné par M. Duverney à reconnoître que la *remise des titres , papiers , reçus , billets au porteur , GROSSE DU CONTRAT DE SIX MILLE LIVRES DE RENTE VIAGERE* , a été effectuéé par mondit Sieur de Beaumarchais.

Et , lorsque dans cet article , qui fait le résumé de tout ce qui précède , on voit M. Duverney reconnoître en toutes lettres que *le traité sur les bois a été résilié ; que ses quittances ont été par lui acceptées ; que notre compte est clos & arrêté ;* lorsque ce résumé finit par ces mots si positifs : *Je reconnois mondit Sieur de Beaumarchais quitte de tout envers moi ;* peut-on s'empêcher d'être indigné de la mauvaise foi avec laquelle le Comte de la Blache s'est efforcé de verser le désordre & la confusion sur le plus clair , le plus juste , & le plus lumineux des actes ?

Acte où tous les objets , présentés d'abord en masse , puis en détail , puis en résumé , ont ensemble une relation si exacte & si pure !

Acte dont le Comte Falcoz a toujours avoué n'avoir jamais connu aucun antécédent !

Acte qu'il n'en accuse pas moins , malgré cette ignorance , avec une intrépidité qui fait monter au cerveau des bouffées d'impatience...

O M. Le Comte de la Blache ! en vous

voyant faire un si indigne métier depuis quatre ans , pour m'enlever quinze mille francs , qui pourroit être étonné de vous voir possesseur d'un legs de quinze cents mille francs , sachant que vous y avez travaillé pendant quinze ans ?

ARTICLE XII.

Toujours M. Duverney.

JE PROMETS ET M'ENGAGE DE LUI REMETTRE , à sa première réquisition , la grosse en parchemin du contrat à quatre pour cent de sa charge de Secrétaire du Roi , comme m'ayant été remboursé avec tous les arrérages jusqu'à ce jour. Plus , JE M'ENGAGE DE LUI REMETTRE tous ses reçus , billets , missives , &c. de toutes les sommes qu'il a touchées de moi , par moi , ou par un tiers , sous quelques formes que ces reconnoissances se trouvent , soit DANS SA DETTE PERSONNELLE , soit pour les fonds qu'il a touchés POUR D'AUTRES AFFAIRES , & notamment son billet au porteur du 19 Août 1761 , de 20 mille livres , qui s'est égaré dans mes papiers.

Cette convention , toute simple dans le temps de l'arrêté de compte , est devenue d'une grande importance aujourd'hui que M.

Duverney est mort sans m'avoir rendu ni contrats, ni reçus, ni billets, ni aucun des titres que cet article détaille.

Mais, par quelle étonnante subversion de principes, lorsque je les demande à mon adversaire, qui représente à cet égard M. Duverney, prétend-il se faire un titre contre moi de ce qu'il ne me les rend pas ? Je ne les ai pas trouvés sous le scellé, dit-il ; donc ils n'ont jamais existé. Quelle équité ! quelle logique ! il n'en sortira pas.

Voici ma réponse : elle est plus conséquente.

M. Duverney, suivant la lettre de notre acte, s'étoit *expressément engagé* par cet article, *de me remettre ces titres à ma première réquisition* ; il a toujours différé, quoique je n'aye cessé de les lui demander pendant deux mois : mes lettres en font foi ; mais à son décès, j'étois mourant moi-même à la campagne ; je ne pus envoyer, moins encore aller chez lui ; il est mort sans me les avoir remis.

Et ces titres que je réclamois & réclame encore, sont les contrats des cinquante - fix mille francs ; tous les reçus, billets ou reconnoissances de moi qui forment le complément de cinquante-fix à cent trente-neuf mille livres, c'est-à-dire, environ quatre-vingt-deux mille livres, qu'on me feroit payer quand on

voudroit , si l'arrêt n'étoit pas cassé. Plus , toutes mes reconnoissances d'argent reçu par lui pour ses affaires personnelles , & qu'on peut aussi me faire payer dans le même cas.

Ainsi , voilà pour plus de cent mille livres de reçus ou billets de moi , qui sont disparus d'une façon bien étrange dans le secretaire de M. Duverney à l'instant de sa mort. Que sont-ils devenus ?

Pour éviter l'embarras de la discussion , mon adversaire tranche la question d'un seul mot. Ces titres n'ont jamais existé , dit-il , & sa preuve est que puisque les contrats se sont trouvés sous le scellé , le reste s'y fût trouvé de même s'il eût existé.

N'allons pas si vite , M. le Comte : ceci n'est point du tout clair. L'acte du premier Avril ne porte-t-il pas que je suis débiteur de cent trente mille livres ? cet acte n'atteste-t-il pas que les titres en existent en *contrats* , *reçus* , *billets* , dans les mains de M. Duverney.

Or , en nous présentant aujourd'hui des expéditions de contrats , dont la minute est chez un Notaire , ce qui rendoit leur soustraction inutile à celui qui enlevoit tout le reste ; prétendez-vous nous bien prouver que plus de cent mille francs de reçus ou billets de moi , qui étoient avec ces contrats chez M. Duver-

ney , n'ont jamais existé ? La seule chose que vous prouviez , est qu'on s'est abstenu d'enlever de son secrétaire , à sa mort , tout ce qu'il étoit inutile d'en ôter. Pas davantage.

Et comme il m'est très-important de constater que je devois à M. Duverney beaucoup plus de 56,300 livres , parce qu'il m'est très-important de conserver le droit rigoureux d'en réclamer les titres aux termes de notre acte ; je ferai la preuve , & même légale , que M. Duverney m'a prêté , sur de simples reconnoissances , en un seul article , quarante-quatre mille livres en sus des cinquante-six mille , pour m'aider à payer une maison que j'achetois ; je prouverai le reste avec la même évidence.

Et le Comte de la Blache , qui m'a tant reproché par-tout d'avoir coûté plus de quatre cents mille livres à M. Duverney , aura beau se contredire assez étourdiment pour vouloir réduire au prêt de cinquante mille francs , ces immenses bienfaits sur lesquels il m'a tant injurié ; il n'en fera pas moins prouvé que M. Duverney m'a prêté les cent trente-neuf mille francs spécifiés dans notre acte , & dont je réclame les titres acquittés. Que font-ils donc devenus , ces titres ? Voilà ce à quoi il faut répondre sans biaiser.

Pressé par cet argument , prétendez - vous

que M. Duverney m'a remis ces cent mille livres & plus , de titres ? Mais c'est ce que M. Duverney n'eût jamais fait, si une libération définitive ne m'avoit pas acquitté de ces sommes envers lui. Or , il n'y a jamais eu entre nous d'autre libération réciproque & définitive , que l'acte du premier Avril 1770 ; & dans cet acte, M. Duverney ne me rend pas mes titres, il *s'oblige seulement de me les rendre à ma première réquisition* : que sont-ils devenus ? Votre réponse n'y satisfait point ; ou bien il faut en conclure que l'acte du premier Avril est excellent.

M. Duverney les a-t-il brûlés comme inutiles à mes intérêts , & de garde dangereuse pour ses secrets ? Mais c'est certainement ce qu'il n'auroit pas fait , s'il n'avoit pas existé , dans mes mains & dans les siennes , un acte antérieur qui les annullât. On ne perd pas de gayeté de cœur pour plus de cent mille livres de titres actifs contre son débiteur. Et cette seconde supposition prouve , aussi nécessairement que la première, l'existence & la légitimité de l'acte du premier Avril 1770 ; ou bien elle laisse encore sans réponse mon éternelle question : que sont devenus tous ces titres de créance que je réclame ?

Enfin , M. Duverney n'a-t-il ni remis ni

brûlé, de son vivant, ces reçus de moi, montant à plus de cent mille livres ? Ils existent donc en quelque endroit qu'ils soient. Mais pour le coup, s'ils sont disparus aussi étrangement, il ne fauroit y avoir de supercherie de ma part. Vous ne direz pas que je me suis rendu invisible pour les aller enlever du secrétaire de M. Duverney pendant sa dernière maladie. J'étois mourant à la campagne ; & vous savez bien, M. le Comte, que ce n'est pas moi qui me suis emparé de ses derniers moments.

Articuler positivement que vous les en avez ôtés, c'est ce que je ne ferai point, car je ne fais ce qui en est : non que je ne le puisse avec bien plus de fondement que vous n'en mettez dans vos honnêtes présomptions contre l'acte.

Car enfin, il est de notoriété dans la famille de M. Duverney, que vous ne quittiez point sa chambre pendant sa dernière maladie.

Il est de notoriété dans cette famille, que, surmontant la douleur de perdre votre bienfaiteur, vous avez eu le sang-froid de faire tenir, le jour de sa mort, un Notaire avec un acte à signer, enfermé quatre heures dans sa garde-robe, attendant un moment de demi-connoissance, qui ne revint plus au malade.

Dans cette famille , il est constaté par vos aveux mêmes , que , surmontant l'amour filial , vous aviez destiné cet acte à faire passer , sur votre tête , les bienfaits qu'un oncle généreux avoit placés sur celle de sa niece , votre digne & respectable mere.

Et il est évident que , puisque vous avez tenté de faire une telle chose , vous étiez le maître absolu de l'intérieur de cette chambre.

Et mon pere à qui j'ai conté ce trait de votre amour filial , ne vouloit pas absolument le croire.

Et lorsqu'il s'y est vu forcé , il s'est écrié : *Mon Dieu, que cette Dame est malheureuse !* car mon pere ignoroit qu'elle eût un second fils aussi tendre & respectueux que l'aîné fût toujours dur envers elle.

Et ce vieillard chéri s'est mis à pleurer de joie de ce que vous n'êtes pas son fils , ou de ce que son fils n'est pas vous.

Et vous voyez bien que si l'on vouloit , sur ces données , proposer un problème , il n'iroit pas mal ainsi.

Un légataire universel étoit maître absolu de la chambre du testateur mourant sans connoissance : ce légataire étoit assez injuste pour vouloir dépouiller sa mere ; il avoit assez de sang-froid pour oser le tenter en ces moments

affreux : il avoit la liberté de faire entrer dans cette chambre, un Notaire pour en faire signer secrètement l'acte au testateur. Dans le secretaire du testateur auprès de son lit, étoient des titres dont il importoit fort au légataire de dépouiller un sien ennemi. Ces titres ne se sont pas trouvés sous le scellé du testateur après sa mort. On demande qui l'on peut soupçonner de les avoir détournés. L'on n'exige qu'une grande probabilité pour solution.

Quoi qu'il en soit de cette solution, si ces titres à la levée des scellés ne se sont point trouvés dans le secretaire, celui qui les en a ôtés, est celui-là même qui s'est emparé du double de l'acte, du traité des bois, résilié & biffé, du contrat en brevet de 60 mille livres, & des trois quittances de 20 mille, de 18 mille & de 9,500 livres. Le tout devoit y être ensemble : & n'est-ce pas-là le cas, ou jamais, de dire : *is fecit cui prodest*. Celui-là le fit, à qui il importoit de le faire.

Mais comme on n'auroit écarté tous ces titres que pour combattre l'acte avec plus d'avantage par l'obscurité que cette disparition répandroit sur ses clauses ; il faut avouer que cette explication adoptée produiroit tout juste un effet contraire ; puisqu'elle supposeroit nécessairement existant dans le secretaire, cet

acte qu'on vouloit obscurcir , annihiler , diffamer en se permettant la soustraction des titres qui l'auroient rendu inexpugnable. Et voilà que je commence à n'être plus si en peine de ce que sont devenus tous ces titres que je réclame , & même tous ceux que je ne réclame point.

Enfin , sous quelque aspect qu'on envisage la disparution de plus de 100 mille livres , en titres actifs contre moi , attestés par l'acte du premier Avril ; dès qu'il est constant que je devois 139 mille livres ; dès qu'il est constant que leurs titres existoient , soit qu'on veuille que M. Duverney me les ait remis , soit qu'il les ait brûlés comme inutiles , soit qu'on les ait enlevés de son secrétaire à sa mort ; leur non-existence au scellé prouve invinciblement & nécessairement la véracité de l'acte du premier Avril , entre M. Duverney & moi.

Résumons. J'ai droit de réclamer ces contrats , ces reconnoissances , cette foule de pièces qui peuvent me nuire en des mains étrangères. Je vous les demande , armé d'un titre , & vous me faites un tort de ce que vous ne me les rendez pas. Et , de ce que vous ne me les rendez pas , vous en conclurez vicieusement qu'ils n'ont jamais existé ! Puis , fai-

sant

tant de cette conclusion vicieuse le principe d'une autre conclusion plus vicieuse encore , vous ajoutez : Ces titres n'ont jamais existé ; donc l'acte qui les atteste & les réclame , est chimérique & frauduleux.

Mais si vous parveniez à faire confirmer l'arrêt, (ce qui fait frémir à penser) lorsqu'un jour vous viendriez me demander le paiement de ces 100 mille livres , qu'aurois-je à vous répondre ? Quoi ? Que vous avez tort de me les présenter à payer ; parce que vous m'avez soutenu en plaidant , que ces titres n'existoient pas.

A la vérité , me diriez-vous , ils n'existoient pas au scellé ; mais je les retrouve entre les mains de M. Tel , à qui M. Duverney les avoit confiés : vous les deviez , vous les avez avoués , enfin les voici : l'acte qui en portoit l'acquiescement est annulé , donc il faut les payer.

Je vous jure , Monsieur le Comte , que je ne repliquerois pas un mot , tant ce raisonnement me sembleroit juste : aussi n'est-ce pas vous alors qui auriez tort envers moi : mais bien l'arrêt d'annullement.

Ainsi défarmé , dépouillé , blessé deux fois par une arme à deux tranchants , après avoir payé cent mille francs à M. Duverney , j'aurois perdu mon procès , parce que les titres

n'en existoient pas au scellé ; & le procès perdu , je serois tenu de les payer à son légataire une seconde fois , parce que ces titres existoient ailleurs. Etes-vous bien résolu maintenant de presser la confirmation de l'arrêt ? Voilà pourtant ce qui en résulteroit contre moi.

A R T I C L E X I I I .

Toujours M. Duverney qui parle.

Plus , je m'engage à lui rendre toutes les lettres , papiers , sollicitations , &c. que la famille Royale m'a faites , ou fait faire pour lui , & qu'il appelle ses lettres de noblesse.

Vous vous êtes bien gardé , Monsieur le Comte , de produire au procès ces précieuses sollicitations qui ont fondé l'attachement de M. Duverney pour moi. Vous avez craint qu'on ne vît , dans les recommandations les plus pressantes , la source d'une amitié sur laquelle vous vouliez répandre un nuage funeste à mon existence & à la mémoire de votre bienfaiteur. Mais vous me les rendrez toutes ; car j'en ai des copies ; & elles ont été inventoriées : une lettre de l'exécuteur testamentaire me l'atteste. Vous aviez intérêt à les taire : vous n'en avez rien dit nulle part ; & c'est le seul point de tous vos plaidoyers où vous ayiez été conséquent.

Seulement à la page 45 de votre dernier mémoire , lorsque vous voulez établir qu'en 1761 , je n'avois pu placer 60 mille livres à 10 pour cent sur M. Duverney , vous glissez bien insidieusement une prétendue phrase d'un de mes billets , daté de Juillet 1762 , c'est-à-dire , d'un an après , où vous me faites écrire ces mots : *pour sortir du malheur opiniâtre qui me poursuit...* ; & vous en concluez que je n'avois rien , puisque j'étois si malheureux !

Citateur fidele & toujours de bonne foi ! montrez-le donc aux Juges ce billet où j'écrivois les mots que vous citez ; ils verront de quelle main respectable est le billet ; ils verront de quel endroit il est daté ; ils verront qu'il porte cette phrase : *Nous voudrions bien qu'il pût sortir enfin du malheur opiniâtre qui le poursuit, & non, qui me poursuit !*

Alors se rappelant que mes augustes Bienfaitrices favoient bien que M. Duverney s'étoit obligé de me faire avoir un intérêt dans les vivres de Flandre , & ne l'avoit pu ; qu'il m'avoit prêté cinq cents mille livres pour acquérir une charge qu'on m'avoit enlevée ; & que tous les efforts de la plus puissante protection n'avoient servi qu'à me procurer les modiques fonds dont M. Duverney me faisoit depuis un an la rente à dix pour cent : ils

concluront que ce billet , plein de bonté , de grace & d'intérêt , ne prouve pas en 1762 , que je n'eusse point placé une somme en 61 ; mais que beaucoup d'efforts généreux , en ma faveur , n'avoient eu depuis un an aucun succès.

Alors , pour échapper un moment au dégoût d'une discussion aussi triste , ils réfléchiront avec moi , que , *dans le malheur opiniâtre qui me poursuivoit* , & m'empêchoit de réussir à rien , j'étois pourtant la plus fortunée créature du monde , puisque , d'un côté , ce qu'il y avoit de plus grand , de plus vertueux & de plus auguste en France , ne dédaignoit pas de me recommander en termes aussi pressants à M. Duverney , & que de l'autre , le plus digne ami avoit la bonté de s'affliger de ne pouvoir m'arracher , malgré tous ses efforts , *au malheur opiniâtre qui me poursuivait*.

Ainsi toujours pauvre & battu des événements , marchant sans arriver , toujours prêt d'être riche , & ne l'étant jamais ; mais ma reconnoissance l'emportant sur mes chagrins , j'étois ferein , j'étois gai , tranquille , & , s'il faut l'avouer , bien plus heureux de tant devoir , qu'infortuné de ne rien avoir.

Telle a toujours été ma vie. Souvent dé-

solé, mais toujours consolé, je me suis moins affecté de mes pertes qu'occupé de leurs dédommagements.

Aujourd'hui même que je crois avoir éprouvé plus de malheurs qu'il n'en faut pour lasser la patience de douze infortunés, je suis d'un sang-froid qui va jusqu'à donner de l'humeur à mes ennemis. Ils ne me trouvent pas assez à plaindre, parce qu'il me reste encore du courage; ils voudroient me voir les yeux cavés, le visage abattu, l'air bien morne ou bien désolé.

Depuis quatre ans, à la vérité, je me suis vu mal-aisé, maltraité, mal attaqué, mal dénigré, mal jugé, mal dénoncé, mal blâmé, mal assassiné; j'ai perdu ma fortune & ma santé; tous mes biens sont encore saisis, & je plaide pour les ravoir; ce qui achève le tableau.

Mais enfin, comme il est bien prouvé que tout ce qu'on m'a fait, on me l'a fait tout de travers; cela est-il donc sans ressource? Mes ennemis, pour m'avoir déchiré, m'ont-ils accablé? Le funeste arrêt qui a tenté de me flétrir, y est-il donc parvenu? Les brigands qui m'ont poignardé cette automne, empêchent-ils que je ne sois au monde? Le Comte Falcoz a-t-il bien gagné son indigne procès?

Sera-ce un lourd mémoire , une plate épigramme , ou une mauvaise chanson qui me mettront au désespoir ? N'ai-je aucune espérance de rentrer dans mes possessions ? Ne vit-on pas long-temps avec une mauvaise fanté ? Ne suis-je pas occupé à me pourvoir contre cet arrêt du blâme ? Enfin la tourbe de mes ennemis est-elle donc si triomphante ? Eh ! Messieurs , au-lieu de vous dépiter de ce que je ne suis pas plus malheureux , rougissez , en comparant votre sort au mien , de n'être pas plus heureux vous-mêmes !

A mon égard , depuis long-temps , je fais bien que vivre , c'est combattre , & je m'en désolerois peut-être , si je ne sentoiss en revanche que combattre , c'est vivre.

Ce petit repos vous a-t-il délassé , Lecteur ? Pour moi , je me sens mieux. Remettons-nous en marche. Le chemin est pénible , escarpé ; mais l'honneur est au bout. Il y a long-temps que ceci n'est plus pour moi un procès d'argent.

ARTICLE XIV.

Plus je m'engage à lui faire tenir un de mes grands portraits du meilleur maître , pour le don duquel il me sollicite depuis long-temps.

Dans ma première partie , j'ai dit , Monsieur le Comte , que vous aviez été fort étonné qu'un pareil engagement fût entré dans un arrêté ; mais nous avons coulé cet article à fond ; la redite en feroit inutile.

Rappelez-vous seulement que c'est la première chose que je vous ai demandée dans mes lettres. Je ne ferai pas généreux sur cet article : je vous en avertis. Ce portrait si long-temps promis est celui d'un homme à qui je dois bien plus que de l'argent. Je lui dois le bien inestimable de savoir m'en passer & d'être heureux. Il m'apprit à regarder l'argent comme un moyen , & jamais comme un but. C'étoit un grand mot qu'il disoit là !

Il n'est plus cet ami généreux ! cet homme d'Etat , ce philosophe aimable , ce pere de la Noblesse indigente ; le bienfaiteur du Comte de la Blache & mon maître ! Mais j'avoue que le plaisir d'avoir reconquis son portrait , mesuré sur le chagrin de sa longue privation , fera l'un des plus vifs que je puisse éprouver. Telle est l'inscription que je veux mettre au bas.

PORTRAIT DE M. DUVERNET , PROMIS long-temps par lui-même ; EXIGÉ par écrit de son vivant ; DISPUTÉ par son légataire après sa mort ; OBTENU par sentence des Requêtes de l'Hôtel ; RARÉ de mes possessions.

par jugement d'un autre tribunal ; RENDU à mon espoir par arrêt du Conseil du Roi , définitivement ADJUGÉ par arrêt du Parlement de... A SON DISCIPLE BEAUMARCHAIS, &c...

C'est ainsi que , depuis la satisfaction des besoins les plus matériels, jusqu'aux plus délicates voluptés d'une ame sensible , tout me paroît fondé sur le sublime & consolant principe de la compensation des maux par les biens.

Ce portrait de M. Duverney renouvelle en moi le souvenir vif & pressant de ce grand citoyen ; & le cabinet d'un particulier me paroît un lieu trop obscur pour qu'il y soit placé dignement. Il a trop mérité de la patrie , en fondant une éducation convenable à tous les fils de nos défenseurs ; il a trop mérité de son siècle , en le rendant rival de celui qui assura la retraite à ces mêmes défenseurs , pour qu'on ne lui assigne pas une place très-honorable.

Il manque à l'Ecole militaire un mausolée de ce grand homme. On l'avoit forcé de laisser prendre en marbre un buste de lui pour ce digne emploi. Le Comte de la Blache , à sa mort , a refusé ce buste à l'Ecole militaire.

Puisse-t-il , arraché à l'avarice , y être placé par mes mains , avec cette inscription : *Elevé par la reconnoissance à l'ami de la patrie. Et*

c'est à quoi seront employés tous les dommages & intérêts auxquels une poursuite injurieuse me donne un droit incontestable. J'en indique exprès l'usage , afin qu'on ne me les épargne pas. Hors de cet emploi de prédilection, ils appartennoient aux pauvres. Mais la charité n'est qu'une vertu ; la reconnoissance est un devoir , elle aura la préférence.

A R T I C L E X V.

Toujours M. Duverney.

J'exige de son amitié qu'il brûle notre correspondance secrète , comme je viens de le faire de mon côté , afin qu'il ne reste aucun vestige du passé , & j'exige de son honneur qu'il garde , toute sa vie , le plus profond secret sur ce qui me regarde , dont il a eu connoissance.

Cet article est la preuve que ce n'est pas moi qui me suis réservé la liberté de brûler des lettres & des pieces importantes, comme mon adversaire l'a plaidé , mais qu'on l'a exigé de mon *amitié*, de mon *honneur*, & qu'on m'a fait exprès cette loi dans un acte qui pouvoit devenir public un jour , afin que la publicité même de la défense me punît de ma lâche infidélité par le déshonneur , si jamais je m'en rendois coupable ; & c'est le motif que M.

Duverney m'a donné lui-même de la volonté obstinée qu'il a mise à faire insérer cet article dans l'acte.

Quant à ce qui me regarde, ai-je mis le moindre mystère aux objets de notre compte? Ils ne pechent que par trop de clarté, de prolixité; puisque leur étendue seule a fourni le prétexte à mon adversaire de les commenter, expliquer & travailler à sa manière : de sorte que, dans ses écrits, on trouve toujours pour résultat de sa logique, que je suis un frippon, un sot; son bienfaiteur un imbécille; l'acte une ineptie d'un bout à l'autre; lui, Comte de Falcoz, un adversaire très-moderé, très-équitable; & maîtres tels & tels de grands Orateurs. *Plaudite manibus.*

ARTICLE XVI.

Et moi Caron de Beaumarchais, aux clauses & conditions ci-dessus énoncées, je promets & m'engage de remettre, DEMAIN POUR TOUT DÉLAÏ, à mondit Sieur Duverney, les pièces essentielles qui lui manquent sous le n°. 5, 9 & 62. Plus, le traité de société entre nous sur les bois de Touraine, que je résilie uniquement par respect pour le desir qu'il en a dans un moment où j'aurois plus besoin d'appui dans cette affaire; & quoiqu'il m'eût été bien plus avantageux que mondit

Sieur prêt, pour son compte, tout le tiers d'intérêt que nous y avons en commun, comme je l'en sollicite depuis long-temps. Je refuse les huit mille livres de l'intérêt des 75 mille livres avancées; mais j'accepte le prêt de 75 mille livres, comme une condition rigoureuse de la réiliation, & sans laquelle elle n'auroit pas lieu, & au défaut duquel prêt le traité reprendroit toute sa force. Ainsi, pour la juste balance de notre compte, je réduis ma créance sur mondit Sieur Duverney à la somme de quinze mille livres; lesquelles payées, le contrat à quatre pour cent, les lettres, papiers, reçus, billets remis, & le prêt de 75 mille livres effectués, je reconnois mondit Sieur Duverney quitte de tout envers moi. Et pour tous les articles de cet arrêté FAIT DOUBLE entre nous, nous donnons à cet écrit sous seings-privés, toute la force qu'il auroit pardevant Notaires, avec promesses d'en passer acte à la première réquisition de l'un de nous. A PARIS LE PREMIER AVRIL 1770. Signés, PARIS DUVERNEY, & Caron de Beaumarchais.

Ce dernier article, le plus long de tous, fait la clôture de notre acte : mais quelque net qu'il paroisse, il n'a pu échapper à la censure de mon adversaire. Il prétend d'abord que je m'y donne les airs d'un homme qui récompense les complaisances de son inférieur,

par un modique présent de huit mille livres. C'est ainsi qu'il qualifie le refus que je fais des huit mille francs d'intérêt des 75 mille livres *que j'avois avancées* pour M. Duverney. On reconnoît par-tout votre maniere équitable de présenter les objets : toujours le même Monsieur le Comte , toujours.

Mais, puisque l'affaire des bois me devient personnelle , puisqu'on me fournit les moyens de la continuer avec avantage , & que les fonds que j'y ai faits restent pour mon compte , ne feroit-il pas injuste à moi d'en percevoir les intérêts? Je refuse modestement la générosité qu'on a voulu m'en faire; & vous donnez à cet acte de justice un nom odieux! Que feroit-ce donc si je l'avois acceptée! Ma société devant me payer un jour ces huit mille livres d'intérêts , j'en aurois reçu seize au lieu de huit pour l'intérêt de 75 mille livres; & c'est alors que j'aurois fait un double emploi mal-honnête.

Ainsi, vous trouvez , dans l'acte , de doubles emplois par-tout ou il n'y en a point , & vous me reprochez de n'en avoir pas fait un au seul endroit où il feroit certainement , si j'avois pensé comme vous en réglant mes comptes.

De quelque façon que je m'y prenne, on voit que je n'aurai jamais raison avec un adver-

faire aussi cauteleux ! son système est de me tendre des pièges sur toutes les phrases de cet acte. „ Vous m'imposez (a-t-il imprimé quel-
 „ que part) la peine de renouer la société pour
 „ les bois , si je ne vous prête pas 75 mille li-
 „ vres. Mais pour reprendre cette société, il
 „ faudroit que le traité en existât : vous l'avez
 „ résilié , biffé , annullé ; vous l'avez rendu ,
 „ & tout est consommé à cet égard. Puisque ,
 „ de reprendre l'engagement de cette société ,
 „ étoit la seule peine prononcée par vous-même
 „ contre le défaut de fournissement des 75
 „ mille livres , & que vous ne pouvez me for-
 „ cer de reprendre les engagements d'un traité
 „ inconnu qui n'existe plus , je ne suis tenu de
 „ faire ni l'un ni l'autre ”.

N'est-ce pas là , Monsieur le Comte, votre raisonnement dans toute sa splendeur ? Je n'ai pas cherché à l'affoiblir en le rapportant. Voyons si ma réponse aura quelque mérite à vos yeux ; c'est à votre bienfaiteur que je l'adresse.

Entendez-moi , M. Duverney , je vous en conjure.

Par notre arrêté de compte , vous avez exigé que je vous remisse , *le lendemain , pour tout délai* , le traité de société résilié & biffé ; je l'ai fait par déférence. Vous ne vous êtes réservé

dans notre acte , aucune option sur le prêt , puisque vous en avez fait l'indemnité de la résiliation d'une société qu'il vous importoit d'éteindre. Moi seul , en acceptant le fournissement de 75 mille livres , je m'étois réservé le droit de vous forcer à reprendre cette société , en cas que je ne pusse arracher de vous le prêt d'argent qui étoit le prix de sa dissolution. Mais après avoir fait votre choix , après m'avoir ôté des mains le traité résilié , vous croyez-vous en droit , pour me ruiner , de revenir à choisir , entre deux obligations , la seule que vous avez rendu impraticable ? Au défaut de celle-ci , l'obligation du prêt ne demeure-t-elle pas dans toute sa force ?

Pour être conséquent , je vais donc vous poursuivre pour le fournissement de l'argent convenu ; & si tous vos biens ne sont pas suffisants pour le remplir , alors seulement je conviendrai que j'ai eu tort de vous rendre un traité biffé , par lequel , en vertu de l'alternative que je m'étois réservée , je vous forcerois aujourd'hui de supporter tout le poids d'une affaire , dont vous vous êtes allégé à mes dépens.

Tant que vous avez vécu , Monsieur , je n'ai pas eu besoin d'employer ce langage sec & rigoureux : vous étiez juste , grand , généreux ; mais vous n'existez plus malheureusement , &

vos représentants n'ont hérité que de vos biens.

J'ai dit plus haut que, de quelque façon que je m'y prisse, je n'aurois jamais raison avec un adversaire aussi cauteleux que le mien. Je vais plus loin; il m'étoit impossible d'éviter de plaider avec lui. Par son humeur pour une demande de quinze mille francs, jugez quelle eût été sa rage contre moi, si l'arrêté de compte qu'il rejette, n'avoit pas été fait du vivant de M. Duverney. Aux prétentions du Comte de la Blache, j'opposerois

| | |
|---|---------------------|
| Trois quittances valant. . . . | 47,500 liv. |
| Un contrat en brevet de . . . | 60,000 |
| Les arrérages à dix pour cent depuis 1762 jusqu'en 1770. . . . | 46,500 |
| Un traité de société, dont les fonds à rembourser | 75,000 |
| L'intérêt porté à | 8,000 |
| TOTAL | 237,000 liv. |

Réduiroit-il alors mes débets à 56 mille livres ? Au contraire, il feroit bien désolé de ne pouvoir pas m'opposer pour plus de 139 mille francs de titres.

Or, cette somme défalquée de 237 mille livres, me laisseroit aujourd'hui créancier, &

créancier rigoureux de 98 mille francs ; ou j'aurois sur lui une rente viagere de 6 mille livres ; & il seroit chargé seul du poids des fonds & de l'embarras de suivre l'affaire des bois de Touraine.

Et si j'avois été l'homme infame pour lequel le Comte de la Blache voudroit bien me donner ; à cette créance légitime de 98 mille livres , j'aurois pu joindre la créance abusive de 160 mille francs de billets au porteur. Le Comte Falcoz auroit beau crier aujourd'hui , gémir , imprimer que je suis un monstre , il faudroit acquitter ces billets , & au-lieu de 15 mille francs , me payer 258 mille livres.

Je ne rougis point d'avoir eu des obligations à M. Duverney ; & le seul bien de cette odieuse affaire est de m'avoir fourni l'occasion d'en publier ma reconnoissance ; mais je me glorifie d'avoir été assez heureux pour lui rendre à mon tour de très-grands services. J'ai passé ma vie à faire du bien au-delà de mes moyens , & à mériter la réputation d'homme juste qui m'est aujourd'hui contestée ; & depuis quatre ans , le Comte de la Blache m'a outragé de toutes les manieres possible , pour une misérable somme de quinze mille livres.

L'humeur me gagne : il est temps de m'arrêter. Je crois avoir prouvé que les trois pie-
ces ,

ces , sous les numéros 5 , 9 & 62 , sont des objets étrangers à mon compte ; qu'elles ne sont point des titres à argent ; & que si je ne les avois pas rendues , j'aurois dû les brûler. Je crois avoir solidement établi que la remise des 160 mille francs de billets au porteur , avant d'entamer le compte , est un trait d'équité de ma part , qui reflète avantageusement sur tout le reste de l'acte ; ou sous un autre point de vue , une preuve incontestable que chacun y veilloit à ses intérêts. Je crois avoir prouvé que je ne devois au total , à M. Duverney , que 139 mille francs ; que je les ai bien payés ; que les 15 mille francs qui me sont dus par le résultat , ne peuvent m'être contestés ; que le fournissement des 75 mille livres doit être effectué sans délai , aux termes de l'acte ; & que , loin que les intérêts du Comte de la Blache se trouvent lésés par cet arrêté de compte , il doit , à ma seule équité , de n'avoir pas à remplir envers moi des engagements immenses ; qu'indépendamment de l'injustice de ses prétentions au fond , la forme de l'arrêt qui lui a donné gain de cause , est vicieuse de tout point , & que cet arrêt ne sauroit subsister.

Mais quand on se rappellera , Monsieur le Comte , ce que j'ai fait pendant six mois ,

pour ne point avoir de procès avec l'héritier de mon bienfaiteur ; quand on verra mes lettres remplies d'égards, vos réponses pleines de hauteur !

Quand on se rappellera le dépôt volontaire de mon acte, chez Me. Mommet, Notaire, l'invitation réitérée que je vous ai faite d'y amener les amis & les commis de M. Duverney, qui tous vous ont blâmé de m'intenter cet indigne procès !

Quand on se rappellera l'honnêteté de mes propositions à votre conseil assemblé, l'offre que j'ai faite de les prendre pour arbitres, quoique vos amis, & celle de leur envoyer mon blanc-seing.

Lorsqu'on se rappellera comment votre Avocat d'alors m'a longuement injurié, pour de l'argent, dans ses plaidoyers & mémoires ; comment vous m'avez ensuite accusé d'avoir fabriqué de fausses lettres de Mesdames, afin qu'on en induisît que j'avois bien pu fabriquer un faux acte ; & comment, vous joignant enfin au rapporteur Goëzman pour me déchirer, vous lui avez écrit de *Paris* (que vous nommiez *Grenoble*) que j'étois *le calomniateur le plus atroce, un monstre achevé, un serpent rongeur de limes, une espece venimeuse, dont il falloit purger la société par la voie du bourreau !*

Malheureux prophete ! il s'en est peu fallu que je n'aye été la victime de vos affreux pronostics. Et quand vous faisiez la prédiction , on fait ce que vous tentiez pour en assurer l'accomplissement ! Premier auteur de tous mes maux ! vous ne fûtes étranger à aucun d'eux. Dans cette longue carriere de douleurs , vous m'avez toujours poursuivi l'intrigue à la main , la haine au cœur , & l'injure à la bouche !

Huit jours avant l'arrêt , (cet horrible arrêt , qui pourtant ne m'a rien ôté) l'on vous a vu triompher tout haut du sort qu'on me destinoit au Palais , & que vous espériez voir encore plus funeste ! Homme injuste ! vous avez été trompé ! mais vous l'eussiez été de même en tout autre cas. Je ne suis pas aussi sage que Socrate , ai-je dit alors bien des fois à mes Juges , mais avec son innocence j'aurais sa fermeté , j'irai jusqu'à la ciguë , & je la boirai.

Et il n'y point ici de roman : vous savez si je l'aurois bue ; ô vous , que je m'abstiens de désigner autrement , auguste protecteur ! vous à qui mon cœur oseroit donner un nom plus tendre , s'il pouvoit s'allier avec le plus profond respect ! vous savez si je l'aurois bue !

Lorsqu'après m'avoir fait chercher par-

tout, la veille de cet affreux jugement, vous me dites avec un noble & tendre intérêt, qui fit treffaillir mon ame de plaisir : N'allez pas demain au Palais, mon enfant, je tremble pour vous ; si les bruits se réalisoient, si les résolutions étoient funestes, on vous feroit passer de l'interrogatoire au cachot.... N'allez pas demain au Palais.

Non, Monseigneur, mes ennemis ne me reprocheront point de n'avoir montré qu'un faux courage ; il me reste un interrogatoire à subir avant le jugement ; c'est mon devoir, il faut l'accomplir. J'irai demain au Palais. Et quant aux dangers que vous craignez pour moi, daignez m'entendre.

Je ne fais pas encore jusqu'à quel point une ame humaine peut s'exalter dans le malheur ; il fera temps alors de s'en occuper ; mais soyez sûr que le bras infâme ne fouillera point vivant un homme que vous avez honoré de votre estime. On excuse un infortuné.....

Le lendemain matin j'étois sous les terribles voûtes à cinq heures, avant l'ouverture des portes. Mais seul, à pied, traversant dans l'obscurité ce pont si bruyant qui mène au Palais, frappé du silence & du calme universel qui me faisoit distinguer le bruit de la

riviere ; je disois en perçant le brouillard :
 Quel fort bizarre est le mien ! Tous mes amis ,
 tous mes concitoyens sont livrés au repos ;
 & moi je vais peut-être au-devant de l'infamie ou de la mort. Tout dort en cette grande ville , & peut-être je ne me coucherai plus.

La douleur m'emporte ; il faut achever.

Bientôt on ouvrit le Palais. Je les vis tous arriver en robe , & monter en silence au tribunal. Chacun en passant jetoit un coup d'œil sur la victime ; & moi je comptois les sacrificateurs. Voilà donc ceux , disois-je , qui vont me condamner.

Je fus long-temps interrogé. Ma tranquille fermeté fit peut-être penser que mon danger m'échappoit , & que la précaution de m'arrêter prisonnier étoit inutile ; & j'ai su , depuis , qu'un honnête homme des sous-ordres qui me connoissoit bien , ne cessoit de répéter en soupirant : Eh ! Messieurs, vous l'aurez tant que vous voudrez : je réponds bien que celui-ci ne s'enfuira pas.

Je sortis de la grand'Chambre à huit heures , exténué , mourant de froid. J'entrai chez une de mes sœurs , logée à quatre pas. Je suis bien fatigué , lui dis-je , & je ne veux pas m'éloigner du Palais. Ils ont beaucoup à lire avant

d'opiner. Fais-moi donner un lit, chere sœur : un peu de repos me rafraîchira la tête , & j'en ai grand besoin.

Je ne voulois que me reposer , je tombai dans un sommeil léthargique.

Ce secours hospitalier , cet oubli momentané de mes maux me fut très-utile , en ce qu'il remplit une partie de l'horrible journée à la fin de laquelle.... On fait le jugement. Mais ce qu'on ne fait pas , c'est que pendant que tous mes amis se désoloient sur mon sort , jamais particulier ne fut honoré d'une bienveillance plus auguste , & ne reçut des témoignages plus généreux & plus flatteurs de l'estime publique ; enfin , jamais infortuné ne goûta de joie aussi pure que la mienne ; & je disois , en me recueillant le soir sur des contrastes aussi étranges :

O vous , qui , chargés du pouvoir momentané d'infliger des peines , avez prononcé sur moi une peine d'opinion , sans avoir égard à l'opinion qu'on auroit de votre jugement ! voyez mon sort & comparez !

C'est alors que mon repos fut doux. J'avois passé la nuit précédente à mettre ordre à mes affaires , dont la plus importante à mes yeux fut de partager les débris de ma fortune entre mes parents , sous la condition expresse de

suivre le procès que je défends aujourd'hui, jusqu'à extinction d'argent & de chaleur. L'autre affaire honoroit ma mémoire, & celle-ci restée en suspens pouvoit la dégrader : aussi l'exhérédation étoit-elle la moindre peine que je prononçois contre le lâche ami qui m'abandonneroit en ce point ; autant qu'il étoit en moi , je le vouois à l'indignation publique.

Il fera suivī ce procès ! graces au Ciel, je suis vivant ; quand , depuis ce moment , j'ai dû , deux fois , être mort. Tous les Jurisconsultes disent que l'arrêt sera cassé. J'en accepte l'augure avec reconnoissance ; & je sens dans mon cœur qu'il doit l'être. N'ai-je pas assez payé ma dette à l'infortune ; & n'est-il pas temps que le malheur finisse ?

Et cependant l'auteur connu de tant de maux , qui me provoque encore à prendre la plume , finit son dernier mémoire , en disant , le plus dédaigneusement qu'il peut , *que le seul parti qui lui convienne , est de mépriser mes défenses , qu'il appelle de mauvais propos.*

Tout ce qu'il vous plaira , Monsieur le Comte. Armez-vous d'un ton bien supérieur ; masquez-bien votre avarice ; affectez le plus grand dédain ; j'y consens : bien assuré que , si quelqu'un vous pardonne un jour de m'a-

voir méprisé , jamais personne au moins ne me méprisera pour vous avoir pardonné.

CARON DE BEAUMARCHAIS.

Considérant que le Sieur de Beaumarchais , injurié , calomnié , diffamé de la maniere la plus outrageante , par un mémoire rendu public à la veille du jugement , s'est vu dans la nécessité de se justifier des inculpations graves qui ont été faites , & qui exigeoient une réponse énergique & capable de détruire l'impression que laisse toujours la calomnie dans l'esprit de ceux qui ne jugent que par le ton d'assurance ou la hardiesse des assertions.

Que sa réponse est une défense de droit naturel , qui ne peut jamais être interdite à un citoyen aussi grièvement offensé ; qu'en l'examinant avec attention , on voit qu'aucun des faits qu'elle contient n'est étranger à la question débattue.

Que cette justification est la plus claire & la plus forte qu'un homme , attaqué dans son honneur , puisse donner de sa conduite ; qu'elle contient une analyse de l'acte du premier Avril 1770 , & un historique des antécédents , tellement propres au Sieur de Beaumarchais , qu'aucun autre que lui n'eût pu les mettre dans un jour si lumineux.

Que si cette défense eût dû gagner quelque chose à être refondue dans le style de Me. du Parc , elle eût pu y perdre ce caractère de vérité qui prévient & qui touche en faveur d'un homme offensé qui se défend lui-même.

Nous estimons qu'elle auroit dû être adoptée par

le défenseur du Sieur de Beaumarchais , puisqu'il doit être convaincu de la pureté de la conduite de son client , & pénétré de la justice de sa demande en cassation de l'arrêt du 6 Avril 1773 ; que l'adoption que Me. du Parc en auroit faite , eût autant honoré la sensibilité de l'Avocat , que la justification honore les lumieres & la probité du client.

Il est donc très-malheureux , pour le Sieur de Beaumarchais , qu'une pareille défense ne puisse être produite sous la forme d'un mémoire signifié ; mais ne pouvant lui en fournir les moyens , contre le vœu prétendu de tant de réglemens intérieurs du corps des Avocats aux Conseils , nous nous bornons à l'inviter de moins s'occuper du ressentiment que lui causent les refus de son défenseur , que d'instruire ses Juges & le public de la nature des obstacles qu'il trouve à publier une justification aussi intéressante pour lui.

Nous estimons enfin que le Sieur de Beaumarchais peut & doit produire la présente consultation , non comme piece d'une instance au Conseil du Roi , mais comme l'avis d'un Jurisconsulte , sur la question qui lui est proposée par le Sieur de Beaumarchais , dont les malheurs , le courage & la position pressante doivent intéresser tous les honnêtes gens.

Délibéré à Paris , le 12 Janvier 1775 , par nous Avocat au Parlement.

AD E R.



*COMPTE DÉFINITIF entre MM. Duverney
& Caron de Beaumarchais.*

Nous soussignés Pâris Duverney, Conseiller d'Etat & Intendant de l'Ecole Royale militaire, & Caron de Beaumarchais, Secrétaire du Roi, sommes convenus & d'accord de ce qui suit.

ART. I. Les comptes respectifs que nous avons à régler ensemble depuis long-temps, bien examinés, débattus & constatés, moi Duverney, je reconnois que toutes les pieces justificatives de l'emploi de divers fonds à moi, qui ont passé par les mains de mondit Sieur de Beaumarchais, sont claires & bonnes. Je reconnois qu'il m'a remis aujourd'hui tous les titres papiers, comptes, reçus, missives, relatifs à ces fonds & je le tiens quitte de tout à cet égard envers moi, à l'exception des pieces importantes sous les numéros 5, 9 & 62, qui manquent à la liasse, & qu'il s'oblige de me rendre en mains propres le plutôt qu'il pourra; & en cas d'impossibilité, de les brûler sitôt qu'il les aura recouvrées.

ART. II. Je reconnois qu'il m'a aujourd'hui remis tous mes billets au porteur, montant ensemble à la somme de cent soixante mille livres, dont il n'a fait qu'un usage discret, duquel je suis content.

ART. III. Distraction faite des fonds ci-dessus, avec les sommes, que j'ai personnellement prêtées à mondit Sieur Beaumarchais, soit sans reçus, soit avec reçus ou billets faits à moi ou à un tiers pour moi, je

vois qu'il me doit , y compris le contrat à quatre pour cent , passé chez Devoulges (de payemens faits à la veuve Panetier & l'Abbé Hémar , pour l'acquisition de sa charge de Secrétaire du Roi) que j'ai de lui , & tous les arrérages dudit contrat jusqu'à ce jour , la somme de cent trente neuf mille livres. *SUR QUOI,*

ART. IV. Je reconnois & reçois ma quittance du 27 Août 1761 , de la somme de vingt mille francs , que je lui avois remis sur son billet au porteur , en date du 19 Août précédent , & qu'il m'a rendus sans en avoir fait usage ; lequel billet au porteur s'est égaré dans mes papiers alors , sans que je sache ce qu'il est devenu ; mais que je m'engage de lui rendre , ou indemnité en cas de présentation au paiement.

Plus , je reconnois ma quittance du 16 Juillet 1765 , de dix-huit mille francs ; plus , celle de neuf mille cinq cents livres , du 14 Août 1766.

ART. V. Plus , je reçois en paiement , la défalcation de la rente annuelle viagère de six mille livres , que j'ai dû lui fournir , aux termes de notre contrat en brevet passé chez Devoulges , le 1 Juillet 1768 ; lesquels arrérages n'ont été fournis que jusqu'en Juillet 1762 (à cause de plus fortes sommes que je lui ai prêtées alors ,) & qui se montent aujourd'hui à quarante-six mille cinq cents livres.

ART. VI. Plus , je me reconnois débiteur de mondit Sieur de Beaumarchais de la somme de soixante-quinze mille livres , pour les fonds qu'il a mis dans l'affaire des bois de la haute forêt de Chinon , où il est intéressé pour un tiers , dans lequel je me suis associé avec lui pour les trois quarts , avec engagement de faire ses fonds & les miens aux termes de notre traité de so-

ciété du 16 Avril 1767; lesquels fonds je n'ai point faits, mais bien lui.

ART. VII. Plus, je me reconnois son débiteur de la somme de huit mille livres pour les intérêts desdites soixante - quinze mille livres, ainsi que je conviens de les porter.

ART. VIII. Plus, comme j'exige qu'il me rende la grosse du contrat de six mille livres viageres qu'il a de moi, quoiqu'il ne dût me les remettre que dans le cas où je ferois quelque chose pour lui, (ce que je n'ai pu) & que j'en reçois le fonds en quittance de la somme de soixante mille francs, aux termes dudit contrat, il résulte que mondit Sieur de Beaumarchais m'a payé deux cents trente-sept mille livres; ce qui passe sa dette de quatre-vingt-dix-huit mille francs.

ART. IX. Pour remettre de la balance dans notre compte, j'exige de son amitié, qu'il réilie notre traité des bois de Touraine. Par ce moyen, le tiers que nous y avons en commun lui restant en entier, les soixante-quinze mille livres qu'il a fait pour nous deux dans l'affaire lui deviennent propres; & il ne fera dans le cas d'effuyer jamais aucune discussion, ni procès de la part de mes héritiers; ce qui ne manqueroit pas de lui arriver s'ils me succédoient un jour dans cette association, comme le porte l'art. IV de notre traité de société; mais pour le dédommager de l'appui qu'il perd aujourd'hui, pour la suite d'une affaire dans laquelle je l'ai engagé, & qui devient lourde & dangereuse, je lui tiens compte des huit mille livres convenues pour l'intérêt des soixante-quinze mille livres qui ont dû courir jusqu'à ce jour pour mon compte; & je promets & m'engage de lui fournir en forme

de prêt , d'ici à la fin de la présente année , la même somme de soixante-quinze mille livres , pour l'aider à faire les nouveaux fonds que l'affaire exige , desquelles soixante-quinze mille livres je ne recevrai point d'intérêt pendant huit ans , (que peut durer encore l'entreprise ,) du jour du prêt , lequel terme expiré , ils me feront remboursés par lui , ou en cas de mort , à mon neveu Pâris de Mezieux , son ami , que j'en gratifie : & si mondit Sieur de Beaumarchais aime mieux alors en passer contrat de constitution à quatre pour cent , que de rembourser , il en fera le maître.

ART. X. Et pour faire la balance juste de notre compte , je me reconnois son débiteur de la somme de vingt-trois mille livres , que je lui payerai à sa volonté , sans qu'il soit besoin d'autre titre que le présent engagement.

ART. XI. Au moyen desquelles clauses ci-dessus énoncées , remise , par mondit Sieur de Beaumarchais , des titres , papiers , reçus , billets au porteur , grosse du contrat de six mille livres de rente viagère , résiliation du traité sur les bois , reconnoissance de mes quittances , arrêté de compte , &c. *Je reconnois mondit Sieur de Beaumarchais quitte de tout envers moi.*

ART. XII. Je promets & m'engage de lui remettre à sa première réquisition , la grosse en parchemin du contrat à quatre pour cent de sa charge de Secrétaire du Roi , comme m'ayant été remboursé , avec tous les arrérages jusqu'à ce jour. Plus , je m'engage de lui remettre tous ses reçus , billets , missives , &c. de toutes les sommes qu'il a touchées de moi , par moi , ou par un tiers pour moi , sous quelques formes que ces reconnoissances se trouvent , soit dans sa dette per-

fonnelle , soit pour les fonds qu'il a touchés pour d'autres affaires , & notamment son billet au porteur du 19 Août 1761 , de vingt mille livres , qui s'est égaré dans mes papiers.

ART. XIII. Plus , je m'engage à lui rendre toutes les lettres , papiers , sollicitations , &c. que la famille Royale m'a faites ou fait faire pour lui , & qu'il appelle ses lettres de noblesse.

ART. XIV. Plus , je m'engage à lui faire tenir un de mes grands portraits , du meilleur maître , pour le don duquel il me sollicite depuis long-temps.

ART. XV. J'exige de son amitié qu'il brûle toute notre correspondance secrète , comme je viens de le faire de mon côté , afin qu'il ne reste aucun vestige du passé ; & j'exige de son honneur qu'il garde toute sa vie le plus profond secret sur ce qui me regarde , dont il a eu connoissance.

ART. XVI. Et moi Caron de Beaumarchais , aux clauses & conditions ci-dessus énoncées , je promets & m'engage de remettre demain pour tout délai , à mondit Sieur Duverney , les pieces essentielles qui lui manquent sous les numéro 5 , 9 & 62. Plus , le traité de société entre nous sur les bois de Touraine , que je réilie uniquement par respect pour le desir qu'il en a , dans un moment où j'aurois le plus besoin d'appui dans cette affaire ; & quoiqu'il m'eût été bien plus avantageux que mondit Sieur prît pour son compte tout le tiers d'intérêt que nous y avons en commun , comme je l'en sollicite depuis long-temps , je refuse les huit mille livres de l'intérêt des soixante-quinze mille livres avancées ; mais j'accepte le prêt de soixante-quinze mille livres comme une condition rigoureuse

de la réfiliation , & fans laquelle elle n'auroit pas lieu , & au défaut duquel prêt le traité reprendroit toute sa force. Ainsi pour la juste balance de notre compte , je réduis ma créance , sur mondit Sieur Duverney , à la somme de quinze mille livres ; lesquelles payées , le contrat à quatre pour cent , les lettres , papiers , reçus , billets , remis , & le prêt de soixante-quinze mille livres effectué , je reconnois mondit Sieur Duverney quitte de tout envers moi. Et pour tous les articles de cet arrêté fait double entre nous , nous donnons à cet écrit sous seings-privés , toute la force qu'il auroit pardevant Notaires ; nous promettant d'en passer acte à la premiere réquisition de l'un de nous.

A Paris , le premier Avril 1770. Signé , Paris Duverney , & Caron de Beaumarchais.

Au-dessus est écrit : Contrôlé à Paris , le sept Janvier 1771 , reçu soixante-seize livres seize sous. *Signé ,*
LANGLOIS.

Nota. Les mots en caractere italique , sont de la main de M. Duverney.

TABLEAU succinct du Compte

Doit M. de Beaumarchais à M. Duverney, la somme de 139,000 l.

Pour payer 139,000 l.

M. de Beaumarchais fournit
la quittance du 14 Août 1761,
de la somme de 20,000 l.

Idem du 16 Juillet 1765 . . 18,000

Idem du 14 Août 1766 . . 9,500

Les arrérages non payés de
la rente viagere de 6000 livres
depuis Juillet 1762 jusqu'en A-
vril 1770, ci 46,500

La mise d'argent dans l'affai-
re des bois de Touraine, dont
M. Duverney devoit faire les
fonds, 75,000

L'intérêt de cette somme por-
té à 8,000

Le fond du contrat de 6000
livres de rente viagere, que M.
Duverney rachete, pour son
capital 60,000

} 237,000 l.

Total des payements faits par
M. de Beaumarchais 237,000 l.

Au moyen de ces payements,
M. Duverney se trouve débiteur
de M. de Beaumarchais de la
somme de 98,000 l.

raisonné des autres parts.

Doit M. Duverney à M. de Beaumarchais . . .
 98,000 l.

Pour le payement, M. Duverney abandonne à M. de Beaumarchais le tiers d'intérêt qu'ils ont dans les bois de Touraine; par-là il s'acquitte envers lui des fonds avancés;
 ci 75,000 l.

M. de Beaumarchais refuse les 8000 liv. d'intérêts de ces fonds; M. Duverney se trouve encore acquitté de . . . 8,000

Par l'écrit fait double des autres parts, M. Duverney doit payer à la volonté de M. de Beaumarchais la somme de
 15,000

Total des payements de M. Duverney 98,000 l.

Au moyen de ces payements, M. Duverney se trouve quitte envers M. de Beaumarchais.

Balance 98,000 l.

E R R A T A.

Ce mémoire examiné de sang-froid, est plein de fautes, & sent par-tout l'ardeur & la précipitation. Je crois qu'il seroit beaucoup meilleur à recommencer qu'à corriger; cependant on ne doit pas y laisser subsister des choses exagérées, plates ou mal dites, ou qui peuvent offenser quelqu'un. C'est déjà trop pour moi que d'être forcé, par le Comte de la Blache, à lui dire des vérités un peu dures.

Page 19, ligne 15, au-lieu de *fonds placés à 30 pour 100 dans les vivres*, mettez ces mots, *plus avantageusement*. De fort honnêtes gens m'ont prouvé que ce bénéfice étoit non-seulement impossible, mais d'une exagération peu honnête sur une affaire que M. Duverney a conduite aussi long-temps. Mon excuse est simple: je n'aurois pas mieux demandé que de savoir par moi-même ce qui en étoit. M. Duverney n'a pu me faire entrer dans la compagnie, je suis toute platement un ignorant de ses gains, & point du tout un critique de ses bénéfices.

Pages 95 & 90, & ce riche légataire jouit à présent de plus de deux cents mille livres de rente. On m'a fait observer que le Comte de la Blache, qui en aura bien davantage un jour, ne les a pas encore tout-à-fait. Eh, mon Dieu: je les lui souhaite; puisse-t-il bientôt les avoir, & des millions par-delà! & qu'il me laisse tranquille!

Page 96, & il auroit douze mille livres de rente de

plus, &c. mettez *cinq* au-lieu de *douze*. Je fais positivement aujourd'hui que le contrat qu'il vouloit faire passer de la tête de la Marquise sa mere sur la sienne, n'est que de cinq mille ou cinq mille cent livres de rente ; cela ne rend pas le procédé du fils plus honnête, mais cela rend la citation de l'Ecrivain plus exacte ; & si c'est moins bien pour lui, c'est mieux pour moi.

Page 137, ligne 11, au-lieu de *vos représentants*, mettez *votre représentant*. En effet, le reste de la famille de M. Duverney représente honorablement sa personne : & le Comte de la Blache, dans le cas dont il s'agit, ne représente que sa fortune.

Page 56, ligne 1, quelques gens de goût disent qu'ils n'aiment point *cordialement*. Je ne l'aime guere plus qu'eux ; ôtez *cordialement*.

Page 30, ligne 6, d'autres n'aiment point *mouiller de sueur*, &c. Ils disent que cette affectation est collégiale. Je ne l'aime ni ne le hais ; cette phrase fut faite avec moins de prétention que de précipitation, ôtez-la si vous voulez.

En général, on trouve à ce mémoire beaucoup d'inutilités, des longueurs, des incorrections, &c. Le meilleur *errata* qu'on puisse donc y faire, c'est que chacun en retranche ce qui lui déplaît. Je serai trop content, pourvu qu'on ne m'ôte point que je suis un honnête homme, & que j'ai raison contre le Comte de la Blache : voilà tout ce j'ai voulu dire.



A R R E S T

D E L A C O U R

D U P A R L E M E N T ,

EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT.

Du 26 Février mil sept cent soixante-quatorze.

Vu par la Cour, toutes les Chambres assemblées, le procès criminel encommencé, fait & parfait en icelle, à la requête du Procureur-Général du Roi, demandeur & accusateur, contre Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais, Ecuyer, Conseiller-Secrétaire du Roi, & Lieutenant-Général des Chasses des Bailliage & Capitainerie de la Varenne du Louvre, grande Vénérie & Fauconnerie de France; Antoine-Bertrand Dairolles, Banquier à Paris; Edme-Jean le-Jay, Marchand Libraire à Paris; Gabrielle-Julie Jamart, épouse de Me. Louis-Valentin Goëzman, Conseiller du Roi en sa Cour de Parlement & Grand'Chambre d'icelle, & ledit Me. Louis-Valentin Goëzman, tous défendeurs & accusés. L'arrêt de la Cour rendu, toutes les Chambres assemblées, sur la requête du Procureur-Général du Roi, le 21 Juin 1773, par lequel il a été donné acte au Procureur-Général du Roi de la plainte qu'il

rendoit des faits énoncés en ladite requête, il lui a été permis de faire informer desdits faits, circonstances & dépendances, pardevant Me. Guillaume-Jean-Baptiste Doé de Combault, Conseiller, pour ladite information faite, communiquée au Procureur-Général du Roi, être par lui requis & par la Cour ordonné ce qu'il appartiendrait; il a été ordonné en outre que le récit fait par ledit Me. Goëzman, & de lui signé, ensemble l'écrit signé le-Jay, en date du 30 Mai 1773, seroient déposés au greffe criminel de la Cour, pour servir & valoir ce que de raison: Vu aussi ledit récit fait par ledit Me. Goëzman, & ledit écrit signé le-Jay, Libraire, du 30 Mai 1773: l'information faite en exécution de l'arrêt susdaté pardevant ledit Conseiller-Rapporteur, les 25, 26 Juin, 1^{er}. & 2 Juillet 1773, ensemble la lettre écrite par le Sieur d'Arnaud à Me. Goëzman, en date du 9 Juin 1773, & annexée à la déposition de la Dame Goëzman. Autre Arrêt de la Cour rendu aussi, toutes les Chambres assemblées, sur les conclusions du Procureur-Général du Roi, le 10 Juillet 1773, par lequel il a été ordonné que l'information seroit continuée, & cependant par provision, qu'à la requête du Procureur-Général du Roi, Edme-Jean le-Jay, Libraire à Paris, seroit pris & appréhendé au corps, & constitué prisonnier ès prisons de la Conciergerie du Palais, les nommés Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais & Antoine-Bertrand Dairrolles, ajournés à comparoir en personne, & Gabrielle-Julie Jamart, épouse de Me. Louis-Valentin Goëzman, Conseiller en la Cour, assignée, pour être tous ouïs & interrogés pardevant le Conseiller-Rapporteur, sur les faits résultants de ladite information, & autres sur

lesquels le Procureur-Général du Roi voudroit les faire entendre; & où ledit le-Jay ne pourroit être pris au corps; après perquisition faite de sa personne, seroit assigné à quinzaine, ses biens saisis & annotés, & à iceux Commissaires établis suivant l'Ordonnance, pour la dite continuation d'information faite & lesdits interrogatoires subis, le tout communiqué au Procureur-Général du Roi, être par lui pris telles conclusions qu'il appartiendrait, & vu par la Cour, être ordonné ce que de raison. Le procès-verbal de capture, emprisonnement & écrou de la personne dudit Edme-Jean le-Jay es prisons de la Conciergerie du Palais, du même jour 10 Juillet 1772, fait par Sergent, Huissier de la Cour: l'interrogatoire subi par ledit le-Jay devant le Conseiller-Rapporteur, les 11 & 19 dudit mois de Juillet; l'interrogatoire subi devant le même Conseiller-Rapporteur par Antoine Bertrand Dairolles, le 21 du même mois; le second interrogatoire subi par ledit le-Jay devant ledit Conseiller, le lendemain 22; les quatre lettres annexées audit interrogatoire par ledit le-Jay; la première desquelles est copie littérale de la lettre écrite par le Sieur Caron à Madame Goëzman à l'effet de lui redemander quinze louis par elle reçus de le-Jay; la seconde écrite par le Sieur Caron de Beaumarchais à le-Jay, le 5 Mai 1773, pour le même sujet; la troisième écrite par ledit Caron de Beaumarchais audit le-Jay, en date du 7 dudit mois de Mai; la quatrième & dernière écrite par Bertrand Dairolles à le-Jay, aussi pour le même sujet: la continuation d'information faite pardevant ledit Conseiller, le 24 Juillet & jours suivants. L'interrogatoire subi pardevant le même Conseiller par Pierre-Augustin Ca-

ron de Beaumarchais , le 27 du même mois de Juillet ; l'interrogatoire subi par la Dame Goëzman , devant le même Conseiller , les 30^e & 31 du même mois de Juillet , & la pièce annexée par la Dame Goëzman à son dit interrogatoire , qui est copie écrite de Donjon , Commis de le-Jay , de la déclaration de ce dernier. La requête de Edme-Jean le-Jay , tendant à ce qu'attendu qu'il étoit domicilié à Paris , qu'il avoit subi interrogatoire , & qu'une plus longue détention opéreroit sa ruine totale & celle de sa famille , il fût ordonné que dès-à-présent & en attendant le jugement du procès dont il s'agit , il seroit élargi & mis en liberté de vaquer aux affaires de son commerce , & qu'à le laisser sortir les Greffier , Concierge & Géolier de la Conciergerie , seroient contraints par les voies de droit , quoi faisant , déchargés , aux offres que faisoit ledit le-Jay de se représenter en état de décret d'assigné pour être oui. L'Arrêt de la Cour , rendu , toutes les Chambres assemblées , sur la requête du dit le-Jay , & sur les conclusions du Procureur-Général du Roi , le 7 Août 1773 , par lequel il a été ordonné , par provision , que ledit Edme-Jean le-Jay seroit élargi & mis hors des prisons de la Conciergerie du Palais , à le laisser sortir les Greffiers & Géoliers des dites prisons contraints par corps , quoi faisant , déchargés , à la charge par lui de se représenter en état d'ajournement personnel à toutes les assignations qui lui seroient données en la Cour , pour l'instruction & jugement de son procès ; faisant à cet effet ses soumissions au Greffe , & élisant domicile. L'arrêt de la Cour , du 12 Août 1773 , rendu , toutes les Chambres assemblées , sur la requête de Pierre-Augustin

Caron de Beaumarchais, tendante à fin de récusation de M. le Président de Nicolai, & de Mes. Nau de Saint-Marc & Gin, Conseillers, par lequel il a été donné acte à M. le Président de Nicolai, & à Mes. Nau de Saint-Marc & Gin de leurs déclarations; en conséquence, il a été ordonné qu'il seroit mis néant sur la requête dudit Caron de Beaumarchais, & qu'elle seroit déposée au Greffe criminel de la Cour. Les requêtes desdits Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais, & Antoine-Bertrand Dairolles, à fin de conversions de leurs décrets d'ajournement personnel en assigné par être ouïs, & à fin de renvoi en leurs fonctions. L'Arrêt de la Cour, rendu toutes les Chambres assemblées, & sur les conclusions du Procureur-Général du Roi, le 17 Août 1773, par lequel il a été ordonné qu'à la requête du Procureur-Général du Roi, lesdits Edme-Jean le-Jay, Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais, Antoine Bertrand Dairolles, & Gabrielle-Julie Jamart, épouse de Me. Louis-Valentin Goëzman, Conseiller en la Cour, accusés, seroient de nouveau ouïs & interrogés par-devant le Conseiller-Rapporteur, sur les faits résultants des charges, informations, & autres sur lesquels le Procureur-Général du Roi voudroit les faire entendre: comme aussi, il a été ordonné qu'à la requête dudit Procureur-Général, & par-devant Me. de Chazal, Conseiller, que la Cour a commis à cet effet, les témoins ouïs es formations & continuation d'information faites en la Cour, se feroient récolés en leurs dépositions, & si besoin étoit, confrontés auxdits Edme-Jean le-Jay, Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais, Antoine Bertrand

Dairolles, & Gabrielle-Julie Jamart, épouse de Me. Louis-Valentin Goëzman, accusés, & lesdits accusés récolés sur leurs interrogatoires, & si besoin étoit, confrontés les uns aux autres, même en temps de vacations, s'il y échet, pour les interrogatoires, récolements & confrontations faits & communiqués au Procureur-Général du Roi, être par lui pris telles conclusions qu'il appartiendrait, & vu par la Cour, être ordonné ce que de raison, les requêtes desdits Caron de Beaumarchais & Bertrand Dairolles ont été jointes au fond du procès, pour, en jugeant, y avoir tel égard que de raison : l'interrogatoire subi par le-Jay devant le Conseiller-Rapporteur, le 20 Août 1773, ensemble la piece annexée audit interrogatoire, intitulée : *Compte des Analyses du droit Public*, du 25 Juillet 1771, portant compte entre Madame Goëzman & le-Jay : l'interrogatoire subi devant ledit Conseiller, par Bertrand Dairolles, le 21 du même mois : l'interrogatoire subi devant le même Conseiller, par Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais, ledit jour 21 Août : l'interrogatoire subi devant ledit Conseiller-Rapporteur, par la Dame Goëzman, aussi le même jour 21 Août : le récolement des témoins en leurs dépositions, fait par Me. Pierre de Chazal, Conseiller-Commissaire, le 26 dudit mois d'Août & jours suivants ; la confrontation desdits témoins à Bertrand Dairolles, accusé devant ledit Conseiller-Commissaire, le premier Septembre 1773 & jours suivants ; autre confrontation des témoins à Caron de Beaumarchais devant le même Conseiller-Commissaire, dudit jour premier Septembre & jours suivants ; autre confrontation des témoins à

le-Jay, devant ledit Commissaire, du 7 Septembre 1773 & jours suivans; autre confrontation des témoins à la Dame Goëzman, devant ledit Conseiller, du 8 dudit mois de Septembre & jours suivans; ensemble la piece représentée par le Sieur Darnaud, lors de sa confrontation avec la Dame Goëzman, & à la réquisition de cette dernière, laquelle est copie d'une lettre du Sieur Darnaud à M. Goëzman, en date du 9 Juin 1773; le récolement des accusés sur leurs interrogatoires, fait devant ledit Me. Chazal, Conseiller-Commissaire, le 27 Août & jours suivans 1773 : la confrontation des accusés au Sieur Caron de Beaumarchais, du 10 Septembre 1773 & jours suivans; autre confrontation des accusés à la Dame Goëzman, dudit jour 10 Septembre 1773 & jours suivans; autre confrontation des accusés au Sieur Bertrand Dairolles, aussi accusé, du 11 du même mois de Septembre & jours suivans; autre confrontation des accusés à le-Jay, aussi accusé, du 16 du même mois de Septembre & jours suivans; le tout fait devant ledit Me. de Chazal, Conseiller-Commissaire; ensemble la piece déposée & représentée par ladite Dame Goëzman, lors de sa confrontation audit le-Jay, ledit jour 16 Septembre 1773, laquelle est la liste de sa portiere, commençant le 11 Mai 1772, & finissant le 9 Septembre 1773; la requête de Louis-François-Claude Marin, tendante à ce qu'il fût ordonné qu'il feroit & demeurerait autorisé à rendre plainte du contenu en ladite requête, se réservant d'y ajouter circonstances & dépendances, soit pardevant la Chambre des Vacations, soit pardevant le Lieutenant-Criminel du Châtelet, & informer sur

icelle, soit pardevant tel Conseiller de la Cour qu'il lui plairoit commettre, ou devant tel Officier du Châtelet qui feroit commis par le Lieutenant-Criminel, & ce tant contre les auteurs, distributeurs, complices & adhérents, pour l'information faite & rapportée en la Cour, toutes les Chambres assemblées, être ordonné, sur les conclusions du Procureur-Général du Roi, ce qu'il appartiendrait; ensemble les pieces annexées à ladite requête; l'Arrêt de la Cour rendu en Vacations sur ladite requête & sur les conclusions de Me. Pierron, Doyen des Substituts du Procureur-Général du Roi, le 21 Octobre 1773, par lequel il a été ordonné que sur ladite requête ledit Marin se pourvoiroit au lendemain de Saint-Martin, toutes les Chambres assemblées; la requête dudit Louis-François-Claude Marin, tendante à ce qu'il lui fût donné acte de la plainte qu'il rendoit contre le Sieur Caron de Beaumarchais, des faits contenus, tant dans sa première requête, que dans la présente, il lui fût permis d'en faire informer pardevant tel Conseiller qu'il plairoit à la Cour de commettre, si mieux n'aime la Cour ordonner que ledit Marin se pourvoiroit pardevant les premiers Juges, sauf à prendre par la suite telles autres conclusions qu'il appartiendrait, sauf au Procureur-Général, dont ledit Marin requéroit la jonction, de prendre lui-même telles conclusions qu'il jugeroit à propos; au bas de laquelle requête est l'Ordonnance de la Cour, qui a réservé à y être fait droit en jugeant; la requête de Joseph-Jacques Gardanne, Docteur-Régent de la Faculté de Médecine de Paris, & Censeur Royal, du 14 Décembre 1773, tendante à ce qu'en procédant au jugement du procès

extraordinairement instruit en la Cour contre le Sieur Caron de Beaumarchais & autres, il fût ordonné que les deux mémoires à consulter & consultations étant ensuite imprimés chez Cellot & Couturier, ayant pour titre, l'un : *Mémoire à consulter & consultation pour Antoine-Bertrand Dairolles, accusé*; l'autre : *Mémoire à consulter pour le Sieur Marin, en réponse à ce qui le concerne dans le Mémoire du Sieur Caron de Beaumarchais*, & contenant, savoir, le premier, quarante-une pages, & le second, trente-six, le tout in-4°. seroient & demeureroient supprimés, comme contenant des faits faux, calomnieux & injurieux à l'honneur & à la réputation dudit Gardanne; en conséquence, il fût ordonné que, dans le jour de la signification à personnes ou à domiciles, de l'arrêt à intervenir, lesdits Sieurs Bertrand Dairolles & Marin seroient tenus de faire au Greffe de la Cour, & en présence de six personnes, dont ledit Gardanne feroit choix, réparation desdites injures, & de déclarer qu'ils le reconnoissent pour homme d'honneur & de probité, de tout quoi il seroit dressé procès-verbal par le Greffier de la Cour, aux fraix & dépens desdits Bertrand Dairolles & Marin, sinon & ledit temps passé, il fût ordonné que l'Arrêt à intervenir vaudroit réparation; il fût fait défenses auxdits Bertrand Dairolles & Marin de plus à l'avenir dire ni écrire des propos injurieux contre ledit Gardanne, sous telles peines qu'il appartiendrait; ils fussent condamnés en telle somme de dommages-intérêts qu'il plairoit à la Cour fixer par forme de réparation civile, applicable, du consentement dudit Gardanne, aux pauvres prisonniers de la Conciergerie du Palais; il fût ordonné que l'Ar-

rêt à intervenir seroit , à la requête & diligence dudit Gardanne , imprimé & affiché par-tout où besoin seroit jusqu'à concurrence de cinq cents exemplaires , aux fraix & dépens desdits Bertrand Dairolles & Marin ; ils fussent condamnés en outre aux dépens envers ledit Gardanne ; il lui fût donné acte de ce qu'il joignoit lesdits deux mémoires à ladite requête ; il lui fût pareillement donné acte de ce qu'il les dénonçoit au Procureur-Général du Roi , pour par lui prendre telles conclusions qu'il aviseroit pour la vindicte publique , sous la réserve que faisoit ledit Gardanne de tous ses autres droits & actions ; au bas de laquelle requête est l'ordonnance de la Cour d'en jugeant & soit signifié , & la signification desdites requête & ordonnance , tant au Procureur-Général du Roi , qu'aux domiciles desdits Marin & Bertrand Dairolles. La requête de Louis-François-Claude Marin , du 16 Décembre 1773 , tendante à ce qu'en procédant au jugement du procès pendant en la Cour , toutes les Chambres assemblées , & dont il s'agit , la requête donnée par Gardanne , & signifiée audit Marin , le 14 dudit mois de Décembre , fût déclarée nulle & de nul effet , ou en tout cas & subsidiairement seulement ledit Gardanne fût déclaré non-recevable dans la demande portée par sadite requête , ou en tout cas il fût débouté & condamné aux dépens , se réservant ledit Marin , de prendre d'autres conclusions contre qui il appartiendrait ; au bas de laquelle requête est l'Ordonnance de la Cour d'en jugeant & soit signifié , & la signification desdites requête & ordonnance à Desfroides , Avocat dudit Gardanne ; l'Arrêt de la Cour , du 17 Décembre 1773 , rendu sur le vu du procès ,

toutes les Chambres assemblées, par lequel il a été ordonné que, dans le lendemain de la signification qui seroit faite du présent Arrêt à Edme-Jean le-Jay, Antoine Bertrand Dairolles, Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais, & Gabrielle-Julie Jamart, épouse de Me. Louis-Valentin Goëzman, accusés, ils seroient tenus de se rendre aux pieds de la Cour pour le jugement de leur procès, sinon & à faute de ce faire dans ledit temps & icelui passé, il a été ordonné qu'il y seroit procédé, suivant & conformément à l'Edit du mois de Juillet dernier, enregistré en la Cour le 6 Septembre suivant; la signification faite dudit Arrêt auxdits accusés, par exploit du dix-huit dudit mois de Décembre, fait par Griveau, Huissier de la Cour; requête d'Edme-Jean le-Jay du dix-sept dudit mois de Décembre, contenant demande à ce qu'il lui fût donné acte de ce que, pour moyens d'atténuation contre la plainte du Procureur-Général du Roi, il employoit le contenu en ladite requête, avec ce qu'il avoit dit dans le cours du procès, même ce qui avoit été dit par les autres co-accusés à cet égard, en ce qui pourroit lui servir & non autrement; ce faisant procédant au jugement dudit procès, étant au rapport de Me. Doë de Combault, Conseiller, ledit le-Jay fût déchargé de ladite accusation; il fût ordonné que ses écrous seroient rayés & biffés des registres de la Conciergerie du Palais, à ce faire le Greffier contraint par corps, quoi faisant déchargé; comme aussi que l'arrêt à intervenir seroit imprimé & affiché dans cette ville de Paris, & par-tout ailleurs où besoin seroit, sauf audit le-Jay à se pourvoir contre son dénonciateur, ainsi qu'il aviseroit; au bas de laquelle requête

est l'ordonnance de la Cour qui a réservé à y faire droit en jugeant & la signification desdites requête & ordonnance au Procureur-Général du Roi. La requête d'Antoine Bertrand Dairolles, du 20 dudit mois de Décembre, tendante à ce qu'en procédant au jugement du procès extraordinairement instruit contre Caron de Beaumarchais & autres, à la requête du Procureur-Général, le nommé Joseph-Jacques Gardanne fût déclaré non-recevable en sa plainte & demande formées contre ledit Bertrand Dairolles, par requête signifiée le 14 Décembre dernier, ou en tout cas il en fût débouté & condamné aux dépens; & au surplus que les conclusions ci-devant prises par ledit Bertrand Dairolles lui fussent adjugées sans préjudice de tous ses droits & actions contre ledit Gardanne, & de suivre l'effet de la plainte contre lui rendue devant le Commissaire Chenu, le 3 Septembre dernier; au bas de laquelle requête est l'ordonnance de la Cour qui a réservé à y faire droit en jugeant & la signification desdites requête & ordonnance à Desroches, Avocat. La requête de Gabrielle-Julie Jamart, épouse de Me. Goëzman, Conseiller en la Cour; du 22 du même mois de Décembre, contenant demande à ce qu'il lui fût donné acte de ce que pour moyens d'atténuation, elle employoit le contenu en ses mémoires imprimés, & en ses interrogatoires, récolement & confrontations; ensemble les pièces justificatives imprimées au soutien du premier mémoire; ce faisant & procédant au jugement d'icelui, elle fût déchargée de l'accusation contr'elle intentée; il fût ordonné la suppression des Libelles répandus dans le public par Caron de Beaumarchais; il lui fût fait défenses d'user à l'avenir de

pareilles récriminations contre les personnes sacrées des Magistrats & leur famille, en haine de la justice & des condamnations qu'il en a essuyées ; il fût ordonné qu'aux fraix & dépens dudit Caron de Beaumarchais, l'Arrêt qui interviendrait à la décharge de ladite Dame Goëzman, seroit imprimé & affiché au nombre de dix mille exemplaires, pour lui tenir lieu de réparation ; & pour l'atrocité des calomnies & diffamations répandues avec affectation & récidive dans les trois libelles dudit Caron de Beaumarchais, il fût condamné en vingt mille livres de dommages-intérêts envers ladite Dame Goëzman, applicables de son consentement, savoir, le quart au pain des prisonniers de la Conciergerie, & les trois autres quarts aux Hôpitaux de la ville de Paris qu'il plairoit à la Cour désigner ; & où la Cour en feroit, quant à présent, la moindre difficulté sous prétexte du contenu aux charges & informations qui laisseroient quelques nuages sur l'innocence de ladite Dame Goëzman, en ce cas il lui fût donné acte de ce qu'elle articuloit & mettoit en fait : 1°. que le Sieur Caron de Beaumarchais avoit employé la voie des menaces & des présents auprès de le-Jay, Libraire, pour le suborner & le faire varier dans ses déclarations & dépositions. 2°. Qu'avant qu'il eût encore été fait aucune proposition à ladite Dame Goëzman, son mari depuis sa nomination de Rapporteur de l'affaire du Sieur Caron de Beaumarchais, lui avoit déjà accordé chez lui une audience le samedi matin 3 Avril. 3°. Que le Sieur Caron s'étoit vanté & avoit dit en propres termes qu'il n'avoit suscité cette affaire que pour perdre son F. . . Rapporteur. 4°. Que pour parvenir à ses fins,

fius , il a formé un complot dans lequel sont entrés presque tous les témoins qui ont été entendus. 5°. Enfin , que le propos de la poule plumée , celui de l'enchere couverte & autres de cette nature répandus dans les différents libelles du Sieur Caron de Beaumarchais étoient d'horribles calomnies dont les faits n'avoient jamais existé , ni la preuve ne pouvoit être légitimement acquise au procès ; en conséquence , avant faire droit , ladite Dame Goëzman fût admise à la preuve desdits faits comme faits justificatifs , tant par pieces que par témoins & par addition d'information pardevant tel Conseiller qu'il plairoit à la Cour commettre , pour , lesdites additions d'informations faites , rapportées , communiquées au Procureur-Général du Roi , être ordonné par la Cour ce qu'il appartiendrait ; au bas de laquelle requête est l'ordonnance de la Cour qui a réservé à y faire droit en jugeant , & la signification desdites requête & ordonnance , tant au Procureur-Général du Roi qu'à Parey , Avocat ; la requête de Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais du vingt-deux Décembre mil sept cent soixante-treize , tendante à être déchargé de l'accusation contre lui intentée ; il fût ordonné que l'arrêt qui interviendrait seroit imprimé & affiché , sous la réserve que faisoit ledit de Beaumarchais , de tous ses droits & actions contre Me. Goëzman , comme son dénonciateur ; au bas de laquelle requête est l'ordonnance de la Cour qui a réservé à y être fait droit en jugeant , & la signification desdites requête & ordonnance au Procureur-Général du Roi ; la requête de Louis-François-Claude Marin , du 22 Décembre 1773 , contenant demande à ce qu'il lui fût donné acte de ce qu'en adhérant à

ses précédentes plaintes portées en la Cour, des deux précédents libelles du Sieur Caron, de la nouvelle plainte qu'il rendoit par ladite requête du troisieme libelle dudit Sieur Caron de Beaumarchais circonstances & dépendances, lequel libelle ledit Marin a joint à ladite requête pour servir de preuve, il fût permis audit Marin de faire informer des faits répandus dans ledit imprimé, ensemble de ceux répandus dans les deux précédents, par-devant le Rapporteur du procès, ou tel autre Conseiller qu'il plairoit à la Cour de commettre, & dans le cas où la Cour voudroit dès à présent prononcer, attendu que tout ce qui étoit dit contre ledit Marin par ledit Caron dans ses trois libelles, n'étoient que des calomnies atroces contre l'honneur & la réputation dudit Marin, il fût ordonné que lesdites imputations seroient déclarées fausses & calomnieuses; il fût fait défenses audit Caron de plus à l'avenir récidiver; il fût condamné à telle réparation authentique qu'il plairoit à la Cour arbitrer, applicable, du consentement dudit Marin, à telle œuvre pie qu'il plairoit à la Cour, sauf au Procureur-Général du Roi à prendre pour la vindicte publique telles conclusions qu'il appartiendrait, se réservant ledit Marin tous ses droits contre ledit Caron, ses adhérents & complices, & de les faire valoir quand il appartiendrait, & que ledit Caron fût condamné aux dépens; au bas de laquelle requête est l'ordonnance de la Cour portant ait acte, & au surplus a réservé à y faire droit en jugeant, & la signification desdites requête & ordonnance au Procureur-Général du Roi. La requête de la Dame Goëzman du 22 Décembre 1773, contenant demande à ce qu'il lui fût donné acte de

ce qu'elle employoit pour moyen d'atténuation & de faits justificatifs , le contenu dans le certificat du Chirurgien par elle joint au Conseiller-Rapporteur , & de défenses contre toutes les énonciations contraires aux faits qu'elle a soutenus dans son récolement & dans ses confrontations ; vu aussi ledit certificat donné par Fromont , Maître en Chirurgie , le 20 Décembre 1773 ; l'Arrêt de la Cour rendu sur ladite requête & sur les conclusions du Procureur-Général du Roi , le 22 du dit mois de Décembre , par lequel , sans s'arrêter à la requête de la Dame Goëzman , il a été ordonné que l'arrêt du 17 Décembre seroit exécuté selon sa forme & teneur ; en conséquence , que ladite de Goëzman seroit tenue de se rendre ledit jour à trois heures & demie de relevée , aux pieds de la Cour , pour le jugement de son procès , le surplus de la requête de ladite de Goëzman été joint , au fond du procès , pour en jugeant y avoir tel égard que de raison. La requête de Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais , du 23 Décembre 1773 , tendante à ce qu'il fût ordonné avant faire droit , qu'il seroit à la requête du Procureur-Général du Roi , informé des faits énoncés en ladite requête , circonstances & dépendances , pour l'information faite être par la Cour statué ainsi que de raison. L'arrêt de la Cour rendu , toutes les Chambres assemblées , sur les conclusions du Procureur-Général du Roi , le 23 Décembre 1773 , par lequel , avant faire droit , il a été ordonné qu'à la requête du Procureur-Général du Roi , Me. Louis-Valentin Goëzman seroit ajourné à comparoir en personne pour être oui & interrogé par-devant Me. Guillaume-Jean-Baptiste Doë de Combault & Pierre Mangot , Conseillers , sur

les faits résultants du procès & autres, sur lesquels le Procureur-Général du Roi voudroit le faire entendre, pour ledit interrogatoire fait communiqué au Procureur Général du Roi, être par lui pris telles conclusions qu'il appartiendrait, & vu par la Cour être ordonné ce que de raison ; les requêtes de Louis-François-Claude Marin, Joseph-Jacques Gardanne, Edme-Jean le-Jay, Antoine-Bertrand Dairolles, Gabrielle-Julie Jamart & Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais, ont été jointes au fond du procès, pour en jugeant y avoir tel égard que de raison ; la signification faite dudit arrêt audit Me. Goëzman, par exploit du 24 du même mois fait par Griveaux, Huissier de la Cour ; l'interrogatoire subi par ledit M. Goëzman devant Mes. Doë de Combault & Mangot, Conseillers, le 4 Janvier 1774 & jours suivans, ensemble les quatre pieces annexées audit interrogatoire, dont les trois premières sont trois Mémoires manuscrits pour le Sieur Caron de Beaumarchais, dans son affaire contre le Sieur Comte de la Blache, & la quatrième, une lettre dudit Sieur Comte de la Blache à Me. Goëzman, du 18 Septembre 1773 ; l'arrêt de la Cour rendu toutes les Chambres assemblées, & sur les conclusions du Procureur-Général du Roi le 19 Janvier 1774, par lequel il a été ordonné qu'à la requête du Procureur-Général du Roi, & par-devant Me. Pierre Chazal & Jean-Pierre Reymond, Conseillers, que la Cour a commis à cet effet, ledit Louis-Valentin Goëzman, accusé, seroit récolé sur son interrogatoire ; comme aussi il a été ordonné que les témoins ouïs ès information & continuation d'information faites en la Cour devant Me. Doë de Combault, Conseiller, seroient, si besoin étoit,

confrontés audit Goëzman , & ledit Goëzman , ensemble le nommé le-Jay , Caron de Beaumarchais , Bertrand Dairolles & Gabrielle-Julie Jamart accusée , aussi , si besoin étoit , respectivement confrontés les uns aux autres pour ce fait , le tout communiqué au Procureur-Général du Roi , être par lui pris telles conclusions qu'il appartiendrait , & vu par la Cour être ordonné ce que de raison. Le récolement dudit Me. Goëzman sur son interrogatoire du vingt-un Janvier mil sept cent soixante-quatorze ; la confrontation desdits Gabrielle-Julie Jamart , Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais , Edme-Jean le-Jay & Antoine-Bertrand Dairolles , accusés ; audit Me. Goëzman , du 23 dudit mois de Janvier & jours suivans ; autre confrontation dudit Me. Goëzman à son épouse , du même jour ; autre confrontation dudit Me. Goëzman audit Caron de Beaumarchais , du 27 dudit mois de Janvier 1774 , & jours suivans ; autre confrontation dudit Me. Goëzman à le-Jay ; du 3 Février 1774 , autre confrontation dudit Me. Goëzman audit Bertrand Dairolles , du 4 dudit mois de Février ; la confrontation des témoins audit Me. Goëzman , des 5 & 6 du même mois de Février , le tout fait pardevant lesdits Mes. Pierre de Chazal , & Jean-Pierre Reymond , Conseillers-Commissaires en cette partie ; la dénonciation faite en la Cour , toutes les Chambres assemblées , par l'un des Conseillers-Présidents en icelle , le 17 Février 1774 , des quatre Mémoires imprimés du Sieur Caron de Beaumarchais ; l'Arrêt de la Cour du 18 dudit mois de Février , rendu sur les conclusions du Procureur-Général du Roi , par lequel il a été donné acte au Procureur-Général du Roi , de la plainte qu'il rendoit contre Pierre-Augus-

tin Caron de Beaumarchais , des faits portés en la dénonciation sus-énoncée ; ladite plainte a été jointe au fond du procès extraordinairement instruit en la Cour , à la requête du Procureur-Général du Roi , contre , ledit Caron de Beaumarchais , lefdits le-Jay , Bertrand Dairolles , Goëzman & sa femme , pour en jugeant y avoir tel égard que de raison , sauf à disjoindre , si le cas y échet ; il a été ordonné que dans le jour de la signification qui seroit faite dudit Arrêt , aux nommés C. Simon , Quillau & Claulier , Imprimeurs , ils seroient tenus d'apporter & déposer au Greffe criminel de la Cour , les minutes des Mémoires & Consultations dont étoit question ; à ce faire , contraints même par corps , quoi faisant déchargés ; la signification faite dudit Arrêt auxdits Simon , Quillau & Claulier , Imprimeurs , par exploit dudit jour 18 Février 1774 , fait par Sergent , Huissier de la Cour , avec commandement d'y satisfaire ; l'acte de dépôt fait au Greffe criminel de la Cour , le 19 dudit mois de Février , par Claude Simon , Imprimeur-Libraire , à Paris , d'un exemplaire imprimé & signé pour pouvoir , Malbeste , Avocat d'un Mémoire ayant pour titre : *Mémoire à consulter pour Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais* , commençant par ces mots : *Pendant que le Public s'entretient d'un procès , & finissant par ceux-ci : n'a pas le plus léger fondement.* Autre acte de dépôt fait au Greffe criminel de la Cour , ledit jour 19 Février , par François-Augustin Quillau , Imprimeur-Libraire , à Paris , d'un exemplaire imprimé & signé pour pouvoir , Bidault , Avocat , d'un Mémoire ayant pour titre : *Supplément au Mémoire à consulter pour Pierre-Augustin Caron de Beau-*

marchais ; commençant par ces mots : Pressé d'établir mon innocence : & finissant par ceux-ci : de ceux auxquels la dénonciation donne lieu. Autre acte de dépôt fait au Greffe criminel de la Cour , le même jour 19 Février , par Jacques-Gabriel Claufier , Imprimeur-Libraire à Paris ; 1^o. d'un exemplaire imprimé & signé pour pouvoir , Bidault , Avocat , d'un Mémoire ayant pour titre : *Addition au Supplément du Mémoire à consulter pour Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais ; commençant par ces mots : Et bien , Madame , & finissant par ceux-ci : parce que le tort est toujours du côté des aggresseurs ;* 2^o. d'un exemplaire imprimé & signé pour pouvoir , Bidault Avocat , d'un autre Mémoire ayant pour titre : *Quatrième Mémoire à consulter pour Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais , commençant par ces mots : Suivant la marche ordinaire des procès , & finissant par ceux-ci : que vient de rendre contre lui M. Goëzman ;* lesdits actes contenant en même-temps déclaration de la part desdits Simon , Quillau & Claufier , qu'il étoit d'usage constant dans l'Imprimerie , que les Imprimeurs ne gardoient jamais la véritable minute du Mémoire qu'ils imprimoient ; mais bien un exemplaire imprimé dudit mémoire signé de l'Avocat pour pouvoir ; le dépôt volontaire fait au Greffe criminel de la Cour , le 21 dudit mois de Février par Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais , d'un exemplaire de chacun des Mémoires ci-dessus énoncés , avec déclaration que lesdits quatre exemplaires , signés dudit de Beaumarchais , étoient parfaitement conformes aux minutes ; la requête de Louis-Valentin Goëzman , tendante à ce que , vu le procès-verbal de confrontation du Sieur de Beaumarchais .

audit Me. Goëzman; ensemble le Mémoire imprimé, joint à ladite requête, il fût donné acte audit Me. Goëzman de la plainte qu'il a déjà rendue devant MM. les Commissaires, & qu'il réitéroit de l'injure atroce à lui faite, tant en public qu'en présence des Commissaires de la Cour, par le Sieur Caron, & dont la preuve existoit, tant dans le mémoire joint à ladite requête, que dans ledit procès-verbal de confrontation, il fût permis audit Me. Goëzman, si la Cour le jugeoit à propos, de faire informer des faits contenus en ladite plainte, requérant à cet effet la jonction du Procureur-Général du Roi : au bas de laquelle requête est l'ordonnance de la Cour, qui a réservé à y faire droit en jugeant. Autre requête dudit Me. Goëzman, tendante à ce que, vu la déposition de la Demoiselle Julie Caron, son récolement, ensemble le procès-verbal de sa confrontation audit Me. Goëzman, il fût donné acte audit Me. Goëzman de la plainte qu'il avoit déjà rendue devant MM. les Commissaires de la Cour, & qu'il réitéroit de la calomnie atroce que ladite Julie Caron s'étoit permise contre ledit Me Goëzman, dans ses dépositions & récolement, dans la vue de ternir sa réputation à la face de la justice même, & d'accréditer d'autres imputations calomnieuses; il lui fût permis même de faire informer des faits de ladite plainte, circonstances & dépendances, requérant pour cette fin la jonction du Ministère public, & sauf à celui-ci à prendre contre ladite Julie Caron, en exécution de l'article 11 du titre 15 de l'ordonnance de 1670, les conclusions que la sûreté & la conservation de l'honneur des Magistrats & des Citoyens exigeroient, au bas de la-

quelle requête est l'ordonnance de la Cour, qui a réservé, à y faire droit en jugeant. La requête de Joseph-Jacques Gardanne, Docteur-Régent de la Faculté de Médecine de Paris, & Censeur Royal, du 23 Février 1774, tendante à ce qu'en continuant de procéder au jugement du procès extraordinairement instruit en la Cour, à la requête du Procureur-Général du Roi, contre le Sieur Caron de Beaumarchais & autres, en adjugeant audit Gardanne les conclusions par lui ci-devant prises par sa requête du 14 Décembre 1773, par laquelle il avoit conclu à ce que les deux mémoires à consulter & consultations étant ensuite, ayant pour titre, l'un : *Mémoire à consulter & Consultation pour Antoine-Bertrand Dairolles, accusé*; l'autre, *Mémoire à consulter pour le Sieur Marin, en réponse à ce qui le concerne dans le Mémoire du Sieur Caron de Beaumarchais*, contenant, savoir, le premier, 41 pages in-4°. & le second, 36 pages aussi in-4°. fussent & demeurassent supprimés, contenant des faits faux, injurieux & calomnieux à l'honneur & à la réputation dudit Gardanne, avec dommages-intérêts, impression & affiche de l'arrêt qui interviendrait; augmentant auxdites conclusions, & sans s'arrêter aux demandes desdits Marin & Bertrand Dairolles, portées par leurs requêtes des 16 & 20 Décembre 1773, dans lesquelles ils seroient déclarés non-recevables, ou en tout cas déboutés : il fût ordonné en outre, qu'un imprimé ayant pour titre : *Supplément au Mémoire du Sieur Bertrand Dairolles*, commençant par ces mots : *Je suis forcé de prendre encore la plume*; au bas duquel est une Consultation datée du 22 Décembre 1773, signée de Me. Donnadieu de Noprât, Avocat,

finissant par ces mots : *dans ses calomnies*, contenant 24 pages *in-4°*. qu'un autre imprimé ayant pour titre : *A Nosseigneurs de Parlement , les Chambres assemblées*, commençant par ces mots : *Supplie humblement Artoine Bertrand Dairolles*, signé à la fin dudit Bertrand Dairolles & de Me. Moynat son Avocat, & signifié le 20 Décembre 1773; contenant 4 pages *in-4°*. & qu'une requête présentée à Nosseigneurs de Parlement, les Chambres assemblées, par Louis-François-Claude Marin, Censeur Royal, signée dudit Marin & de Me. Picard son Avocat, & signifiée audit Gardanne, le 16 Décembre 1773, seroient & demeureroient supprimés, comme contenant des faits faux, injurieux, calomnieux & attentatoires à l'honneur & à la réputation dudit Gardanne; lesdits Marin & Bertrand Dairolles, fussent condamnés en tels dommages-intérêts qu'il plairoit à la Cour arbitrer, applicables, du consentement dudit Gardanne, au pain des pauvres prisonniers de la Conciergerie du Palais à Paris, & aux dépens envers ledit Gardanne; il fût ordonné que l'Arrêt qui interviendrait seroit imprimé & affiché par-tout où besoin seroit, jusqu'à la concurrence de cinq cents exemplaires, aux fraix & dépens desdits Sieurs Marin & Bertrand Dairolles; il fût donné acte audit Gardanne de ce qu'il joignoit à sadite requête lesdits deux imprimés & copie de la requête dudit Marin; il lui fût pareillement donné acte de la dénonciation qu'il faisoit au Procureur-Général du Roi desdits deux imprimés & copie de requête, pour, par ledit Procureur-Général, prendre telles conclusions qu'il aviseroit pour la vindicte publique, sous la réserve que faisoit ledit Gardanne de tous ses

droits & actions ; au bas de laquelle requête est l'ordonnance de la Cour , qui a réservé à y faire droit en jugeant ; & la signification desdites requête & ordonnance , tant au Procureur-Général du Roi , qu'à Mes. Picard & Moynat , Avocats. L'Arrêt de la Cour du vingt-trois Février mil sept cent soixante-quatorze , rendu sur le vu du procès , par lequel il a été ordonné que dans le jour de la signification qui seroit faite d'icelui à Edme-Jean le-Jay , Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais , Antoine Bertrand Dairolles , Louis-Valentin Goëzman , & Gabrielle-Julie Jamart son épouse , accusés , ils seroient tenus de se rendre aux pieds de la Cour pour le jugement de leur procès , sinon & à faute de ce faire dans ledit temps , & icelui passé , il a été ordonné qu'ils y seroient contraints , suivant & conformément à l'Edit du mois de Juillet dernier , enregistré en la Cour le 6 Septembre suivant. Les significations faites dudit arrêt auxdits accusés , par exploits des 24 & 25 dudit mois de Février , faits par Griveau , Huissier de la Cour. La requête d'Antoine Bertrand Dairolles , dudit jour 25 Février 1774 , tendante à ce qu'en procédant au jugement du procès extraordinairement instruit , à la requête du Procureur-Général du Roi , contre ledit Bertrand Dairolles & autres accusés , sans s'arrêter aux conclusions de Joseph-Jacques Gardanne , prises par ses requêtes des 14 Décembre dernier & 23 Février présent mois , il fût déclaré purement & simplement non-recevable dans sesdites requêtes , ou en tout cas il en fût débouté & condamné aux dépens ; au bas de laquelle requête est l'ordonnance de la Cour , qui a réservé à y faire droit en jugeant , & la signification desdites

requête & ordonnance, tant au Procureur-Général du Roi, qu'à Defroches, Avocat. Autre requête dudit Antoine Bertrand Dairolles, dudit jour vingt-cinq Février, tendante à ce qu'il lui fût donné acte de ce que pour moyens d'atténuation & justification, il employoit tout ce qu'il avoit dit & écrit au procès, & notamment le contenu en ses interrogatoires, récolement & confrontation, & ce qu'il plairoit à la Cour y suppléer de droit & d'équité; ce faisant, procédant au jugement du procès extraordinairement instruit, à la requête du Procureur-Général du Roi, contre ledit Bertrand & autres; ledit Bertrand Dairolles fût déchargé des plaintes & accusations contre lui rendues & intentées; comme aussi, attendu les outrages, injures & calomnies répandus contre ledit Bertrand dans les quatre Mémoires du Sieur de Beaumarchais; il fût ordonné que lesdits Mémoires seroient & demeureroient supprimés, ledit de Beaumarchais fût condamné en dix mille livres de dommages-intérêts envers ledit Bertrand, applicables, de son consentement, au pain des pauvres prisonniers de la Conciergerie du Palais à Paris, & aux dépens; il fût ordonné que l'arrêt qui interviendrait seroit imprimé & affiché aux fraix & dépens dudit de Beaumarchais, jusqu'à tel nombre d'exemplaires qu'il plairoit à la Cour, sans préjudice d'aucun des autres droits, noms, raisons & actions dudit Bertrand Dairolles, contre ledit de Beaumarchais & tous autres qu'il appartiendrait, au bas de laquelle requête est l'ordonnance de la Cour qui a réservé à y faire droit en jugeant, & la signification desdites requêtes & ordonnances audit Caron de Beaumar-

chais , par exploit du 25 dudit mois de Février , fait par Sergent , Huissier de la Cour ; la requête de Me. Louis - Valentin Goëzman , dudit jour 25 Février , tendante à ce qu'en prononçant sur le procès , ledit Me. Goëzman fût déchargé de l'accusation contre lui intentée , & qu'il lui fût adjugé comme Magistrat , telle réparation qu'il paroîtroit convenable à la Cour , faisant de nouveau le sacrifice , comme il l'a toujours fait , & toutes réparations personnelles ; subsidiairement , & au cas que la Cour ne trouvât pas sa religion suffisamment instruite , il fût ordonné , avant faire droit , que les domestiques dudit Me. Goëzman , ensemble le Comte de la Blache , son laquais , le Sieur Vaffor & deux autres personnes , que ledit Me. Goëzman indiqueroit sur le champ , conformément à l'article 4 du titre des faits justificatifs de l'ordonnance de 1670 , seroient entendus sur les faits de ladite requête ; au bas de laquelle requête est l'ordonnance de la Cour qui a réservé à y faire droit en jugeant , & la signification desdites requête & ordonnance , tant au Procureur-Général du Roi , qu'au domicile dudit Caron de Beaumarchais , faite par Regnault , Huissier de la Cour. La requête de Louis - François - Claude Marin , du même jour 25 Février 1774 , tendante à ce qu'en adhérant par lui à ses précédentes plaintes par lui rendues en la Cour , il lui fût donné acte de la nouvelle plainte qu'il rendoit des faits faux & calomnieux répandus dans les libelles dudit Caron , & notamment dans le quatrième , lequel libelle ledit Marin joint à sadite requête pour servir de preuve ; il fût permis audit Marin de faire informer des faits contenus en la présente plain-

te, pardevant tel Conseiller qu'il plairoit à la Cour de commettre ; & dans le cas où la Cour ne voudroit pas s'en réserver la connoissance & l'instruction, audit cas les plaintes dudit Marin fussent renvoyées pardevant le Lieutenant-Criminel du Châtelet de Paris ; & encore dans le cas où la Cour se trouveroit suffisamment instruite, puisqu'il s'agissoit d'un délit public, d'une diffamation énorme constatée par des libelles avoués par leur auteur, voudroit prononcer sur les plaintes & demandes dudit Marin, en jugeant le procès dont il s'agit, il fût ordonné que les faits faux & calomnieux répandus dans les libelles dudit Caron, en ce qui concernoit ledit Marin, feroient & demeureroient supprimés comme faux & calomnieux ; il fût fait défenses audit Caron de ne plus à l'avenir récidiver sous telles peines qu'il appartiendrait ; ledit Caron de Beaumarchais fût condamné en 100000 livres de dommages-intérêts par forme de réparation civile, applicables à des œuvres pies à la volonté dudit Marin, il fût ordonné aussi que l'arrêt à intervenir seroit imprimé, lu, publié & affiché partout où besoin seroit, au nombre de 6000 exemplaires aux fraix dudit Caron, & qu'il fût condamné en outre en tous les dépens, sauf au Procureur-Général du Roi à prendre pour la vindicte publique contre ledit Caron, auteurs & adhérents, telles conclusions qu'il aviseroit, vu l'exemple de l'arrêt du 22 Février 1716 ; au bas de laquelle requête est l'ordonnance de la Cour, qui a réservé à y faire droit en jugeant, & la signification desdites requête & ordonnance au domicile dudit Sieur Caron de Beaumarchais, par exploit dudit jour 25 Février, fait par

Sergent, Huissier de la Cour. La requête de Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais , du 26 Février 1774, contenant demande à ce qu'il fût donné acte de ce que pour réponses aux différentes plaintes du Sieur Marin, il employoit le contenu en sadite requête; il lui fût pareillement donné acte de la plainte qu'il rendoit à la Cour, de la subornation pratiquée & mise en usage par ledit Sieur Marin envers le Sieur Bertrand Dairolles, & laquelle subornation, il a reprochée audit Sieur Marin dans ses mémoires : il fût ordonné que des faits de ladite subornation il seroit informé en la Cour, à la requête dudit Caron de Beaumarchais, pardevant tel Conseiller qu'il plairoit à la Cour commettre, ainsi que des autres faits répandus dans les Mémoires dudit Caron de Beaumarchais, contre ledit Sieur Marin, réquérant la jonction du ministère public, pour l'information faite & rapportée, être par la Cour statué ce qu'il appartiendrait; & au surplus, ledit Sieur Marin fût débouté de ses demandes & condamné aux dépens; au bas de laquelle requête est l'ordonnance de la Cour, qui a réservé à y faire droit en jugeant, & la signification desdites requête & ordonnance à Picard, Avocat dudit Marin; autre requête dudit Caron de Beaumarchais, du même jour 26 Février, tendante à ce qu'en procédant au jugement du procès, Me. Gœzman fût condamné à faire audit Caron de Beaumarchais, telles réparations que la Cour jugeroit convenable; comme aussi à le reconnoître pour homme de bien & d'honneur, incapable de corrompre & de calomnier un Juge, en mettre un acte au Greffe, & condamné en 20000 livres de dommages-intérêts par

forme de réparation civile , applicables , du consentement dudit Caron de Beaumarchais , au profit des Hôpitaux de Paris ; comme aussi , attendu que les quinze louis formant la somme de 360 livres que Madame Goëzman a exigés pour le Secrétaire de son mari , qui lui ont été remis à cet effet de la part dudit Caron de Beaumarchais , n'ont point été par elle restitués. M. & Mad. Goëzman fussent condamnés solidairement à rendre & restituer audit Caron de Beaumarchais , ladite somme de 360 livres avec les intérêts , à compter du jour de l'indue rétention faite par ladite Dame Goëzman ; au bas de laquelle requête est l'ordonnance de la Cour , qui a réservé à y faire droit en jugeant , & la signification desdites requête & ordonnance à Mes. Eynard & Seguin , Avocats desdits Sieur & Dame Goëzman ; l'arrêt de la Cour de ce jourd'hui rendu , toutes les Chambres assemblées , sur la requête de Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais , tendante à fin de récusation de M. le Président le Prêtre de Châteaugiron , par lequel il a été ordonné qu'il seroit mis néant sur la requête dudit Caron de Beaumarchais ; & qu'elle seroit déposée au Greffe criminel de la Cour. Les conclusions définitives du Procureur-Général du Roi sur ledit procès. Ouis & interrogés en la Cour sur les faits résultant du procès , lesdits Edme-Jean le-Jay , Antoine Bertrand Dairolles , Louis-Valentin Goëzman , Gabrielle-Julie Jamart , sa femme , & Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais , auquel représentation a été faite des quatre Mémoires par lui déposés volontairement au Greffe Criminel de la Cour , le 21 Février présent mois , & de la déclaration y
annexée

annexée , avec sommation & interpellation de déclarer s'il en étoit véritablement l'auteur , & de les parapher ; à laquelle interpellation ledit Caron de Beaumarchais a répondu que lefdits Mémoires étoient de sa composition , & les a paraphés , ainfi que ladite Déclaration ; tout confidéré.

LA COUR , toutes les Chambres affemblées , faifant droit fur le tout , pour les cas réfultants du procès , condamne Gabrielle-Julie Jamart , femme de Louis-Valentin Goëzman , à être mandée à la Chambre , pour , étant à genoux , y être blâmée , la condamne en outre en trois livres d'amende envers le Roi , à prendre fur fes biens ; fans s'arrêter ni avoir égard à la requête de Pierre-Auguftin Caron de Beaumarchais , & faifant droit fur les conclufions du Procureur-Général du Roi , ordonne que ladite Gabrielle-Julie Jamart fera tenue , même par corps , de rendre & reftituer la fomme de 360 livres par elle reçue de Edme-Jean le-Jay , pour être ladite fomme appliquée au pain des pauvres prifonniers de la Conciergerie du Palais. Condamne pareillement Pierre - Auguftin Caron de Beaumarchais à être mandé à la Chambre , pour , étant à genoux , y être blâmé ; le condamne en outre en trois livres d'amende envers le Roi , à prendre fur fes biens ; faifant droit fur la plainte du Procureur-Général du Roi , reçue & jointe au procès , par arrêt de la Cour du dix-huit Février préfent mois , enfemble fur fes conclufions , ordonne que les quatre mémoires imprimés en 1773 & 1774 ; le premier chez Claude Simon , ayant pour titre : Mémoire à confulter , pour Pierre-Auguftin Caron de Beaumarchais , commençant par ces mots :

Pendant que le Public s'entretient d'un procès , & finissant par ceux-ci : Soit que je te l'accorde ou non , lis cet arrêt , & tremble de parler. Signé Caron de Beaumarchais , contenant 38 pages d'impression. Le second , imprimé chez Quillau , ayant pour titre : Supplément au Mémoire à consulter pour Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais , commençant par ces mots : Pressé d'établir mon innocence par l'exposé des faits , & finissant par ceux-ci : Le Jay le quitta , je le quitte aussi. Signé Caron de Beaumarchais , contenant 61 pages d'impression. Le troisieme , imprimé chez J. G. Cloufier , ayant pour titre : Addition au Supplément du Mémoire à consulter pour Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais , commençant par ces mots : Eh bien , Madame , il est donc décidé que je vous trouverai toujours en contradiction ? & finissant par ceux-ci , à Paris , ce 15 Décembre 1773 , Signé Caron de Beaumarchais , contenant 75 pages d'impression. Le quatrieme & dernier imprimé chez ledit Jacques-Gabriel Cloufier , ayant pour titre : Quatrieme Mémoire à consulter pour Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais , commençant par ces mots : Suivant la marche ordinaire des procès , & finissant par ceux-ci : Premier auteur de tous mes maux , signé Caron de Beaumarchais , contenant 99 pages d'impression , seront lacérés & brûlés au pied du grand escalier du Palais , par l'Exécuteur de la Haute-Justice , comme contenant des expressions & imputations téméraires , scandaleuses & injurieuses à la Magistrature en général , à aucun de ses membres , & diffamatoires envers différents particuliers ; fait défenses audit Caron de Beaumarchais de faire à l'avenir de pareils Mémoires , sous peine

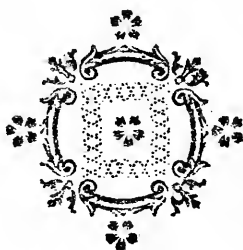
de punition corporelle, & pour les avoir faits, le condamne à aumôner au pain des prisonniers de la Conciergerie du Palais, la somme de 12 livres à prendre sur ses biens; comme aussi fait défenses à Bidault, Ader & Malbeste, Avocats, de plus à l'avenir autoriser de pareils Mémoires par leurs consultations & signatures, sous telles peines qu'il appartiendra; fait pareillement défenses à tous Imprimeurs, Libraires & Colporteurs, de les imprimer, débiter ou colporter; enjoint à tous ceux qui en ont des exemplaires de les apporter au Greffe criminel de la Cour pour y être supprimés. Condamne Edme-Jean le-Jay & Antoine Bertrand Dairolles à être mandés à la Chambre, pour, étant debout derrière le Barreau, y être admonestés; les condamne en outre à aumôner chacun la somme de trois livres au pain des pauvres prisonniers de la Conciergerie du Palais, ladite somme à prendre sur leurs biens; sur l'accusation intentée contre Louis Valentin Goëzman, à la requête du Procureur-Général du Roi, met les parties hors de Cour & de procès. Sur les différentes plaintes, requêtes & demandes de Louis-François-Claude Marin, Louis-Valentin Goëzman, Gabrielle-Julie Jamart, sa femme, Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais, Edme-Jean le-Jay, Antoine-Bertrand Dairolles, & Joseph-Jacques Gardanne, met pareillement les parties hors de Cour. Faisant pareillement droit sur les conclusions du Procureur-Général du Roi, ordonne que les Mémoires, ensemble les notes imprimés d'Antoine Bertrand Dairolles, Louis-Valentin Goëzman, Gabrielle-Julie Jamart, sa femme, Louis-François-Claude Marin, & François-Thomas-Marie Darnaud, seront &

demeureront supprimés. Ordonne qu'à la requête du Procureur-Général du Roi, le présent arrêt sera imprimé, publié & affiché dans cette Ville de Paris, & par-tout où besoin sera. FAIT en Parlement, toutes les Chambres assemblées, le vingt-six Février mil sept cent soixante-quatorze. Collationné P R O T.

Signé LE JAY.

Et le 5 Mars audit an 1774, à la levée de la Cour, les quatre Mémoires imprimés mentionnés en l'arrêt ci-dessus ont été lacérés & brûlés dans la Cour du Palais, au pied du grand escalier d'icelui, par l'Exécuteur de la Haute-Justice, en présence de nous Alexandre Nicolas-François le Breton, l'un des premiers & principaux Commis au Greffe Criminel de la Cour, assisté de deux Huiſſiers de ladite Cour.

Signé LE BRETON.





A R R Ê T

DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Qui supprime un Ecrit ayant pour titre : *Mémoire à consulter & Consultation pour Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais*

Du 4 Février 1775.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

LE ROI s'étant fait représenter, en son Conseil, un Ecrit ayant pour titre : *Mémoire à consulter & Consultation pour Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais*, précédé d'un avertissement, & suivi d'un *errata*; ledit Ecrit imprimé à Paris Chez Cloufier, le 16 Janvier 1775 : Et Sa Majesté étant dans l'intention de réprimer la licence condamnable à laquelle ne se livrent que trop souvent les auteurs de semblables Ecrits, & de faire sentir les effets d'une juste sévérité à ceux qui abuseroient de leur esprit pour déchirer la réputation des personnes avec lesquelles ils feroient en contestation. A quoi desirant pourvoir : Oui le rapport, & tout considéré; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne que l'Imprimé intitulé : *Mémoire à consulter & Consultation pour Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais*; ledit imprimé précédé d'un avertissement & suivi d'un *errata*, de l'Imprimerie de Cloufier, le 16

Janvier 1775, sera & demeurera supprimé, comme contenant des faits témérairement hasardés, étrangers à l'objet de la contestation entre le Comte de la Blache & ledit Beaumarchais, & des expressions injurieuses & contraires à la décence & au respect que l'on doit à la Justice de Sa Majesté. Fait défenses audit de Beaumarchais de récidiver, sous telles peines qu'il appartiendra, & à tous Libraires, Imprimeurs & Colporteurs, de vendre & distribuer ledit Mémoire : Ordonne que ceux qui en ont des exemplaires seront tenus de les apporter au Greffe du Conseil, pour être pareillement supprimés, & que le présent Arrêt sera imprimé & affiché par-tout où besoin sera. FAIT au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le quatre Février mil sept cent soixante-quinze, *Signé* PHELYPEAUX.

Fin du Tome second.









